

Lois

Loi n° 2025-17 du 12 décembre 2025, portant loi de finances pour l'année 2026⁽¹⁾.

Au nom du peuple,

L'Assemblée des représentants du peuple et le Conseil national des régions et des districts ont adopté,

Le Président de la République promulgue la loi dont la teneur suit :

Dispositions Budgétaires

Article premier - Les recettes et les dépenses du budget de l'Etat pour l'année 2026 sont estimées comme suit :

- Recettes du budget de l'Etat 52 560 000 000 Dinars
- Dépenses du budget de l'Etat 63 575 000 000 Dinars

Art. 2 - Est et demeure autorisée pour l'année 2026 la perception au profit du budget de l'Etat des recettes d'un montant total de 52 560 000 000 Dinars répartis comme suit :

- Les recettes fiscales 47 773 000 000 Dinars
- Les recettes non fiscales 4 437 000 000 Dinars
- Les dons 350 000 000 Dinars

Ces recettes sont réparties conformément au tableau « A » annexé à la présente loi.

Art. 3 - Les recettes affectées aux comptes spéciaux du trésor pour l'année 2026 sont fixées à 1 924 925 000 Dinars conformément au tableau « B » annexé à la présente loi.

Art. 4 - Le montant des recettes des comptes de concours pour l'année 2026 est fixé à 53 104 000 Dinars.

Art. 5 - Le montant des crédits de paiement des dépenses du budget de l'Etat pour l'année 2026 est fixé à 63 575 000 000 Dinars.

Ces crédits sont répartis par missions, par missions spéciales et par programmes conformément au tableau « C » annexé à la présente loi.

Art. 6 - Le montant des crédits d'engagement des dépenses du budget de l'Etat pour l'année 2026 est fixé à 66 800 000 000 Dinars.

Ces crédits sont répartis par missions, par missions spéciales et par programmes, conformément au tableau « D » annexé à la présente loi.

Art. 7 - Est autorisée pour l'année 2026 la perception des ressources du trésor d'un montant total de 27 064 000 000 Dinars.

Ces ressources sont utilisées pour financer le résultat du budget de l'Etat et couvrir les charges de trésor comme suit :

En dinars

Désignations	Montant
Ressources des emprunts extérieurs	6 808 000 000
Ressources des emprunts intérieurs	19 056 000 000
Ressources de trésor	1 200 000 000
Total sources de financement	27 064 000 000
Financement de déficit budgétaire y compris les dons extérieurs, privatisation et confiscation	11 015 000 000
Remboursement du principal de la dette intérieure	7 932 000 000
Remboursement du principal de la dette extérieure	7 917 000 000
Prêts et avances du trésor	200 000 000
Total des utilisations	27 064 000 000

Art. 8 - Le montant des recettes et des dépenses des établissements publics dont les budgets sont rattachés pour ordre au budget de l'Etat pour l'année 2026 est fixé par missions à 1 585 597 000 Dinars conformément au tableau « E » annexé à la présente loi.

⁽¹⁾ Travaux préparatoires :

Discussion et adoption par l'Assemblée des représentants du peuple dans sa séance commune du 4 décembre 2025.

Art. 9 - L'effectif global du personnel autorisé au titre de l'année 2026 au profit des ministères y compris les services centraux et régionaux et le personnel des établissements publics dont les budgets sont rattachés pour ordre au budget de l'Etat est de 687 000 agents.

Cet effectif est réparti par missions et par missions spéciales conformément au tableau « F » annexé à la présente loi.

Art. 10 - Le montant maximum dans la limite duquel le ministre chargé des finances est autorisé à accorder des prêts du trésor aux établissements publics en vertu de l'article 62 du code de la comptabilité publique est fixé à 200 000 000 Dinars pour l'année 2026.

Art. 11 - Le montant maximum dans la limite duquel le ministre chargé des finances est autorisé à accorder la garantie de l'Etat pour la conclusion des prêts ou l'émission des sukuk islamiques conformément à la législation en vigueur est fixé à 7 000 000 000 Dinars pour l'année 2026.

Art. 12 - Par dérogation aux dispositions de l'article 25 de la loi n°2016-35 du 25 avril 2016, fixant le statut de la Banque centrale de Tunisie, il est fait autorisation à la Banque centrale de Tunisie d'accorder au profit du Trésor public de la République tunisienne des facilités de trésorerie dans la limite d'un montant maximum de 11 000 millions de dinars.

Ces facilités sont octroyées sans intérêts et sont remboursables sur une période de 15 ans, incluant une période de grâce de 3 ans.

Une convention est conclue entre le ministre chargé des finances et le Gouverneur de la Banque centrale de Tunisie, fixant notamment les modalités de mise à disposition et de remboursement des facilités accordées.

Chapitre premier

Consolidation du rôle social de l'Etat

Encouragement du recrutement des diplômés de l'enseignement supérieur dans le secteur privé

Art. 13 - Est prise en charge par l'Etat, la contribution patronale au régime légal de la sécurité sociale au titre du salaire payé au profit des salariés diplômés de l'enseignement supérieur recrutés par les entreprises du secteur privé à partir du 1^{er} janvier 2026 comme suit :

- La première année: 100%
- La deuxième année: 80%
- La troisième année: 60%
- La quatrième année: 40%
- La cinquième année: 20%

Elargissement des interventions du Fonds national de l'emploi et priorisation des chômeurs de longue durée

Art. 14 - Est ajouté au paragraphe 2 de l'article 13 de la loi n° 99-101 du 31 décembre 1999, portant loi des finances pour l'année 2000, telle que modifiée et complétée par les textes subséquents un paragraphe dont le texte suit :

« Le fonds intervient également dans le financement des programmes et des mécanismes visant à améliorer les qualifications des demandeurs d'emploi, des étudiants en terminales de l'enseignement supérieur et des apprenants des centres de formation professionnelle. »

Soutenir le pouvoir d'achat

Approbation de l'augmentation des traitements et salaires dans les secteurs public et privé et les pensions des retraités au titre des années 2026, 2027 et 2028.

Art. 15 - Sont augmentés les traitements et les salaires dans les secteurs public et privé au titre des années 2026, 2027 et 2028.

Cette augmentation s'applique aux pensions des retraités.

L'augmentation des traitements, des salaires et des pensions des retraités est fixée par décret.

Appui à la santé publique

Soutien à l'Agence nationale du médicament et des produits de santé

Art. 16 - L'Agence nationale du médicament et des produits de santé bénéficie de la suspension de la taxe sur la valeur ajoutée au titre de ses acquisitions locales de réactifs, solutions, fournitures médicales, appareils et équipements destinés au contrôle des médicaments.

Cet avantage est accordé pour les acquisitions locales sur la base d'une attestation ponctuelle de suspension de la taxe sur la valeur ajoutée délivrée à cet effet par le service fiscal compétent.

Elargissement du champ de l'avantage accordé aux équipements médicaux importés par les hôpitaux et les cliniques pour inclure les structures sanitaires militaires

Art. 17 - Bénéficient de la suspension de la taxe sur la valeur ajoutée et de l'exonération des droits de douane dus à l'importation, les équipements médicaux acquis directement ou à travers le ministère de la défense nationale au profit des cliniques militaires et des centres de santé militaires spécialisés dans le cadre des réglementations en vigueur.

Financement de l'acquisition de médicaments spécialisés non inclus dans le régime de base de l'assurance maladie

Art. 18 - Est ajouté au premier paragraphe de l'article 12 du décret-loi n°2021-21 du 28 décembre 2021, portant loi des finances pour l'année 2022 ce qui suit :

et l'acquisition de médicaments spécialisés non inclus dans le régime de base de l'assurance maladie.

Soutien aux cliniques de la sécurité sociale et au Centre d'appareillage orthopédique

Art. 19 - Bénéficient de la suspension de la taxe sur la valeur ajoutée et de l'exonération des droits de douane les opérations d'importation et d'acquisition locale des équipements, matériels et produits réalisés par la Caisse nationale de sécurité sociale au profit des cliniques de la sécurité sociale et du Centre d'appareillage orthopédique, et nécessaires à leur activité.

Cet avantage est accordé pour les acquisitions locales sur la base d'une attestation de suspension de la taxe sur la valeur ajoutée délivrée à cet effet par le service fiscal compétent.

Renforcement des ressources de financement des caisses sociales

Art. 20 :

1) Est relevé de "cent dinars" à "deux cents dinars" le droit d'inscription foncière exigible au titre des donations d'immeubles entre ascendants et descendants et entre époux prévu par le deuxième paragraphe de l'article 26 de la loi n° 80-88 du 31 décembre 1980, portant loi de finances pour l'année 1981, telle que modifiée et complétée par les textes subséquents.

2) Est ajouté au paragraphe II de l'article 117 du code des droits d'enregistrement et de timbre le numéro 10 bis ainsi libellé :

Nature des actes, écrits et formules administratives	Montant du droit en dinars
II. LES FORMULES ADMINISTRATIVES.....(sans changement)	
10 bis - Les cahiers des charges qui ne sont pas soumis à un droit de timbre spécial.	20,000 sur chaque cahier

3) Est ajouté aux dispositions de l'article 119 du code des droits d'enregistrement et de timbre le numéro 9 ainsi libellé :

9) Au dépôt pour les cahiers des charges.

4) Un droit supplémentaire de 0,100 dinars est dû sur chaque opération de recharge téléphonique égale ou supérieure à 5 dinars.

5) Une taxe est due sur les jeux et les compétitions dont la participation s'effectue par les différents moyens de technologies de communication prévus par l'article 17 de la loi n°2024-48 du 9 décembre 2024, portant loi des finances pour l'année 2025, et ce au taux de 40% du prix de la participation dans le jeu ou la compétition.

6) Est ajouté au paragraphe I de l'article 117 du code des droits d'enregistrement et de timbre le numéro 6 bis ainsi libellé :

Nature des actes, écrits et formules administratives	Montant du droit en Dinars
I. ACTES ET ECRITS(sans changement)	
6 bis- Les factures délivrées par les grandes surfaces commerciales prévues par le code de l'aménagement du territoire et de l'urbanisme :	
- dont le montant varie de 50 dinars à 100 dinars ;	1,500 par facture
- dont le montant est supérieur à 100 dinars.	2,000 par facture

7) Est ajouté au numéro 2 de l'article 12 du décret-loi n°2021-21 du 28 décembre 2021, portant loi de finances pour l'année 2022 un paragraphe, ainsi libellé :

Le compte est également financé :

- par une contribution due par les banques et les établissements financiers prévus par la loi n°2016-48 du 11 juillet 2016 relative aux banques et aux établissements financiers, par les entreprises d'assurance et de réassurance exerçant leur activité conformément aux dispositions du code des assurances y compris les entreprises d'assurance et de réassurance takaful et le fonds des adhérents, par les opérateurs de réseaux des télécommunications prévus par le code de télécommunications et par les concessionnaires automobiles, et ce, à partir du 1^{er} janvier 2026.

Ladite contribution est fixée à 4% des bénéfices servant de base pour le calcul de l'impôt sur les sociétés dont le délai de déclaration intervient à partir de l'année 2026 avec un minimum de 10.000 dinars.

Ladite contribution est payée dans les mêmes délais et selon les mêmes modalités impartis pour le paiement de l'impôt sur les sociétés.

Ladite contribution n'est pas déductible de l'assiette de l'impôt sur les sociétés.

Le contrôle de cette contribution, la constatation des infractions et le contentieux y afférents ont lieu comme en matière d'impôt sur les sociétés.

- par prélèvement de deux dinars sur le prix journalier de location de voitures, pour chaque automobile, effectué par les agences de location de voitures et versé mensuellement, comme en matière de taxe sur la valeur ajoutée, sur la base d'une déclaration établie selon un modèle établi par le ministère des finances.

Est affecté au profit du compte de diversification des sources de sécurité sociale :

- un pourcentage de 50% du droit d'inscription foncière exigible sur les donations d'immeubles entre ascendants et descendants et entre époux prévu par le deuxième paragraphe de l'article 26 de la loi n° 80-88 du 31 décembre 1980, portant loi de finances pour l'année 1981, telle que modifiée et complétée par les textes subséquents.

- un pourcentage de 50% du droit sur les tickets de vente délivrés aux clients, prévu par le numéro 10 du paragraphe I de l'article 117 du code des droits d'enregistrement et de timbre.

- un pourcentage de 50% du droit de timbre dû sur les cahiers des charges prévu par le numéro 10 bis du paragraphe II de l'article 117 du code des droits d'enregistrement et de timbre.

- un pourcentage de 20% de la taxe sur les vols et les voyages maritimes internationaux créée en vertu de l'article 81 de la loi n°2015-53 du 15 décembre 2015, portant loi des finances pour l'année 2016 telle que modifiée et complétée par les textes subséquents.

- un pourcentage de 20% de la taxe de séjour dans les établissements touristiques créée en vertu de l'article 49 de la loi n°2017-66 du 18 décembre 2017, portant loi des finances pour l'année 2018 telle que modifiée et complétée par les textes subséquents.

- un pourcentage de 20% de la redevance de compensation due sur les boîtes de nuit n'étant pas rattachées à un établissement touristique et les cabarets, prévue en vertu de l'article 63 de la loi n°2012-27 du 29 décembre 2012, portant loi des finances pour l'année 2013, telle que modifiée par l'article 45 de la loi des finances pour l'année 2024.

Est aussi affecté au profit du compte de diversification des sources de sécurité sociale le rendement du relèvement :

- du droit de timbre dû sur les factures prévu par le numéro 6 bis du paragraphe I de l'article 117 du code des droits d'enregistrement et de timbre.

- du droit supplémentaire dû sur chaque opération de recharge téléphonique égale ou supérieure à 5 dinars.

- la taxe est due sur les jeux et les compétitions dont la participation s'effectue par les différents moyens de technologies de la communication prévus par l'article 17 de la loi n°2024-48 du 9 décembre 2024, portant loi des finances pour l'année 2025.

Consolidation du droit au logement et soutien aux mécanismes de mise à disposition d'un logement décent

Elargissement du champ d'intervention du Fonds de promotion du logement pour les salariés.

Art. 21 - Est ajouté à l'article 5 de la loi n° 77-54 du 3 août 1977, relative à la création du Fonds de promotion du logement pour les salariés, un paragraphe ainsi libellé :

Il contribue au financement de la construction des logements et à l'aménagement des lots sociaux réalisés par la Société nationale immobilière de Tunisie et ses filiales, la Société de promotion des logements sociaux et l'Agence foncière de l'habitation, conformément aux conditions et modalités fixées par décret.

Consécration du droit au transport

Exonération des ouvriers de l'impôt sur le revenu au titre des services de transport pris en charge par l'employeur

Art. 22 - Sont modifiées, les dispositions du point 25 de l'article 38 du code de l'impôt sur le revenu des personnes physiques et de l'impôt sur les sociétés comme suit :

25. La valeur de l'avantage octroyé aux ouvriers par les entreprises au titre des services de transport du et au lieu du travail.

Chapitre deuxième

Soutien aux entreprises économiques et appui à l'investissement pour la réalisation du développement équitable

Appui au financement des entreprises économiques dans les régions les moins développées

Art. 23 - Est créée une ligne de financement d'un montant de 15 millions de dinars sur les ressources du Fonds national de l'emploi, allouée à l'octroi de crédits à des conditions préférentielles pour financer des activités dans tous les domaines économiques, selon les indices de développement régional, et ce, durant la période allant du 1^{er} janvier 2026 au 31 décembre 2026.

La priorité dans l'octroi des crédits mentionnés est accordée aux régions les moins développées.

La gestion de cette ligne est confiée à la Banque tunisienne de solidarité en vertu d'une convention conclue à cet effet entre le ministère chargé des finances, le ministère chargé de l'emploi et la Banque tunisienne de solidarité fixant les conditions et les modalités de gestion de ladite ligne de financement.

Appui au financement des sociétés communautaires pour la relance du rythme de leur création et la promotion du développement et de l'emploi

Art. 24 :

1) Est abrogée l'expression " du 1^{er} janvier 2023 au 31 décembre 2025 " mentionnée au premier paragraphe de l'article 29 du décret-loi n°2022-79 du 22 décembre 2022, portant loi de finances pour l'année 2023, tel que modifié et complété par l'article 32 de la loi n°2023-13 du 10 décembre 2023 portant loi de finances pour l'année 2024, et remplacée par l'expression " du 1^{er} janvier 2023 au 31 décembre 2027 ".

2) Est Allouée une dotation supplémentaire d'un montant de 35 millions de dinars sur les ressources du Fonds national de l'emploi au profit de la ligne de financement des sociétés communautaires créée en vertu de l'article 29 du décret-loi n°2022-79 du 22 décembre 2022, portant loi de finances pour l'année 2023.

Appui au financement des petites et moyennes entreprises

Art. 25 - Est créée une ligne de financement d'un montant de 10 millions de dinars sur les ressources du Fonds national de l'emploi au profit des petites et moyennes entreprises, allouée au financement des besoins de gestion et d'exploitation à des conditions préférentielles, et ce durant la période allant du 1^{er} janvier 2026 au 31 décembre 2027.

La gestion de la ligne est confiée à la Banque de financement des petites et moyennes entreprises en vertu d'une convention conclue à cet effet avec le ministère chargé des finances et le ministère chargé de l'emploi fixant les conditions et les modalités de sa gestion.

Appui à l'autofinancement au profit des promoteurs de projets et des petites entreprises

Art. 26 - Est créée une ligne de financement d'un montant de 23 millions de dinars sur les ressources du Fonds national de l'emploi, allouée à l'octroi de crédits sans intérêt et sans exigence de garanties afin de renforcer l'autofinancement des promoteurs de projets et des petites entreprises, à compter du 1^{er} janvier 2026 jusqu'au 31 décembre 2026, et sa gestion est confiée à la Banque tunisienne de solidarité en vertu d'une convention conclue entre le ministère chargé de l'emploi et le ministère chargé des finances, fixant les conditions et les modalités de gestion de ladite ligne de financement.

Appui au financement des petits agriculteurs

Art. 27 - L'Etat prend en charge la mise en place d'une ligne de financement d'un montant de 10 millions de dinars au profit des petits agriculteurs pour financer des crédits saisonniers à des conditions favorables, et ce pour la saison agricole 2025-2026.

Sa gestion est confiée à la Banque tunisienne de solidarité, en vertu d'une convention conclue avec le ministère chargé des finances fixant les conditions et les modalités du bénéfice ainsi que le mode de sa gestion.

Prise en charge par l'État de la différence entre le taux appliqué aux crédits d'investissement et le taux moyen du marché monétaire au profit des petites et moyennes entreprises

Art. 28 - L'État prend en charge la différence entre le taux appliqué aux crédits et financements d'investissement et le taux moyen du marché monétaire, dans la limite de trois points, pour les crédits et financements octroyés par les banques et les établissements financiers au profit des petites et moyennes entreprises dans le secteur agricole et les autres secteurs productifs, à l'exception du secteur commercial, du secteur financier, du secteur de la promotion immobilière privée et du secteur des hydrocarbures et des mines, sans que la marge appliquée par les banques et les établissements financiers ne dépasse le taux de 3,5 %.

Cette mesure s'applique aux crédits et financements d'investissement octroyés à compter du 1^{er} janvier 2026 jusqu'à fin décembre 2027.

Les conditions et les modalités du bénéfice de cet avantage sont fixées par décret.

Encouragement du conditionnement de l'huile d'olive

Art. 29 - Bénéficiaire de l'exonération des droits de douane et de la suspension de la taxe sur la valeur ajoutée, les intrants nécessaires au conditionnement de l'huile d'olive produite localement.

Cet avantage est accordé pour les acquisitions locales sur la base d'une attestation de suspension de la taxe sur la valeur ajoutée délivrée à cet effet par le service fiscal compétent.

Pour bénéficier dudit avantage le bénéficiaire est tenu d'obtenir un programme annuel visé par les services compétents du ministère chargé de l'industrie.

Exonération des contrats de prêts accordés aux petits agriculteurs et petits pêcheurs des droits d'enregistrement

Art. 30 :

- 1) Est ajouté aux dispositions de l'article 25 du code des droits d'enregistrement et de timbre le numéro 10 ainsi libellé :
10- les contrats de prêts accordés aux petits agriculteurs et aux petits pêcheurs.
- 2) Est abrogé le numéro 29 de l'article 23 du code des droits d'enregistrement et de timbre.
- 3) Les dispositions prévues par le numéro 1 du présent article s'appliquent aux contrats de prêts conclus à partir du 1^{er} janvier 2026.

Exonération de la pomme de terre des taxes au profit des fonds spéciaux du Trésor

Art. 31 :

La pomme de terre est exonérée de :

- la taxe sur les fruits et légumes au profit du Fonds de développement de la compétitivité dans le secteur de l'agriculture et de la pêche
- la taxe au profit du Fonds d'indemnisation des dommages agricoles causés par les calamités naturelles.

Chapitre Troisième

Interventions sociales

Création d'un "Fonds de soutien aux personnes à Handicap "

Art. 32 - Est créé un fonds spécial intitulé "Fonds de soutien aux personnes à Handicap" qui aide à l'intégration économique et sociale des personnes à handicap, à travers le financement des interventions relatives aux domaines de la formation, de l'emploi, de l'encouragement à la création de projets, ainsi que de l'intégration économique, sportive et culturelle.

Les modalités de gestion du Fonds et les conditions de ses interventions sont fixées par décret.

Le ministre chargé des affaires sociales est l'ordonnateur de ce Fonds.

La gestion du Fonds de soutien aux personnes à handicap est confiée à la Caisse nationale de sécurité sociale, en vertu d'une convention conclue à cet effet entre ladite Caisse, le ministre chargé des affaires sociales et le ministre chargé des finances.

Le Fonds de soutien aux personnes à Handicap est financé par:

- Un prélèvement de 1 % des indemnités résultant des accidents de la route et des accidents de travail, perçu par voie de retenue à la source sur les montants payés par les entreprises d'assurance, les fonds des adhérents, le compte de garantie des victimes d'accidents de la route ou les caisses de sécurité sociale.

Le recouvrement du prélèvement, son contrôle, la constatation des infractions et le contentieux y afférents s'effectuent comme en matière de retenue à la source au titre de l'impôt sur le revenu des personnes physiques et de l'impôt sur les sociétés.

- Les dons et autres ressources pouvant être affectés en sa faveur, conformément à la législation en vigueur.

Promouvoir l'intégration économique des personnes handicapées

Art. 33 - Bénéficient de la suspension de la taxe sur la valeur ajoutée et, le cas échéant, du droit de consommation et des taxes dues, les opérations d'importation et d'acquisition locale des équipements et matériels nécessaires à la réalisation de projets par les personnes handicapées.

Les conditions et procédures d'application du présent article sont fixées par décret.

Art. 34 :

1) Est abrogée l'expression " du 1^{er} janvier au 31 décembre 2025 " mentionnée à l'article 22 de la loi n°2024-48 du 9 décembre 2024, portant loi de finances pour l'année 2025, et remplacée par l'expression " du 1^{er} janvier 2025 au 31 décembre 2027 ".

2) Est Allouée une dotation supplémentaire d'un montant de 5 millions de dinars sur les ressources du Fonds national de l'emploi au profit de la ligne de financement des personnes handicapées créée en vertu de l'article 22 de la loi n°2024-48 du 9 décembre 2024, portant loi de finances pour l'année 2025.

L'assistance aux personnes atteintes de la maladie de l'xeroderma pigmentosum et des personnes allergiques au gluten

Art. 35 - Les personnes atteintes de la maladie de l'xeroderma pigmentosum reçoivent une allocation financière mensuelle de 130 dinars par personne au titre de la prise en charge d'une partie des frais d'achat des dispositifs de protection.

Ainsi que, les personnes allergiques au gluten issues de familles pauvres et à faibles revenus inscrites au programme « Amen Social » bénéficient d'une allocation mensuelle de 130 dinars par personne au titre de la prise en charge d'une partie des frais d'achat de produits alimentaires.

Les modalités et conditions d'octroi de ladite allocation sont déterminées par arrêté conjoint du ministre chargé des affaires sociales, du ministre chargé de la santé et du ministre chargé des finances.

Allègement de la fiscalité des bus et des véhicules automobiles de 8 ou 9 places acquis par, ou au profit des associations d'aide aux enfants atteints de la maladie "Xeroderma Pigmentosum" et des associations de réadaptation et d'intégration des personnes atteintes de troubles du spectre de l'autisme

Art. 36 -

1) Est ajoutée l'expression «et les associations d'aide aux enfants atteints de la maladie "*Xeroderma Pigmentosum*" et les associations de réadaptation et d'intégration des personnes atteintes de troubles du spectre de l'autisme» après l'expression « et les associations œuvrant dans le domaine de soutien et de l'assistance des personnes sans soutien familial» prévue au premier paragraphe du numéro 27 du paragraphe I du tableau "A"nouveau annexé au Code de la taxe sur la valeur ajoutée, et l'expression « ou des personnes atteintes de la maladie "*Xeroderma Pigmentosum*" ou des personnes atteintes de troubles du spectre de l'autisme» après l'expression «transport des handicapés ou des personnes sans soutien familial» prévue au troisième paragraphe du même numéro.

2) Est ajoutée l'expression « les associations d'aide aux enfants atteints de la maladie "*Xeroderma Pigmentosum*" et les associations de réadaptation et d'intégration des personnes atteintes de troubles du spectre de l'autisme» après l'expression « et les associations œuvrant dans le domaine de soutien et de l'assistance des personnes sans soutien familial » prévue au premier tiret de la position tarifaire Ex 87.03 reprise au tableau annexé à la loi n° 88-62 du 2 juin 1988, portant refonte de la réglementation relative au droit de consommation.

3) Est ajoutée l'expression « et les associations œuvrant dans le domaine de soutien et de l'assistance des personnes sans soutien familial, les associations d'aide aux enfants atteints de la maladie "*Xeroderma Pigmentosum*" et les associations de réadaptation et d'intégration des personnes atteintes de troubles du spectre de l'autisme exerçant conformément à la législation en vigueur » après l'expression «les associations qui s'occupent des handicapés» prévue au deuxième tiret de la position tarifaire Ex 87.03 reprise au tableau annexé à la loi n° 88-62 du 2 juin 1988, portant refonte de la réglementation relative au droit de consommation.

Poursuivre l'appui à l'inclusion financière et économique des catégories vulnérables et à revenu limité

Art. 37 - Est créée une ligne de financement d'un montant de 20 millions de dinars sur les ressources du Fonds national de l'emploi au profit des catégories vulnérables et à revenu limité, allouée à l'octroi de crédits sans intérêt ne dépassant pas 10 mille dinars pour chaque crédit, pour le financement des activités dans tous les domaines économiques, et ce, durant la période allant du 1^{er} janvier 2026 au 31 décembre 2026, remboursables sur une durée maximale de 6 ans dont une (1) année de grâce.

Sa gestion est confiée à la Banque tunisienne de solidarité en vertu d'une convention conclue à cet effet avec le ministère chargé des finances et le ministère chargé de l'emploi fixant les conditions et les modalités de gestion de ladite ligne de financement.

Chapitre quatrième

Appui à la contribution sociale

Appui à la contribution sociale des individus et des entreprises

Art. 38 - 1) Est ajouté au paragraphe I de l'article 39 du code de l'impôt sur le revenu des personnes physiques et de l'impôt sur les sociétés un paragraphe 6 ainsi libellé :

6. Les dons pécuniaires accordés à l'Etat, aux collectivités locales, aux entreprises publiques, aux sociétés communautaires, à l'Union tunisienne de solidarité sociale, aux associations s'occupant de l'enfance, des personnes âgées, de la famille, des personnes sans soutien, des personnes handicapées et de la culture et aux petites associations sportives et qui exercent leur activité conformément à la législation les régissant. Il est entendu par petites associations sportives, les associations dont les revenus déclarés au dernier rapport financier annuel n'excède pas 500 mille dinars.

Le bénéfice de la déduction est subordonné à la présentation, à l'appui de la déclaration annuelle de l'impôt sur le revenu d'une liste détaillée comportant l'identité des bénéficiaires et les montants qui leur sont accordés et de tout document justifiant l'opération de paiement effectif.

2) Sont ajoutés au deuxième paragraphe du paragraphe 5 de l'article 12 du code de l'impôt sur le revenu des personnes physiques et de l'impôt sur les sociétés deux tirets ainsi libellés :

- les dons et les subventions accordés à l'Union tunisienne de solidarité sociale.
- les dons et les subventions accordés aux sociétés communautaires.

Elargissement du champ d'intervention des contributions payées dans le cadre de la responsabilité sociétale

Art. 39 - Est ajouté après le troisième tiret du deuxième paragraphe de l'article 13 de loi n°2024-48 du 9 décembre 2024, portant loi de finances pour l'année 2025, un tiret ainsi libellé :

- Le secteur social

Chapitre cinquième

Soutien aux entreprises publiques

Soutien à la Compagnie des phosphates de Gafsa

Art. 40 -

1) La Compagnie des phosphates de Gafsa bénéficie de l'exonération des droits de douane et de la taxe sur la valeur ajoutée lors de l'importation des équipements, matériels, produits et véhicules de service nécessaires à leurs opérations de transport.

2) La Compagnie des phosphates de Gafsa bénéficie de la suspension de la taxe sur la valeur ajoutée au titre de ses acquisitions locales nécessaires à son activité.

Ladite Compagnie est tenue lors de l'acquisition sur le marché local d'obtenir préalablement une attestation délivrée à cet effet par le service fiscal compétent sur la base d'une copie de la facture d'achat visée par les services compétents du ministère de tutelle du secteur.

Renforcement du rôle régulateur et de services de l'Office du commerce de Tunisie

Art. 41 -

1) Le ministre chargé des finances, agissant au nom de l'État, est autorisé à abandonner les créances de l'État à la charge de l'Office du commerce de Tunisie, relative aux droits des douanes, autres taxes, pénalités de retard et amendes, résultant du non-règlement des déclarations douanières simplifiées souscrites avant le 1^{er} janvier 2025 et relatives aux opérations d'importation effectuées par celui-ci.

2) L'abandon prévu par le présent article ne peut donner lieu ni à un remboursement au profit de l'Office, ni à une révision des inscriptions comptables des montants acquittés, ni à aucune incidence fiscale au titre de l'impôt sur les sociétés.

Soutien à la Société tunisienne du sucre

Art. 42 -

1. Il est autorisé au ministre chargé des finances, agissant au nom de l'État, d'abandonner les créances de l'État demeurrées à la charge de la Société tunisienne du sucre, représentées par les pénalités de retard et les amendes fiscales mises à sa charge et arrêtées à un montant de (2.757.338) dinars.

2. L'abandon prévu par le présent article ne peut donner lieu ni à la restitution de montants au profit de la société, ni à la révision de l'enregistrement comptable des montants acquittés, ni à aucune incidence fiscale au titre de l'impôt sur les sociétés.

Exonération des services de l'Etat, des collectivités locales et établissements publics à caractère administratif de la taxe sur les demandes d'ordonnances sur requêtes et injonctions de payer et sur les demandes en rétractation formées à leur encontre

Art. 43 -

Est ajouté au deuxième tiret du paragraphe 4 de l'article 13 de la loi n°2023-13 du 11 décembre 2023, portant loi des finances pour l'année 2024 ce qui suit :

Sont exclues de l'application de ladite taxe, les demandes d'ordonnances sur requêtes et injonctions de payer, et les demandes en rétractation formées à leur encontre, présentées par les services de l'Etat, des collectivités locales et établissements publics à caractère administratif.

Allègement du coût des projets publics financés par des crédits extérieurs affectés

Art. 44 -

1) Est modifié l'article 13 bis du code de la taxe sur la valeur ajoutée comme suit :

Bénéficient de la suspension de la taxe sur la valeur ajoutée les biens, marchandises, travaux et prestations livrés ou financés à titre de don, à l'Etat, aux collectivités locales, aux établissements et entreprises publics et aux groupements de maintenance et de gestion des zones industrielles pour les projets classés d'utilité publique par décret, dans le cadre de la coopération internationale et ce, dans la limite du montant du don.

Bénéficient également de la suspension de la taxe sur la valeur ajoutée les biens, marchandises, travaux et prestations livrés ou financés par des crédits extérieurs affectés, octroyés à l'Etat, aux collectivités locales, aux établissements et entreprises publics et aux groupements de maintenance et de gestion des zones industrielles, pour les projets classés d'utilité publique par décret, dans le cadre de la coopération internationale et ce, dans la limite du montant du crédit accordé à cet effet.

L'avantage susmentionné s'applique également au cas où les acquisitions nécessaires à l'exécution des projets financés par un don ou par un crédit extérieur affecté dans le cadre de la coopération internationale sont réalisées par les structures chargées, en vertu des conventions conclues à cet effet, de la gestion du don ou du crédit et ce dans la limite de leurs montants, à condition de mentionner sur les factures le bénéficiaire final qu'il s'agisse de l'Etat ou des collectivités locales ou des établissements et entreprises publics ou encore des groupements de maintenance et de gestion des zones industrielles pour les projets classés d'utilité publique par décret.

La suspension de la taxe sur la valeur ajoutée est accordée pour les acquisitions locales de l'Etat, des collectivités locales, des établissements et entreprises publics et des groupements de maintenance et de gestion des zones industrielles, pour les projets classés d'utilité publique par décret, figurant dans la convention du don ou du crédit conclue à cet effet au vu d'une attestation délivrée préalablement par le bureau de contrôle des impôts compétent.

2) Sont ajoutées au titre II des dispositions préliminaires du tarif des droits de douane à l'importation, un paragraphe 7.31 ainsi libellé :

7.31 Dons et prêts

7.31.1- Sous réserve des dispositions des paragraphes 6 et 7.1 du titre II des dispositions préliminaires du tarif des droits de douane à l'importation et des conditions prévues au paragraphe 7.31.2 ci-dessous, bénéficient de l'exonération des droits de douane les produits, matériels et équipements importés conformément aux dispositions de l'article 13 bis et l'article 13 quinquies du code de la taxe sur la valeur ajoutée.

7.31.2- Le bénéfice de l'avantage fiscal prévu au paragraphe 7.31.1 concernant le don ou le prêt doit être directement lié à l'activité du bénéficiaire et l'objet du don ou du prêt ne doit pas être cédé, à titre onéreux ou gratuit.

Chapitre sixième

Renforcement du dispositif de transition énergétique et écologique

Elargissement des interventions du Fonds de transition énergétique

Art. 45 - Est ajouté, après le deuxième sous-paragraphe du paragraphe 1 de l'article 12 de la loi n° 2005-106 du 19 décembre 2005, portant loi de finances pour l'année 2006, telle que modifiée et complétée par les textes subséquents, un paragraphe ainsi libellé :

Il prend également en charge la différence entre le taux appliqué aux crédits et financements d'investissement et le taux moyen du marché monétaire, dans la limite de trois points, sans que la marge appliquée par les banques et les établissements financiers ne dépasse le taux de 3,5 %, et ce, durant la période allant du 1^{er} janvier 2026 jusqu'à fin décembre 2028, pour :

- Les crédits et financements octroyés par les banques et établissements financiers au profit des investissements dans le domaine de l'efficacité énergétique et des énergies renouvelables;

- Les crédits et financements octroyés par la Banque tunisienne de solidarité, destinés à l'acquisition de voitures électriques par les propriétaires de taxis ainsi que les centres de formation dans le domaine de la conduite automobile.

Allègement de la fiscalité des intrants nécessaires à la fabrication des batteries lithium

Art. 46 - Sont exonérés des droits de douane et est réduit à 7 % le taux de la taxe sur la valeur ajoutée applicable aux intrants non fabriqués localement et nécessaires à la fabrication des batteries lithium figurant au tableau suivant :

Numéro de Tarif	Désignation des produits
391910	Plaques, feuilles, bandes, rubans, pellicules et autres formes plates, autoadhésifs, en matières plastiques, en rouleaux d'une largeur n'excédant pas 20 cm.
392049	Plaques, feuilles, pellicules, bandes et lames, en matières plastiques non alvéolaires, non renforcées ni stratifiées, ni munies d'un support, ni pareillement associées à d'autres matières, en polymères du chlorure de vinyle.
392062	Plaques, feuilles, pellicules, bandes et lames, en matières plastiques non alvéolaires, non renforcées ni stratifiées, ni munies d'un support, ni pareillement associées à d'autres matières, en poly (éthylène téréphtalate).
EX 760719	Feuilles et bandes minces en aluminium, sans support, non imprimées, d'une épaisseur n'excédant pas 0,2 mm.
850760	Accumulateurs électriques au lithium-ion.
EX 853690	Connecteurs.
EX 8537	Panneaux électroniques pour la commande et protection des accumulateurs au lithium-ion.

Pour bénéficier dudit avantage, le bénéficiaire est tenu d'obtenir un programme annuel visé par les services compétents du ministère chargé de l'industrie.

Allègement de la fiscalité des véhicules automobiles équipés d'un moteur thermique et d'un moteur électrique rechargeable et des bornes de recharge des véhicules

Art. 47 -

1) Sont exonérés du droit de consommation les véhicules automobiles relevant du numéro Ex 87.03 du tarif des droits de douane et les véhicules à usage mixte (polyvalents) relevant du numéro Ex 87.04 du tarif des droits de douane, équipés à la fois, pour la propulsion, d'un moteur thermique et d'un moteur électrique rechargeable par une source d'alimentation électrique externe.

2) Est ajoutée après l'expression "équipés uniquement de moteurs électriques pour la propulsion" mentionnée au numéro 18 quinquies du paragraphe I du tableau "B" nouveau annexé au code de la taxe sur la valeur ajoutée l'expression suivante :

et les véhicules automobiles équipés à la fois, pour la propulsion, d'un moteur thermique et d'un moteur électrique rechargeable par une source d'alimentation électrique externe.

3) Le tarif des droits de douane à l'importation, approuvé par la loi n°89-113 du 30 décembre 1989, telle que modifiée et complétée par les textes subséquents, est modifié comme suit:

Numéro de Tarif	Désignation des produits	Taux de droit de douane (%)
EX 87.02	Véhicules, pour le transport de dix personnes ou plus, équipés à la fois, pour la propulsion, d'un moteur thermique et d'un moteur électrique, rechargeable par une source externe d'alimentation électrique.	0
EX 87.04	Véhicules mixtes (polyvalents), équipés à la fois, pour la propulsion, d'un moteur thermique et d'un moteur électrique, rechargeable par une source externe d'alimentation électrique.	0

4) Sont réduits à 10 % les taux des droits de douane et à 7% le taux de la taxe sur la valeur ajoutée appliqués pour les bornes de recharge des véhicules électriques relevant des numéros 85044055003 et Ex 853710 du tarif des droits de douane, et ce, jusqu'au 31 décembre 2028.

5) Est ajouté après l'expression « par des moteurs électriques » citée au paragraphe 2 de l'article 77 de la loi n°82-91 du 31 décembre 1982, portant loi des finances pour l'année 1983, telle que modifiée et complétée par les textes subséquents, l'expression suivante :

et les véhicules automobiles, équipés à la fois, pour la propulsion, d'un moteur thermique et d'un moteur électrique rechargeable par une source externe d'alimentation électrique.

6) Est ajouté après l'expression « par des moteurs électriques » citée au paragraphe 3 de l'article 22 de la loi n°84-2 du 21 mars 1984, portant loi des finances complémentaire de l'année 1984, telle que modifiée et complétée par les textes subséquents, l'expression « et les véhicules automobiles, équipés à la fois, pour la propulsion, d'un moteur thermique et d'un moteur électrique rechargeable par une source externe d'alimentation électrique »

7) Est abrogé le numéro 2 de l'article 30 du décret-loi n° 2021-21 du 28 décembre 2021, portant loi de finances pour l'année 2022 et remplacé par le numéro 2 nouveau ainsi libellé :

2 (nouveau) : Est réduit de 50 % le taux du droit de consommation appliqué aux véhicules automobiles équipés à la fois, pour la propulsion, d'un moteur thermique à piston alternatif à allumage par étincelles d'une cylindrée n'excédant pas 1700 cm³ et d'un moteur électrique autres que ceux rechargeables par une source externe d'alimentation électrique relevant de la position tarifaire Ex 87.03 et est réduit de 50% le taux du droit de consommation appliqué aux véhicules à usages mixtes (polyvalents) équipés à la fois, pour la propulsion, d'un moteur thermique à piston alternatif à allumage par compression (diesel ou semi-diesel) d'une cylindrée n'excédant pas 2100 cm³ et d'un moteur électrique autre que ceux rechargeables par une source externe d'alimentation électrique relevant de la position tarifaire Ex 87.04.

8) est ajouté après le sous paragraphe 2 du paragraphe 1 de l'article 2 de la loi n°2005-82 du 15 août 2005 relative à la création d'un système de maîtrise de l'énergie, telle que modifiée et complétée par les textes subséquents, un paragraphe ainsi libellé :

« La taxe est également réduite à 50 % pour les voitures équipées à la fois, pour la propulsion, d'un moteur thermique à pistons alternatifs à allumage commandé, dont la cylindrée ne dépasse pas 1700 cm³, et d'un moteur électrique, à l'exception de celles pouvant être rechargées par une source externe d'alimentation électrique, mentionnées sous le numéro du tarif douanier 87.03. »

Chapitre septième

Réforme fiscale et digitalisation des services

Titre premier

Réforme fiscale

Révision de l'assiette de la liquidation du droit en contrepartie de la prestation de service de la formalité de l'enregistrement

Art. 48 - Est abrogé le deuxième paragraphe de l'article 46 de la loi n°2012-1 du 16 mai 2012 portant loi de finances complémentaire pour l'année 2012, telle que modifiée et complétée par les textes subséquents portant institution du droit en contrepartie de la prestation de service de la formalité de l'enregistrement exigible sur les actes prescrits et remplacé par ce qui suit :

Le droit est dû au taux de 3% liquidé sur la valeur déclarée dans les actes et écrits, avec un minimum de perception égal au droit fixe prévu au numéro 23 de l'article 23 du code des droits d'enregistrement et de timbre.

Relèvement du droit de mutation et de partage des immeubles non immatriculés au registre foncier

Art. 49 - L'expression "cent dinars" prévue au quatrième paragraphe de l'article 61 de la loi n°2002-101 du 17 décembre 2002 portant loi de finances pour l'année 2003, telle que modifiée et complétée par les textes subséquents, est remplacée par l'expression "deux cents dinars".

Régularisation des biens mobiliers saisis auprès des services des douanes

Art. 50 - Sont régularisés les biens mobiliers en dépôt ou effectivement saisis auprès des services des douanes depuis plus de cinq ans à compter de la promulgation de la présente loi par le paiement des droits et taxes exigibles à la date de la saisie, ainsi qu'une amende égale à 20 % de leur valeur à la même date, sous réserve du dépôt d'une demande au plus tard la fin du mois de septembre 2026.

Passé ce délai sans présentation par l'intéressé d'une demande de régularisation, ou présentation d'une demande sans accomplissement des procédures de régularisation dans un délai maximum d'un mois à compter de la date de sa présentation, il est réputé avoir renoncé à son droit de restitution du bien conformément au premier paragraphe du présent article.

Ladite régularisation ne couvre pas les marchandises non restituables ainsi que les marchandises touchant à l'ordre public, à la santé, à la protection du consommateur et de l'environnement et les marchandises de monopole.

La régularisation opérée conformément au présent article entraîne l'arrêt des poursuites engagées contre le contrevenant dans la limite de l'objet de la régularisation.

Elle ne peut donner lieu à aucun remboursement au profit du demandeur ni à une révision des inscriptions comptables des montants acquittés.

Révision des délais de prescription en matière douanière

Art. 51 - Sont abrogées les dispositions du premier tiret de l'article 327 du code des douanes et remplacées par le premier tiret (nouveau) suivant :

« Tout acte de réclamation émanant des services de recouvrement, antérieur à l'émission du titre exécutoire. »

Titre 2

Digitalisation des services de l'administration fiscale

Assouplissement des procédures administratives pour les tunisiens non-résidents en Tunisie

Art. 52 - Est ajouté à l'article 109 du code des droits et procédures fiscaux un paragraphe ainsi libellé :

Les tunisiens non-résidents en Tunisie sont dispensés des conditions prévues par les deux précédents paragraphes.

Elargissement du champ d'application de la facture électronique

Art. 53 - Est ajoutée l'expression « les opérations de prestations de service ainsi que » après l'expression « L'émission des factures électroniques est également obligatoire pour » prévue au cinquième sous-paragraphe du paragraphe II ter de l'article 18 du code de la taxe sur la valeur ajoutée.

Simplification de la prestation des services administratifs

Art. 54 - Est abrogé l'article 45 de la loi n°2018-56 du 27 décembre 2018 portant loi de finances pour l'année 2019.

Octroi d'un avantage fiscal à l'importation ou à l'acquisition locale d'un véhicule usagé ou neuf au profit de la famille résidente

Art. 55 -

1) Est accordé, une seule fois, un avantage fiscal à l'importation ou à l'acquisition sur le marché local d'un véhicule usagé ou neuf au profit des familles tunisiennes résidentes.

2) Est fixé le droit de consommation sur les véhicules importés conformément au premier paragraphe du présent article, équipés d'un moteur à piston à allumage par compression (diesel) dont la cylindrée n'excède pas 1 900 cm³, ou d'un moteur à piston à allumage autre qu'à compression (essence) dont la cylindrée n'excède pas 1 600 cm³, à 10 %, et la taxe sur la valeur ajoutée à 7 %.

3) Sont exonérés du droit de consommation, les véhicules électriques et hybrides, ainsi que les véhicules fabriqués et assemblés localement.

4) L'âge du véhicule ne doit pas dépasser huit ans au moment de l'acquisition.

5) Ne bénéficient pas de ce privilège les propriétaires de véhicules dont l'âge est inférieur à 8 ans.

6) Le revenu net d'une personne physique ne doit pas dépasser 10 fois le salaire minimum garanti, et 14 fois pour un couple marié.

7) Le véhicule acquis ne doit pas être vendu pendant cinq ans, et la condition d'incessibilité doit être mentionnée sur la carte grise.

8) Nul ne peut cumuler deux avantages fiscaux pour l'achat de véhicules.

9) Le pourcentage de bénéfice du présent avantage ne doit pas être inférieur à 10% de la totalité des importations des véhicules autorisées chaque année.

10) Sont autorisés les mécanismes de don par les tunisiens à l'étranger, de l'allocation touristique et l'autorisation d'achat de devises.

11) Le ministère chargé des finances, le ministère chargé du commerce, la Banque centrale de Tunisie et les autres ministères concernés, chacun dans son domaine de compétence, sont chargés de l'application des dispositions du présent article dans un délai de six mois à compter de son entrée en vigueur.

12) L'étude des demandes de bénéfice de cet avantage ainsi que la réponse écrite doivent être faites dans un délai de trois mois à compter de la date de dépôt de la demande complète.

Les modalités d'exécution et de bénéfice de cet avantage sont fixées par un arrêté conjoint du ministre chargé des finances et du ministre chargé du commerce, dans un délai de trois mois à compter de la date d'entrée en vigueur de la présente loi.

Allègement progressif de la charge fiscale des pensions de retraite

Art. 56 - Est modifié le paragraphe II de l'article 26 du code de l'impôt sur le revenu des personnes physiques et de l'impôt sur les sociétés, comme suit :

Les pensions et rentes viagères bénéficient pour leur imposition d'un abattement de 25% de leur montant brut.

Le taux de l'abattement est relevé à:

- 30% à partir du 1^{er} janvier 2027.
- 40% à partir du 1^{er} janvier 2028.
- 50% à partir du 1^{er} janvier 2029.

Programme de recrutement direct des titulaires de diplômes de l'enseignement supérieur en situation de chômage de longue durée

Art. 57 - Des crédits sont alloués dans le budget de l'Etat pour l'année 2026 afin de recruter la première promotion des diplômés de l'enseignement supérieur en situation de chômage de longue durée dans le secteur public et la fonction publique, après la publication des textes d'application relatifs à la proposition de dispositions exceptionnelles pour le recrutement des diplômés de l'enseignement supérieur dans la fonction publique n° 23/2023 et le suivi de leur mise en application conformément aux dispositions de la loi organique n° 2019-15 du 13 février 2019 relative à la loi organique du budget, et notamment son article 21. Ces mesures sont mises en œuvre par voie de décret après leur publication au Journal officiel de la République tunisienne.

Exonération des catégories d'agriculteurs affectées des loyers pour faire face aux effets de la sécheresse et de la pénurie d'eau

Art. 58 - Les techniciens diplômés des établissements de formation agricole, les jeunes agriculteurs, les ex-coopérateurs des coopératives agricoles dissoutes et ses ouvriers permanents bénéficient de:

- L'exonération des loyers dus au titre des années sinistrées, pour cause de sécheresse et de non-approvisionnement en eau d'irrigation, sous réserve de la présentation d'un certificat délivré par le commissariat régional au développement agricole territorialement compétent.

- L'abandon des pénalités de retard exigibles, à condition qu'une demande écrite soit déposée auprès du receveur des finances avant le 31 décembre 2026, qu'un calendrier de paiement soit conclu pour le reste de la créance sur une durée n'excédant pas cinq ans et ne dépassant pas la date d'expiration du contrat, et que 10 % de la dette due soient réglés avant ladite date.

- L'exonération des personnes souhaitant proroger leurs contrats de location, de celles titulaires de contrats en cours ainsi que de celles dont les contrats sont arrivés à expiration, avec l'obligation de renouveler les contrats expirés, et ce à compter de la date d'entrée en vigueur de la présente loi.

- Sont suspendues les procédures de poursuite à l'encontre de tout débiteur qui s'engage à payer les échéances exigibles dans leurs délais. Le non-paiement d'une échéance entraîne la reprise des poursuites légales de recouvrement et la déchéance du bénéfice de l'échéancier, sans préjudice du droit de l'administration de mettre en œuvre les procédures de déchéance prévues par les lois et règlements en vigueur.

Mesures pour la régularisation et le rééchelonnement des dettes du secteur agricole

Art. 59 - Les banques sont tenues de régulariser les dettes agricoles octroyées sur leurs ressources propres ou sur les ressources du budget de l'Etat, classées en classe 4 et 5 en date du 30 juin 2025 et dont le montant en principal n'excédant pas, à la date de l'octroi, 10 mille dinars par agriculteur, et ce, par l'abandon intégral des intérêts de retard.

Le principal de la dette ainsi que les intérêts conventionnels sont rééchelonnés sur une période maximale de 10 ans dont une période de grâce ne dépassant pas une année et sans avance.

Sont exceptées de l'application des dispositions du présent article, les dettes faisant l'objet de poursuites judiciaires sauf en cas du prononcé d'acquittement définitif.

La banque centrale de Tunisie fixe les conditions et modalités d'application des dispositions du présent article.

Alignement de la taxe pour la protection de l'environnement de certains produits fabriqués localement avec leurs similaires importés

Art. 60 -

1) Est ajouté aux deux tableaux prévus par les paragraphes I et II de l'article 58 de la loi n°2002-101 du 17 décembre 2002, portant loi des finances pour l'année 2003, telle que modifiée et complétée par les textes subséquents, les produits inclus dans le tableau suivant :

Numéro de la position	Numéro de Tarif	Désignation des produits
5407	54072011005	Tissus obtenus à partir de lames ou formes similaires de polyéthylène ou de polypropylène, d'une largeur de moins de 3 m.
	54072019009	Tissus obtenus à partir de lames ou formes similaires de polyéthylène ou de polypropylène, d'une largeur de 3 m ou plus.
	54072090004	Autres tissus synthétiques, obtenus à partir de lames ou formes similaires.
EX 63.05	63053211008	Contenants souples pour matières en vrac, en bonneterie, obtenus à partir de lames ou formes similaires de polyéthylène ou de polypropylène.
	63053219002	Contenants souples pour matières en vrac, autres qu'en bonneterie, obtenus à partir de lames ou formes similaires de polyéthylène ou de polypropylène.
	63053290007	Autres contenants souples pour matières en vrac, autrement obtenus, de matières textiles synthétiques ou artificielles.
	63053310000	Autres sacs et sachets d'emballage, en bonneterie, obtenus à partir de lames ou formes similaires de polyéthylène ou de polypropylène.
	63053390013	Autres sacs et sachets d'emballage, autres qu'en bonneterie, obtenus à partir de lames ou formes similaires de polyéthylène ou de polypropylène, en tissus d'un poids au mètre carré n'excédant pas 120 g.

Fonds d'encouragement à l'investissement dans le secteur cinématographique et audiovisuel

Art. 61 –

1. Est créé un Fonds spécial intitulé « Fonds d'encouragement à l'investissement dans le secteur cinématographique et audiovisuel ».

2. Le ministre chargé des affaires culturelles est l'ordonnateur de ce Fonds. La gestion du Fonds d'encouragement à l'investissement dans le secteur cinématographique et audiovisuel est confiée au Centre national du cinéma et de l'image, en vertu d'une convention conclue à cet effet, entre le ministère chargé des affaires culturelles, le Centre national du cinéma et de l'image et le ministre chargé des finances.

3. Le Fonds d'encouragement à l'investissement dans le secteur cinématographique et audiovisuel contribue au financement des programmes suivants :

- Restauration, équipement et réhabilitation des salles de cinéma dans les différentes régions de la République, ainsi que l'encouragement à l'investissement pour la création de nouvelles salles de cinéma.
- Création de studios modernes et avancés destinés au tournage de films et d'œuvres dramatiques Tunisiennes, et à l'accueil des tournages de films et séries étrangères en Tunisie.
- Développement des industries cinématographiques techniques, notamment la création de laboratoires techniques numériques spécialisés dans le traitement du son et de l'image et dans les techniques des effets visuels.
- Octroi de subventions d'encouragement à la production cinématographique tunisienne.
- Création de Fonds d'encouragement à la coproduction dans le cadre d'accords de coopération bilatérale et soutien aux rencontres de coproduction.
- Mise en place et développement du système du guichet unique pour les autorisations de tournage, ainsi que du système « la Commission tunisienne des films » dans les régions et les districts, afin de faciliter, promouvoir et attirer les tournages audiovisuels étrangers en Tunisie.
- Formation et organisation d'ateliers de renforcement des compétences des scénaristes, cinéastes et techniciens tunisiens dans les différents métiers techniques du cinéma.
- Promotion et soutien des festivals et manifestations cinématographiques nationaux et internationaux, ainsi que du travail associatif dans le domaine cinématographique.
- Conservation, numérisation et valorisation des archives cinématographiques et audiovisuelles tunisiennes.
- Diffusion de la culture cinématographique en milieu scolaire et universitaire, développement des activités de la Cinémathèque tunisienne et création d'antennes dans les régions et les districts.
- Encouragement à la promotion, à la distribution et à l'exportation des films tunisiens.
- Soutien à la participation des producteurs, cinéastes et techniciens tunisiens aux festivals et manifestations cinématographiques internationales.
- Mise en place et développement du système du ticket unique pour les salles de cinéma, ainsi que du système d'octroi des autorisations de distribution des films tunisiens et importés.
- Mise en place et développement du registre national du cinéma et de l'image, ainsi que du système du dépôt légal des œuvres cinématographiques et audiovisuelles.
- Toutes autres activités ou projets entrant dans le cadre des missions confiées au Centre national du cinéma et de l'image.

4. Le Fonds d'encouragement à l'investissement dans le secteur cinématographique et audiovisuel est financé par :

- Une redevance calculée au taux de 1,75 % du chiffre d'affaires des fournisseurs de services internet et du chiffre d'affaires des entreprises soumises à la redevance sur les télécommunications prévues à l'article 68 de la loi n° 2001-123 du 28 décembre 2001, portant loi de finances pour l'année 2002. Toutes les taxes et redevances sont prises en compte, à l'exception de la redevance sur les télécommunications. La redevance est soumise aux mêmes règles applicables à la redevance sur les télécommunications concernant les exonérations, les modalités de recouvrement, de paiement, de vérification et de contentieux.
- Un droit fixé au taux de 1 % de l'assiette des droits de douane exigibles sur l'importation des supports numériques, de tous types de disques durs, clés de mémoire et téléphones portables intelligents. Les modalités de recouvrement sont fixées par décret.
- Une quote-part des revenus provenant des recettes publicitaires (télévisuelles/audiovisuelles), dont la valeur et les modalités de perception sont fixées par décret.

- Un droit perçu sur le prix des *billets d'entrée* aux salles de cinéma, dont le tarif est fixé par décret.
- Les subventions accordées par l'État.
- Les donations et legs pouvant lui être attribués conformément à la législation en vigueur.
- Toutes autres ressources pouvant lui être affectées conformément aux règlements et à la législation en vigueur.

5. Sont allouées annuellement, 50 % des ressources du Fonds d'encouragement à l'investissement dans le secteur cinématographique et audiovisuel, à la garantie des financements bancaires accordés aux entreprises opérant dans le secteur cinématographique et audiovisuel. La gestion de ces ressources est confiée à la Société tunisienne de garantie, en vertu d'une convention conclue à cet effet entre la Société, le ministère chargé des affaires culturelles, le Centre national du cinéma et de l'image et le ministre chargé des finances.

6. Sont abrogées, dès l'entrée en vigueur du présent article, les dispositions de la loi n°60-19 du 27 juillet 1960, relative à la création du « Fonds de développement de la production cinématographique ».

Annulation des autres avantages à l'importation des panneaux photovoltaïques

Art. 62 -

1) sont abrogées les dispositions de l'article 60 de la loi n° 2018-56 du 27 décembre 2018, portant loi de finances pour 2019.

2) Est modifié le numéro du tarif concernant les «Modules pour systèmes photovoltaïques d'une puissance supérieure ou égale à 100 watt-crête » figurant dans la liste des équipements fabriqués localement destinés à la maîtrise de l'énergie ou dans le domaine des énergies renouvelables, de l'annexe n° 4 du décret gouvernemental n° 2017-191 du 25 janvier 2017, tel que modifié et complété par les articles subséquents, comme suit :

Ancien numéro de tarif :

Numéro de Tarif	Désignation des produits
EX 85414090016	Modules pour systèmes photovoltaïques d'une puissance supérieure ou égale à 100 watt-crête.

Nouveau numéro de tarif:

Numéro de Tarif	Désignation des produits
EX. 854143	Modules pour systèmes photovoltaïques d'une puissance supérieure ou égale à 100 watt-crête.

Régularisation de la situation des petites et moyennes entreprises envers la Banque de financement des petites et moyennes entreprises

Art. 63 - Les petites et moyennes entreprises confrontées à des difficultés conjoncturelles ou celles qui ont cessé temporairement leur activité ou ayant des dettes classées 4 et 5 auprès de la Banque de financement des petites et moyennes entreprises bénéficiaires, sont exemptées du remboursement intégral des intérêts de retard en cas de remboursement intégral du principal de la dette et des intérêts conventionnels, avec l'obligation du paiement des frais, honoraires judiciaires dus à la Banque, le cas échéant.

L'abattement des intérêts de retard est limité à cinquante pour cent (50%) en cas de rééchelonnement du solde de la dette, avec l'obligation de payer les frais et honoraires de justice dus à la Banque.

Le principal de la dette et les intérêts conventionnels et la part restante des intérêts de retard sont rééchelonnés sur une durée de sept (7) ans au taux d'intérêt initial, avec un délai de grâce de deux (2) ans.

Les dispositions du présent article s'appliquent aux dettes impayées des clients de la Banque de financement des petites et moyennes entreprises arrêtés à la fin du mois de 2025, et les demandes de bénéfice de cette mesure doivent être déposées au plus tard à la fin du mois de décembre 2026.

Allègement de la fiscalité des intrants nécessaires à la Société nationale de cellulose et de papier Alfa et exonération du papier compensé

Art. 64 -

1) Bénéficiaire de la suspension de la taxe sur la valeur ajoutée les opérations d'importation et d'acquisition locale des équipements, matériels, pièces de rechange, matières, pâtes et services nécessaires pour la production du papier.

Cet avantage est accordé pour les acquisitions locales sur la base d'une attestation de suspension de la taxe sur la valeur ajoutée délivrée par le service fiscal compétent.

2) Est ajouté au paragraphe I du tableau « A » nouveau annexé au code de la taxe sur la valeur ajoutée un numéro 46 ter libellé ainsi :

46 ter) du papier destiné à la fabrication du livre et cahier scolaire.

Création du Fonds de l'eau

Art. 65 -

Est créé un fonds appelé « Fonds de l'eau », dont les ressources sont :

- L'augmentation du tarif de l'eau pour les sociétés d'embouteillage de 50 M/m³ à 100 M/m³, par décret conjoint des ministres des finances et de l'agriculture.

Le Fonds finance les interventions des groupements hydrauliques dans toutes les zones dépourvues de raccordement à la Société nationale d'exploitation et de distribution de l'eau, ainsi que le redressement de leur endettement.

Il contribue à l'extension des réseaux dans les zones non raccordées.

Élargissement du champ de l'exonération ou de la réduction de la taxe unique de compensation sur les transports routiers pour le transport des produits agricoles et des produits connexes

Art. 66 -

1. Est ajouté au point 1 de l'article 40 de la loi n°83-113 du 30 décembre 1983, portant loi de finances pour l'année 1984, telle que modifiée et complétée par les textes subséquents, un sous-paragraphe libellé comme suit :

La réduction s'applique aux véhicules susmentionnés lorsqu'ils transportent tous produits et matières en lien direct avec l'activité agricole, quelle qu'en soit la nature.

2. Est ajouté au point 2 de l'article 40 de la loi n°83-113 du 30 décembre 1983, portant loi de finances pour l'année 1984, telle que modifiée et complétée par les textes subséquents, un sous-paragraphe libellé comme suit :

L'exonération s'applique aux remorques susmentionnées lorsqu'elles transportent tous produits et matières en lien direct avec l'activité agricole, quelle qu'en soit la nature.

L'importation groupée des équipements, machines et matériel agricoles nécessaires à l'activité agricole

Art. 67 - Est autorisé aux agriculteurs, individuellement ou dans le cadre de groupements de développement dans le secteur agricole, de coopératives ou d'associations professionnelles ou de sociétés communautaires agricoles, la constitution des groupes d'importation groupée des équipements, machines et matériel agricoles nécessaires à l'activité agricole.

Les équipements et machines peuvent être neufs ou usagés, à condition que l'âge des équipements usagés n'excède pas cinq (5) ans à la date de leur importation.

L'exonération totale des droits des douanes et des taxes dus à l'importation des équipements et machines (notamment les tracteurs, moissonneuses-batteuses, machines de récolte des olives, semoirs et planteuses, charrues, niveleuses, équipements d'irrigation goutte-à-goutte ou par aspersion, matériels de transport agricole, équipements de réfrigération, stockage, séchage, machines de tri et de conditionnement des produits agricoles, équipements destinés à l'élevage du bétail, des volailles et des abeilles, ainsi que tous machines et équipements à caractère productif direct) dans le cadre du présent article, et ce conformément aux conditions et critères fixés par décret.

Le bénéfice de cet avantage dans le cadre de la présente loi est octroyé une seule fois pour chaque type des machines importées. Leur cession ou vente ou transfert de propriété n'est autorisée qu'après sept ans à compter de la date de leur importation.

Réduction de la fiscalité des intrants nécessaires pour la fabrication des panneaux composites en aluminium

Art. 68 - Sont exonérés des droits de douane les intrants nécessaires à la fabrication des panneaux composites en aluminium relevant la position tarifaire Ex.76.06

Pour bénéficier de cet avantage, le bénéficiaire doit disposer d'un programme prévisionnel annuel de production visé par les services compétents du ministère chargé de l'industrie.

Assouplissement de la régularisation de la situation des contribuables relative aux créances fiscales

Art. 69 -

I. Régularisation des créances fiscales :

1) Sont abandonnés, les pénalités de contrôle, les pénalités de recouvrement et les frais de poursuite relatifs aux créances fiscales constatées revenant à l'Etat, à condition de payer les montants exigibles en une seule fois ou de souscrire un calendrier de paiement et de payer la totalité de la première tranche dans un délai maximum ne dépassant pas le 30 juin 2026 et ce pour :

- les créances fiscales constatées dans les écritures des receveurs des finances avant le 1^{er} janvier 2026,
- les créances fiscales constatées dans les écritures des receveurs des finances après le 1^{er} janvier 2026 suite à une vérification fiscale dont les résultats sont notifiés et ayant fait l'objet d'un acquiescement conclu avant le 20 juin 2026 ou ayant fait l'objet d'une notification d'arrêtés de taxation d'office avant la même date à condition que lesdits acquiescements et taxations portent sur des déclarations échues avant le 31 octobre 2025,
- les créances fiscales objet de jugements prononcés en matière de contentieux de l'assiette de l'impôt et constatées avant le 20 juin 2026.

Cette mesure s'applique, à la taxe sur les établissements à caractère industriel, commercial ou professionnel, à la taxe hôtelière et au droit de licence selon les mêmes conditions précitées.

Les créances fiscales bénéficiant des calendriers de paiement en cours conformément à des mesures de régularisation antérieures sont exclues des dispositions du présent numéro.

2) Sont abandonnés, 50% du montant restant des amendes relatives aux infractions fiscales administratives constatées dans les écritures des receveurs des finances avant le 20 juin 2026 ainsi que les frais de poursuite y afférents, à condition de payer les montants exigibles en une seule fois ou de souscrire un calendrier de paiement et de payer la totalité de la première tranche dans un délai maximum ne dépassant pas le 30 juin 2026.

Les créances fiscales bénéficiant des calendriers de paiement en cours conformément à des mesures de régularisation antérieures sont exclues des dispositions du présent numéro.

3) La durée maximale du calendrier de paiement prévu aux numéros 1 et 2 du présent article est fixée à cinq ans. Le calendrier de paiement est fixé par un arrêté du ministre chargé des finances selon la qualité du débiteur, le montant restant dû, ainsi que les délais limites et le nombre des tranches trimestrielles de paiement.

4) Nonobstant les dispositions des paragraphes 1 et 2 du présent article, les calendriers de paiement peuvent être prorogés sur demande motivée du contribuable, adressée au receveur des finances compétent sans que la prorogation n'excède la période maximale fixée à cinq ans.

5) Sont suspendues les procédures de poursuite pour chaque article au titre duquel le débiteur s'engage à payer les tranches exigibles à leurs échéances. Le non-paiement d'une tranche échue entraîne la reprise des poursuites légales de son recouvrement. Est applicable pour chaque tranche non payée dans le délai fixé par les calendriers souscrits, une pénalité de retard au taux de 1.25% par mois ou fraction de mois, calculée à partir de l'expiration de ce délai.

6) L'avantage prévu au présent article est déchu après un délai de 120 jours à partir de l'expiration du délai de paiement de la dernière tranche fixé par le calendrier de paiement du débiteur. Les montants non payés restent exigibles en principal, pénalités et frais de poursuite.

7) Nonobstant le calendrier conclu et prévu aux paragraphes précédents du présent article, les dispositions de l'article 33 du code des droits et procédures fiscaux sont applicables aux montants ayant fait l'objet de décisions de restitution.

8) L'application des mesures de l'abandon prévues au présent article ne peut entraîner la restitution de montants au profit du débiteur ou la révision de l'inscription comptable des montants payés à l'exception des cas ayant fait objet d'un jugement passé en la force de la chose jugée.

Le bénéfice des précédentes dispositions du présent article ne fait pas obstacle à l'exercice par le contribuable de son droit au recours juridictionnel et à la restitution des sommes perçues en trop.

II. Régularisation des déclarations fiscales non déposées et dépôt de déclarations fiscales rectificatives :

Sont abandonnées, les pénalités exigibles en vertu des dispositions des articles 81, 82 et 85 du code des droits et procédures fiscaux et ce pour les déclarations fiscales, y compris les actes, écrits et déclarations relatifs aux droits d'enregistrement, échus avant le 31 octobre 2025 et déposés à partir du 1^{er} janvier 2026 jusqu'à la fin du mois de septembre 2026 à condition de payer le principal de l'impôt exigible, selon le cas, lors du dépôt de la déclaration ou lors de l'accomplissement de la formalité de l'enregistrement. Cette mesure s'applique aux déclarations en défaut ainsi qu'aux déclarations rectificatives même déposées après l'intervention des services fiscaux ou après la notification des résultats d'une vérification fiscale.

Régularisation des dettes des clients de la Banque tunisienne de solidarité

Art. 70 - Les clients de la Banque tunisienne de solidarité ayant des dettes exigibles depuis plus de dix (10) ans jusqu'à la fin du mois de décembre 2025 bénéficient :

1. du rééchelonnement du principal de la dette et des intérêts conventionnels sur une durée maximale de sept (7) ans, dont une période de grâce ne dépassant pas six (6) mois, au taux d'intérêt initial.
2. de la prise en charge par la Banque de cinquante pour cent (50 %) des intérêts de retard et le pourcentage restant est supporté par le client.

Le bénéfice de cette mesure est subordonné au paiement par le client, avant la fin du mois de décembre 2026, d'un montant au moins égal à dix pour cent (10 %) du principal de la dette restant dû à la fin du mois de décembre 2025.

Les dossiers sont traités au cas par cas, conformément à une politique de recouvrement arrêtée par le conseil d'administration de la Banque.

Pour bénéficier de cette mesure, les personnes concernées doivent déposer des demandes à cet effet dans un délai ne dépassant pas le 31 décembre 2026.

Soutien aux enfants diabétiques issus de familles pauvres et à faible revenu

Art. 71 - Il est attribué aux enfants atteints de diabète issus de familles pauvres et à faible revenu, inscrits au programme Amen Social, une subvention financière d'un montant de 150 dinars au titre des frais d'acquisition d'un glucomètre sans lancette.

Les conditions et les procédures d'attribution de cette subvention sont fixées par arrêté conjoint du ministre chargé des affaires sociales, du ministre chargé de la santé et du ministre chargé des finances.

Réduction des droits de douane dus sur les produits du secteur optique

Art. 72 - Est réduit à 10% le taux des droits de douane selon le tarif autonome prévus au tarif des droits de douane à l'importation, promulgué par la loi n° 89-113 du 30 décembre 1989, telle que modifiée et complétée par les textes subséquents, dus sur les lunettes médicales, les montures et leurs pièces relevant des positions tarifaires Ex. 90.03 et Ex. 90.04.

Exonération des droits de douane dus sur les équipements d'occasion liés aux énergies renouvelables n'ayant pas de similaires fabriqués localement

Art. 73 - Est modifié les dispositions de paragraphe 7.21.1 du paragraphe 7.21 du titre II des dispositions préliminaires du tarif des droits de douane à l'importation comme suit :

Paragraphe 7.21.1 (nouveau) :

Sous réserve des dispositions des paragraphes 6 et 7.1, bénéficient de l'exonération des droits de douane les équipements utilisés dans la maîtrise de l'énergie et dans le domaine des énergies renouvelables, ainsi que les matières premières et produits semi-finis destinées à leur fabrication.

Simplification des procédures de preuve du rapatriement des produits d'exportation

Art. 74 - Est accepté, dans le cadre de la facilitation des procédures administratives liées au suivi des opérations d'exportation et à la preuve de rapatriement des ses produits, les relevés bancaires de l'exportateur comme moyen suffisant de prouver l'alimentation des comptes bancaires par les produits d'exportation tout en respectant les délais légaux et sans qu'il soit exigé une attestation de quitus bancaire.

Le ministère des finances, la direction générale des douanes, les banques, les offices et les organismes compétents chargés du contrôle des transactions financières et extérieures, chacun dans son domaine de compétence, acceptent ces relevés bancaires comme documents officiels prouvant, à condition qu'ils:

- soient émis directement par les établissements bancaires qui tiennent le compte.
- contiennent l'identité du titulaire du compte.
- précisent la date, le montant et la source du virement.

Cette preuve est suffisante pour toutes les procédures administratives et financières relatives au suivi du rapatriement tout en gardant la possibilité pour les autorités compétentes de demander des précisions complémentaires si nécessaire, sans que cela n'entraîne un retard ou suspension des dossiers des exportateurs.

Révision du régime fiscal applicable aux matériels et équipements utilisés dans le domaine du cinéma et de l'audiovisuel

Art. 75 -

1- La taxe sur la valeur ajoutée :

L'application du taux de 7% à l'ensemble de matériels et équipements utilisés dans la photographie cinématographique, la photographie et la production audiovisuelle, au profit des établissements et sociétés légalement déclarés.

2- Les droits de douane:

Exonération totale (0%) des droits de douane à l'importation des matériels destinés aux activités culturelles et audiovisuelles au profit des entreprises œuvrant dans ce domaine et les projets émergents.

0069100002	Équipements et éclairage cinématographiques
90071000904	Appareil photo (caméra)
90021100006	Objectifs d'appareil photo
85258900997	Appareil photo numérique
90066100004	Équipements d'éclairage (flash)
90069900002	Équipements d'éclairage cinématographique
90063000921	Caméras sous-marines
96200010016	Trépieds pour caméras et éclairage
85181000006	Microphone pour la prise de son vidéo

Elargissement du champ d'intervention du Fonds de financement du repos biologique dans le secteur de la pêche marine

Art. 76 - Est ajouté au premier paragraphe de l'article 11 de la loi n°2009-71 du 21 décembre 2009, portant loi de finances pour l'année 2010, telle que modifiée et complétée par les textes subséquents, ce qui suit :

Le Fonds assure également l'octroi aux travailleurs du secteur de la pêche marine (les marins-pêcheurs) d'aides et d'indemnités résultant des accidents du travail et des maladies professionnelles survenus lors de l'exercice de leur activité professionnelle, ainsi que des indemnités dues en cas de décès, de noyade ou de disparition en mer.

Régularisation de la situation des promoteurs des petites et moyennes entreprises et des nouveaux promoteurs bénéficiaires des ressources du Fonds de promotion et de décentralisation industrielles qui ont été libérées depuis plus de quinze (15) ans et n'ont pas été cédées en totalité ou partiellement.

Art. 77 - Les nouveaux promoteurs ainsi que les promoteurs de petites et moyennes entreprises bénéficiaires des ressources du Fonds de promotion et de décentralisation industrielles, sont exonérés du paiement des intérêts constatés à compter de la libération de la participation du Fonds, et ce pour les participations qui n'ont pas été cédées, totalement ou partiellement, après une période de quinze (15) ans à compter de l'année de libération de la participation, et ce jusqu'au 31 décembre 2025.

Le bénéfice de cette mesure est conditionné par l'accomplissement de toutes les tentatives et procédures légales relatives à la cession de la participation du Fonds par les sociétés d'investissement chargées de la gestion de ces participations et notamment les procédures de cession de la participation selon les voies légales disponibles et conformément aux règles de la concurrence.

Le principal de la participation est rééchelonné sur une période maximale de sept (7) ans, majoré d'un taux de 3% pour les nouveaux promoteurs et du taux de l'appel d'offres appliqué par la Banque centrale de Tunisie pour les promoteurs des petites et moyennes entreprises.

Les sociétés d'investissement chargées de la gestion des participations imputées sur les ressources du Fonds peuvent appliquer la même procédure pour la participation financée sur leurs ressources propres et qui a été libérée parallèlement à la participation du Fonds, et ce, au cas par cas, conformément à une politique de cession adoptée par ces sociétés et fixée par leurs conseils d'administration.

La cession de la participation imputée sur les ressources du Fonds s'effectue parallèlement avec la cession de la participation financée sur les ressources propres des sociétés d'investissement, et ce, d'une manière proportionnelle à leur participation par rapport à celle du Fonds.

Les demandes de bénéfice de cette mesure doivent être présentées au plus tard le 31 décembre 2026.

Facilitation de la situation des personnes au titre des créances non fiscales constatées

Art. 78 - Sont abandonnés, les frais de poursuite et les pénalités de recouvrement relatifs aux créances non fiscales constatées, le recouvrement du principal de la créance s'effectue selon un calendrier de paiement établi à cet effet.

Sont concernées :

- les ordres de restitution de fonds émis par les différents ministères;
- les créances afférentes à l'exploitation du domaine public maritime relatives aux redevances dues au titre des autorisations d'exploitation du domaine de l'État ou du littoral;
- les redevances et taxes émises par le ministère de l'industrie au titre de la taxe sur les établissements dangereux, insalubres ou incommodes;
- les loyers et les autres redevances non fiscales constatées.

Ces mesures s'appliquent à toutes les redevances non fiscales constatées auprès des recettes des finances avant le 1^{er} janvier 2026.

Fonds de la santé animale

Art. 79 -

Est créé un fonds spécial du Trésor dénommé « Fonds de la santé animale ».

Le financement du Fonds repose sur :

1. Le budget des services vétérinaires
 - le financement de l'acquisition des vaccins.
 - la réalisation des analyses en laboratoire.
- le financement des campagnes nationales de vaccination.
2. Les ressources du fonds de concours numéro10
 - Créé par arrêté du ministre des finances en date du 29 janvier 2003 et révisé par l'arrêté n°57 du 17 juin 2019.
 - Lié à la loi n°99-24 relative au contrôle sanitaire vétérinaire à l'importation et à l'exportation.
 - Décret gouvernemental n°2016-1269 du 14 novembre 2016, modifiant le décret n°2001-576 du 26 février 2001, fixant le montant, les modalités de perception et d'utilisation de la contribution relative aux opérations de contrôle sanitaire vétérinaire à l'importation et à l'exportation.
 - Décret gouvernemental n°2018-846 du 11 octobre 2018, modifiant le décret n°2001-576 du 26 février 2001 fixant le montant, les modalités de perception et d'utilisation de la contribution relative aux opérations de contrôle sanitaire vétérinaire à l'importation et à l'exportation.
3. Les contributions des entreprises de traitement et de transformation des produits d'origine animale et des mangesailles.
 - Sont payées en contrepartie des inspections officielles, au moyen d'un timbre fiscal apposé sur chaque document.
4. Un pourcentage de 1 % prélevé sur les 12 % de l'ensemble des bénéfices de la Pharmacie Centrale résultant des vaccins, sérums et médicaments vétérinaires.
5. La création d'une redevance de 1 % du chiffre d'affaires des entreprises importatrices d'équipements, de matériels, de machines et de fournitures de laboratoire, ainsi que d'analyses destinées aux domaines de la production animale.

Le Fonds contribue également à l'indemnisation des agriculteurs pour les dommages causés par les maladies et épizooties animales. Ses domaines d'intervention et les modalités de sa gestion sont fixés par une loi.

Allègement de la fiscalité des produits destinés à l'alimentation animale

Art. 80 - Sont exonérés des droits de douane et suspendue la taxe sur la valeur ajoutée lors de l'importation les produits suivants :

Numéro de Tarif	Désignation des produits
EX 230990	Blocs à lécher contenant un taux d'au moins 40 % de cendres
EX 2309	Poudre de lait destinée à l'alimentation des veaux

Pour bénéficier dudit avantage fiscal, le bénéficiaire est tenu de présenter une autorisation des services concernés du ministère chargé de l'agriculture.

Soutien aux personnes atteintes du trouble du spectre de l'autisme (TSA)

issues de familles pauvres et à faible revenu

Art. 81- Il est attribué aux enfants issus de familles pauvres et à faible revenu, inscrits au programme « Amen Social » et atteints du trouble du spectre de l'autisme, une subvention financière mensuelle d'un montant de 150 dinars au titre de la prise en charge d'une partie des frais liés à leur réadaptation et à leur insertion.

Les conditions et les procédures d'attribution de cette subvention sont fixées par arrêté conjoint du ministre chargé des affaires sociales, du ministre chargé de la santé et du ministre chargé des finances.

Régularisation des biens mobiliers mis en fourrière municipale

Art. 82 - Peut être régularisée la situation des biens mobiliers saisis et mis en fourrière municipale à la date de promulgation de la présente loi, moyennant le paiement de 30 % des taxes municipales dues à la date de la régularisation, à condition que celle-ci intervienne avant le 31 décembre 2027.

Il incombe, pour les fins de régularisation de la situation des biens mobiliers mentionnés ci-dessus et déposés par les services de la douane, les autorités sécuritaires auprès des municipalités, ou dans le cadre de litiges judiciaires, de présenter ce qui atteste de main-levée, un reçu de régularisation ou un jugement définitif.

Révision des avantages fiscaux accordés aux tunisiens résidant à l'étranger dans le cadre de réalisation ou de participation dans des projets

Art. 83 - Sont abrogées les dispositions de l'article 33 de la loi n° 74-101 du 25 décembre 1974, portant loi des finances pour l'année 1975, telle que modifiée et complétée par les textes subséquents et remplacées par dispositions suivantes :

Article 33 (nouveau) :

1) Les tunisiens résidents à l'étranger bénéficient d'un privilège fiscal au titre de l'importation ou l'acquisition d'équipements, matériels et un seul camion relevant de la position tarifaire 8704, pour la réalisation de projets ou la participation dans des projets dans le cadre de la législation en vigueur relative à l'incitation aux investissements, et ce, comme suit :

- L'exonération du paiement des droits et taxes dus à l'importation et la suspension de la taxe sur la valeur ajoutée, du droit de consommation et des taxes dues sur le chiffre d'affaires, le cas échéant, lors de l'acquisition sur le marché local d'équipements et du matériel.

- Le paiement de 10 % du montant des droits et taxes dus sur le camion.

2) Les avantages fiscaux cités au paragraphe 1 du présent article sont accordés une fois tous les cinq ans, à l'exception du camion.

3) Sont exclus du privilège fiscal accordé, le camion et le matériel roulant relevant la position tarifaire du 87.01 au 87.05 dont l'âge à l'importation dépasse 5 ans à compter de la date de sa première mise en circulation à l'exception des tracteurs agricoles relevant la position tarifaire 8701 et dont l'âge ne doit pas dépasser dix ans à compter de la date de sa première mise en circulation.

Les dispositions de l'article 33 de la loi n° 74-101 susmentionnée restent en vigueur jusqu'à fixation des conditions et règles d'application des dispositions du présent article par décret.

Abandon des pénalités de retard dues sur les marchés publics

Art. 84 - Nonobstant les dispositions contraires antérieures, sont abandonnées d'office les pénalités de retard dues sur les marchés publics conclus dans le secteur du bâtiment et des travaux publics et les marchés publics relatifs à l'acquisition de matériels, services et équipements ayant fait l'objet d'une déclaration de réception provisoire entre le 1^{er} janvier 2022 et le 31 décembre 2026.

Demeurent appliquées la ou les formules de révision pour les marchés sus indiqués ayant été conclus sur la base de prix révisables et sans considération des effets de l'atteinte des plafonds des pénalités de retard prévus dans les contrats.

Appui au financement des petites et moyennes entreprises et des startups

Art. 85 - Est remplacée l'expression " du 1^{er} janvier au 31 décembre 2025 " mentionnée aux articles 50 et 51 de la loi n° 2024-48 du 9 décembre 2024, portant loi de finances pour l'année 2025, par l'expression " du 1^{er} janvier 2025 au 31 décembre 2026 ".

Permettre à certaines activités de soutien de bénéficier de la suspension de la taxe sur la valeur ajoutée au titre des opérations d'importation et d'acquisition locale des équipements nécessaires à l'investissement

Art. 86 - Est abrogée l'expression « et des activités de soutien telles que définies par le code de l'impôt sur le revenu des personnes physiques et de l'impôt sur les sociétés » prévue au numéro 2 de l'article 13 ter du code de la taxe sur la valeur ajoutée et remplacée par l'expression « et des activités de soutien fixées en vertu de la réglementation en vigueur ».

Poursuite de l'application des dispositions exceptionnelles de la contribution sociale de solidarité

Art. 87 -

1) Sont modifiées les dispositions du troisième paragraphe du paragraphe 6 de l'article 53 de la loi n°2017-66 du 18 décembre 2017, portant loi de finances pour l'année 2018 comme suit :

Les dispositions du présent paragraphe s'appliquent aux bénéfices servant de base pour le calcul de l'impôt sur les sociétés dont le délai de déclaration intervient au cours des années allant de 2023 à 2026, et ce, nonobstant les dispositions du deuxième tiret du paragraphe 2 du présent article.

2) Sont modifiées les dispositions du troisième paragraphe du paragraphe 7 de l'article 53 de la loi n°2017-66 du 18 décembre 2017, portant loi de finances pour l'année 2018 comme suit :

Les dispositions du présent paragraphe s'appliquent aux revenus servant de base pour le calcul de l'impôt sur le revenu dont le délai de déclaration intervient au cours des années allant de 2023 à 2026, et ce, nonobstant les dispositions du premier tiret du paragraphe 2 du présent article.

Renforcement de l'équité fiscale entre particuliers

Art. 88 - Sont abrogées les dispositions de l'article 23 du décret-loi n° 2022-79 du 22 décembre 2022, portant loi de finances pour l'année 2023 et remplacées par ce qui suit:

1) Est exigible au 1^{er} janvier de chaque année sur la fortune des personnes physiques y compris la fortune revenant à leurs enfants mineurs sous leur tutelle provenant de biens immeubles et meubles, un impôt intitulé "impôt sur la fortune" liquidé au taux de :

- 0,5% de la fortune dont la valeur varie de 3 millions de dinars à 5 millions de dinars.
- 1% de la fortune dont la valeur est supérieure à 5 millions de dinars.

2) Sous réserve des conventions de non double imposition signées avec les autres pays si nécessaire, l'impôt sur la fortune s'applique aux :

- immeubles et meubles situés en Tunisie quel que soit le lieu de résidence du redevable.
- immeubles et meubles situés en Tunisie ou à l'étranger dans le cas où le redevable est résident en Tunisie selon la législation fiscale en vigueur.

3) L'impôt sur la fortune est dû sur la valeur des immeubles, des fonds de commerce, et des meubles acquis quel que soit leur nature, à l'exception des biens suivants:

- L'habitation principale du redevable et les meubles meublants y afférant,
- Les immeubles et meubles destinés à l'exploitation professionnelle et les fonds de commerce effectivement exploités,
- Les véhicules non utilitaires dont la puissance fiscale est égale ou inférieure à douze (12) chevaux,
- Les biens déposés auprès des banques et établissements financiers ou auprès de la Poste tunisienne.

4) La valeur de la fortune soumise à l'impôt est déterminée sur la base de sa valeur après déduction des dettes supportées prévues par le code des droits réels excepté les garanties réelles au profit des sociétés.

5) L'impôt sur la fortune est déclaré dans un délai maximum ne dépassant pas la fin du mois du juin de chaque année selon un modèle établi par l'administration, ledit impôt peut être déclaré et payé par les moyens électroniques fiables.

L'impôt sur la fortune est soumis concernant la déclaration, le contrôle, le contentieux, la prescription, la restitution, les infractions et les sanctions aux dispositions prévues au code des droits et procédures fiscaux.

6) L'impôt sur la fortune doit être établi et déclaré :

- Au lieu du domicile principal porté sur la dernière déclaration de l'impôt sur la fortune et à défaut de ceci au lieu de domicile porté sur la carte d'identité nationale pour les personnes physiques n'exerçant pas une activité et ne réalisant pas des revenus au sens des numéros 1 et 2 du premier paragraphe de l'article 3 du code des droits et procédures fiscaux.

- Au lieu de l'immeuble ou le meuble pour les personnes physiques n'exerçant pas une activité et ne réalisant pas des revenus au sens des numéros 1 et 2 du premier paragraphe de l'article 3 du code des droits et procédures fiscaux et qui n'ont pas un domicile principal en Tunisie ou au lieu de l'immeuble ou le meuble ayant la valeur la plus élevée lorsqu'elles sont propriétaires de plus d'un immeuble ou meuble en Tunisie ou au lieu de l'un de ces immeubles ou meubles en cas d'égalité de la valeur déclarée de tous les immeubles ou les meubles.

Le service de l'administration fiscale dans la circonscription de laquelle se trouve le lieu du domicile principal du contribuable demeure compétent conformément aux dispositions du premier tiret du précédent paragraphe même s'il est avéré à travers les actes de vérification que le domicile déclaré qu'il est exonéré de l'impôt sur la fortune n'est pas le domicile principal effectif du contribuable.

Art. 89 - La Banque nationale agricole est tenue de consacrer annuellement une proportion ne pouvant être inférieure à trente pour cent (30 %) du volume de ses financements destinés à l'investissement au profit des systèmes de production relevant du secteur agricole.

Ces financements sont accordés à des taux d'intérêt préférentiels fixés par la Banque centrale de Tunisie.

La Banque nationale agricole est tenue d'ouvrir des lignes de financement saisonnières à des taux d'intérêt préférentiels visant à couvrir les besoins nécessaires au financement des saisons de production agricole.

En cas de manquement de la Banque nationale agricole aux obligations prévues aux premier et deuxième paragraphes du présent article, une pénalité financière est appliquée à son encontre et versée au profit du Fonds d'indemnisation des dommages agricoles résultant des catastrophes naturelles.

Le montant de la pénalité ainsi que les modalités de constatation de l'infraction et de son recouvrement sont fixés par décret, sur proposition du ministre chargé des finances et après avis du Gouverneur de la Banque centrale de Tunisie.

Les mécanismes et procédures d'application des dispositions du présent article, notamment en ce qui concerne la fixation des systèmes de production prioritaires et le suivi de l'exécution des engagements de la Banque, sont fixés par décret, sur proposition des ministres chargés des finances et de l'agriculture.

Art. 90 - Recrutement des agents non-exerçants du mécanisme 16.

Art. 91 - Est ajouté à l'article 44 ter du code de l'impôt sur le revenu des personnes physiques et de l'impôt sur les sociétés, le paragraphe suivant :

1- Toutefois, les concernés dont le chiffre d'affaires ne dépasse pas 100.000 dinars annuellement, qui n'ont pas effectué des opérations d'importation, n'exerçant ni l'activité de commerce de gros ni une activité de la catégorie des bénéfices des professions non commerciales ou de courtage et n'ayant pas été soumis au régime réel suite à une opération vérification fiscale, peuvent payer un impôt forfaitaire optionnel annuellement selon la classification sur la base du chiffre d'affaires déclaré spontanément ou redressé, comme suit:

- 4.000 dinars pour la première catégorie ayant réalisé un chiffre d'affaires dans la limite de 50.000 dinars,
- 5.000 dinars pour la deuxième catégorie ayant réalisé un chiffre d'affaires entre 50.001 dinars et 100.000 dinars.

La personne exerçant l'activité dans les zones rurales et les villages paye la moitié du montant exigible.

L'impôt est considéré libératoire dans la limite des chiffres d'affaires déclarés spontanément compte tenu de bénéfices nets forfaitaires ne dépassant pas 25% du chiffre d'affaires déclaré spontanément.

La personne ayant opté pour le paiement de l'impôt selon le régime forfaitaire optionnel de l'impôt sur le revenu n'est pas soumise à la vérification fiscale pour une durée de six ans. Ceci ne fait pas obstacle aux opérations de contrôle et de vérification fiscales conformément à la législation en vigueur sur la base d'informations certaines dont dispose l'administration sur l'accroissement non justifié du patrimoine, l'exercice d'activités ayant trait à des opérations d'importation, de commerce de gros ou une activité de la catégorie des bénéfices des professions non commerciales ou de courtage.

Le régime forfaitaire est renouvelé automatiquement pour les personnes ayant opté pour l'imposition selon le régime forfaitaire optionnel, nonobstant les lois contraires et les dispositions de l'article 44 bis et ne peut faire l'objet de renonciation sauf en cas d'une demande d'assujettissement selon le régime réel ou en application des dispositions de l'article 44 sexies.

Les dispositions du présent article s'appliquent également aux activités déclassées au régime réel prévues par le décret n°2022-802 suivantes: cafés de toute catégorie à l'exception des salons de thé et des buvettes, mécanique automobiles, tôlerie et peinture automobile, électricité, électricité automobile, vente de viandes rouges et dérivés, vente de pâtisserie et de glace à l'exception de celles ouvertes dans les grands espaces commerciaux et dans les groupements commerciaux importants dans les grandes villes.

Les délais du dépôt de la déclaration annuelle de l'impôt forfaitaire optionnel sont fixés selon deux tranches égales, la première jusqu'au 25 avril et la deuxième jusqu'au 25 octobre.

Le contribuable soumis au régime forfaitaire de l'impôt sur le revenu peut opter pour le télépaiement de l'impôt.

Art. 92 - Recrutement de tous les inscrits sur les listes d'attente au poste d'aide-soignant au ministère de la santé.

Art. 93 - Bénéficient d'une exonération exceptionnelle conformément aux dispositions suivantes :

- Exonération des titulaires de cartes de soins à tarif réduit et des détenteurs des cartes de soin filière publique des dettes impayées auprès des établissements de santé publics, dont l'échéance dépasse dix (10) ans, à condition que le montant principal de la dette n'excède pas 1500 dinars.

- Tous les citoyens ayant des dettes impayées auprès des établissements de santé publics bénéficient d'une amnistie totale des pénalités de retard et peuvent échelonner le remboursement du principal de la dette selon un échéancier fixé par arrêté du ministre chargé de la santé et du ministre chargé des finances.

Cette exonération ne s'applique pas aux dettes impayées liées aux accidents de la circulation et aux accidents de violence.

Les modalités d'application du présent article et les délais maximaux pour en bénéficier sont fixés par décret.

Art. 94 - Sont abrogées les dispositions de l'article 50 (bis) de la loi n° 83-112 du 12 décembre 1983 portant statut général des personnels de l'Etat, des collectivités publiques locales et des établissements publics à caractère administratif, telle que modifiée par l'article 15 du décret-loi n° 2021-21 du 28 décembre 2021, portant loi de finances pour l'année 2022 et les dispositions de l'article 53 (bis) de la loi n° 85-78 du 5 août 1985, portant statut général des agents des offices, des établissements publics à caractère industriel et commercial et des sociétés dont le capital est détenu directement et entièrement par l'Etat ou les collectivités publiques locales et remplacées par ce qui suit :

Art. 50 (bis nouveau) et Art. 53 (bis nouveau) - Un congé pour la création d'une entreprise peut être accordé au fonctionnaire titulaire, pour une durée maximale de 3 ans renouvelable d'une façon annuelle de trois (3) autres années. Ce congé peut être attribué dans le cadre des dispositions du titre IV de la loi n° 2016-36 du 29 avril 2016 relative aux procédures collectives.

Le congé est accordé par arrêté du chef de l'administration ou par décision du chef d'établissement.

Nonobstant les dispositions législatives contraires, le fonctionnaire continue de bénéficier de la couverture sociale durant toute la période du congé pour la création d'une entreprise sans avoir droit à l'avancement et à la promotion. Sur cette base, l'intéressé doit procéder au paiement de sa cotisation au titre du régime de retraite, de prévoyance sociale et du capital décès alors que l'administration se charge de verser les contributions mises à la charge de l'employeur. Le fonctionnaire continue de bénéficier de demi-salaire pendant la première année du congé. Dans le cas où l'entreprise est créée dans les zones de développement régional, le fonctionnaire continue de bénéficier de demi-salaire pendant une période de deux ans.

Est abrogée l'expression « pour une deuxième année ou une troisième année dans le cas où l'entreprise est créée dans les zones de développement régional » mentionnée au premier paragraphe de l'article 50 (quater) de la loi n° 83-112 du 12 décembre 1983 portant statut général des personnels de l'Etat, des collectivités publiques locales et des établissements publics à caractère administratif et au premier paragraphe de l'article 53 (ter) de la loi n° 85-78 du 5 août 1985, portant statut général des agents des offices, des établissements publics à caractère industriel et commercial et des sociétés dont le capital est détenu directement et entièrement par l'Etat ou les collectivités publiques locales.

Art. 95 - Est créé un fonds spécial dénommé Fonds pour la justice environnementale et le développement durable, financé par un prélèvement de 1 % sur les bénéfices des entreprises extractives, des industries de transformation et des carrières, ainsi que par les dons et les ressources éventuellement allouées à partir du budget de l'Etat.

Le Fonds intervient dans les zones environnementalement affectées.

Art. 96 - Est créé un Fonds de soutien matériel et social des orphelins issus de familles nécessiteuses ou à faible revenu, placé sous tutelle du ministère de la famille, de la femme, de l'enfance et des personnes âgées, qui est financé :

- dans le cadre de la contribution sociétale des établissements publics et privés, selon un taux fixé par un texte réglementaire;

- par les dons et contributions privées.

Art. 97 - Titularisation des agents et ouvriers des crédits délégués auprès du ministère de l'intérieur et prise en compte des années d'ancienneté.

Art. 98 - Le présent article régit et fixe les conditions d'application de la loi n°76-18 du 21 janvier 1976 portant refonte et codification de la législation des changes et du commerce extérieur, ainsi que l'ouverture et le fonctionnement des comptes suivants :

- des comptes en devises au nom des tunisiens résidents en République tunisienne.

Conditions d'ouverture des comptes :

Les personnes physiques résidentes ayant la nationalité tunisienne peuvent ouvrir des comptes en devises sur les livres des intermédiaires agréés. L'ouverture desdits comptes n'est pas soumise à la condition prévue aux articles 16 et 18 du code des changes et du commerce extérieur et à l'article 16 de la loi n° 86-83 du 1^{er} septembre 1986, portant loi de finances rectificative pour l'année 1986, les règles de fonctionnement desdits comptes en devises convertibles ne sont pas soumises à l'approbation préalable de la Banque centrale de Tunisie.

Lesdits comptes peuvent être crédités par des devises convertibles sans autorisation préalable, par :

- Les montants provenant d'un autre compte en devises ou en dinars convertibles.
- Les intérêts perçus sur les montants déposés sur le compte, à condition qu'ils soient placés par l'intermédiaire agréé à un taux avantageux, conformément aux conditions fixées par la Banque centrale de Tunisie.
- Les montants provenant de l'allocation touristique annuelle.

Les comptes en devises convertibles peuvent être débités sans autorisation préalable pour toute opération de règlement à l'étranger.

- pour la remise de devises étrangères au titulaire du compte en vue d'un voyage à l'étranger.
- pour créditer un autre compte en devises.

Ledit compte ne peut en aucun cas être débiteur.

Les intérêts perçus sur les montants déposés sur ledit compte sont soumis à une taxe de 0.01 %.

Art. 99 - Sont abandonnées les taxes de circulation dues au titre des années 2022, 2023 et 2024, y compris celles ayant fait l'objet de procès-verbaux fiscaux pénaux avant le 1^{er} janvier 2026, à condition du paiement, dans les délais prévus par la législation en vigueur et avant le 31 décembre 2026, des taxes de circulation, dues au titre des années 2025 et 2026.

Art. 100 - La titularisation des ouvrières de nettoyage rémunérées sur la Régie d'avance de la Poste tunisienne.

Art. 101 - La titularisation des agents contractuels et occasionnels exerçant dans les hôpitaux publics.

Art. 102 - Sont abrogés les articles 3 et 5 de la loi n° 85-16 du 8 mars 1985, fixant le régime de retraite des députés telle que modifiée par les textes subséquents, et remplacés par ce qui suit :

Art. 3 (nouveau) - La pension de retraite prévue par la présente loi est liquidée comme suit :

- Une législature : 30 % de l'ensemble des indemnités parlementaires.
- Deux législatures : 60 % de l'ensemble des indemnités parlementaires.
- Trois législatures et plus : 90 % de l'ensemble des indemnités parlementaires.

Art. 5 (nouveau) – L'ensemble des indemnités parlementaires attribuées aux députés bénéficiaires des dispositions de la présente loi sont soumises à une retenue pour pension de retraite égale à 13,25 % au profit de la Caisse nationale de retraite et de prévoyance sociale qui bénéficie en outre d'une contribution de l'État égale à 20,5 % de ces mêmes indemnités prélevées sur le budget de la Chambre des députés, ces montants sont payés jusqu'à la cessation du bénéfice des indemnités parlementaires attribuées aux députés bénéficiaires des dispositions de la présente loi.

Art. 103 - Les dispositions des articles 3 et 5 susmentionnés prennent effet à compter du 13 mars 2023.

Les députés concernés par son application sont exemptés du paiement des montants qui leur sont imputés pour la période antérieure à l'entrée en vigueur des nouvelles dispositions.

Art. 104 - Modification de l'article 49 de la loi n° 2001-123 du 28 décembre 2001

2) Bénéficient de l'abattement fiscal susmentionné, les tunisiens résidents en Tunisie, lors de l'importation d'un véhicule de tourisme ou d'un véhicule utilitaire une fois tous les cinq (5) ans conformément à la législation en vigueur ou à titre de don entre membres de la même famille tel que défini par les dispositions de l'article 22 du Code des douanes, ou de tout citoyen tunisien résidant à l'étranger, quel que soit son lien de parenté avec les personnes handicapées ou lors de l'acquisition auprès de concessionnaires exploitant un entrepôt privé particulier ou encore lors de l'acquisition de voitures fabriquées localement et ce, à condition:

- Que la personne handicapée soit titulaire d'un permis de conduire conformément à la législation en vigueur « à l'exception de l'handicap visuel et mental pour l'approbation du permis de conduire ordinaire via un accompagnateur »,

- Que la voiture de tourisme ou utilitaire soit aménagée spécialement pour son utilisation selon le type d'handicap,

- Qu'à la date de son entrée en Tunisie, l'âge du véhicule ne dépasse pas dix (10) ans et ce à compter de la première mise en circulation.

- Que la valeur du véhicule ne dépasse pas 150 mille dinars.

- De présenter, conformément à la législation en vigueur, le matricule fiscal lors de la demande de bénéfice de la voiture utilitaire.

3) en cas d'immobilité totale "et pour les personnes atteintes d'handicap visuel ou mental", selon la législation en vigueur, le conjoint, les ascendants, ou les descendants ou l'accompagnateur peuvent être autorisés à conduire la voiture de tourisme.

4) Il est interdit de céder le véhicule pendant une période de 5 ans pour toute personne bénéficiant de cet avantage.

Art. 105 - Il est autorisé aux agriculteurs à importer et à utiliser des drones exclusivement destinés à l'usage agricole.

Art. 106 - Est créée une ligne de financement au titre du budget de l'État pour l'année 2026, destinée à la restructuration des exploitations agricoles domaniales dont la superficie dépasse 1000 hectares.

Les crédits y afférents sont mobilisés à partir des recettes provenant de la régularisation de la situation des forages agricoles non autorisés, conformément aux dispositions de l'article 81 de la loi de finances pour l'année 2025.

Art. 107 - La régularisation de la situation des maîtres et professeurs suppléants chargés de l'enseignement dans les établissements éducatifs avant 2008 et 2006 et les intégrer dans le ministère de l'éducation.

Art. 108 - Sont titularisés les agents et cadres des municipalités créées et qui sont recrutés dans le cadre du programme de renforcement des ressources humaines des municipalités selon la circulaire du ministre de l'intérieur n° 1 du 3 mars 2023 et qui permet aux municipalités créées de recruter des cadres titulaires de diplômes supérieurs à travers des contrats.

Art. 109 - Est créé exceptionnellement et temporairement un programme spécifique pour régulariser les situations professionnelles des agents et fonctionnaires appartenant aux instances publiques indépendantes qui ont été dissoutes ou dont l'activité a cessé quelle que soit la raison.

Ce programme concerne :

Les agents et les fonctionnaires en exercice et qui sont encore dans une situation légale,

Les agents et les fonctionnaires non exerçant dont leurs contrats ou missions ont été arrêtés de manière coercitive, et sans motif disciplinaire ou administratif légal, dans le cadre d'une restructuration ou d'une réforme institutionnelle. La Présidence du Gouvernement en coordination avec le ministère des finances et le ministère des affaires sociales prend les mesures nécessaires pour intégrer les agents concernés dans les cheminements de carrière de l'État, des collectivités locales ou des établissements publics à caractère administratif, tout en conservant leurs anciennetés et leurs droits pécuniaires acquis.

Les conditions et les délais d'intégration ainsi que les modalités de mise en œuvre sont fixés par décret.

Date d'application des dispositions de la loi de finances pour l'année 2026

Art. 110 - Les dispositions de la présente loi s'appliquent à compter du 1^{er} janvier 2026, à l'exception de celles prévues aux articles 56, 60, 61 et 62 de la présente loi.

Les dispositions des articles 60 et 62 ne s'appliquent pas aux marchandises importées dont les titres de transport ont été établis avant l'entrée en vigueur de la présente loi, destinées au territoire douanier tunisien et déclarées directement à la consommation sans avoir été placées sous le régime des entrepôts ou des zones franches.

La présente loi sera publiée au Journal officiel de la République tunisienne et exécutée comme loi de l'Etat.

Tunis, le 12 décembre 2025.

Le Président de la République

Kaïs Saïed

TABLEAU "A"
RECETTES DU BUDGET DE L'ETAT DE L'ANNEE 2026
 page 1

		En Dinars
Code article	Libellé	Prévisions
	Partie 1 : Recettes fiscales	
	Catégorie 1 : Impôts sur le revenu, les bénéfices et les gains en capital	
	1 : IRPP	
11-01	Traitements, salaires, pensions et rentes viagères	9 060 000 000
11-02	Honoraires, Commissions Courtages, Vacances et Loyers	946 000 000
11-03	Intérêts dépôts aux Comptes Spéciaux d'Epargne ouverts auprès des Banques	763 000 000
11-04	Revenus des Valeurs Mobilières et Capitaux Mobiliers	1 430 000 000
11-05	Redevances servies aux non-résidents	102 000 000
11-06	Avances sur les produits de consommation importés	1 000 000
11-07	Avances sur achats égales ou supérieures à 1000 dinars	176 000 000
11-08	Bénéfices Industriels et Commerciaux : BIC	399 000 000
11-09	Bénéfices des professions Non Commerciales : BNC	315 000 000
11-10	Impôt forfaitaire	125 000 000
11-11	Bénéfices de l'exploitation agricole ou de pêche	78 000 000
11-12	Revenus fonciers	231 000 000
11-13	Autres impôts sur le revenu des personnes physiques	8 000 000
	Total 1:	13 634 000 000
	2 : IS	
12-01	Impôts sur les bénéfices des sociétés pétrolières	771 000 000
12-02	Impôts sur les bénéfices des sociétés non Pétrolières	5 255 000 000
12-03	Avances sur achats supérieures ou égales à 1000 dinars	217 000 000
12-04	Avances sur les produits de consommation importés	553 000 000
12-05	Honoraires, Commissions Courtages, Vacances et Loyers	8 000 000
12-06	Revenus des Valeurs Mobilières et Capitaux Mobiliers	82 000 000
12-07	Redevances servies aux non-résidents	22 000 000
12-08	Revenus fonciers	2 000 000
12-09	Autres impôts sur les sociétés	3 000 000
	Total 2:	6 913 000 000
	Total Catégorie 1	20 547 000 000

TABLEAU "A"
RECETTES DU BUDGET DE L'ETAT DE L'ANNEE 2026
 page 2

		En Dinars
Code article	Libellé	Prévisions
	Catégorie 2 : Droit sur les mutations	
	3 : Droits sur les mutations	
13-01	Droits sur les mutations des biens immobiliers	386 000 000
13-02	Droits sur les mutations des biens mobiliers	7 000 000
13-03	Quotte part sur Droits d'immatriculations foncières	55 000 000
	Total 3:	448 000 000
	Total Catégorie 2	448 000 000
	Catégorie 3 : Impôt Sur les biens et les services	
	4 : Taxe sur la Valeur Ajoutée (TVA)	
14-01	T V A régime importation	6 460 000 000
14-02	T V A régime intérieur	6 426 000 000
	Total 4:	12 886 000 000
	5 : Droits de consommation (DC)	
15-01	D C régime importation	2 296 000 000
15-02	D C régime Intérieur	2 276 000 000
	Total 5:	4 572 000 000
	6 : Droits sur le Transport et autres produits	
16-01	Taxe de compensation sur le transport	165 000 000
16-02	Taxe de circulation sur les véhicules automobiles	262 000 000
16-03	Taxe sur divers produits	39 000 000
	Total 6:	466 000 000
	Total Catégorie 3	17 924 000 000
	Catégorie 4 : Impôt sur le commerce extérieur et les transactions Internationales	
	7 : Droits et redevances douaniers	
17-01	Droits de douane	1 939 000 000
17-02	Redevance sur les prestations douanières	449 000 000
	Total 7:	2 388 000 000
	Total Catégorie 4	2 388 000 000
	Catégorie 5 : Autres impôts et taxes	
	8 : Autres impôts et taxes	
18-01	Droits de Timbre fiscal	826 000 000
18-02	Droits sur les Actes et Transactions	358 000 000
18-03	Autres taxes pour formalités administratives	3 000 000
18-04	Taxe unique sur les assurances	348 000 000
18-05	Amendes et Condamnations Prononcées en Matière Fiscale	518 000 000
18-06	Autres taxes	181 000 000
18-07	Excédent des recettes des comptes spéciaux du Trésor sur les dépenses	2 452 075 000
	Total 8:	4 686 075 000
	9 : Comptes Spéciaux du Trésor	
19-01	Recettes fiscales affectées	1 779 925 000
	Total 9:	1 779 925 000
	Total Catégorie 5	6 466 000 000
	TOTAL PREMIERE PARTIE	47 773 000 000

TABLEAU "A"
RECETTES DU BUDGET DE L'ETAT DE L'ANNEE 2026
page 3

		En Dinars
Code article	Libellé	Prévisions
	Partie 2 : Recettes Non fiscales	
	Catégorie 6 : Revenus de la propriété	
	1 : Intérêts	
21-01	Intérêts	174 000 000
	Total 1:	174 000 000
	2 : Dividendes	
22-01	Dividendes des sociétés pétrolières	33 200 000
22-02	Dividendes des sociétés non pétrolières	111 500 000
	Total 2:	144 700 000
	3 : Excédants sur les bénéfices des entreprises et établissements publics	
23-01	Excédents sur les bénéfices des entreprises et établissements publics	1 518 800 000
	Total 3:	1 518 800 000
	4 : Redevances, loyers et autres produits de domaine de l'Etat	
24-01	Redevances	1 642 000 000
24-02	Loyers	80 700 000
24-03	Autres produits de domaine de l'Etat	155 000 000
	Total 4:	1 877 700 000
	Total Catégorie 6	3 715 200 000
	Catégorie 7 : ventes des biens et services	
	5 : Droits administratifs	
25-01	Frais administratifs de régie et perception pour le compte de tiers et frais de poursuites	5 000 000
25-02	Droit de garantie sur les matières en platine, or et argent	2 000 000
25-03	Remises sur crédits d'enlèvements et de droits	4 000 000
25-04	Autres droits administratifs	65 000 000
	Total 5:	76 000 000
	Total Catégorie 7	76 000 000
	Catégorie 8 : Amendes, pénalités et confiscations	
	6 : Amendes, pénalités et confiscations	
26-01	Amendes et condamnations pécuniaires prononcées par les autorités administratives et judiciaires	119 000 000
	Total 6:	119 000 000
	Total Catégorie 8	119 000 000
	Catégorie 9 : Autres recettes non fiscales	
	7 : Autres recettes non fiscales	
27-01	Versements et contributions des Caisses de Sécurité Sociale	87 500 000
27-02	Autres sommes versées à l'Etat et recettes accidentelles à divers titres	241 196 000
	Total 7:	328 696 000
	8 : Comptes de concours	
28-01	Recettes non fiscales affectées	53 104 000
	Total 8:	53 104 000
	9 : Comptes Spéciaux du Trésor	
29-01	Recettes non fiscales affectées	145 000 000
	Total 9:	145 000 000
	Total Catégorie 9	526 800 000
	TOTAL Deuxième PARTIE	4 437 000 000

TABLEAU "A"
RECETTES DU BUDGET DE L'ETAT DE L'ANNEE 2026
 page 4

		En Dinars
Code article	Libellé	Prévisions
	Partie3 : Dons	
	Catégorie 10 : Dons du budget de l'Etat	
	1 : Dons Extérieurs	350 000 000
	Total Catégorie 10	350 000 000
	Catégorie 11 : Dons Affectés	
	Total Catégorie 11	
	TOTAL Troisième PARTIE	350 000 000
	Total Recettes	52 560 000 000

TABLEAU "B"
RECETTES ET DEPENSES DES COMPTES SPECIAUX DU TRESOR
POUR L'ANNEE 2026

EN DINARS

LES MISSIONS	DESIGNATIONS DES COMPTES	MONTANT
PRESIDENCE DU GOUVERNEMENT	- Compte d'emploi des frais de contrôle financier, des jetons de présence et tantièmes revenant à l'Etat - Fonds de restructuration du capital des entreprises publiques	4 000 000
MISSION DE LA JUSTICE	- fonds d'appui au développement de l'ordre juridictionnel judiciaire	5 000 000
MISSION DE L'INTERIEUR	-Fonds de la protection civile et de la sécurité routière -Fonds de la prévention des accidents de la circulation	10 000 000 2 500 000
MISSION DE LA DEFENSE NATIONALE	- Fonds du service national	2 000 000
MISSION DES FINANCES	-Compte de cautionnement mutuel des comptables publics	20 000
MISSION DES DOMAINES DE L'ETAT ET DES AFFAIRES FONCIERES	- Compte de garantie des victimes des accidents de la circulation - Fonds du soutien de la délimitation du patrimoine foncier	3 000 000 9 000 000
MISSION DE L'AGRICULTURE, DES RESSOURCES HYDRAULIQUES ET DE LA PECHE	- Fonds de développement de la compétitivité dans le secteur de l'agriculture et de la pêche - Fonds de promotion de la qualité des dattes - Fonds de financement du repos biologique dans le secteur de la pêche	59 000 000 5 000 000 7 000 000
MISSION DE L'INDUSTRIE, DES MINES ET DE L'ENERGIE	- Fonds de développement de la compétitivité dans les secteurs industriel, de services et de l'artisanat -Fonds de promotion de l'huile d'olive conditionnée -Fonds de la transition énergétique	95 300 000 6 255 000 45 000 000
MISSION DU COMMERCE ET DU DEVELOPPEMENT DES EXPORTATIONS	-Caisse générale de compensation -Fonds de promotion des exportations	 10 000 000
MISSION DES TECHNOLOGIES DE LA COMMUNICATION	-Fonds de développement des communications, des technologies de l'information et de la télécommunication	100 000 000
MISSION DU TOURISME	-Fonds de protection des zones touristiques -Fonds de développement de la compétitivité dans le secteur du tourisme	9 000 000 8 000 000
MISSION DE L'EQUIPEMENT ET DE L'HABITAT	-Fonds national de l'amélioration de l'habitat -Fonds de promotion des logements pour les salariés	10 000 000 63 000 000
MISSION DE L'ENVIRONNEMENT	-Fonds de la protection et de l'esthétique de l'environnement -Fonds de dépollution	6 000 000 20 000 000
MISSION DES TRANSPORTS	- Compte de financement de la mobilité urbaine	1 000 000
MISSION DES AFFAIRES CULTURELLES	- Fonds de promotion et d'investissement dans la création littéraire et artistique	7 000 000
MISSION DE LA JEUNESSE ET DES SPORTS	-Fonds national de promotion des sports et de la jeunesse	15 000 000
MISSION DE LA SANTE	-Fonds du soutien de la santé publique	100 000 000
MISSION DES AFFAIRES SOCIALES	-Fonds national de solidarité sociale - Compte de diversification des sources de financement de la sécurité sociale	8 500 000 800 000 000
MISSION DE L'EMPLOI ET DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE	-Fonds national de l'emploi -Fonds de promotion de la formation et de l'apprentissage professionnel	447 500 000 66 850 000
TOTAL=		1 924 925 000

TABEAU "C"
DEPENSES DU BUDGET DE L'ETAT POUR L'ANNEE 2026
CREDITS DE PAIEMENT

EN DINARS

LES MISSIONS, LES MISSIONS SPECIALES ET LES PROGRAMMES	TOTAL DES CREDITS	PAR PARTIES					
		DEPENSES DE REMUNERATION	DEPENSES D'INVESTISSEMENT	DEPENSES DES OPERATIONS FINANCIERES	AUTRES PARTIES	CHARGES DE FINANCEMENT	DEPENSES IMPREVUES ET NON REPARTIES
1- Assemblée des Représentants du Peuple	48 876 000	31 318 000	9 020 000		8 538 000		
programme 1: Assemblée des représentants du peuple	48 876 000					-	-
2- Assemblée Nationale des Regions et des Districts	24 088 000	13 574 000	6 070 000		4 444 000		
programme 1: Assemblée Nationale des Regions et des Districts	24 088 000					-	-
3- Présidence de la République	229 705 000	168 831 000	15 823 000		45 051 000		
programme 1: Sécurité nationale et relations extérieures	10 722 000					-	-
programme 2: Sécurité présidentielle	178 316 000					-	-
programme 9: Pilotage et appui	40 667 000					-	-
4- Présidence du Gouvernement	284 500 000	201 048 000	8 120 000		75 332 000		
programme 1: Tutelle	17 259 000					-	-
programme 2: Contrôle	64 014 000					-	-
programme 3: Information, communication et formation	119 588 000					-	-
programme 4: Gestion dans le secteur public	13 612 000					-	-
programme 5: Modernisation des services administratifs	2 130 000					-	-
programme 9: Pilotage et appui	67 897 000					-	-
5- Mission de l'Intérieur	6 239 800 000	4 160 800 000	380 350 000		1 698 650 000		
programme 1: Sécurité nationale	2 459 316 000					-	-
programme 2: Garde nationale	1 664 455 000					-	-
programme 3: Protection civile	373 650 000					-	-
programme 4: Affaires locales	1 132 065 000					-	-
programme 9: Pilotage et appui	610 314 000					-	-
-6 Mission de la Justice	1 025 500 000	820 785 000	80 694 000		124 021 000		
programme 1: Justice	418 635 000					-	-
programme 2: Prisons et rééducation	537 350 000					-	-
programme 9: Pilotage et appui	69 515 000					-	-
7- Mission des Affaires Etrangères, de la Migration et des Tunisiens à l'Etranger	370 137 000	205 850 000	13 500 000		150 787 000		
programme 1: Action diplomatique	230 566 000					-	-
programme 2: Action consulaire et tunisiens à l'étranger	108 742 001					-	-
programme 9: Pilotage et appui	30 828 999					-	-
8- Mission de la Défense Nationale	5 014 008 000	3 015 442 000	1 331 123 000		667 443 000		
programme 1: Intervention militaire	2 932 482 000					-	-
programme 2: Soutien logistique et technique	1 013 006 000					-	-
programme 3: Assistance aux militaires	534 831 000					-	-
programme 9: Pilotage et appui	533 689 000					-	-
9- Mission des Affaires Religieuses	202 400 000	161 000 000	2 300 000		39 100 000		
programme 1: Développement religieux	181 720 000					-	-
programme 9: Pilotage et appui	20 680 000					-	-
10- Mission des Finances	1 477 000 000	1 180 800 000	141 747 000		154 453 000		
programme 1: Douane	588 339 000					-	-
programme 2: Fiscalité	313 860 000					-	-
programme 3: Comptabilité publique	441 582 000					-	-
programme 4: Services budgétaires	16 099 000					-	-
programme 5: Dette publique	3 258 000					-	-
programme 9: Pilotage et appui	113 862 000					-	-
11- Mission de l'Economie et de la Planification	895 331 000	79 550 000	1 580 000	68 820 000	745 381 000		
programme 1: Equilibres globaux et statistiques	40 368 000					-	-
programme 2: Appui au développement sectoriel et régional	689 254 000					-	-
programme 3: Coopération internationale	76 909 000					-	-
programme 4: Encadrement de l'investissement	76 757 000					-	-
programme 9: Pilotage et appui	12 043 000					-	-

EN DINARS

LES MISSIONS, LES MISSIONS SPECIALES ET LES PROGRAMMES	TOTAL DES CREDITS	PAR PARTIES					
		DEPENSES DE REMUNERATION	DEPENSES D'INVESTISSEMENT	DEPENSES DES OPERATIONS FINANCIERES	AUTRES PARTIES	CHARGES DE FINANCEMENT	DEPENSES IMPREVUES ET NON REPARTIES
12- Mission des Domaines de l'Etat et des Affaires Foncières	94 165 000	68 108 000	15 520 000		10 537 000	-	-
programme 1: Gestion des domaines de l'Etat	20 985 000					-	-
programme 2: Protection des domaines de l'Etat	41 785 000					-	-
programme 9: Pilotage et appui	31 395 000					-	-
13- Mission de l'Agriculture, des Ressources Hydrauliques et de la Pêche	2 400 000 000	681 000 000	726 297 000		992 703 000	-	-
programme 1: Production agricole, qualité et sécurité sanitaire des produits agricoles et alimentaires	480 002 000					-	-
programme 2: Pêche et aquaculture	140 509 000					-	-
programme 3: Eaux	943 452 000					-	-
programme 4: Forêts et aménagement des terres agricoles	379 888 000					-	-
programme 5: Enseignement supérieur agricole, recherche, vulgarisation et formation agricole	232 064 000					-	-
programme 9: Pilotage et appui	224 085 000					-	-
14- Mission de l'Industrie, des Mines et de l'Energie	5 325 619 000	39 968 000	6 888 000		5 278 763 000	-	-
programme 1: Energie	5 115 351 000					-	-
programme 2: Industrie	187 092 000					-	-
programme 3: Mines	7 873 000					-	-
programme 9: Pilotage et appui	15 303 000					-	-
15- Mission du Commerce et du Développement des Exportations	4 260 000 000	60 125 000	10 085 000		4 189 790 000	-	-
programme 1: Commerce intérieur	4 134 719 000					-	-
programme 2: Commerce extérieur	109 511 000					-	-
programme 9: Pilotage et appui	15 770 000					-	-
16- Mission des Technologies de la Communication	197 335 000	21 900 000	94 160 000		81 275 000	-	-
programme 1: Développement numérique	161 335 000					-	-
programme 9: Pilotage et appui	36 000 000					-	-
17- Mission du Tourisme	166 578 000	71 150 000	6 770 000		88 658 000	-	-
programme 1: Tourisme et artisanat	161 714 000					-	-
programme 9: Pilotage et appui	4 864 000					-	-
18- Mission de l'Équipement et de l'Habitat	2 150 340 000	121 700 000	1 764 160 000	1 600 000	262 880 000	-	-
programme 1: Infrastructure routière	1 526 335 000					-	-
programme 2: Protection des villes, du littoral et la maîtrise des ouvrages	236 090 000					-	-
programme 3: Aménagement du territoire, urbanisme et habitat	336 295 000					-	-
programme 9: Pilotage et appui	51 620 000					-	-
19- Mission de l'Environnement	500 000 000	34 504 000	10 241 000		455 255 000	-	-
programme 1: Environnement et développement durable	486 805 000					-	-
programme 9: Pilotage et appui	13 195 000					-	-
20- Mission des Transports	1 267 300 000	27 400 000	15 739 000		1 224 161 000	-	-
programme 1: Transport terrestre	1 179 074 000					-	-
programme 2: Aviation civile	14 236 000					-	-
programme 3: Transport maritime et ports	37 941 000					-	-
programme 9: Pilotage et appui	36 049 000					-	-
21- Mission des Affaires Culturelles	460 969 000	256 939 000	71 591 000		132 439 000	-	-
programme 1: Arts	64 091 000					-	-
programme 2: Livre et lecture	35 403 000					-	-
programme 3: Action culturelle	247 472 000					-	-
programme 4: Patrimoine	79 473 000					-	-
programme 9: Pilotage et appui	34 530 000					-	-
22- Mission de la Jeunesse et des Sports	1 005 000 000	693 150 000	133 900 000		177 950 000	-	-
programme 1: Jeunesse	216 301 000					-	-
programme 2: Sport	219 008 000					-	-
programme 3: Education physique	501 026 000					-	-
programme 9: Pilotage et appui	68 665 000					-	-

EN DINARS

LES MISSIONS, LES MISSIONS SPECIALES ET LES PROGRAMMES	TOTAL DES CREDITS	PAR PARTIES					
		DEPENSES DE REMUNERATION	DEPENSES D'INVESTISSEMENT	DEPENSES DES OPERATIONS FINANCIERES	AUTRES PARTIES	CHARGES DE FINANCEMENT	DEPENSES IMPREVUES ET NON REPARTIES
23- Mission de la Famille, de la Femme, de l'Enfance et des Personnes Agées	287 000 000	165 850 000	61 288 000		59 862 000	-	
programme 1: Femme, famille et égalité des chances	25 584 000					-	
programme 2: Enfance	207 268 000					-	
programme 3: Personnes Agées	24 024 000					-	
programme 9: Pilotage et appui	30 124 000					-	
24- Mission de la Santé	4 350 000 000	2 860 500 000	780 000 000		709 500 000	-	
programme 1: Soins de santé de base	1 373 241 000					-	
programme 2: Services de santé hospitalière	899 820 000					-	
programme 3: Recherche et services hospitaliers universitaires	1 792 795 000					-	
programme 9: Pilotage et appui	284 144 000					-	
25- Mission des Affaires Sociales	4 080 500 000	277 100 000	25 000 000		3 778 400 000	-	
programme 1: Emploi et relations professionnelles	32 075 000					-	
programme 2: Sécurité sociale	1 884 782 000					-	
programme 3: Promotion sociale	2 055 175 000					-	
programme 4: Immigration et tunisiens à l'étranger	27 300 000					-	
programme 9: Pilotage et appui	81 168 000					-	
26- Mission de l'Education	8 700 000 000	7 634 500 000	480 000 000		585 500 000	-	
programme 1: Phase primaire	3 233 482 000					-	
programme 2: Phase préparatoire et secondaire	4 601 538 000					-	
programme 9: Pilotage et appui	864 980 000					-	
27- Mission de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche Scientifique	2 379 180 000	1 704 172 000	266 405 000		408 603 000	-	
programme 1: Enseignement supérieur	1 636 763 000					-	
programme 2: Recherche scientifique	215 524 000					-	
programme 3: Oeuvres universitaires	477 476 000					-	
programme 9: Pilotage et appui	49 417 000					-	
28- Mission de l'Emploi et de la Formation Professionnelle	1 063 900 000	463 070 000	3 900 000		596 930 000	-	
programme 1: Formation professionnelle	494 540 000					-	
programme 2: Emploi	383 159 000					-	
programme 3: Développement de l'initiative privée	161 300 000					-	
programme 9: Pilotage et appui	24 901 000					-	
29- Conseil Supérieur de l'éducation et de l'enseignement	10 000 000	2 000 000			8 000 000	-	
programme 1: Conseil Supérieur de l'éducation et de l'enseignement	10 000 000					-	
30- Conseil Supérieur provisoire de la Magistrature	1 525 000	630 000			895 000	-	
programme 1: Conseil supérieur provisoire de la magistrature	1 525 000					-	
31- Cour des Comptes	35 563 000	28 389 000	850 000		6 324 000	-	
programme 1: Cour des comptes	35 563 000					-	
32- Instance Supérieure Indépendante pour les Elections	27 703 000	15 593 000			12 110 000	-	
programme 1: Instance supérieure indépendante pour les élections	27 703 000					-	
33- Charges de Financement	7 208 000 000					7 208 000 000	-
34- Dépenses Imprévues et non Réparties	1 792 978 000					-	1 792 978 000
TOTAL	63 575 000 000	25 266 746 000	6 463 121 000	70 420 000	22 773 735 000	7 208 000 000	1 792 978 000

TABLEAU "D"
DEPENSES DU BUDGET DE L'ETAT POUR L'ANNEE 2026
CREDITS D'ENGAGEMENT

EN DINARS

LES MISSIONS, LES MISSIONS SPECIALES ET LES PROGRAMMES	TOTAL DES CREDITS	PAR PARTIES					
		DEPENSES DE REMUNERATION	DEPENSES D'INVESTISSEMENT	DEPENSES DES OPERATIONS FINANCIERES	AUTRES PARTIES	CHARGES DE FINANCEMENT	DEPENSES IMPREVUES ET NON REPARTIES
1- Assemblée des Représentants du Peuple	52 181 000	31 318 000	12 325 000		8 538 000		
programme 1: Assemblée des représentants du peuple	52 181 000						
2- Assemblée Nationale des Regions et des Districts	19 694 000	13 574 000	1 676 000		4 444 000		
programme 1: Assemblée Nationale des Regions et des Districts	19 694 000						
3- Présidence de la République	228 776 000	168 831 000	14 894 000		45 051 000		
programme 1: Sécurité nationale et relations extérieures	10 722 000						
programme 2: Sécurité présidentielle	173 816 000						
programme 9: Pilotage et appui	44 238 000						
4- Présidence du Gouvernement	283 730 000	201 048 000	7 350 000		75 332 000		
programme 1: Tutelle	17 259 000						
programme 2: Contrôle	65 514 000						
programme 3: Information, communication et formation	119 588 000						
programme 4: Gestion dans le secteur public	13 192 000						
programme 5: Modernisation des services administratifs	2 130 000						
programme 9: Pilotage et appui	66 047 000						
5- Mission de l'Interieur	6 304 800 000	4 160 800 000	445 350 000		1 698 650 000		
programme 1: Sécurité nationale	2 516 966 000						
programme 2: Garde nationale	1 690 705 000						
programme 3: Protection civile	377 050 000						
programme 4: Affaires locales	1 132 265 000						
programme 9: Pilotage et appui	587 814 000						
6- Mission de la Justice	1 035 021 000	820 785 000	90 215 000		124 021 000		
programme 1: Justice	452 046 000						
programme 2: Prisons et rééducation	529 410 000						
programme 9: Pilotage et appui	53 565 000						
7- Mission des Affaires Etrangères, de la Migration et des Tunisiens à l'Etranger	376 647 000	205 850 000	20 010 000		150 787 000		
programme 1: Action diplomatique	235 476 000						
programme 2: Action consulaire et tunisiens à l'étranger	109 942 001						
programme 9: Pilotage et appui	31 228 999						
8- Mission de la Defense Nationale	6 322 738 000	3 015 442 000	2 639 853 000		667 443 000		
programme 1: Intervention militaire	4 196 682 000						
programme 2: Soutien logistique et technique	1 052 136 000						
programme 3: Assistance aux militaires	534 631 000						
programme 9: Pilotage et appui	539 289 000						
9- Mission des Affaires Religieuses	204 430 000	161 000 000	4 330 000		39 100 000		
programme 1: Développement religieux	181 270 000						
programme 9: Pilotage et appui	23 160 000						
10- Mission des Finances	1 485 190 000	1 180 800 000	149 937 000		154 453 000		
programme 1: Douane	616 569 000						
programme 2: Fiscalité	305 850 000						
programme 3: Comptabilité publique	443 203 000						
programme 4: Services budgétaires	12 726 000						
programme 5: Dette publique	3 160 000						
programme 9: Pilotage et appui	103 682 000						
11- Mission de l'Economie et de la Planification	896 331 000	79 550 000	2 580 000	68 820 000	745 381 000		
programme 1: Equilibres globaux et statistiques	40 368 000						
programme 2: Appui au développement sectoriel et régional	689 254 000						
programme 3: Coopération internationale	76 909 000						
programme 4: Encadrement de l'investissement	76 757 000						
programme 9: Pilotage et appui	13 043 000						

EN DINARS

LES MISSIONS, LES MISSIONS SPECIALES ET LES PROGRAMMES	TOTAL DES CREDITS	PAR PARTIES					
		DEPENSES DE REMUNERATION	DEPENSES D'INVESTISSEMENT	DEPENSES DES OPERATIONS FINANCIERES	AUTRES PARTIES	CHARGES DE FINANCEMENT	DEPENSES IMPREVUES ET NON REPARTIES
12- Mission des Domaines de l'Etat et des Affaires Foncières	92 965 000	68 108 000	14 320 000		10 537 000	-	-
programme 1: Gestion des domaines de l'Etat	20 985 000					-	-
programme 2: Protection des domaines de l'Etat	41 785 000					-	-
programme 9: Pilotage et appui	30 195 000					-	-
13- Mission de l'Agriculture, des Ressources Hydrauliques et de la Pêche	2 879 401 000	681 000 000	1 205 698 000		992 703 000	-	-
programme 1: Production agricole, qualité et sécurité sanitaire des produits agricoles et alimentaires	485 465 000					-	-
programme 2: Pêche et aquaculture	160 590 000					-	-
programme 3: Eaux	1 316 409 000					-	-
programme 4: Forêts et aménagement des terres agricoles	439 387 000					-	-
programme 5: Enseignement supérieur agricole, recherche, vulgarisation et formation agricole	247 054 000					-	-
programme 9: Pilotage et appui	230 496 000					-	-
14- Mission de l'Industrie, des Mines et de l'Energie	5 319 606 000	39 968 000	875 000		5 278 763 000	-	-
programme 1: Energie	5 115 351 000					-	-
programme 2: Industrie	181 092 000					-	-
programme 3: Mines	7 873 000					-	-
programme 9: Pilotage et appui	15 290 000					-	-
15- Mission du Commerce et du Développement des Exportations	4 251 885 000	60 125 000	1 970 000		4 189 790 000	-	-
programme 1: Commerce intérieur	4 130 924 000					-	-
programme 2: Commerce extérieur	109 511 000					-	-
programme 9: Pilotage et appui	11 450 000					-	-
16- Mission des Technologies de la Communication	196 085 000	21 900 000	92 910 000		81 275 000	-	-
programme 1: Développement numérique	161 335 000					-	-
programme 9: Pilotage et appui	34 750 000					-	-
17- Mission du Tourisme	167 078 000	71 150 000	7 270 000		88 658 000	-	-
programme 1: Tourisme et artisanat	162 214 000					-	-
programme 9: Pilotage et appui	4 864 000					-	-
18- Mission de l'Équipement et de l'Habitat	2 218 575 000	121 700 000	1 832 395 000	1 600 000	262 880 000	-	-
programme 1: Infrastructure routière	1 611 015 000					-	-
programme 2: Protection des villes, du littoral et la maîtrise des ouvrages	256 190 000					-	-
programme 3: Aménagement du territoire, urbanisme et habitat	301 640 000					-	-
programme 9: Pilotage et appui	49 730 000					-	-
19- Mission de l'Environnement	496 769 000	34 504 000	7 010 000		455 255 000	-	-
programme 1: Environnement et développement durable	484 649 000					-	-
programme 9: Pilotage et appui	12 120 000					-	-
20- Mission des Transports	1 281 080 000	27 400 000	29 519 000		1 224 161 000	-	-
programme 1: Transport terrestre	1 170 514 000					-	-
programme 2: Aviation civile	14 236 000					-	-
programme 3: Transport maritime et ports	53 762 000					-	-
programme 9: Pilotage et appui	42 568 000					-	-
21- Mission des Affaires Culturelles	453 688 000	256 939 000	64 310 000		132 439 000	-	-
programme 1: Arts	64 841 000					-	-
programme 2: Livre et lecture	33 003 000					-	-
programme 3: Action culturelle	248 311 000					-	-
programme 4: Patrimoine	71 433 000					-	-
programme 9: Pilotage et appui	36 100 000					-	-
22- Mission de la Jeunesse et des Sports	1 360 600 000	693 150 000	489 500 000		177 950 000	-	-
programme 1: Jeunesse	233 801 000					-	-
programme 2: Sport	547 808 000					-	-
programme 3: Education physique	508 626 000					-	-
programme 9: Pilotage et appui	70 365 000					-	-

EN DINARS

LES MISSIONS, LES MISSIONS SPECIALES ET LES PROGRAMMES	TOTAL DES CREDITS	PAR PARTIES					
		DEPENSES DE REMUNERATION	DEPENSES D'INVESTISSEMENT	DEPENSES DES OPERATIONS FINANCIERES	AUTRES PARTIES	CHARGES DE FINANCEMENT	DEPENSES IMPREVUES ET NON REPARTIES
23- Mission de la Famille, de la Femme, de l'Enfance et des Personnes Agées	281 527 000	165 850 000	55 815 000		59 862 000	-	-
programme 1: Femme, famille et égalité des chances	21 974 000					-	-
programme 2: Enfance	200 045 000					-	-
programme 3: Personnes Agées	27 444 000					-	-
programme 9: Pilotage et appui	32 064 000					-	-
24- Mission de la Santé	4 334 462 000	2 860 500 000	764 462 000		709 500 000	-	-
programme 1: Soins de santé de base	1 337 316 000					-	-
programme 2: Services de santé hospitalière	750 670 000					-	-
programme 3: Recherche et services hospitaliers universitaires	1 906 132 000					-	-
programme 9: Pilotage et appui	340 344 000					-	-
25- Mission des Affaires Sociales	4 068 850 000	277 100 000	13 350 000		3 778 400 000	-	-
programme 1: Emploi et relations professionnelles	29 925 000					-	-
programme 2: Sécurité sociale	1 884 782 000					-	-
programme 3: Promotion sociale	2 054 955 000					-	-
programme 4: Immigration et tunisiens à l'étranger	27 300 000					-	-
programme 9: Pilotage et appui	71 888 000					-	-
26- Mission de l'Education	8 992 400 000	7 634 500 000	772 400 000		585 500 000	-	-
programme 1: Phase primaire	3 341 248 000					-	-
programme 2: Phase préparatoire et secondaire	4 792 272 000					-	-
programme 9: Pilotage et appui	858 880 000					-	-
27- Mission de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche Scientifique	2 437 870 000	1 704 172 000	325 095 000		408 603 000	-	-
programme 1: Enseignement supérieur	1 617 043 000					-	-
programme 2: Recherche scientifique	225 274 000					-	-
programme 3: Oeuvres universitaires	554 786 000					-	-
programme 9: Pilotage et appui	40 767 000					-	-
28- Mission de l'Emploi et de la Formation Professionnelle	1 067 400 000	463 070 000	7 400 000		596 930 000	-	-
programme 1: Formation professionnelle	494 540 000					-	-
programme 2: Emploi	383 159 000					-	-
programme 3: Développement de l'initiative privée	161 300 000					-	-
programme 9: Pilotage et appui	28 401 000					-	-
29- Conseil Supérieur de l'éducation et de l'enseignement	10 000 000	2 000 000			8 000 000	-	-
programme 1: Conseil Supérieur de l'éducation et de l'enseignement	10 000 000					-	-
30- Conseil Supérieur provisoire de la Magistrature	1 525 000	630 000			895 000	-	-
programme 1: Conseil supérieur provisoire de la magistrature	1 525 000					-	-
31- Cour des Comptes	36 063 000	28 389 000	1 350 000		6 324 000	-	-
programme 1: Cour des comptes	36 063 000					-	-
32- Instance Supérieure Indépendante pour les Elections	27 703 000	15 593 000			12 110 000	-	-
programme 1: Instance supérieure indépendante pour les élections	27 703 000					-	-
33- Charges de Financement	7 208 000 000					7 208 000 000	-
34- Dépenses Imprévues et non Réparties	2 406 930 000						2 406 930 000
TOTAL	66 800 000 000	25 266 746 000	9 074 169 000	70 420 000	22 773 735 000	7 208 000 000	2 406 930 000

TABLEAU "E"
RECETTES ET DEPENSES DES ETABLISSEMENTS PUBLICS DONT LES
LES BUDGETS SONT RATACHES POUR ORDRE AU BUDGET DE L'ETAT
POUR L'ANNEE 2026 (recapitulative)

(En dinars)

LES MISSIONS	SUBVENTION DE L'ETAT	RECETTES PROPRES	TOTAL
PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE	7 854 000		7 854 000
PRESIDENCE DU GOUVERNEMENT	9 549 000	905 000	10 454 000
MISSION DE L'INTERIEUR	37 708 000	2 115 000	39 823 000
MISSION DE LA JUSTICE	74 235 000	7 524 000	81 759 000
MISSION DE LA DEFENSE NATIONALE	28 738 000	8 921 000	37 659 000
MISSION DES AFFAIRES RELIGIEUSES	310 000		310 000
MISSION DES FINANCES	6 390 000	1 473 000	7 863 000
MISSION DE L'AGRICULTURE, DES RESSOURCES HYDRAULIQUES ET DE LA PECHE MARITIME	40 430 000	53 457 000	93 887 000
MISSION DU COMMERCE ET DE DEVELOPPEMENT DES EXPORTATIONS	3 564 000	150 000	3 714 000
MISSION DES TECHNOLOGIES DE LA COMMUNICATION	6 295 000	375 000	6 670 000
MISSION DU TOURISME	3 012 000	200 000	3 212 000
MISSION DE L'EQUIPEMENT ET DE L'HABITAT	3 978 000	4 412 000	8 390 000
MISSION DE L'ENVIRONNEMENT	1 670 000		1 670 000
MISSION DES AFFAIRES CULTURELLES	95 886 000	1 460 000	97 346 000
MISSION DE LA JEUNESSE ET DES SPORTS	46 577 000	10 801 000	57 378 000
MISSION DE LA FAMILLE, DE LA FEMME, DE L'ENFANCE ET DES PERSONNES AGEES	33 004 000	976 000	33 980 000
MISSION DE LA SANTE	367 925 000	335 795 000	703 720 000
MISSION DES AFFAIRES SOCIALES	39 090 000	310 000	39 400 000
MISSION DE L'EDUCATION	175 733 000	16 458 000	192 191 000
MISSION DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR ET DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE	125 903 000	32 414 000	158 317 000
TOTAL	1 107 851 000	477 746 000	1 585 597 000

TABLEAU "E"
RECETTES ET DEPENSES DES ETABLISSEMENTS PUBLICS DONT LES BUDGETS
SONT RATTACHES POUR ORDRE AU BUDGET DE L'ETAT
POUR L'ANNEE 2026

(En dinars)

DESIGNATION DES ETABLISSEMENTS		PREVISIONS			
		RECETTES			DEPENSES
		SUBVENTION DE L'ETAT	RESSOURCES PROPRES	TOTAL DES RECETTES	
	PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE				
	<u>Etablissements de Souveraineté</u>	<u>7 854 000</u>	<u>—</u>	<u>7 854 000</u>	<u>7 854 000</u>
1	Haut Comité du Contrôle Administratif et Financier	421 000		421 000	421 000
2	Services du Médiateur Administratif	383 000		383 000	383 000
3	Institution fidaa	7 050 000		7 050 000	7 050 000
3	Total des Budgets des Etablissements relevant de la Présidence de la République=	7 854 000		7 854 000	7 854 000
	PRESIDENCE DU GOUVERNEMENT				
	<u>Etablissements de Souveraineté</u>	<u>2 833 000</u>	<u>—</u>	<u>2 833 000</u>	<u>2 833 000</u>
1	Tribunal Administratif	2 828 000		2 828 000	2 828 000
2	Instance Nationale de Protection des Données à caractère Personnel	5 000		5 000	5 000
	<u>Etablissements d'Administration Générale</u>	<u>805 000</u>	<u>160 000</u>	<u>965 000</u>	<u>965 000</u>
3	Les Archives Nationales	805 000	160 000	965 000	965 000
	<u>Etablissements de Formation</u>	<u>895 000</u>	<u>25 000</u>	<u>920 000</u>	<u>920 000</u>
4	Centre Africain de Perfectionnement des Journalistes et Communicateurs	895 000	25 000	920 000	920 000
	<u>Etablissements Culturels</u>	<u>501 000</u>	<u>180 000</u>	<u>681 000</u>	<u>681 000</u>
5	Centre de Documentation National	501 000	180 000	681 000	681 000
	<u>Autre Etablissements</u>	<u>225 000</u>	<u>—</u>	<u>225 000</u>	<u>225 000</u>
6	Instance d'accès à l'information	225 000		225 000	225 000
	<u>Etablissements de Formation</u>	<u>4 290 000</u>	<u>540 000</u>	<u>4 830 000</u>	<u>4 830 000</u>
7	Ecole Nationale d'Administration	4 290 000	540 000	4 830 000	4 830 000
7	Total des Budgets des Etablissements relevant du Présidence du Gouvernement=	9 549 000	905 000	10 454 000	10 454 000
	MISSION DE L'INTERIEUR				
	<u>Etablissements d'Administration Générale</u>	<u>415 000</u>	<u>100 000</u>	<u>515 000</u>	<u>515 000</u>
1	Observatoire National d'Information, de Formation, de Documentation et d'Etudes sur la Sécurité Routière	415 000	100 000	515 000	515 000
	<u>Etablissements de Formation</u>	<u>24 825 000</u>	<u>1 915 000</u>	<u>26 740 000</u>	<u>26 740 000</u>
2	Ecole Nationale de Formation des Agents et Cadres Actifs de la Police et de la Sûreté Nationale à salambo	890 000	10 000	900 000	900 000
3	Centre de Formation Spécialisée de la Manouba	370 000	40 000	410 000	410 000
4	Ecole Nationale de Formation des Inspecteurs de Police à Sousse	670 000	10 000	680 000	680 000
5	Ecole Nationale de Formation des Agents Astreint au Port de la Tenue à Sidi Saâd	5 533 000	100 000	5 633 000	5 633 000
6	Ecole Nationale de Formation des Officiers de Police Adjoints à Bizerte	867 000	10 000	877 000	877 000
7	Centre National de Formation Continue de la Sûreté Nationale de Carthage Byrsa	1 235 000	15 000	1 250 000	1 250 000
8	Ecole Nationale de Formation de la Garde Nationale et la Protection Civile	6 150 000	500 000	6 650 000	6 650 000
9	Ecole Supérieure des Forces de la Sécurité Intérieure	330 000		330 000	330 000
10	Ecole des Commandos de la Garde Nationale à Oued Zerga	1 150 000	70 000	1 220 000	1 220 000
11	Ecole Nationale de la Formation Continue de la Garde Nationale à Chbika	763 000	10 000	773 000	773 000
12	Ecole Nationale de la Formation Polyvalente de la Garde Nationale à Mornaguia	582 000	20 000	602 000	602 000

(En dinars)

DESIGNATION DES ETABLISSEMENTS		PREVISIONS			
		RECETTES			DEPENSES
		SUBVENTION DE L'ETAT	RESSOURCES PROPRES	TOTAL DES RECETTES	
13	Ecole Nationale de la Protection Civile de Tunis	3 750 000	200 000	3 950 000	3 950 000
14	Centre de la Formation et de l'Appui à la Décentralisation	2 535 000	930 000	3 465 000	3 465 000
	Etablissements de Santé	11 868 000	100 000	11 968 000	11 968 000
15	Hôpital des Forces de Sécurité Intérieur de la Marsa	11 868 000	100 000	11 968 000	11 968 000
	Etablissements de Réhabilitation Sociale	600 000	—	600 000	600 000
16	Centre d'Accueil et d'Orientation de Tunis-El Ouardia	600 000	—	600 000	600 000
	Etablissements d'Appui à la Décentralisation	—	—	—	—
17	La Haute Instance des Finances Locales	—	—	—	—
17	Total des Budgets des Etablissements relevant du Mission de l'Intérieur =	37 708 000	2 115 000	39 823 000	39 823 000
	MISSION DE LA JUSTICE				
	Etablissements de Recherches	445 000	80 000	525 000	525 000
1	Centre d'Etudes Juridiques et Judiciaires	445 000	80 000	525 000	525 000
	Etablissements de Formation	3 060 000	272 000	3 332 000	3 332 000
2	Ecole Nationale des Prisons et de la Rééducation	1 930 000	115 000	2 045 000	2 045 000
3	Institut Supérieur de la Magistrature	520 000	57 000	577 000	577 000
4	Institut Supérieur de la Profession d'Avocat	610 000	100 000	710 000	710 000
	Etablissements de Réhabilitation Sociale	70 730 000	7 172 000	77 902 000	77 902 000
5	Etablissement de Réhabilitation Sociale	12 100 600	81 000	12 181 600	12 181 600
6	Centre de Rééducation des Enfants Délinquants de Gammarth	28 350	1 000	29 350	29 350
7	Centre de Rééducation des Enfants Délinquants de Sidi El Heni	705 700	255 000	960 700	960 700
8	Centre de Rééducation des Enfants Délinquants d'Agareb-Sfax	36 000	80 000	116 000	116 000
9	Centre de Rééducation des Enfants Délinquants de Mejez El Bab	558 700	86 000	644 700	644 700
10	Centre de Rééducation des Enfants Délinquants d'El Mourouj	793 700	25 000	818 700	818 700
11	Centre de Rééducation des Enfants Délinquants de M'Ghira	314 700	65 000	379 700	379 700
12	Centre de Rééducation des Mineurs Délinquants de Souk Jedid	683 700	90 000	773 700	773 700
13	Prison d'El Haouareb	1 571 000	610 000	2 181 000	2 181 000
14	Prison de Kebili	1 419 000	60 000	1 479 000	1 479 000
15	Prison du Sers	1 289 000	325 000	1 614 000	1 614 000
16	Prison de Mornaguia	10 827 500	1 198 000	12 025 500	12 025 500
17	Prison des Femmes à la Manouba	1 330 500	305 000	1 635 500	1 635 500
18	Prison de Sfax	3 209 000	45 000	3 254 000	3 254 000
19	Prison de Borj Roumi	3 145 000	810 000	3 955 000	3 955 000
20	Prison de Nadhour	1 160 000	360 000	1 520 000	1 520 000
21	Prison de Saouaf	1 381 000	320 000	1 701 000	1 701 000
22	Prison de Kasserine	1 765 000	170 000	1 935 000	1 935 000
23	Prison du Kef	1 026 500	30 000	1 056 500	1 056 500
24	Prison de Gafsa	1 418 500	245 000	1 663 500	1 663 500
25	Prison de Bizerte	757 000	—	757 000	757 000
26	Prison de Mahdia	2 602 000	570 000	3 172 000	3 172 000
27	Prison de Gabès	1 267 000	7 000	1 274 000	1 274 000
28	Prison de Béja	644 000	106 000	750 000	750 000
29	Prison de Monastir	1 494 000	60 000	1 554 000	1 554 000
30	Prison de Harboub-Médénine	1 398 000	20 000	1 418 000	1 418 000
31	Prison de Kairouan	1 157 500	—	1 157 500	1 157 500
32	Prison de Siliana	1 344 000	179 000	1 523 000	1 523 000
33	Prison de Sidi Bouzid	1 018 000	—	1 018 000	1 018 000

(En dinars)

DESIGNATION DES ETABLISSEMENTS		PREVISIONS			
		RECETTES			DEPENSES
		SUBVENTION DE L'ETAT	RESSOURCES PROPRES	TOTAL DES RECETTES	
34	Prison de Mornag	1 312 500	63 000	1 375 500	1 375 500
35	Prison Eddyr au Kef	538 000	308 000	846 000	846 000
36	Prison de Zaghouan	1 000		1 000	1 000
37	Prison de Jendouba	972 000	80 000	1 052 000	1 052 000
38	Prison de la Rabta	783 000	80 000	863 000	863 000
39	Prison de Borj El Amri	3 656 000	180 000	3 836 000	3 836 000
40	Prison d'El Messadine	3 466 000	130 000	3 596 000	3 596 000
41	Prison de Belli	2 290 550		2 290 550	2 290 550
42	Prison d'Oudhna	1 266 000	228 000	1 494 000	1 494 000
42	Total des Budgets des Etablissements relevant du Mission de la Justice=	74 235 000	7 524 000	81 759 000	81 759 000
MISSION DE LA DEFENSE NATIONALE					
	<u>Etablissements de Souveraineté</u>	<u>1 550 000</u>	<u>1 000</u>	<u>1 551 000</u>	<u>1 551 000</u>
1	Agence des Investigations et de Défence Nationale	1 550 000	1 000	1 551 000	1 551 000
	<u>Etablissements de Recherche</u>		<u>5 250 000</u>	<u>5 250 000</u>	<u>5 250 000</u>
2	Centre Hydrographie et Océanographie		5 250 000	5 250 000	5 250 000
	<u>Etablissements de Formation</u>	<u>22 718 000</u>	<u>918 000</u>	<u>23 636 000</u>	<u>23 636 000</u>
3	Académie Militaire	9 500 000	1 000	9 501 000	9 501 000
4	Académie Navale	2 012 000	1 000	2 013 000	2 013 000
5	Institut de la Défense Nationale	94 000	1 000	95 000	95 000
6	Ecole d'Etat Major	1 141 000	1 000	1 142 000	1 142 000
7	Ecole des Sous-officiers à Bizerte	561 000	1 000	562 000	562 000
8	Ecole Technique de l'Armée de Terre	381 000	1 000	382 000	382 000
9	Ecole d'Application d'Armes	391 000	1 000	392 000	392 000
10	Ecole des Sports Militaires	106 000	1 000	107 000	107 000
11	Ecole des sous-officiers de l'armée de l'air	116 000	1 000	117 000	117 000
12	Ecole des Spécialités Aéronautiques	266 000	1 000	267 000	267 000
13	Ecole des Caporaux de Metline	261 000	1 000	262 000	262 000
14	Ecole de l'Aviation de Borj El Amri	3 517 000	324 000	3 841 000	3 841 000
15	Centre d'Instruction Navale	143 000	1 000	144 000	144 000
16	Centre d'Instruction de l'anti-aérien	94 000	1 000	95 000	95 000
17	Centre d'Instruction de Génie Militaire	91 000	1 000	92 000	92 000
18	Centre d'Instruction Aéronautique	36 000	1 000	37 000	37 000
19	Ecole de la Santé Militaire	181 000	10 000	191 000	191 000
20	Ecole d'Application du Service de Santé des Armées	260 000	550 000	810 000	810 000
21	Ecole Supérieure de Guerre	361 000	1 000	362 000	362 000
22	Centre de Formation Professionnelle à Béja	71 000	1 000	72 000	72 000
23	Centre de Formation Professionnelle El Kharouba à Bizerte	36 000	1 000	37 000	37 000
24	Centre de Formation Professionnelle Fondouk El Jedid	45 000	1 000	46 000	46 000
25	Centre de Formation Professionnelle à Gabès	55 000	1 000	56 000	56 000
26	Ecole Militaire de Musique	71 000	1 000	72 000	72 000
27	Ecole des Caporaux de Kondar	401 000	1 000	402 000	402 000
28	Ecole des Caporaux de l'armée de la Mer	126 000	1 000	127 000	127 000
29	Deuxième centre d'Instruction de l'armée de l'Air	21 000	1 000	22 000	22 000
30	Centre d'Instruction d'artillerie	79 000	1 000	80 000	80 000
31	Centre d'instructions de signalisation	120 000	1 000	121 000	121 000

(En dinars)

DESIGNATION DES ETABLISSEMENTS		PREVISIONS			
		RECETTES			DEPENSES
		SUBVENTION DE L'ETAT	RESSOURCES PROPRES	TOTAL DES RECETTES	
32	Centre Milliaire de canines	851 000	1 000	852 000	852 000
33	Centre Militaire et de Formation Professionnelle de Mannouba	60 000	1 000	61 000	61 000
34	Centre Militaire et de Formation Professionnelle d'Oued El lil	87 000	1 000	88 000	88 000
35	Centre Militaire et de Formation Professionnelle de Gafsa	86 000	1 000	87 000	87 000
36	Centre Militaire et de Formation Professionnelle de Ksar Gafsa	51 000	1 000	52 000	52 000
37	Centre Militaire et de Formation Professionnelle d' El Omrane	60 000	1 000	61 000	61 000
38	Centre d'excellence tunisien de lutte contre les engins explosifs improvisés	96 000	1 000	97 000	97 000
39	Etablissement de formation professionnelle en plongée	890 000	1 000	891 000	891 000
	<u>Etablissements de Santé</u>	<u>3 865 000</u>	<u>2 651 000</u>	<u>6 516 000</u>	<u>6 516 000</u>
40	Centre d'Expertise de la Médecine Aéronautique	125 000	800 000	925 000	925 000
41	Centre Militaire de Transfusion Sanguine	170 000	500 000	670 000	670 000
42	Centre de la Médecine de Plongée Sous-marine	50 000	1 000	51 000	51 000
43	Hôpital Militaire à Gabès	1 510 000	510 000	2 020 000	2 020 000
44	Hôpital Militaire à Bizerte	2 010 000	840 000	2 850 000	2 850 000
	<u>Etablissements Culturels</u>	<u>80 000</u>	<u>1 000</u>	<u>81 000</u>	<u>81 000</u>
45	Musée National Militaire	80 000	1 000	81 000	81 000
	<u>Autre Etablissements</u>	<u>525 000</u>	<u>100 000</u>	<u>625 000</u>	<u>625 000</u>
46	Laboratoire de métrologie du ministère de la défense nationale	525 000	100 000	625 000	625 000
<u>46</u>	Total des Budgets des Etablissements relevant du Mission de la Défense Nationale=	28 738 000	8 921 000	37 659 000	37 659 000
	MISSION DES AFFAIRES RELIGIEUSES				
	<u>Etablissements d'Enseignement Supérieur</u>	<u>310 000</u>	—	<u>310 000</u>	<u>310 000</u>
1	Institut Supérieur des Sciences Religieuses de Tunis	170 000		170 000	170 000
2	Institut Supérieur des Sciences Islamiques à Kairouan	140 000		140 000	140 000
<u>2</u>	Total des Budgets des Etablissements relevant du Mission des Affaires Religieuses=	310 000		310 000	310 000
	MISSION: DES FINANCES				
	<u>Etablissements de Formation</u>	<u>3 070 000</u>	<u>173 000</u>	<u>3 243 000</u>	<u>3 243 000</u>
1	Ecole Nationale des Finances	870 000	73 000	943 000	943 000
2	Ecole Nationale des Douanes	2 200 000	100 000	2 300 000	2 300 000
	<u>Etablissements de Santé</u>	<u>3 290 000</u>	<u>1 300 000</u>	<u>4 590 000</u>	<u>4 590 000</u>
3	Centre Médical des Douanes	3 290 000	1 300 000	4 590 000	4 590 000
	<u>Autres Etablissements</u>	<u>30 000</u>	—	<u>30 000</u>	<u>30 000</u>
4	Les Services Du Médiateur Fiscal	30 000		30 000	30 000
<u>4</u>	Total des Budgets des Etablissements relevant du Mission des Finances =	6 390 000	1 473 000	7 863 000	7 863 000
	MISSION DE L'AGRICULTURE,DES RESSOURCES HYDRAULIQUES ET DE LA PECHE MARITIME				
	<u>Etablissements de Recherche</u>	<u>5 191 000</u>	<u>2 293 000</u>	<u>7 484 000</u>	<u>7 484 000</u>
1	Institut National des Sciences et des Technologies de la Mer	754 000	180 000	934 000	934 000
2	Institut National de la Recherche Agronomique de Tunis	831 000	180 000	1 011 000	1 011 000
3	Institut de Recherche du Génie Rural, Eaux et Forêts	652 000	85 000	737 000	737 000
4	Institut de l'Olivier	467 000	208 000	675 000	675 000
5	Institut de la Recherche Vétérinaire de Tunis	217 000	1 150 000	1 367 000	1 367 000
6	Institution de la Recherche et de l'Enseignement Supérieur Agricole	1 155 000	30 000	1 185 000	1 185 000
7	Centre Régional de Recherche en Horticulture et dans l'Agriculture Biologique de Chott Mariem	362 000	50 000	412 000	412 000

DESIGNATION DES ETABLISSEMENTS		PREVISIONS			
		RECETTES			DEPENSES
		SUBVENTION DE L'ETAT	RESSOURCES PROPRES	TOTAL DES RECETTES	
8	Centre Régional de Recherche dans l'Agriculture Oasienne de Degueche	211 000	50 000	261 000	261 000
9	Centre Régional de la Recherche Agronomique de Sidi Bouzid	246 000	80 000	326 000	326 000
10	Centre Régional des Grandes Agricultures de Béja	296 000	280 000	576 000	576 000
	Etablissements d'Enseignement Supérieur	6 503 000	2 210 000	8 713 000	8 713 000
11	Ecole Nationale de Médecine Vétérinaire de Sidi Thabet	755 000	280 000	1 035 000	1 035 000
12	Institut National des Sciences Agricoles de Tunis	890 000	180 000	1 070 000	1 070 000
13	Ecole Supérieure d'Agriculture de Mograne	640 000	200 000	840 000	840 000
14	Ecole Supérieure des Ingénieurs de l'Equipement Rural de Mejez El Bab	595 000	280 000	875 000	875 000
15	Institut Sylvo-Pastoral de Tabarka	570 000	300 000	870 000	870 000
16	Institut Supérieur des Sciences Agricoles de Chott Mariem	913 000	280 000	1 193 000	1 193 000
17	Ecole Supérieure des Industries Alimentaires à Tunis	396 000	55 000	451 000	451 000
18	Ecole Supérieure d'Agriculture de Mateur	524 000	300 000	824 000	824 000
19	Ecole Supérieure d'Agriculture du Kef	630 000	250 000	880 000	880 000
20	Institut Supérieur de Pêche et de l'Aquaculture de Bizerte	355 000	10 000	365 000	365 000
21	Institut Supérieur des Etudes Préparatoires en Biologie et en Géologie à la Soukra	235 000	75 000	310 000	310 000
	Etablissements de Formation	5 297 000	6 607 000	11 904 000	11 904 000
22	Agence de Vulgarisation et de Formation Agricole	393 000	16 000	409 000	409 000
23	Centre de Formation Professionnelle à la Pêche de Zarzis	117 000	20 000	137 000	137 000
24	Centre de Formation Professionnelle à la Pêche de Gabès	133 000	41 000	174 000	174 000
25	Centre de Formation Professionnelle à la Pêche de Ghar El Melh	140 000	80 000	220 000	220 000
26	Centre de Formation Professionnelle à la Pêche de Tébourba	121 000	60 000	181 000	181 000
27	Centre de Formation Professionnelle à la Pêche de Mahdia	243 000	50 000	293 000	293 000
28	Lycée Sectoriel de Formation Professionnelle Agricole en Agrumiculture et Viticulture de Bou-chrik	237 000	285 000	522 000	522 000
29	Lycée Sectoriel de Formation Professionnelle Agricole en Elevage de Bovins de Thibar	203 000	290 000	493 000	493 000
30	Centre Sectoriel de Formation Professionnelle en Mécanique Navale de Kélibia	265 000	67 000	332 000	332 000
31	Centre de Formation Professionnelle à la Pêche de Sfax	138 000	18 000	156 000	156 000
32	Centre de Formation Professionnelle à la Pêche de Tabarka	185 000	109 000	294 000	294 000
33	Institut National Pédagogique et de Formation Continue Agricole de Sidi Thabet	146 000	409 000	555 000	555 000
34	Centre Sectoriel de Formation Professionnelle Agricole de l'Arboriculture en Zones Arides de Boughrara	88 000	150 000	238 000	238 000
35	Centre Sectoriel de Formation Professionnelle Agricole en Grandes Cultures de Bou-Salem	94 000	190 000	284 000	284 000
36	Centre Sectoriel de Formation Professionnelle Agricole en Phoniculture de Degueche	10 000	635 000	645 000	645 000
37	Centre Sectoriel de Formation Professionnelle Agricole en Culture Maraîchères de Primeurs de Chott-Mariem	208 000	183 000	391 000	391 000
38	Centre Sectoriel de Formation Professionnelle Agricole en Machinisme Agricole de Jouggar	92 000	90 000	182 000	182 000
39	Centre Sectoriel de Formation Professionnelle Agricole en Aménagement des Périmètres Irrigués de Barrouta	115 000	170 000	285 000	285 000
40	Centre de Formation Professionnelle Agricole dans le Secteur de l'Elevage Bovin de Sidi Thabet	120 000	207 000	327 000	327 000
41	Centre de Formation Professionnelle Agricole dans le Secteur de l'Aviculture de Sidi Thabet	105 000	214 000	319 000	319 000

(En dinars)

DESIGNATION DES ETABLISSEMENTS		PREVISIONS			
		RECETTES			DEPENSES
		SUBVENTION DE L'ETAT	RESSOURCES PROPRES	TOTAL DES RECETTES	
42	Centre de Formation Professionnelle Agricole dans le Domaine de la Mécanique à El-Kantara	78 000	125 000	203 000	203 000
43	Centre de Formation Professionnelle Agricole dans le Secteur des Forêts de Rimel	100 000	123 000	223 000	223 000
44	Centre de Formation Professionnelle Agricole de Oueslatia	115 000	210 000	325 000	325 000
45	Centre de Formation Professionnelle Agricole de Sbeitla	85 000	122 000	207 000	207 000
46	Centre de Formation Professionnelle Agricole de Hakim-Sud	93 000	200 000	293 000	293 000
47	Centre de Formation Professionnelle Agricole de Thibar	95 000	305 000	400 000	400 000
48	Centre de Formation Professionnelle Agricole de Sidi Bouzid	142 000	119 000	261 000	261 000
49	Centre de Formation Professionnelle Agricole de Souassi	79 000	243 000	322 000	322 000
50	Centre de Formation Professionnelle Agricole d'El Alia	140 000	245 000	385 000	385 000
51	Centre de Formation Professionnelle Agricole de Sidi Bourouis	22 000	528 000	550 000	550 000
52	Centre de Formation Professionnelle Agricole de Testour	86 000	30 000	116 000	116 000
53	Centre de Formation Professionnelle Agricole de Zarkine	155 000	174 000	329 000	329 000
54	Centre de Formation Professionnelle Agricole de Takelsa	100 000	143 000	243 000	243 000
55	Centre de Formation Professionnelle Agricole de Jammel	70 000	147 000	217 000	217 000
56	Centre de Formation Professionnelle Agricole de Gafsa	95 000	260 000	355 000	355 000
57	Centre de Formation Professionnelle Agricole d'El Fajja Médenine	149 000	97 000	246 000	246 000
58	Centre de Formation Professionnelle Agricole de Gourdhab Tataouine	96 000	44 000	140 000	140 000
59	Centre de Formation Professionnelle Agricole de Ben Arous	97 000	15 000	112 000	112 000
60	Centre de Formation Professionnelle Agricole du Kef	85 000	38 000	123 000	123 000
61	Centre de Formation Professionnelle Agricole de Kébili	124 000	101 000	225 000	225 000
62	Centre de Formation Professionnelle Agricole de Manouba	138 000	54 000	192 000	192 000
	Etablissements de Promotion Sectorielle	65 000	1 000	66 000	66 000
63	Observatoire National de l'Agriculture	65 000	1 000	66 000	66 000
	Etablissements de Développement Agricole	23 374 000	42 346 000	65 720 000	65 720 000
64	Bureau de Contrôle des Unités de Production Agricole	171 000	14 000	185 000	185 000
65	Régie des Sondages Hydrauliques	3 800 000	8 400 000	12 200 000	12 200 000
66	Régie de Matériel, de Terrassement et d'Hydraulique Agricole	2 000 000	6 100 000	8 100 000	8 100 000
67	Régie de l'Exploitation Forestière		3 000 000	3 000 000	3 000 000
68	Bureau de l'Inventaire et des Recherches Hydrauliques	98 000	422 000	520 000	520 000
69	Laboratoire Central d'Analyse des Aliments du Bétail	240 000	200 000	440 000	440 000
70	Centre National de Veille Zoo-Sanitaire	262 000	100 000	362 000	362 000
71	Commissariat Régional pour le Développement Agricole de Tunis	260 000	11 000	271 000	271 000
72	Commissariat Régional pour le Développement Agricole de l'Ariana	760 000	780 000	1 540 000	1 540 000
73	Commissariat Régional pour le Développement Agricole de Ben Arous	550 000	470 000	1 020 000	1 020 000
74	Commissariat Régional pour le Développement Agricole de Nabeul	1 080 000	5 020 000	6 100 000	6 100 000
75	Commissariat Régional pour le Développement Agricole de Zaghouan	605 000	80 000	685 000	685 000
76	Commissariat Régional pour le Développement Agricole de Bizerte	771 000	2 399 000	3 170 000	3 170 000
77	Commissariat Régional pour le Développement Agricole de Jendouba	698 000	4 217 000	4 915 000	4 915 000
78	Commissariat Régional pour le Développement Agricole de Béja	803 000	2 640 000	3 443 000	3 443 000
79	Commissariat Régional pour le Développement Agricole du Kef	942 000	658 000	1 600 000	1 600 000
80	Commissariat Régional pour le Développement Agricole de Siliana	520 000	510 000	1 030 000	1 030 000
81	Commissariat Régional pour le Développement Agricole de Kairouan	890 000	1 180 000	2 070 000	2 070 000

(En dinars)

DESIGNATION DES ETABLISSEMENTS		PREVISIONS			
		RECETTES			DEPENSES
		SUBVENTION DE L'ETAT	RESSOURCES PROPRES	TOTAL DES RECETTES	
82	Commissariat Régional pour le Développement Agricole de Kasserine	882 000	390 000	1 272 000	1 272 000
83	Commissariat Régional pour le Développement Agricole de Sidi Bouzid	889 000	236 000	1 125 000	1 125 000
84	Commissariat Régional pour le Développement Agricole de Sousse	726 000	860 000	1 586 000	1 586 000
85	Commissariat Régional pour le Développement Agricole de Monastir	666 000	334 000	1 000 000	1 000 000
86	Commissariat Régional pour le Développement Agricole de Mahdia	657 000	244 000	901 000	901 000
87	Commissariat Régional pour le Développement Agricole de Sfax	1 111 000	147 000	1 258 000	1 258 000
88	Commissariat Régional pour le Développement Agricole de Gafsa	935 000	280 000	1 215 000	1 215 000
89	Commissariat Régional pour le Développement Agricole de Tozeur	346 000	310 000	656 000	656 000
90	Commissariat Régional pour le Développement Agricole de Kébili	566 000	529 000	1 095 000	1 095 000
91	Commissariat Régional pour le Développement Agricole de Gabès	589 000	401 000	990 000	990 000
92	Commissariat Régional pour le Développement Agricole de Médenine	581 000	100 000	681 000	681 000
93	Commissariat Régional pour le Développement Agricole de Tataouine	544 000	246 000	790 000	790 000
94	Commissariat Régional pour le Développement Agricole de la Manouba	432 000	2 068 000	2 500 000	2 500 000
94	Total des Budgets des Etablissements relevant du Mission de l'Agriculture, des Ressources Hydroliques et de la Pêche Maritime=	40 430 000	53 457 000	93 887 000	93 887 000
	MISSION DU COMMERCE ET DE DEVELOPPEMENT DES EXPORTATIONS				
	<u>Etablissements de L'Administration Générale</u>	<u>2 657 000</u>	<u>150 000</u>	<u>2 807 000</u>	<u>2 807 000</u>
1	Conseil de la Concurrence	2 657 000	150 000	2 807 000	2 807 000
	<u>Etablissements de Promotion Sectorielle</u>	<u>907 000</u>	<u>—</u>	<u>907 000</u>	<u>907 000</u>
2	Institut National de la Consommation	907 000		907 000	907 000
2	Total des Budgets des Etablissements relevant du Mission du Commerce et de Developpement des Exportations=	3 564 000	150 000	3 714 000	3 714 000
	MISSION DES TECHNOLOGIES DE LA COMMUNICATION				
	<u>Etablissements d'Enseignement Supérieur</u>	<u>6 295 000</u>	<u>375 000</u>	<u>6 670 000</u>	<u>6 670 000</u>
1	Ecole Supérieure des Communications	2 585 000	155 000	2 740 000	2 740 000
2	Institut Supérieur des Etudes Technologiques des Communications	2 240 000	150 000	2 390 000	2 390 000
3	Ecole Supérieure du Commerce Electronique à Manouba	1 470 000	70 000	1 540 000	1 540 000
3	Total des Budgets des Etablissements relevant du Mission Des Technologies de la Communication	6 295 000	375 000	6 670 000	6 670 000
	MISSION DU TOURISME				
	<u>Etablissements d'Enseignement Supérieur</u>	<u>3 012 000</u>	<u>200 000</u>	<u>3 212 000</u>	<u>3 212 000</u>
1	Institut Supérieur du Tourisme à Sidi Dhrif	3 012 000	200 000	3 212 000	3 212 000
1	Total des Budgets des Etablissements relevant du Mission du Tourisme=	3 012 000	200 000	3 212 000	3 212 000
	MISSION DE L'EQUIPEMENT ET DE L'HABITAT				
	<u>Etablissements de Recherche</u>	<u>800 000</u>	<u>3 750 000</u>	<u>4 550 000</u>	<u>4 550 000</u>
1	Centre d'Essais et de Techniques de la Construction	800 000	3 750 000	4 550 000	4 550 000
	<u>Etablissements de l'Environnement et de l'Aménagement du Territoire</u>	<u>3 178 000</u>	<u>662 000</u>	<u>3 840 000</u>	<u>3 840 000</u>
2	Agence Urbaine du Grand Tunis	3 178 000	662 000	3 840 000	3 840 000
2	Total des Budgets des Etablissements relevant du Mission de l'Equipement et de l'habitat	3 978 000	4 412 000	8 390 000	8 390 000

(En dinars)

DESIGNATION DES ETABLISSEMENTS		PREVISIONS			
		RECETTES			DEPENSES
		SUBVENTION DE L'ETAT	RESSOURCES PROPRES	TOTAL DES RECETTES	
	MISSION DE L'ENVIRONNEMENT				
	<u>Etablissements de Recherches</u>	<u>1 670 000</u>	—	<u>1 670 000</u>	<u>1 670 000</u>
1	Banque Nationales Des Gènes	1 670 000		1 670 000	1 670 000
1	Total des Budgets des Etablissements relevant du Mission de L'environnement=	1 670 000		1 670 000	1 670 000
	MISSION DES AFFAIRES CULTURELLES				
	<u>Etablissements Culturels</u>	<u>95 886 000</u>	<u>1 460 000</u>	<u>97 346 000</u>	<u>97 346 000</u>
1	Institut National du Patrimoine	46 600 000	5 000	46 605 000	46 605 000
2	Bibliothèque Nationale	7 240 000	150 000	7 390 000	7 390 000
3	Centre National de Communication Culturelle	41 000		41 000	41 000
4	Institut National de Musique	355 000	83 000	438 000	438 000
5	Centre National de Musique et des Arts Populaires	202 000	100 000	302 000	302 000
6	Centre international de la culture et des arts _Palais d'AAbdalia	200 000		200 000	200 000
7	Commissariat Régional de la Culture et de la Sauvegarde du Patrimoine de Tunis	2 850 000	35 000	2 885 000	2 885 000
8	Commissariat Régional de la Culture et de la Sauvegarde du Patrimoine de l'Ariana	719 000	2 000	721 000	721 000
9	Commissariat Régional de la Culture et de la Sauvegarde du Patrimoine de Ben Arous	1 302 000	14 000	1 316 000	1 316 000
10	Commissariat Régional de la Culture et de la Sauvegarde du Patrimoine de Bizerte	1 200 000	9 000	1 209 000	1 209 000
11	Commissariat Régional de la Culture et de la Sauvegarde du Patrimoine de Nabeul	1 430 000	22 000	1 452 000	1 452 000
12	Commissariat Régional de la Culture et de la Sauvegarde du Patrimoine de Béja	1 059 000	16 000	1 075 000	1 075 000
13	Commissariat Régional de la Culture et de la Sauvegarde du Patrimoine de Jendouba	1 035 000		1 035 000	1 035 000
14	Commissariat Régional de la Culture et de la Sauvegarde du Patrimoine de Zaghouan	797 000	6 000	803 000	803 000
15	Commissariat Régional de la Culture et de la Sauvegarde du Patrimoine de Siliana	1 193 000	15 000	1 208 000	1 208 000
16	Commissariat Régional de la Culture et de la Sauvegarde du Patrimoine du Kef	1 362 000	14 000	1 376 000	1 376 000
17	Commissariat Régional de la Culture et de la Sauvegarde du Patrimoine de Kasserine	1 333 000	10 000	1 343 000	1 343 000
18	Commissariat Régional de la Culture et de la Sauvegarde du Patrimoine de Kairouan	1 478 000	12 000	1 490 000	1 490 000
19	Commissariat Régional de la Culture et de la Sauvegarde du Patrimoine de Sousse	1 301 000	32 000	1 333 000	1 333 000
20	Commissariat Régional de la Culture et de la Sauvegarde du Patrimoine de Monastir	1 510 000	20 000	1 530 000	1 530 000
21	Commissariat Régional de la Culture et de la Sauvegarde du Patrimoine de Mahdia	1 288 000	22 000	1 310 000	1 310 000
22	Commissariat Régional de la Culture et de la Sauvegarde du Patrimoine Sfax	1 535 000	48 000	1 583 000	1 583 000
23	Commissariat Régional de la Culture et de la Sauvegarde du Patrimoine de Gabès	1 095 000	3 000	1 098 000	1 098 000
24	Commissariat Régional de la Culture et de la Sauvegarde du Patrimoine de Sidi Bouzid	1 181 000	3 000	1 184 000	1 184 000
25	Commissariat Régional de la Culture et de la Sauvegarde du Patrimoine de Gafsa	992 000	37 000	1 029 000	1 029 000
26	Commissariat Régional de la Culture et de la Sauvegarde du Patrimoine de Tozeur	851 000	1 000	852 000	852 000
27	Commissariat Régional de la Culture et de la Sauvegarde du Patrimoine de Kébili	779 000	2 000	781 000	781 000
28	Commissariat Régional de la Culture et de la Sauvegarde du Patrimoine de Médenine	1 131 000	7 000	1 138 000	1 138 000
29	Commissariat Régional de la Culture et de la Sauvegarde du Patrimoine de Tataouine	1 006 000	2 000	1 008 000	1 008 000
30	Commissariat Régional de la Culture et de la Sauvegarde du Patrimoine de la Manouba	1 123 000	4 000	1 127 000	1 127 000

(En dinars)

DESIGNATION DES ETABLISSEMENTS		PREVISIONS			
		RECETTES			DEPENSES
		SUBVENTION DE L'ETAT	RESSOURCES PROPRES	TOTAL DES RECETTES	
31	Bibliothèque régionale à Tunis	377 000	13 000	390 000	390 000
32	Bibliothèque régionale de l'Ariana	280 000	15 000	295 000	295 000
33	Bibliothèque régionale de Ben Arous	351 000	35 000	386 000	386 000
34	Bibliothèque régionale de la Manouba	252 000	10 000	262 000	262 000
35	Bibliothèque régionale de Bizerte	353 000	20 000	373 000	373 000
36	Bibliothèque régionale de Nabeul	401 000	22 000	423 000	423 000
37	Bibliothèque régionale de Béja	299 000	5 000	304 000	304 000
38	Bibliothèque régionale de Jendouba	322 000	3 000	325 000	325 000
39	Bibliothèque régionale de Zaghouan	274 000	7 000	281 000	281 000
40	Bibliothèque régionale de Siliana	308 000	5 000	313 000	313 000
41	Bibliothèque régionale du Kef	339 000	3 000	342 000	342 000
42	Bibliothèque régionale de Kasserine	513 000	14 000	527 000	527 000
43	Bibliothèque régionale de Kairouan	340 000	4 000	344 000	344 000
44	Bibliothèque régionale de Sousse	313 000	6 000	319 000	319 000
45	Bibliothèque régionale de Monastir	358 000	8 000	366 000	366 000
46	Bibliothèque régionale de Mahdia	400 000	15 000	415 000	415 000
47	Bibliothèque régionale de Sfax	390 000	15 000	405 000	405 000
48	Bibliothèque régionale de Gabès	354 000	8 000	362 000	362 000
49	Bibliothèque régionale de Sidi Bouzid	384 000	7 000	391 000	391 000
50	Bibliothèque régionale de Gafsa	433 000	12 000	445 000	445 000
51	Bibliothèque régionale de Tozeur	278 000	3 000	281 000	281 000
52	Bibliothèque régionale de Kébili	278 000	5 000	283 000	283 000
53	Bibliothèque régionale de Médenine	277 000	5 000	282 000	282 000
54	Bibliothèque régionale de Tataouine	320 000	7 000	327 000	327 000
55	Institut public de musique et de danse de l'Ariana	202 000	5 000	207 000	207 000
56	Institut public de musique et de danse de Ben Arous	210 000	5 000	215 000	215 000
57	Institut public de musique et de danse de Nabeul	202 000	60 000	262 000	262 000
58	Institut public de musique et de danse de Bizerte	147 000	10 000	157 000	157 000
59	Institut public de musique et de danse de Kairouan	144 000	5 000	149 000	149 000
60	Institut public de musique et de danse de Sousse	202 000	65 000	267 000	267 000
61	Institut public de musique et de danse de Monastir	257 000	80 000	337 000	337 000
62	Institut public de musique et de danse de Mahdia	107 000	10 000	117 000	117 000
63	Institut public de musique et de danse de Sfax	247 000	100 000	347 000	347 000
64	Institut public de musique et de danse de Gafsa	158 000	15 000	173 000	173 000
65	Institut public de musique et de danse de Gabès	152 000	5 000	157 000	157 000
66	Institut public de musique et de danse de Jendouba	107 000	5 000	112 000	112 000
67	Institut public de musique et de danse du Kef	141 000	20 000	161 000	161 000
68	Institut public de musique et de danse de Siliana	97 000		97 000	97 000
69	Institut public de musique et de danse de la Manouba	223 000	51 000	274 000	274 000
70	Institut public de musique et de danse de Béja	112 000	6 000	118 000	118 000
71	Institut public de musique et de danse de Kasserine	120 000	7 000	127 000	127 000
72	Institut public de musique et de danse de Zaghouan	122 000	20 000	142 000	142 000
73	Institut public de musique et de danse de Sidi Bouzid	122 000	7 000	129 000	129 000
74	Institut public de musique et de danse de Tozeur	107 000	8 000	115 000	115 000
75	Institut public de musique et de danse de Kébili	117 000		117 000	117 000
76	Institut public de musique et de danse de Tataouine	91 000	5 000	96 000	96 000
77	Institut public de musique et de danse de Médnine	117 000	50 000	167 000	167 000
<u>77</u>	Total des Budgets des Etablissements relevant du Mission des affaires Culturelles=	95 886 000	1 460 000	97 346 000	97 346 000

DESIGNATION DES ETABLISSEMENTS		PREVISIONS			
		RECETTES			DEPENSES
		SUBVENTION DE L'ETAT	RESSOURCES PROPRES	TOTAL DES RECETTES	
	MISSION DE LA JEUNESSE ET DES SPORTS				
	<u>Etablissements de Recherche</u>	<u>1 232 000</u>	<u>35 000</u>	<u>1 267 000</u>	<u>1 267 000</u>
1	Observatoire National des Sports	565 000	5 000	570 000	570 000
2	Observatoire National des Jeunes	667 000	30 000	697 000	697 000
	<u>Etablissements d'Enseignement Supérieur</u>	<u>5 542 000</u>	<u>765 000</u>	<u>6 307 000</u>	<u>6 307 000</u>
3	Institut Supérieur des Sports et de l'Education Physique à Ksar Said	1 250 000	170 000	1 420 000	1 420 000
4	Institut Supérieur des Sports et de l'Education Physique à Sfax	2 062 000	385 000	2 447 000	2 447 000
5	Institut Supérieur des Sports et de l'Education Physique au Kef	1 590 000	170 000	1 760 000	1 760 000
6	Institut Supérieur des Sports et de l'Education Physique à Gafsa	640 000	40 000	680 000	680 000
	<u>Etablissements de Formation</u>	<u>1 001 000</u>	<u>15 000</u>	<u>1 016 000</u>	<u>1 016 000</u>
7	Centre National de Formation et de Recyclage des Cadres du Sport	1 001 000	15 000	1 016 000	1 016 000
	<u>Etablissements de Santé</u>	<u>650 000</u>	<u>165 000</u>	<u>815 000</u>	<u>815 000</u>
8	Centre National de la Médecine et des Sciences du Sport	650 000	165 000	815 000	815 000
	<u>Etablissements de la Jeunesse et de l'Enfance</u>	<u>37 002 000</u>	<u>9 761 000</u>	<u>46 763 000</u>	<u>46 763 000</u>
9	Centre Culturel et Sportif de la Jeunesse à El Menzah Six	106 000	1 017 000	1 123 000	1 123 000
10	Complexe Sportif de Borj Cedria	600 000	781 000	1 381 000	1 381 000
11	Complexe Sportif International d'Aïn Draham	664 000	530 000	1 194 000	1 194 000
12	Centre de formation et de préparation de l'élite sportive à Gafsa	404 000	3 000	407 000	407 000
13	Centre de formation et de préparation de l'élite sportive à Sidi Bouzid	448 000	1 000	449 000	449 000
14	Centre de formation et de préparation de l'élite sportive à Kairouan	615 000	1 000	616 000	616 000
15	Centre de formation et de préparation de l'élite sportive à Ben Arous	426 000	5 000	431 000	431 000
16	Centre de formation et de préparation de l'élite sportive à Kébili	362 000	6 000	368 000	368 000
17	Centre de formation et de préparation de l'élite sportive à Gabès	386 000	5 000	391 000	391 000
18	Centre de formation et de préparation de l'élite sportive à El Menzah	2 740 000	30 000	2 770 000	2 770 000
19	Centre de formation et de préparation de l'élite sportive à Béja	460 000	20 000	480 000	480 000
20	Centre de formation et de préparation de l'élite sportive à El Kef	460 000	15 000	475 000	475 000
21	Centre de formation et de préparation de l'élite sportive à Mahdia	470 000	50 000	520 000	520 000
22	Centre de formation et de préparation de l'élite sportive à Sousse	380 000	5 000	385 000	385 000
23	Centre de formation et de préparation de l'élite sportive à Kélibia	650 000	55 000	705 000	705 000
24	Centre de formation et de préparation de l'élite sportive à Sfax	620 000	30 000	650 000	650 000
25	Commissariat Régional de la Jeunesse, des Sports et de l'Education Physique de Tunis	971 000	46 000	1 017 000	1 017 000
26	Commissariat Régional de la Jeunesse, des Sports et de l'Education Physique de Ben Arous	969 000	1 000	970 000	970 000
27	Commissariat Régional de la Jeunesse, des Sports et de l'Education Physique de l'Ariana	714 000	21 000	735 000	735 000
28	Commissariat Régional de la Jeunesse, des Sports et de l'Education Physique de Bizerte	1 154 000	246 000	1 400 000	1 400 000
29	Commissariat Régional de la Jeunesse, des Sports et de l'Education Physique de Nabeul	1 146 000	479 000	1 625 000	1 625 000
30	Commissariat Régional de la Jeunesse, des Sports et de l'Education Physique de Béja	817 000	21 000	838 000	838 000
31	Commissariat Régional de la Jeunesse, des Sports et de l'Education Physique de Jendouba	1 116 000	326 000	1 442 000	1 442 000
32	Commissariat Régional de la Jeunesse, des Sports et de l'Education Physique de Zaghouan	636 000	61 000	697 000	697 000
33	Commissariat Régional de la Jeunesse, des Sports et de l'Education Physique de Siliana	951 000	112 000	1 063 000	1 063 000
34	Commissariat Régional de la Jeunesse, des Sports et de l'Education Physique du Kef	1 036 000	40 000	1 076 000	1 076 000

(En dinars)

DESIGNATION DES ETABLISSEMENTS		PREVISIONS			
		RECETTES			DEPENSES
		SUBVENTION DE L'ETAT	RESSOURCES PROPRES	TOTAL DES RECETTES	
35	Commissariat Régional de la Jeunesse, des Sports et de l'Education Physique de Kasserine	960 000	1 000	961 000	961 000
36	Commissariat Régional de la Jeunesse, des Sports et de l'Education Physique de Kairouan	1 092 000	43 000	1 135 000	1 135 000
37	Commissariat Régional de la Jeunesse, des Sports et de l'Education Physique de Sousse	1 039 000	176 000	1 215 000	1 215 000
38	Commissariat Régional de la Jeunesse, des Sports et de l'Education Physique de Monastir	986 000	1 000	987 000	987 000
39	Commissariat Régional de la Jeunesse, des Sports et de l'Education Physique de Mahdia	799 000	251 000	1 050 000	1 050 000
40	Commissariat Régional de la Jeunesse, des Sports et de l'Education Physique de Sfax	1 282 000	223 000	1 505 000	1 505 000
41	Commissariat Régional de la Jeunesse, des Sports et de l'Education Physique de Gabès	1 154 000	86 000	1 240 000	1 240 000
42	Commissariat Régional de la Jeunesse, des Sports et de l'Education Physique de Sidi Bouzid	1 051 000	60 000	1 111 000	1 111 000
43	Commissariat Régional de la Jeunesse, des Sports et de l'Education Physique de Gafsa	1 217 000	26 000	1 243 000	1 243 000
44	Commissariat Régional de la Jeunesse, des Sports et de l'Education Physique de Tozeur	752 000	18 000	770 000	770 000
45	Commissariat Régional de la Jeunesse, des Sports et de l'Education Physique de Kébili	744 000	203 000	947 000	947 000
46	Commissariat Régional de la Jeunesse, des Sports et de l'Education Physique de Médenine	1 199 000	281 000	1 480 000	1 480 000
47	Commissariat Régional de la Jeunesse, des Sports et de l'Education Physique de Tataouine	886 000	63 000	949 000	949 000
48	Commissariat Régional de la Jeunesse, des Sports et de l'Education Physique de la Manouba	903 000	1 000	904 000	904 000
49	Complexe des jeunes El Marsa	100 000	260 000	360 000	360 000
50	Complexe Maghrebin des jeunes Rades	130 000	190 000	320 000	320 000
51	Complexe de jeunesse Nabeul	100 000		100 000	100 000
52	Complexe des jeunes Hammamat	100 000	400 000	500 000	500 000
53	Complexe des jeunes Sousse	100 000	350 000	450 000	450 000
54	Complexe des jeunes Sahloul	100 000	258 000	358 000	358 000
55	Centre d'Accueil et de Tourisme des Jeunes de Aghir	100 000	300 000	400 000	400 000
56	Maison des jeunes 15 octobre à Bizerte	115 000	180 000	295 000	295 000
57	Centre de Camping et de colonie Rimel Menzel Jamil	145 000	360 000	505 000	505 000
58	Maison des jeunes Korba	125 000	250 000	375 000	375 000
59	Maison des jeunes Ain -Draham	120 000	250 000	370 000	370 000
60	Centre de Camping et de colonie Beni- Mtir	120 000	350 000	470 000	470 000
61	Centre de Camping et de colonie magrébin Ain-Soltan	155 000	250 000	405 000	405 000
62	Complexe des jeunes Zaghouan	120 000	194 000	314 000	314 000
63	Complexe des jeunes El Kef	102 000	84 000	186 000	186 000
64	Complexe des jeunes de Beja	100 000		100 000	100 000
65	Complexe des jeunes de Siliana	100 000		100 000	100 000
66	Complexe des jeunes de Kasserine	100 000	130 000	230 000	230 000
67	Complexe des jeunes de Sidi Bouzid	100 000		100 000	100 000
68	Centre de Camping et de colonie Rimel Chebba	115 000		115 000	115 000
69	Complexe des jeunes Ali Skhiri	115 000		115 000	115 000
70	Complexe des jeunes de Sfax	100 000		100 000	100 000
71	Centre de Camping et de colonie Ramla Kerkennah	125 000	85 000	210 000	210 000
72	Maison des jeunes Boulevard Fès Kairouan	90 000	30 000	120 000	120 000
73	Complexe des jeunes Kairouan	120 000		120 000	120 000
74	Complexe des jeunes Saniet El Bey Gabès	120 000	250 000	370 000	370 000
75	Maison de la jeunesse Zarzis	90 000		90 000	90 000
76	Complexe des jeunes Houmet Souk Djerba	90 000	250 000	340 000	340 000

(En dinars)

DESIGNATION DES ETABLISSEMENTS		PREVISIONS			
		RECETTES			DEPENSES
		SUBVENTION DE L'ETAT	RESSOURCES PROPRES	TOTAL DES RECETTES	
77	Complexe des jeunes Gafsa	90 000		90 000	90 000
78	Complexe des jeunes Tozeur	90 000		90 000	90 000
79	Maison des jeunes Tozeur	90 000		90 000	90 000
80	Maison des jeunes Nafta	90 000		90 000	90 000
81	Maison des jeunes Kébili	90 000		90 000	90 000
82	Complexe Maghrebin des jeunes maghrébin Tataouine	90 000		90 000	90 000
	<u>Autres</u>	<u>1 150 000</u>	<u>60 000</u>	<u>1 210 000</u>	<u>1 210 000</u>
83	Agence Nationale de Lutte contre le Dopage	1 150 000	60 000	1 210 000	1 210 000
83	Total des Budgets des Etablissements relevant du Mission de la Jeunesse Et des Sports=	46 577 000	10 801 000	57 378 000	57 378 000
	MISSION DE LA FAMILLE, DE LA FEMME, DE L'ENFANCE ET DES PERSONNES AGEES				
	<u>Etablissements d'Enseignement Supérieur</u>	<u>498 000</u>	<u>60 500</u>	<u>558 500</u>	<u>558 500</u>
1	Institut Supérieur des Cadres de l'Enfance	498 000	60 500	558 500	558 500
	<u>Etablissements de la Jeunesse et de l'Enfance</u>	<u>8 338 150</u>	<u>775 000</u>	<u>9 113 150</u>	<u>9 113 150</u>
2	Centre National de l'Informatique pour l'Enfant	433 000	200 000	633 000	633 000
3	Observatoire National de l'Enfance	325 000		325 000	325 000
4	Centre de Villégiature à Hammamet	413 000	425 000	838 000	838 000
5	Centre de Villégiature à Zarzis	502 000	150 000	652 000	652 000
6	Centre Intégré de la Jeunesse et de l'Enfance au Bardo	261 000		261 000	261 000
7	Centre Intégré de la Jeunesse et de l'Enfance Cité El khadra	275 000		275 000	275 000
8	Centre Intégré de la Jeunesse et de l'Enfance à Hammam Lif	172 000		172 000	172 000
9	Centre Intégré de la Jeunesse et de l'Enfance à Rades	250 000		250 000	250 000
10	Centre Intégré de la Jeunesse et de l'Enfance à Mornag	395 000		395 000	395 000
11	Centre Intégré de la Jeunesse et de l'Enfance à Mégrine	162 000		162 000	162 000
12	Centre Intégré de la Jeunesse et de l'Enfance à Bizerte	489 000		489 000	489 000
13	Centre Intégré de la Jeunesse et de l'Enfance à Ain Drahem	277 000		277 000	277 000
14	Centre Intégré de la Jeunesse et de l'Enfance au Kef	276 000		276 000	276 000
15	Centre Intégré de la Jeunesse et de l'Enfance à Sekia	364 000		364 000	364 000
16	Centre Intégré de la Jeunesse et de l'Enfance à Sousse	244 000		244 000	244 000
17	Centre Intégré de la Jeunesse et de l'Enfance à Monastir	292 150		292 150	292 150
18	Centre Intégré de la Jeunesse et de l'Enfance à Kasserine	417 000		417 000	417 000
19	Centre Intégré de la Jeunesse et de l'Enfance à Haffouz	400 000		400 000	400 000
20	Centre Intégré de la Jeunesse et de l'Enfance à Sfax	240 000		240 000	240 000
21	Centre Intégré de la Jeunesse et de l'Enfance à Gafsa	356 000		356 000	356 000
22	Centre Intégré de la Jeunesse et de l'Enfance à Sidi Bouzid	545 000		545 000	545 000
23	Centre Intégré de la Jeunesse et de l'Enfance à Ben Guerdane	262 000		262 000	262 000
24	Centre Intégré de la Jeunesse et de l'Enfance à Douz	257 000		257 000	257 000
25	Centre Intégré de la Jeunesse et de l'Enfance à Béja	335 000		335 000	335 000
26	Centre Intégré de la Jeunesse et de l'Enfance à Swassi	174 000		174 000	174 000
27	Centre Intégré de la Jeunesse et de l'Enfance à Borj El Amri	222 000		222 000	222 000
	COMMISSARIATS REGIONAUX DES AFFAIRES DE LA FEMME ET DE LA FAMILLE:	23 937 850	140 500	24 078 350	24 078 350
28	Commissariat Régional des affaires de la femme et de la famille de Tunis	962 900		962 900	962 900
29	Commissariat Régional des affaires de la femme et de la famille d' Ariana	738 050		738 050	738 050
30	Commissariat Régional des affaires de la femme et de la famille de la Manouba	664 850		664 850	664 850
31	Commissariat Régional des affaires de la femme et de la famille de Ben Arous	553 650	35 000	588 650	588 650
32	Commissariat Régional des affaires de la femme et de la famille de Zaghouan	784 600		784 600	784 600

(En dinars)

DESIGNATION DES ETABLISSEMENTS		PREVISIONS			
		RECETTES			DEPENSES
		SUBVENTION DE L'ETAT	RESSOURCES PROPRES	TOTAL DES RECETTES	
33	Commissariat Régional des affaires de la femme et de la famille de Bizerte	725 300		725 300	725 300
34	Commissariat Régional des affaires de la femme et de la famille de Nabeul	1 062 800		1 062 800	1 062 800
35	Commissariat Régional des affaires de la femme et de la famille de Beja	839 900	6 000	845 900	845 900
36	Commissariat Régional des affaires de la femme et de la famille de Jendouba	1 034 600		1 034 600	1 034 600
37	Commissariat Régional des affaires de la femme et de la famille du Kef	672 900	10 000	682 900	682 900
38	Commissariat Régional des affaires de la femme et de la famille de Siliana	1 076 750		1 076 750	1 076 750
39	Commissariat Régional des affaires de la femme et de la famille de Kasseine	1 514 950		1 514 950	1 514 950
40	Commissariat Régional des affaires de la femme et de la famille de Sousse	805 700		805 700	805 700
41	Commissariat Régional des affaires de la femme et de la famille de Kairouan	1 122 900	40 000	1 162 900	1 162 900
42	Commissariat Régional des affaires de la femme et de la famille de Monastir	831 750	6 500	838 250	838 250
43	Commissariat Régional des affaires de la femme et de la famille de Mahdia	1 005 300	12 000	1 017 300	1 017 300
44	Commissariat Régional des affaires de la femme et de la famille de Sfax	1 427 600	29 000	1 456 600	1 456 600
45	Commissariat Régional des affaires de la femme et de la famille de Gafsa	767 200		767 200	767 200
46	Commissariat Régional des affaires de la femme et de la famille de Sidi-Bouزيد	1 593 450		1 593 450	1 593 450
47	Commissariat Régional des affaires de la femme et de la famille de Tozeur	1 367 200	2 000	1 369 200	1 369 200
48	Commissariat Régional des affaires de la femme et de la famille de Gabès	1 004 000		1 004 000	1 004 000
49	Commissariat Régional des affaires de la femme et de la famille de Kébili	1 184 800		1 184 800	1 184 800
50	Commissariat Régional des affaires de la femme et de la famille de Médnine	1 231 600		1 231 600	1 231 600
51	Commissariat Régional des affaires de la femme et de la famille de Tataouine	965 100		965 100	965 100
	<u>Autre Etablissements</u>	<u>230 000</u>	—	<u>230 000</u>	<u>230 000</u>
52	Observatoire national pour la lutte contre la violence à l'égard des femmes	230 000		230 000	230 000
<u>52</u>	Total des Budgets des Etablissements relevant du Mission de la famille, de la femme, de l'enfance et des Personnes âgées=	33 004 000	976 000	33 980 000	33 980 000
MISSION DE LA SANTE					
	<u>Etablissements d'Enseignement Supérieur</u>	<u>4 145 000</u>	<u>535 000</u>	<u>4 680 000</u>	<u>4 680 000</u>
1	Ecole Supérieure des Sciences et Techniques de la Santé à Tunis	470 000	110 000	580 000	580 000
2	Ecole Supérieure des Sciences et Techniques de la Santé à Monastir	530 000	50 000	580 000	580 000
3	Ecole Supérieure des Sciences et Techniques de la Santé à Sfax	695 000	50 000	745 000	745 000
4	Ecole Supérieure des Sciences et Techniques de la Santé à Sousse	400 000	60 000	460 000	460 000
5	Institut Supérieur des Sciences d'Infirmier à Tunis	225 000	65 000	290 000	290 000
6	Institut Supérieur des Sciences d'Infirmier au Kef	220 000	25 000	245 000	245 000
7	Institut Supérieur des Sciences d'Infirmier à Sousse	295 000	40 000	335 000	335 000
8	Institut Supérieur des Sciences d'Infirmier à Sfax	260 000	30 000	290 000	290 000
9	Institut Supérieur des Sciences d'Infirmier à Gabès	170 000	15 000	185 000	185 000
10	Institut Supérieur des Sciences d'Infirmier à Kairouan	170 000	15 000	185 000	185 000
11	Institut Supérieur des Sciences d'Infirmier à Kasserine	170 000	15 000	185 000	185 000
12	Ecole Supérieure des Sciences et Techniques de la Santé à Gafsa	270 000	30 000	300 000	300 000
13	Ecole Supérieure des Sciences et Techniques de la Santé à Jendouba	270 000	30 000	300 000	300 000
	<u>Etablissements de Formation</u>	<u>1 620 000</u>	<u>105 000</u>	<u>1 725 000</u>	<u>1 725 000</u>
14	Institut National de la Santé Publique	65 000	10 000	75 000	75 000

(En dinars)

DESIGNATION DES ETABLISSEMENTS		PREVISIONS			
		RECETTES			DEPENSES
		SUBVENTION DE L'ETAT	RESSOURCES PROPRES	TOTAL DES RECETTES	
15	Centre National de Formation Continue des Cadres de la santé à Monastir	155 000	90 000	245 000	245 000
16	Centre de Formation Pédagogique des Cadres de la Santé Publique	125 000	5 000	130 000	130 000
17	Ecole des Sciences Infirmières Tunis	60 000		60 000	60 000
18	Ecole des Sciences Infirmières à Menzel Bourguiba	150 000		150 000	150 000
19	Ecole des Sciences Infirmières de Nabeul	135 000		135 000	135 000
20	Ecole des Sciences Infirmières de Jandouba	30 000		30 000	30 000
21	Ecole des Sciences Infirmières à Béja	40 000		40 000	40 000
22	Ecole des Sciences Infirmières au Kef	65 000		65 000	65 000
23	Ecole des Sciences Infirmières à Siliana	35 000		35 000	35 000
24	Ecole des Sciences Infirmières à Kasserine	60 000		60 000	60 000
25	Ecole des Sciences Infirmières à Kairouan	60 000		60 000	60 000
26	Ecole des Sciences Infirmières à Mahdia	50 000		50 000	50 000
27	Ecole des Sciences Infirmières à Gafsa	130 000		130 000	130 000
28	Ecole des Sciences Infirmières à Tozeur	60 000		60 000	60 000
29	Ecole des Sciences Infirmières à Sidi Bouzid	80 000		80 000	80 000
30	Ecole des Sciences Infirmières à Gabès	100 000		100 000	100 000
31	Ecole des Sciences Infirmières à Kebilli	60 000		60 000	60 000
32	Ecole des Sciences Infirmières à Médenine	70 000		70 000	70 000
33	Ecole des Sciences Infirmières à Tataouine	90 000		90 000	90 000
	Etablissements de Santé	362 160 000	335 155 000	697 315 000	697 315 000
34	Centre National de Transfusion Sanguine	7 855 000	10 500 000	18 355 000	18 355 000
35	Centre d'Assistance Médicale Urgente	4 630 000	450 000	5 080 000	5 080 000
36	Centre National de Radioprotection	980 000	1 010 000	1 990 000	1 990 000
37	Laboratoire National "Chalbi Belkahia" de pharmacovigilance	2 495 000	1 515 000	4 010 000	4 010 000
38	Centre National de Médecine Scolaire et Universitaire	500 000		500 000	500 000
39	Centre National de Greffe de la Moelle Osseuse	27 860 000	16 695 000	44 555 000	44 555 000
40	Laboratoire National de Contrôle des Médicaments	245 000	10 600 000	10 845 000	10 845 000
41	Centre National pour la Promotion de la Transplantation d'Organes	550 000	150 000	700 000	700 000
42	Centre d'Imagerie par Résonnance Magnétique Du Centre	625 000	1 100 000	1 725 000	1 725 000
43	Observatoire National des Maladies Nouvelles et Emergentes	750 000	20 000	770 000	770 000
44	Centre sectoriel des maladies cancérologiques à Jandouba	20 000	8 800 000	8 820 000	8 820 000
45	Centre d'Etudes Techniques de Maintenance Biomédicale et Hospitalière		850 000	850 000	850 000
46	Groupement de la Santé de Base de Tunis Nord	3 865 000	490 000	4 355 000	4 355 000
47	Groupement de la Santé de Base de Ben Arous	4 620 000	950 000	5 570 000	5 570 000
48	Hôpital de Tébourba	2 640 000	685 000	3 325 000	3 325 000
49	Hôpital Ettadhamen	3 720 000	600 000	4 320 000	4 320 000
50	Groupement de la Santé de Base de l'Ariana	3 660 000	540 000	4 200 000	4 200 000
51	Hôpital "Hassen Belkhouja" de Ras Jebel	2 450 000	670 000	3 120 000	3 120 000
52	Hôpital de Mateur	2 070 000	360 000	2 430 000	2 430 000
53	Hôpital d'El Alia	1 385 000	265 000	1 650 000	1 650 000
54	Hôpital de Séjnane	2 270 000	260 000	2 530 000	2 530 000
55	Groupement de la Santé de Base de Bizerte	2 450 000	300 000	2 750 000	2 750 000
56	Hôpital de Grombalia	2 345 000	620 000	2 965 000	2 965 000
57	Hôpital de Menzel Bouzelfa	1 250 000	200 000	1 450 000	1 450 000

(En dinars)

DESIGNATION DES ETABLISSEMENTS		PREVISIONS			
		RECETTES			DEPENSES
		SUBVENTION DE L'ETAT	RESSOURCES PROPRES	TOTAL DES RECETTES	
58	Hôpital de Béni Khalléd	1 210 000	260 000	1 470 000	1 470 000
59	Hôpital de Soliman	1 500 000	400 000	1 900 000	1 900 000
60	Hôpital de Kélibia	1 550 000	390 000	1 940 000	1 940 000
61	Hôpital de Houaria	1 465 000	200 000	1 665 000	1 665 000
62	Hôpital de Korba	1 490 000	410 000	1 900 000	1 900 000
63	Hôpital de Hammamet	1 095 000	320 000	1 415 000	1 415 000
64	Groupement de la Santé de Base de Nabeul	2 105 000	250 000	2 355 000	2 355 000
65	Hôpital de Fahs	1 750 000	450 000	2 200 000	2 200 000
66	Hôpital Ennadhour	1 370 000	415 000	1 785 000	1 785 000
67	Groupement de la Santé de Base de Zaghouan	1 645 000	325 000	1 970 000	1 970 000
68	Hôpital de Bou Salem	1 835 000	450 000	2 285 000	2 285 000
69	Hôpital de Ghardimaou	1 860 000	370 000	2 230 000	2 230 000
70	Hôpital de Aïn Drahem	2 005 000	160 000	2 165 000	2 165 000
71	Hôpital de Fernana	1 370 000	260 000	1 630 000	1 630 000
72	Groupement de Santé de Base de Jendouba	2 320 000	210 000	2 530 000	2 530 000
73	Hôpital de Tébour Souk	1 445 000	280 000	1 725 000	1 725 000
74	Hôpital de Nefza	1 495 000	280 000	1 775 000	1 775 000
75	Hôpital de Testour	1 350 000	180 000	1 530 000	1 530 000
76	Hôpital de Amdoun	1 320 000	105 000	1 425 000	1 425 000
77	Hôpital de Guebellat	1 080 000	80 000	1 160 000	1 160 000
78	Groupement de la Santé de Base de Béja	2 270 000	210 000	2 480 000	2 480 000
79	Hôpital de Dahmani	1 340 000	190 000	1 530 000	1 530 000
80	Hôpital de Sakiet Sidi Youssef	1 125 000	110 000	1 235 000	1 235 000
81	Hôpital de Tejerouine	1 850 000	350 000	2 200 000	2 200 000
82	Hôpital d'El Ksour	1 045 000	130 000	1 175 000	1 175 000
83	Groupement de la Santé de Base du Kef	1 760 000	190 000	1 950 000	1 950 000
84	Hôpital de Gââfour	1 425 000	80 000	1 505 000	1 505 000
85	Hôpital de Bouarada	1 370 000	150 000	1 520 000	1 520 000
86	Hôpital de Makthar	2 160 000	215 000	2 375 000	2 375 000
87	Hôpital de Rouhia	1 305 000	140 000	1 445 000	1 445 000
88	Hôpital de Krib	1 315 000	145 000	1 460 000	1 460 000
89	Hôpital de Bargou	1 010 000	100 000	1 110 000	1 110 000
90	Hôpital de Kesra	1 075 000	120 000	1 195 000	1 195 000
91	Hôpital de Sidi Bourouis	1 005 000	75 000	1 080 000	1 080 000
92	Groupement de la Santé de Base de Siliana	2 215 000	190 000	2 405 000	2 405 000
93	Hôpital de Feriana	1 610 000	290 000	1 900 000	1 900 000
94	Hôpital de Sbeitla	2 515 000	500 000	3 015 000	3 015 000
95	Hôpital de Sbiba	2 255 000	640 000	2 895 000	2 895 000
96	Hôpital de Thela	3 570 000	385 000	3 955 000	3 955 000
97	Groupement de la Santé de Base de Kasserine	2 820 000	500 000	3 320 000	3 320 000
98	Hôpital de Foussana	1 345 000	240 000	1 585 000	1 585 000
99	Hôpital de Hajeb El Ayoun	1 525 000	350 000	1 875 000	1 875 000
100	Hôpital de Haffouz	1 845 000	320 000	2 165 000	2 165 000
101	Hôpital de Oueslatia	1 615 000	270 000	1 885 000	1 885 000
102	Hôpital de Bouhajla	1 305 000	550 000	1 855 000	1 855 000
103	Hôpital de Nasrallah	1 495 000	200 000	1 695 000	1 695 000
104	Hôpital de Sbikha	1 425 000	280 000	1 705 000	1 705 000
105	Hôpital de Chebika	1 275 000	210 000	1 485 000	1 485 000

(En dinars)

DESIGNATION DES ETABLISSEMENTS		PREVISIONS			
		RECETTES			DEPENSES
		SUBVENTION DE L'ETAT	RESSOURCES PROPRES	TOTAL DES RECETTES	
106	Hôpital d'El Ala	1 420 000	200 000	1 620 000	1 620 000
107	Groupeement de la Santé de Base de Kairouan	2 800 000	450 000	3 250 000	3 250 000
108	Hôpital d'Enfidha	2 005 000	540 000	2 545 000	2 545 000
109	Hôpital "Habib Bayar" de Kalaâ Kébira	1 555 000	380 000	1 935 000	1 935 000
110	Hôpital de Sidi Bouali	920 000	170 000	1 090 000	1 090 000
111	Hôpital de Kalaâ Sghira	850 000	140 000	990 000	990 000
112	Groupeement de la Santé de Base de Sousse	5 060 000	900 000	5 960 000	5 960 000
113	Hôpital de Bouficha	890 000	145 000	1 035 000	1 035 000
114	Hôpital de Jammel	1 880 000	620 000	2 500 000	2 500 000
115	Hôpital de Bekalta	755 000	65 000	820 000	820 000
116	Hôpital de Téboulba	1 550 000	400 000	1 950 000	1 950 000
117	Hôpital de Zeramidine	885 000	70 000	955 000	955 000
118	Hôpital de Ouerdanine	890 000	165 000	1 055 000	1 055 000
119	Hôpital de Bou-Hjar	825 000	100 000	925 000	925 000
120	Hôpital de Sahline	835 000	150 000	985 000	985 000
121	Hôpital de Ksibet El Mediouni	780 000	80 000	860 000	860 000
122	Groupeement de la Santé de Base de Monastir	3 620 000	500 000	4 120 000	4 120 000
123	Hôpital de Souassi	1 490 000	380 000	1 870 000	1 870 000
124	Hôpital de Chebba	1 330 000	280 000	1 610 000	1 610 000
125	Hôpital de d'El Jem	3 305 000	900 000	4 205 000	4 205 000
126	Hôpital de Chorbane	1 090 000	220 000	1 310 000	1 310 000
127	Hôpital d'Ouled Chamekh	995 000	160 000	1 155 000	1 155 000
128	Hôpital de Sidi Alouane	845 000	240 000	1 085 000	1 085 000
129	Hôpital de Boumerdès	1 050 000	220 000	1 270 000	1 270 000
130	Hôpital de Malloulech	815 000	160 000	975 000	975 000
131	Hôpital Ksour Essef	1 325 000	330 000	1 655 000	1 655 000
132	Hôpital de H'bir	1 020 000	120 000	1 140 000	1 140 000
133	Groupeement de la Santé de Base de Mahdia	2 105 000	380 000	2 485 000	2 485 000
134	Hôpital de Bir Ali Ben Khélifa	2 440 000	400 000	2 840 000	2 840 000
135	Hôpital de Skhira	1 380 000	240 000	1 620 000	1 620 000
136	Groupeement de la Santé de Base de Sfax	6 000 000	870 000	6 870 000	6 870 000
137	Hôpital de Belkhir	950 000	70 000	1 020 000	1 020 000
138	Hôpital de Sened	1 625 000	240 000	1 865 000	1 865 000
139	Hôpital de M'Dhila	1 530 000	100 000	1 630 000	1 630 000
140	Hôpital de Moularès	2 875 000	200 000	3 075 000	3 075 000
141	Hôpital de Redeyef	1 975 000	200 000	2 175 000	2 175 000
142	Hôpital de d'El Guetar	1 515 000	130 000	1 645 000	1 645 000
143	Groupeement de la Santé de Base de Gafsa	2 940 000	340 000	3 280 000	3 280 000
144	Hôpital de Degueche	1 530 000	160 000	1 690 000	1 690 000
145	Hôpital de Hezoua	855 000	50 000	905 000	905 000
146	Hôpital de Tameghza	875 000	35 000	910 000	910 000
147	Groupeement de la Santé de Base de Tozeur	1 940 000	190 000	2 130 000	2 130 000
148	Hôpital de Regueb	2 075 000	390 000	2 465 000	2 465 000
149	Hôpital de Menzel Bouzaïene	1 205 000	150 000	1 355 000	1 355 000
150	Hôpital de Ben Aoun	1 200 000	170 000	1 370 000	1 370 000
151	Hôpital de Meknassy	1 655 000	120 000	1 775 000	1 775 000
152	Hôpital de Mazzouna	1 305 000	195 000	1 500 000	1 500 000
153	Hôpital de d'Ouled Haffouz	1 205 000	200 000	1 405 000	1 405 000

(En dinars)

DESIGNATION DES ETABLISSEMENTS		PREVISIONS			
		RECETTES			DEPENSES
		SUBVENTION DE L'ETAT	RESSOURCES PROPRES	TOTAL DES RECETTES	
154	Hôpital de Jelma	1 305 000	230 000	1 535 000	1 535 000
155	Hôpital de Bir El Hefay	1 125 000	260 000	1 385 000	1 385 000
156	Groupement de la Santé de Base de Sidi Bouzid	2 200 000	220 000	2 420 000	2 420 000
157	Hôpital d'El Hamma	1 990 000	600 000	2 590 000	2 590 000
158	Hôpital de Mareth	1 700 000	450 000	2 150 000	2 150 000
159	Hôpital de Matmata	1 355 000	210 000	1 565 000	1 565 000
160	Hôpital de Ouedhreh	1 500 000	250 000	1 750 000	1 750 000
161	Groupement de la Santé de Base de Gabès	2 240 000	400 000	2 640 000	2 640 000
162	Hôpital de Douz	2 500 000	600 000	3 100 000	3 100 000
163	Hôpital d'El Faouar	1 480 000	180 000	1 660 000	1 660 000
164	Hôpital de Souk El Ahad	1 625 000	240 000	1 865 000	1 865 000
165	Groupement de la Santé de Base de Kébili	2 100 000	210 000	2 310 000	2 310 000
166	Hôpital de Midoune	1 130 000	320 000	1 450 000	1 450 000
167	Hôpital de Béni Khedache	1 565 000	160 000	1 725 000	1 725 000
168	Hôpital de Sidi Makhlouf	1 040 000	140 000	1 180 000	1 180 000
169	Groupement de la Santé de Base de Médenine	1 805 000	180 000	1 985 000	1 985 000
170	Groupement de la Santé de Base de Jerba	1 595 000	290 000	1 885 000	1 885 000
171	Hôpital de Ghomrassen	1 400 000	180 000	1 580 000	1 580 000
172	Hôpital de Remada	1 370 000	150 000	1 520 000	1 520 000
173	Groupement de la Santé de Base de Tataouine	2 490 000	350 000	2 840 000	2 840 000
174	Groupement de la Santé de base de Tunis Sud	5 170 000	660 000	5 830 000	5 830 000
175	Groupement de la Santé de Base de La Manouba	3 110 000	500 000	3 610 000	3 610 000
176	Groupement de la Santé de Base de Menzel Cheker Agareb	2 150 000	400 000	2 550 000	2 550 000
177	Hôpital de Bembla	1 005 000	180 000	1 185 000	1 185 000
178	Hôpital de Mejel Belabbes	1 270 000	170 000	1 440 000	1 440 000
179	Hôpital de Neber	985 000	175 000	1 160 000	1 160 000
180	Groupement de la Santé de Base de Jbeniana	1 820 000	430 000	2 250 000	2 250 000
181	Hôpital Régional de Seres	975 000	170 000	1 145 000	1 145 000
182	Hôpital Régional à Chrarda	935 000	270 000	1 205 000	1 205 000
183	Hôpital Régional à Joumine	935 000	90 000	1 025 000	1 025 000
184	Hôpital Régional à El hench	1 010 000	200 000	1 210 000	1 210 000
185	Hôpital Régional à Kalaat snan	830 000	70 000	900 000	900 000
186	Hôpital Khéreddine	100 000	2 650 000	2 750 000	2 750 000
187	Hôpital de l'Ariana	2 735 000	8 500 000	11 235 000	11 235 000
188	Hôpital de Menzel Bourguiba	3 735 000	12 200 000	15 935 000	15 935 000
189	Hôpital de Nabeul	795 000	7 800 000	8 595 000	8 595 000
190	Hôpital de Menzel Témim	3 180 000	7 300 000	10 480 000	10 480 000
191	Hôpital de Zaghuan	2 745 000	7 600 000	10 345 000	10 345 000
192	Hôpital de Jendouba	1 945 000	12 700 000	14 645 000	14 645 000
193	Hôpital de Tabarka	790 000	3 800 000	4 590 000	4 590 000
194	Hôpital de Béja	3 895 000	9 800 000	13 695 000	13 695 000
195	Hôpital de Mezez El Bab	660 000	3 400 000	4 060 000	4 060 000
196	Hôpital "M'Hamed Bourguiba" du Kef	1 865 000	9 600 000	11 465 000	11 465 000
197	Hôpital de Siliana	3 280 000	9 500 000	12 780 000	12 780 000
198	Hôpital de Kasserine	5 920 000	13 100 000	19 020 000	19 020 000
199	Hôpital de M'Saken	100 000	5 100 000	5 200 000	5 200 000
200	Hôpital de Ksar Helal	100 000	7 600 000	7 700 000	7 700 000
201	Hôpital " Mohamed Ben Saleh" à Moknine	750 000	5 300 000	6 050 000	6 050 000

(En dinars)

DESIGNATION DES ETABLISSEMENTS		PREVISIONS			
		RECETTES			DEPENSES
		SUBVENTION DE L'ETAT	RESSOURCES PROPRES	TOTAL DES RECETTES	
202	Hôpital de Mahrès	2 375 000	4 500 000	6 875 000	6 875 000
203	Hôpital de Jébéniana	210 000	5 000 000	5 210 000	5 210 000
204	Hôpital de Kerkennah	775 000	3 500 000	4 275 000	4 275 000
205	Hôpital "Houcine Bouzaïene" de Gafsa	5 865 000	12 900 000	18 765 000	18 765 000
206	Hôpital de Metlaoui	575 000	4 300 000	4 875 000	4 875 000
207	Hôpital de Tozeur	3 360 000	7 300 000	10 660 000	10 660 000
208	Hôpital de Nafta	350 000	1 400 000	1 750 000	1 750 000
209	Hôpital de Sidi Bouzid	5 125 000	9 100 000	14 225 000	14 225 000
210	Hôpital "Docteur Mohamed Ben Sassi" de Gabès	7 320 000	17 200 000	24 520 000	24 520 000
211	Hôpital de Kébili	1 700 000	6 800 000	8 500 000	8 500 000
212	Hôpital "Sadok M'Kaddem" Jerba	1 500 000	10 900 000	12 400 000	12 400 000
213	Hôpital de Zarzis	1 670 000	6 300 000	7 970 000	7 970 000
214	Hôpital de Ben Guerdane	1 740 000	4 400 000	6 140 000	6 140 000
215	Hôpital de Tataouine	3 065 000	8 400 000	11 465 000	11 465 000
216	Hôpital de Ben Arous	2 895 000	14 800 000	17 695 000	17 695 000
216	Total des Budgets des Etablissements relevant du Mission de la Santé=	367 925 000	335 795 000	703 720 000	703 720 000
	MISSION DES AFFAIRES SOCIALES				
	<u>Etablissement d'enseignement supérieur</u>	<u>1 130 000</u>	<u>—</u>	<u>1 130 000</u>	<u>1 130 000</u>
1	Institut National du Travail et des Etudes Sociales	1 130 000		1 130 000	1 130 000
	<u>Etablissements d'Action Sociale</u>	<u>37 960 000</u>	<u>310 000</u>	<u>38 270 000</u>	<u>38 270 000</u>
2	Centre de Défense et d'Intégration Sociale de Daouar Hicher	55 000		55 000	55 000
3	Centre de Défense et d'Intégration Sociale de Mellassine	92 000		92 000	92 000
4	Centre de Défense et d'Intégration Sociale de Sfax	49 000		49 000	49 000
5	Centre de Défense et d'Intégration Sociale de Kairouan	37 000		37 000	37 000
6	Centre de Défense et d'Intégration Sociale de Gafsa	67 000		67 000	67 000
7	Centre de Défense et d'Intégration Sociale à Dar Chaabâne El Fehri	57 000		57 000	57 000
8	Centre de Défense et d'Intégration Sociale de Kasserine	62 000		62 000	62 000
9	Centre national d'éducation des Adultes	26 650 000		26 650 000	26 650 000
10	Institut supérieur de l'éducation spécialisée	610 000		610 000	610 000
11	Centre de Formation Professionnelle des Handicapés Sourds de Ksar Helal	80 000		80 000	80 000
12	Complexe Sanitaire et Educatif des Insuffisants Moteurs de Nabeul	70 000		70 000	70 000
13	Centre de Réadaptation Professionnelle des Handicapés Moteurs et des Accidentés de la Vie à Ksar Saïd	100 000		100 000	100 000
14	Institut de la Santé et de la Sécurité de Travail	2 040 000	160 000	2 200 000	2 200 000
15	Institut National de Protection de l'Enfance	2 940 000		2 940 000	2 940 000
16	Centre Pilote de Contrôle des Mineurs de la Manouba	222 000		222 000	222 000
17	Centre de Défense et d'Intégration Sociale de Sousse	69 000		69 000	69 000
18	Centre d'Observation et d'Orientation Sociale de Tunis	395 000		395 000	395 000
19	Centre de Défense et d'Intégration Sociale de Gabès	54 000		54 000	54 000
20	Centre de Défense et d'Intégration Sociale à Bizerte	51 000		51 000	51 000
21	Centre Social et Educatif "Essanad"	1 250 000		1 250 000	1 250 000
22	Centre "El Amen" de Zahrouni	875 000		875 000	875 000
23	Centre de Défense et d'Intégration Sociale de Jendouba	51 000		51 000	51 000
24	Centre de Protection Sociale des Enfants de Tunis	210 000		210 000	210 000
25	Centre d'Observation et d'Orientation Sociale de Sousse	161 000		161 000	161 000
26	Centre de Défense et d'Intégration Sociale de Fouchana	71 000		71 000	71 000
27	Centre de Défense et d'Intégration Sociale de Sidi Bouzid	51 000		51 000	51 000

(En dinars)

DESIGNATION DES ETABLISSEMENTS		PREVISIONS			
		RECETTES			DEPENSES
		SUBVENTION DE L'ETAT	RESSOURCES PROPRES	TOTAL DES RECETTES	
28	Centre de Défense et d'Intégration Sociale d' El-fahs	53 000		53 000	53 000
29	Centre de Défense et d'Intégration Sociale à la Soukra	63 000		63 000	63 000
30	Centre de Défense et d'Intégration Sociale de kef	53 000		53 000	53 000
31	Centre de Défense et d'Intégration Sociale de Mednine	53 000		53 000	53 000
32	Unité d'hebergement des personnes handicapés à Grombalia	137 000		137 000	137 000
33	Unité d'hebergement des personnes handicapés à Sfax	130 000		130 000	130 000
34	Centre de Réadaptation Professionnelle des Handicapés Moteurs et des Accidentés de la Vie à Sfax	20 000	150 000	170 000	170 000
35	Centre d'Observation et d'Orientation Sociale de Sfax	217 000		217 000	217 000
36	Centre de Défense et d'Intégration Sociale de Béja	46 000		46 000	46 000
37	Centre de Défense et d'Intégration Sociale Tozeur	41 000		41 000	41 000
38	Centre de Protection Sociale des Enfants de Sidi Bouzid	156 000		156 000	156 000
39	Observatoire National d'immigration	46 000		46 000	46 000
40	Centre de Défense et d'Intégration Sociale à Mahdia	26 000		26 000	26 000
41	Centre de Défense et d'Intégration Sociale à Siliana	47 000		47 000	47 000
42	Unité d'hebergement des personnes handicapés adultes à Kairouan	129 000		129 000	129 000
43	Unité d'hebergement des personnes handicapés adultes à Zahrouti	194 000		194 000	194 000
44	Le Complexe Social et Educatif des Enfants Autistes à Sidi Hassine	81 000		81 000	81 000
45	Centre de Défense et d'Intégration Sociale à Kébili	30 000		30 000	30 000
46	Centre de Défense et d'Intégration Sociale à Tataouine	37 000		37 000	37 000
47	Centre de Défense et d'Intégration Sociale à Monastir	32 000		32 000	32 000
48	Conseil national des Tunisiens résidents à l'Etranger				
49	Conseil national pour le dialogue social				
49	Total des Budgets des Etablissements relevant du Mission des Affaires Sociales=	39 090 000	310 000	39 400 000	39 400 000
MISSION DE L'EDUCATION					
607	Etablissements d'Enseignement Secondaire :	32 971 000	2 786 300	35 555 000	35 555 000
	A- Etablissements d'enseignement secondaire relevant du Commissariat Régional de Tunis I :	2 017 000	409 000	2 426 000	2 426 000
1	Collège Sadiki de Tunis	127 000	10 100	137 100	137 100
2	Lycée Pilote Bourguiba - Tunis	84 000	16 000	100 000	100 000
3	Lycée Alaoui	70 000	3 500	73 500	73 500
4	Lycée de Montfleury à Tunis	62 000	3 300	65 300	65 300
5	Lycée rue du Pacha à Tunis	47 000	3 800	50 800	50 800
6	Lycée rue de Russie à Tunis	68 000	6 700	74 700	74 700
7	Lycée de Carthage Présidence	95 000	6 000	101 000	101 000
8	Lycée de Carthage Hannibal	76 000	10 000	86 000	86 000
9	Lycée rue 2 mars 1934 à La Goulette	46 000	2 300	48 300	48 300
10	Lycée Mohamed El-Arbi Chammari à El Ouardia	84 000	6 100	90 100	90 100
11	Lycée Sportif Pierre de Coubertin à El Menzah	273 000	253 000	526 000	526 000
12	Lycée El Ahd El Jedid à El Kabaria	51 000	4 800	55 800	55 800
13	Lycée avenue 9 avril 1938 à Tunis	67 000	4 400	71 400	71 400
14	Lycée Bab El Khadra à Tunis	82 000	5 800	87 800	87 800
15	Lycée Le Kram	60 000	4 400	64 400	64 400
16	Lycée Aicha Bellagha rue de Marseille à Tunis	45 000	4 100	49 100	49 100
17	Lycée de Jebel Jeloud	46 000	4 100	50 100	50 100
18	Lycée Ibn Abi Dhiyf à Marsa Essaada	65 000	6 100	71 100	71 100
19	Lycée de Carthage Birsia	43 000	5 600	48 600	48 600

(En dinars)

DESIGNATION DES ETABLISSEMENTS		PREVISIONS			
		RECETTES			DEPENSES
		SUBVENTION DE L'ETAT	RESSOURCES PROPRES	TOTAL DES RECETTES	
20	Lycée Ibn Sina à El Kabbaria	59 000	4 700	63 700	63 700
21	Lycée Rue Sayada à El Ouardia	33 000	2 800	35 800	35 800
22	Lycée de Marsa Erriadh	65 000	6 700	71 700	71 700
23	Lycée El Aouina	87 000	7 800	94 800	94 800
24	Lycée rue 36 Cité El Kadhra - Tunis	40 000	3 900	43 900	43 900
25	Lycée EL Kabaria	55 000	4 400	59 400	59 400
26	Lycée Ali Douaji La Marsa Essaada	65 000	7 800	72 800	72 800
27	Lycée de Carthage Dermech	36 000	4 400	40 400	40 400
28	Lycée de Dhifef El Bouhayra	47 000	4 400	51 400	51 400
29	Lycée de plage bleu La Marsa	39 000	2 000	41 000	41 000
<u>B- Etablissements d'enseignement secondaire relevant du Commissariat Régional de Tunis II :</u>		1 194 000	113 700	1 307 700	1 307 700
30	Lycée du Bardo	78 000	7 600	85 600	85 600
31	Lycée Mohamed Atia à Khaznadar	88 000	8 700	96 700	96 700
32	Lycée Radhia El Hadded à El Omrane	82 000	7 800	89 800	89 800
33	Lycée rue Imam Muslim d'El Menzah	83 000	18 000	101 000	101 000
34	Lycée Cité Ibn Khaldoun à Tunis	78 000	6 400	84 400	84 400
35	Lycée de Séjourni	84 000	7 200	91 200	91 200
36	Lycée d'El Menzah IX	55 000	5 300	60 300	60 300
37	Lycée de Zahrouni	86 000	8 700	94 700	94 700
38	Lycée Cité Jardin	65 000	5 900	70 900	70 900
39	Lycée Bardo 2	49 000	4 400	53 400	53 400
40	Lycée d'El Omrane Supérieur	47 000	4 100	51 100	51 100
41	Lycée El Imtiyaze à Sidi Hassine	63 000	5 700	68 700	68 700
42	Lycée pilote des arts à El Omrane	13 000	700	13 700	13 700
43	Lycée d'El Harayria	74 000	4 700	78 700	78 700
44	Lycée Cité Bougatfa 2 à Sidi Hassine	77 000	5 700	82 700	82 700
45	Lycée de Sidi Hassine - Tunis	68 000	6 300	74 300	74 300
46	Lycée Mohamed Dachraoui El Menzah 9	42 000	3 400	45 400	45 400
47	Lycée d'El Harayria 2	62 000	3 100	65 100	65 100
<u>C- Etablissements d'enseignement secondaire relevant du Commissariat Régional de l'Ariana :</u>		1 349 000	108 400	1 420 400	1 420 400
48	Lycée Pilote à l'Ariana	91 000	2 900	93 900	93 900
49	Lycée El Menzah VI	82 000	7 800	89 800	89 800
50	Lycée Kheireddine à l'Ariana	70 000	5 700	75 700	75 700
51	Lycée Aboulkacem Echabi à Cité Ettadhamen	74 000	6 800	80 800	80 800
52	Lycée El Wafa route de Raoued à l'Ariana	84 000	8 200	92 200	92 200
53	Lycée de Kalaât El Andalous	60 000	5 400	65 400	65 400
54	Lycée Hassen Hosni Abdelwaheb à El Mniha	49 000	5 600	54 600	54 600
55	Lycée Hannibal à l'Ariana	76 000	5 300	81 300	81 300
56	Lycée rue El Attarine à l'Ariana	60 000	5 600	65 600	65 600
57	Lycée Rafaha à M'Nihla	60 000	5 600	65 600	65 600
58	Lycée de Sidi Thabet	50 000	4 000	54 000	54 000
59	Lycée de Soukra	53 000	5 800	58 800	58 800
60	Lycée Cité Ennasser à Ariana	65 000	6 300	71 300	71 300
61	Lycée El Ahd El Jedid à Cité Ettadhamen	42 000	4 000	46 000	46 000
62	Lycée de Borj Louzir	62 000	4 900	66 900	66 900
63	Lycée Cité des Journalistes El Ghazala à Raoued	48 000	4 400	52 400	52 400
64	Lycée Mahmoud El Messaâdi à Cité Ettadhamen	50 000	4 700	54 700	54 700

(En dinars)

DESIGNATION DES ETABLISSEMENTS		PREVISIONS			
		RECETTES			DEPENSES
		SUBVENTION DE L'ETAT	RESSOURCES PROPRES	TOTAL DES RECETTES	
65	Lycée Dar Fadhal à Soukra	49 000	2 500	51 500	51 500
66	Lycée de Raoued	84 000	4 500	88 500	88 500
67	Lycée Hamida Bakir El M'Nihla	60 000	3 100	63 100	63 100
68	Lycée pilote Bayrem V à El Menzeh 8	45 000	3 300	48 300	48 300
69	Lycée jardin d'El Menzeh	35 000	2 000	37 000	37 000
<u>D- Etablissements d'enseignement secondaire relevant de du Commissariat Régional de Manouba :</u>		1 215 000	91 800	1 306 800	1 306 800
70	Lycée Hannibal à Tébourba	84 000	7 200	91 200	91 200
71	Lycée Ibn Abi Dhiaf à Manouba	164 000	11 200	175 200	175 200
72	Lycée El Farabi à Mornaguia	93 000	11 700	104 700	104 700
73	Lycée Ibn Arafà à Jedaïda	58 000	5 200	63 200	63 200
74	Lycée Assad Ibn El Fourat à Oued Ellil	84 000	5 000	89 000	89 000
75	Lycée Hamouda Bacha à Manouba	78 000	7 800	85 800	85 800
76	Lycée route Chouigui à Tebourba	55 000	5 100	60 100	60 100
77	Lycée des Jeunes à Douar Hicher	63 000	5 000	68 000	68 000
78	Lycée Ibn Mandhour à Borj El Amri	48 000	3 000	51 000	51 000
79	Lycée Khaled Ibn El Oualid à Douar Hicher	71 000	4 300	75 300	75 300
80	Lycée Avenue de l'indépendance à Chabbaou - Oued Ellil	53 000	5 800	58 800	58 800
81	Lycée El Imtiyaz à Jedaïda	60 000	3 400	63 400	63 400
82	Lycée El Battane	53 000	3 400	56 400	56 400
83	Lycée de Oued Ellil	50 000	2 200	52 200	52 200
84	Lycée de Tebourba	37 000	1 700	38 700	38 700
85	Lycée de Manouba	45 000	2 800	47 800	47 800
86	Lycée de Douar Hicher	37 000	2 500	39 500	39 500
87	Lycée pilote Manouba	42 000	2 500	44 500	44 500
88	Lycée Mornaguia Manouba	40 000	2 000	42 000	42 000
<u>E- Etablissements d'enseignement secondaire relevant du Commissariat Régional de Ben Arous :</u>		1 687 000	166 000	1 853 000	1 853 000
89	Lycée Ibn Rachik à Ezzahra	95 000	9 500	104 500	104 500
90	Lycée Ben Arous	81 000	7 500	88 500	88 500
91	Lycée de Hammam-Lif	72 000	8 200	80 200	80 200
92	Lycée Ibn Khaldoun à Radès	55 000	4 400	59 400	59 400
93	Lycée rue Taha Hussein à Megrine	78 000	6 600	84 600	84 600
94	Lycée Mornag	58 000	5 800	63 800	63 800
95	Lycée El M'hamdia 2	75 000	8 700	83 700	83 700
96	Lycée Ibn Mandhour à la Nouvelle Médina	58 000	5 000	63 000	63 000
97	Lycée El Mourouj 1	79 000	6 700	85 700	85 700
98	Lycée de Fouchana	84 000	8 600	92 600	92 600
99	Lycée Farhat Hached à Radès	87 000	21 000	108 000	108 000
100	Lycée El Mourouj 4	86 000	8 600	94 600	94 600
101	Lycée Cité Essalem à Boumhel	51 000	4 700	55 700	55 700
102	Lycée de Borj Cedria	63 000	5 800	68 800	68 800
103	Lycée Cité El Amel à Fouchana	88 000	7 500	95 500	95 500
104	Lycée Abou el Kacem Chebbi à Mornag	76 000	5 600	81 600	81 600
105	Lycée de la Nouvelle Médina 3	58 000	5 100	63 100	63 100
106	Lycée de M'Hamdia	59 000	5 200	64 200	64 200
107	Lycée Mohamed Brahmi à El Mourouj 6	58 000	5 100	63 100	63 100
108	Lycée Béchir Nebhani à Hammam-Lif	44 000	3 900	47 900	47 900
109	Lycée El M'ghira à Fouchana	50 000	3 500	53 500	53 500

(En dinars)

DESIGNATION DES ETABLISSEMENTS		PREVISIONS			
		RECETTES			DEPENSES
		SUBVENTION DE L'ETAT	RESSOURCES PROPRES	TOTAL DES RECETTES	
110	Lycée Kheireddine Bacha à El Mourouj - Bir El Kasaâ	47 000	4 100	51 100	51 100
111	Lycée Boumhel 2	32 000	2 100	34 100	34 100
112	Lycée d'El-Mourouj 6	63 000	6 400	69 400	69 400
113	Lycée pilote de Hamman-Lif	42 000	3 100	45 100	45 100
114	Lycée de M'Hamdia 3	48 000	3 300	51 300	51 300
<u>F- Etablissements d'enseignement secondaire relevant du Commissariat Régional de Zaghuan :</u>		561 000	39 200	600 200	600 200
115	Lycée Slimène Ben Slimène à Zaghuan	63 000	5 000	68 000	68 000
116	Lycée Mahmoud El Messaâdi à El Fahs	67 000	4 700	71 700	71 700
117	Lycée Ibn Charaf à Nadhour	67 000	4 400	71 400	71 400
118	Lycée Cité Ennozha à Zaghuan	62 000	5 100	67 100	67 100
119	Lycée Ibn Charaf à Zriba	56 000	4 000	60 000	60 000
120	Lycée Ibn Rachik à Bir Mécharga	42 000	3 200	45 200	45 200
121	Lycée El Farabi à El Fahs	50 000	3 600	53 600	53 600
122	Lycée El Fahs	35 000	2 200	37 200	37 200
123	Lycée Saouef	34 000	1 600	35 600	35 600
124	Lycée El Nadhour	45 000	3 400	48 400	48 400
125	Lycée pilote Mogren	40 000	2 000	42 000	42 000
<u>G- Etablissements d'enseignement secondaire relevant du Commissariat Régional de Bizerte :</u>		1 449 000	119 900	1 568 900	1 568 900
126	Lycée Habib Thameur à Bizerte	86 000	9 800	95 800	95 800
127	Lycée de Menzel Bourguiba	65 000	5 800	70 800	70 800
128	Lycée de Mateur	80 000	5 300	85 300	85 300
129	Lycée rue Bach Hamba à Bizerte	65 000	6 900	71 900	71 900
130	Lycée Mohamed Ali Annabi à Ras Jebel	100 000	8 900	108 900	108 900
131	Lycée Farhat Hached à Bizerte	81 000	7 100	88 100	88 100
132	Lycée d' El Alia	58 000	5 600	63 600	63 600
133	Lycée route de Tabarka à Mateur	62 000	5 000	67 000	67 000
134	Lycée de Sejnane	62 000	4 700	66 700	66 700
135	Lycée El Canal à Menzel Abderrahmen	68 000	7 200	75 200	75 200
136	Lycée Ibn Sina à Menzel Bourguiba	67 000	5 100	72 100	72 100
137	Lycée de Bizerte	81 000	5 600	86 600	86 600
138	Lycée de Menzel Jamil	74 000	5 900	79 900	79 900
139	Lycée de Bazina	58 000	4 800	62 800	62 800
140	Lycée Ras jebel	48 000	5 000	53 000	53 000
141	Lycée Ibn Rochd à Menzel Bourguiba	51 000	5 200	56 200	56 200
142	Lycée Pilote 15 octobre 1963 à Bizerte	47 000	3 000	50 000	50 000
143	Lycée de Ghezala	53 000	4 200	57 200	57 200
144	Lycée de Tinja	50 000	2 900	52 900	52 900
145	Lycée 15 octobre 1963 à Séjnane	38 000	3 300	41 300	41 300
146	Lycée d'Utique	47 000	2 800	49 800	49 800
147	Lycée Mohamed Selama à Aousja	32 000	2 300	34 300	34 300
148	Lycée de Jebel Essemen	39 000	1 500	40 500	40 500
149	Lycée Al Matlin - Ras jebel	37 000	2 000	39 000	39 000
<u>H- Etablissements d'enseignement secondaire relevant du Commissariat Régional de Nabeul :</u>		1 639 000	149 200	1 788 200	1 788 200
150	Lycée Bourguiba à Hammam El Ghéaz	56 000	5 300	61 300	61 300

(En dinars)

DESIGNATION DES ETABLISSEMENTS		PREVISIONS			
		RECETTES			DEPENSES
		SUBVENTION DE L'ETAT	RESSOURCES PROPRES	TOTAL DES RECETTES	
151	Lycée de Korba	86 000	7 200	93 200	93 200
152	Lycée Abdel Aziz Khouja à Kélibia	105 000	10 600	115 600	115 600
153	Lycée Mohamed Boudhina à Hammamet	89 000	10 500	99 500	99 500
154	Lycée de Béni Khiair	74 000	6 700	80 700	80 700
155	Lycée à El Hawaria	86 000	5 100	91 100	91 100
156	Lycée Cité El Bousten à Kélibia	53 000	4 900	57 900	57 900
157	Lycée d'El Mida	33 000	2 500	35 500	35 500
158	Lycée Mahmoud Messaâdi à Nabeul	91 000	9 800	100 800	100 800
159	Lycée route de la Plage à Soliman	71 000	7 700	78 700	78 700
160	Lycée Grombalia	117 000	10 400	127 400	127 400
161	Lycée rue Taieb M'Hiri à Menzel Temime	97 000	9 500	106 500	106 500
162	Lycée Pilote de Nabeul	56 000	4 100	60 100	60 100
163	Lycée de Menzel Bouzelfa	63 000	6 200	69 200	69 200
164	Lycée rue El Menzah à Béni Khalled	65 000	7 200	72 200	72 200
165	Lycée de Dar Chaâbane El Fehri	76 000	7 700	83 700	83 700
166	Lycée avenue Ali Belahouane à Nabeul	87 000	6 900	93 900	93 900
167	Lycée de Bouargoub	54 000	4 400	58 400	58 400
168	Lycée de Takelsa	47 000	3 600	50 600	50 600
169	Lycée al-ahd al-jadid Hammamet	60 000	4 700	64 700	64 700
170	Lycée 7 avril 1943 à Menzel Temime	50 000	3 100	53 100	53 100
171	Lycée El Ahd El Jedid à Zaouiet El Megaiez	37 000	2 900	39 900	39 900
172	Lycée 2 mars 1934 à Korba	50 000	5 100	55 100	55 100
173	Lycée Ibn Sina à Grombalia	36 000	3 100	39 100	39 100
<u>I. Etablissements d'enseignement secondaire relevant du Commissariat Régional de Béja :</u>		<u>1 054 000</u>	<u>65 100</u>	<u>1 119 100</u>	<u>1 119 100</u>
174	Lycée Ibn El Haïthem à Béja	79 000	6 200	85 200	85 200
175	Lycée Amor Kalchani à Béja	50 000	3 500	53 500	53 500
176	Lycée Tahar Ben Achour à Nefza	78 000	5 100	83 100	83 100
177	Lycée Béchir Sfar à Amdoun	62 000	3 200	65 200	65 200
178	Lycée Ibn Abi Dhiaf à Teboursouk	49 000	2 500	51 500	51 500
179	Lycée El Ahd El Jedid à Thibar	39 000	1 200	40 200	40 200
180	Lycée Ibn Zaydoun à Testour	49 000	2 300	51 300	51 300
181	Lycée 2 mars 1934 à Goubellat	42 000	2 200	44 200	44 200
182	Lycée Ibn Mandhour d'El M'Zara à Béja	55 000	4 000	59 000	59 000
183	Lycée Aboul kacem Echebbi à Mejez El Bab	67 000	3 200	70 200	70 200
184	Lycée 2 mars 1934 à Béja	70 000	3 300	73 300	73 300
185	Lycée avenue de l'environnement à Béja	39 000	3 300	42 300	42 300
186	Lycée de Nefza	65 000	4 200	69 200	69 200
187	Lycée Ali Belahouane à Béja	43 000	3 800	46 800	46 800
188	Lycée Mahmoud El Mesaâdi à Medjez El Bab	32 000	2 400	34 400	34 400
189	Lycée Testour	35 000	2 300	37 300	37 300
190	Lycée Chedli Khaznadar à Teboursouk	35 000	2 300	37 300	37 300
191	Lycée Amara Farhat à Nefza	58 000	2 400	60 400	60 400
192	Lycée de Béja nord	26 000	4 000	30 000	30 000
193	Lycée de Mejez El Bab	41 000	1 700	42 700	42 700
194	Lycée Pilote de Béja	40 000	2 000	42 000	42 000
<u>J. Etablissements d'enseignement secondaire relevant du Commissariat Régional de Jendouba :</u>		<u>1 232 000</u>	<u>98 300</u>	<u>1 330 300</u>	<u>1 330 300</u>
195	Lycée avenue de la Liberté à Jendouba	58 000	5 900	63 900	63 900

(En dinars)

DESIGNATION DES ETABLISSEMENTS		PREVISIONS			
		RECETTES			DEPENSES
		SUBVENTION DE L'ETAT	RESSOURCES PROPRES	TOTAL DES RECETTES	
196	Lycée d'Ain Draham	53 000	2 900	55 900	55 900
197	Lycée 2 mars 1934 à Tabarka	69 000	7 000	76 000	76 000
198	Lycée de Bousalem	95 000	7 200	102 200	102 200
199	Lycée de Ghardimaou	84 000	6 100	90 100	90 100
200	Lycée Khemaïes El Hajri à Jendouba	71 000	6 100	77 100	77 100
201	Lycée Fernana	89 000	6 400	95 400	95 400
202	Lycée Aboul Kacem Chabbi à Ghardimaou	42 000	4 200	46 200	46 200
203	Lycée de Tabarka	71 000	5 600	76 600	76 600
204	Lycée 9 avril 1938 à Jendouba	55 000	5 000	60 000	60 000
205	Lycée avenue de l'environnement à Bousalem	70 000	6 200	76 200	76 200
206	Lycée Al Ahd El Jadid rue El Hedi ben Hassin à Jendouba	63 000	6 100	69 100	69 100
207	Lycée El Imtyez de Oued MLiz	49 000	3 300	52 300	52 300
208	Lycée Al Ahd El Jadid à Boussalem	40 000	4 000	44 000	44 000
209	Lycée de Jendouba	64 000	4 800	68 800	68 800
210	Lycée de Khemir à Ain Draham	5 000	2 600	7 600	7 600
211	Lycée Ibn Khaldoun à Fernana	39 000	3 100	42 100	42 100
212	Lycée Mostapha El Farissi à Jendouba	46 000	2 300	48 300	48 300
213	Lycée Farhat Hached à Ghardimaou	34 000	3 000	37 000	37 000
214	Lycée Ibn Khaldoun à Ain Draham	45 000	2 500	47 500	47 500
215	Lycée Pilote de Jendouba	34 000	2 000	36 000	36 000
216	Lycée sportif à Jendouba	56 000	2 000	58 000	58 000
<u>K- Etablissements d'enseignement secondaire relevant du Commissariat Régional du Kef :</u>		<u>924 000</u>	<u>62 800</u>	<u>949 800</u>	<u>949 800</u>
217	Lycée Pilote du Kef	39 000	2 500	41 500	41 500
218	Lycée de Tajerouine	55 000	2 900	57 900	57 900
219	Lycée avenue Mongi Slim au Kef	79 000	6 800	85 800	85 800
220	Lycée Habib Bourguiba à Dahmani	55 000	3 300	58 300	58 300
221	Lycée de Jérissa	37 000	2 400	39 400	39 400
222	Lycée du Sers	47 000	4 400	51 400	51 400
223	Lycée de Kalaât-Snane	37 000	3 600	40 600	40 600
224	Lycée de Kalaâ El Khasba au Kef	32 000	1 900	33 900	33 900
225	Lycée de Neber	39 000	2 400	41 400	41 400
226	Lycée rue Ahmed Amara au Kef	104 000	6 100	110 100	110 100
227	Lycée 8 Février 1958 à Sakiet Sidi Youssef	60 000	3 300	63 300	63 300
228	Lycée 2 mars 1934 au Kef	47 000	3 900	50 900	50 900
229	Lycée Ali El Housari à Tajerouine	32 000	2 000	34 000	34 000
230	Lycée Farhat Hached au Kef Ouest	38 000	2 500	40 500	40 500
231	Lycée Touiref	26 000	1 200	27 200	27 200
232	Lycée Mahmoud El Mesaâdi à Dahmani	41 000	2 300	43 300	43 300
233	Lycée Al Ahd El Jadid à El Ksour	50 000	4 200	54 200	54 200
234	Lycée Neber 2	35 000	2 300	37 300	37 300
235	Lycée 20 mars 1956 à Sers	36 000	2 800	38 800	38 800
236	Lycée du Kef	35 000	2 000	37 000	37 000
<u>L- Etablissements d'enseignement secondaire relevant du Commissariat Régional de Siliana :</u>		<u>1 005 000</u>	<u>66 300</u>	<u>1 071 300</u>	<u>1 071 300</u>
237	Lycée de Siliana	80 000	6 200	86 200	86 200
238	Lycée de Bou Arada	55 000	3 400	58 400	58 400
239	Lycée de Bargou	35 000	2 000	37 000	37 000
240	Lycée d'El Krib	55 000	4 400	59 400	59 400

(En dinars)

DESIGNATION DES ETABLISSEMENTS		PREVISIONS			
		RECETTES			DEPENSES
		SUBVENTION DE L'ETAT	RESSOURCES PROPRES	TOTAL DES RECETTES	
241	Lycée d'Errouhia	51 000	3 600	54 600	54 600
242	Lycée de Makthar	53 000	3 500	56 500	56 500
243	Lycée 2 mars 1934 à Siliana	79 000	5 700	84 700	84 700
244	Lycée Gaâfour	47 000	3 600	50 600	50 600
245	Lycée avenue Farhat Hached à Makthar	40 000	3 100	43 100	43 100
246	Lycée Cité El Hayet à Sidi Bourouis	32 000	3 000	35 000	35 000
247	Lycée de Kesra	30 000	1 900	31 900	31 900
248	Lycée de Gaâfour 2	30 000	2 200	32 200	32 200
249	Lycée Ibn Khaldoun à Siliana	79 000	4 000	83 000	83 000
250	Lycée Farhat Hached à Bouarada	48 000	1 900	49 900	49 900
251	Lycée Cité Mongi Slim à Siliana	40 000	3 000	43 000	43 000
252	Lycée Beji El Messaoudi à El-Krib	29 000	2 300	31 300	31 300
253	Lycée Abou El Kacem Chebbi à Kesra	25 000	1 600	26 600	26 600
254	Lycée Cité El Ons 1 à Rouhia	58 000	3 900	61 900	61 900
255	Lycée Cité El Krawa à Makthar	25 000	1 400	26 400	26 400
256	Lycée avenue Ibn Sina à Laâroussa	29 000	2 000	31 000	31 000
257	Lycée route de Tunis à Bargou	25 000	1 300	26 300	26 300
258	Lycée d'El Kantara	26 000	1 200	27 200	27 200
259	Lycée Pilote de Siliana	34 000	1 100	35 100	35 100
<u>M- Etablissements d'enseignement secondaire relevant du</u>		<u>1 777 000</u>	<u>109 600</u>	<u>1 886 600</u>	<u>1 886 600</u>
<u>Commissariat Régional de Kasserine :</u>					
260	Lycée 2 mars 1934 à Kasserine	51 000	3 200	54 200	54 200
261	Lycée Sbeitla	100 000	5 700	105 700	105 700
262	Lycée Ibn Charaf à Thala	69 000	4 400	73 400	73 400
263	Lycée Chabbi à Kasserine	87 000	8 400	95 400	95 400
264	Lycée Sbiba	76 000	5 300	81 300	81 300
265	Lycée Fériana	72 000	5 400	77 400	77 400
266	Lycée Foussana	75 000	5 700	80 700	80 700
267	Lycée de Mejel Bel Abbès	65 000	3 900	68 900	68 900
268	Lycée de Kasserine	86 000	6 600	92 600	92 600
269	Lycée Cité El Manar à Kasserine	77 000	6 600	83 600	83 600
270	Lycée El Athar à Sbeitla	49 000	3 900	52 900	52 900
271	Lycée de Jedelian	59 000	2 300	61 300	61 300
272	Lycée de Thala	41 000	2 100	43 100	43 100
273	Lycée de Sebeitla 2	62 000	3 000	65 000	65 000
274	Lycée Cité Ezzouhour à Kasserine	58 000	4 000	62 000	62 000
275	Lycée d'El Ayoun	56 000	3 800	59 800	59 800
276	Lycée de Telepte	48 000	2 400	50 400	50 400
277	Lycée El Imtiyaze à Foussana	43 000	2 400	45 400	45 400
278	Lycée El Ahd El Jedid à Thala	32 000	1 400	33 400	33 400
279	Lycée Mongi Slim à Sebiba	48 000	2 900	50 900	50 900
280	Lycée de Hassi El Frid	49 000	3 600	52 600	52 600
281	Lycée Farhat Hached à Rekhmet	58 000	2 500	60 500	60 500
282	Lycée de Hydra	46 000	3 400	49 400	49 400
283	Lycée Ibn Sina à Bouzguem	55 000	2 100	57 100	57 100
284	Lycée Abou el Kacem Echabi à Feriana	67 000	3 200	70 200	70 200
285	Lycée Pilote à Kasserine	51 000	1 900	52 900	52 900
286	Lycée de Majel Bel Abbès 1	35 000	1 600	36 600	36 600
287	Lycée Bouderyes à Foussana	50 000	1 700	51 700	51 700

(En dinars)

DESIGNATION DES ETABLISSEMENTS		PREVISIONS			
		RECETTES			DEPENSES
		SUBVENTION DE L'ETAT	RESSOURCES PROPRES	TOTAL DES RECETTES	
288	Lycée Sidi Shil	36 000	2 200	38 200	38 200
289	Lycée Edoghra Kasserine-sud	39 000	2 000	41 000	41 000
290	Lycée la Nouvelle Medina - Kasserine	37 000	2 000	39 000	39 000
<u>N- Etablissements d'enseignement secondaire relevant du Commissariat Régional de Sousse :</u>		1 682 000	146 600	1 791 600	1 791 600
291	Lycée Pilote de Sousse	77 000	5 000	82 000	82 000
292	Lycée avenue Tahar Sfar de Sousse	87 000	8 000	95 000	95 000
293	Lycée Abdelaziz El Behi de Sousse	60 000	4 400	64 400	64 400
294	Lycée Ali Bourguiba de Kalaâ Kébira	104 000	8 400	112 400	112 400
295	Lycée de Hammam Sousse	85 000	9 200	94 200	94 200
296	Lycée Farhat Hached de M'Saken	44 000	3 600	47 600	47 600
297	Lycée de Sidi Bou Ali	50 000	4 300	54 300	54 300
298	Lycée Cité Erriadh de Sousse	58 000	4 000	62 000	62 000
299	Lycée Salem Ben Hamida de Akouda	68 000	6 100	74 100	74 100
300	Lycée 2 mars 1934 de Sousse	76 000	6 800	82 800	82 800
301	Lycée Othman Chatti de M'Saken	103 000	10 000	113 000	113 000
302	Lycée Ahmed Nouredine de Sousse	77 000	6 400	83 400	83 400
303	Lycée Cité Erromana de Kalaâ Séghira	47 000	4 500	51 500	51 500
304	Lycée Ibn Rochd Cité Riadh de Sousse	49 000	4 000	53 000	53 000
305	Lycée d'Enfidha	82 000	6 700	88 700	88 700
306	Lycée El Jawhara de Sousse	41 000	4 700	45 700	45 700
307	Lycée Ibn Sina de Msaken	50 000	5 600	55 600	55 600
308	Lycée Cité Riadh de Bouficha	39 000	3 400	42 400	42 400
309	Lycée Abou El Kacem Chebbi de Kalâa Kébira	55 000	4 400	59 400	59 400
310	Lycée de Hammam-Sousse 2	63 000	6 700	69 700	69 700
311	Lycée d'Enfidha 2	46 000	4 200	50 200	50 200
312	Lycée Mahmoud El Messaâdi de Sidi Abdel Hamid - Sousse	47 000	7 200	54 200	54 200
313	Lycée de Zaouia, Ksiba et Thrayet	65 000	5 000	70 000	70 000
314	Lycée de Sidi El-Hani	38 000	1 900	39 900	39 900
315	Lycée Essalem Cité Erriadh de Sousse	30 000	2 400	32 400	32 400
316	Lycée de Sahloul 4	38 000	2 600	40 600	40 600
317	Lycée Al khawarezmi de Msaken	36 000	2 300	38 300	38 300
318	Lycée de Kendar	32 000	2 800	34 800	34 800
319	Lycée de Kalaâ Sghira	35 000	2 000	37 000	37 000
<u>O- Etablissements d'enseignement secondaire relevant du Commissariat Régional de Kairouan :</u>		1 483 000	115 700	1 598 700	1 598 700
320	Lycée Ibn Rachik à Kairouan	76 000	8 400	84 400	84 400
321	Lycée Rakkada à Kairouan	55 000	3 600	58 600	58 600
322	Lycée de Nasrallah	67 000	4 400	71 400	71 400
323	Lycée de Haffouz	72 000	5 100	77 100	77 100
324	Lycée de Bou Hajla	77 000	5 000	82 000	82 000
325	Lycée de Oueslatia	47 000	2 800	49 800	49 800
326	Lycée de Sbikha	65 000	5 600	70 600	70 600
327	Lycée Okba Ibn Nafaâ à Kairouan	58 000	5 600	63 600	63 600
328	Lycée Ali Zaouaoui à Hajeb El Ayoun	63 000	5 000	68 000	68 000
329	Lycée d'El Ala	48 000	4 000	52 000	52 000
330	Lycée de Cherarda	44 000	3 300	47 300	47 300
331	Lycée Dar El Amen à Kairouan	80 000	6 700	86 700	86 700
332	Lycée Ibn El Jazzar à Kairouan	72 000	5 600	77 600	77 600

(En dinars)

DESIGNATION DES ETABLISSEMENTS		PREVISIONS			
		RECETTES			DEPENSES
		SUBVENTION DE L'ETAT	RESSOURCES PROPRES	TOTAL DES RECETTES	
333	Lycée rue Ibn Arafà à Chbika	45 000	5 000	50 000	50 000
334	Lycée Ibn Khaldoun à El Oueslatia	48 000	2 500	50 500	50 500
335	Lycée les Aghlabides à Kairouan	43 000	2 200	45 200	45 200
336	Lycée Ibn Sina à Nasrallah	33 000	2 500	35 500	35 500
337	Lycée de Menzel M'Hiri	33 000	2 200	35 200	35 200
338	Lycée Pilote de Kairouan	48 000	2 800	50 800	50 800
339	Lycée Abou El Kacem Chebbi à Hajeb El Ayoun	40 000	2 500	42 500	42 500
340	Lycée Mahmoud El Messaâdi à Sbikha	37 000	3 300	40 300	40 300
341	Lycée Farhat Hached à Haffouz	47 000	5 600	52 600	52 600
342	Lycée Tahar ElHadded à Bouhajla	43 000	5 000	48 000	48 000
343	Lycée de Kairouan	38 000	2 800	40 800	40 800
344	Lycée Chedli Atallah à Kairouan	63 000	5 000	68 000	68 000
345	Lycée de Baten	24 000	2 200	26 200	26 200
346	Lycée d'el Ala 2	25 000	2 200	27 200	27 200
347	Lycée Ain Jloula	37 000	2 800	39 800	39 800
348	Lycée Spotif de Kairouan	55 000	2 000	57 000	57 000
<u>P. Etablissements d'enseignement secondaire relevant du Commissariat Régional de Monastir :</u>		<u>1 568 000</u>	<u>169 700</u>	<u>1 737 700</u>	<u>1 737 700</u>
349	Lycée Bourguiba à Monastir	93 000	11 500	104 500	104 500
350	Lycée Said Abi Baker à Moknine	88 000	12 300	100 300	100 300
351	Lycée de Jemmal	98 000	11 400	109 400	109 400
352	Lycée de Té Boulba	67 000	8 900	75 900	75 900
353	Lycée de Bekalta	40 000	4 500	44 500	44 500
354	Lycée de Sayada	39 000	4 700	43 700	43 700
355	Lycée de Béni Hassen	39 000	3 300	42 300	42 300
356	Lycée de Ksibet El Mediouni à Monastir	65 000	6 300	71 300	71 300
357	Lycée Ali Bourguiba de Bembla	46 000	4 800	50 800	50 800
358	Lycée de Khénis	33 000	3 100	36 100	36 100
359	Lycée de Sahline	56 000	5 000	61 000	61 000
360	Lycée avenue Fattouma Bourguiba à Monastir	101 000	10 500	111 500	111 500
361	Lycée 2 mars 1934 à Ksar-Hellal	71 000	8 500	79 500	79 500
362	Lycée de Moknine	46 000	6 700	52 700	52 700
363	Lycée de Zeramnine	50 000	5 000	55 000	55 000
364	Lycée Cité Erriadh 2 à Ksar Hellal	39 000	4 100	43 100	43 100
365	Lycée d'El Ouerdanine	47 000	5 600	52 600	52 600
366	Lycée de Menzel Hayet	35 000	3 900	38 900	38 900
367	Lycée Abou El Kacem Chebbi à Jemmel	36 000	3 300	39 300	39 300
368	Lycée de Amiret El Hajje à Moknine	40 000	3 500	43 500	43 500
369	Lycée de Lamta	27 000	3 300	30 300	30 300
370	Lycée Pilote Monastir	87 000	7 800	94 800	94 800
371	Lycée de Bennane-Boudhar	38 000	6 800	44 800	44 800
372	Lycée de Sekrine à Teboulba	32 000	3 900	35 900	35 900
373	Lycée Hedi Khefcha à Monastir	82 000	8 100	90 100	90 100
374	Lycée route Beni Hassen à Jammel	37 000	2 200	39 200	39 200
375	Lycée de Menzel Nour	29 000	3 900	32 900	32 900
376	Lycée Moknin 3	35 000	2 800	37 800	37 800
377	Lycée Touza kssibit el madyouni	39 000	2 000	41 000	41 000
378	Lycée Cité Omrane à Monastir	33 000	2 000	35 000	35 000

(En dinars)

DESIGNATION DES ETABLISSEMENTS		PREVISIONS			
		RECETTES			DEPENSES
		SUBVENTION DE L'ETAT	RESSOURCES PROPRES	TOTAL DES RECETTES	
	<u>Q- Etablissements d'enseignement secondaire relevant du Commissariat Régional de Mahdia :</u>	<u>1 076 000</u>	<u>76 300</u>	<u>1 152 300</u>	<u>1 152 300</u>
379	Lycée de Ksour Essaf	79 000	4 500	83 500	83 500
380	Lycée Abou El Kacem Echebbi à Chebba	70 000	4 500	74 500	74 500
381	Lycée d'El Jem	65 000	4 500	69 500	69 500
382	Lycée Tahar Sfar à Mahdia	65 000	6 400	71 400	71 400
383	Lycée de Chorbane	37 000	1 300	38 300	38 300
384	Lycée de Boumerdès	56 000	2 900	58 900	58 900
385	Lycée de Rejiche	35 000	2 400	37 400	37 400
386	Lycée de Sidi Alouane	46 000	2 900	48 900	48 900
387	Lycée de H'Bira	38 000	1 900	39 900	39 900
388	Lycée de Souassi	77 000	4 900	81 900	81 900
389	Lycée Ibn Sina à Mahdia	79 000	7 800	86 800	86 800
390	Lycée de Melloulech	36 000	5 000	41 000	41 000
391	Lycée de Ouled Chamakh	50 000	3 500	53 500	53 500
392	Lycée Abou El Kacem Chebbi à Ksour Essef	39 000	4 000	43 000	43 000
393	Lycée de Telesa	33 000	2 400	35 400	35 400
394	Lycée Ibn Rochd à Chebba	55 000	3 500	58 500	58 500
395	Lycée de Sidi Zid	29 000	1 700	30 700	30 700
396	Lycée de Sakiet El Khadem	33 000	1 100	34 100	34 100
397	Lycée de Nafatia	29 000	2 000	31 000	31 000
398	Lycée de Bradaâ	33 000	2 400	35 400	35 400
399	Lycée de Karkar	34 000	2 100	36 100	36 100
400	Lycée Mahmoud El Messaâdi à El Jem	26 000	2 300	28 300	28 300
401	Lycée Pilote de Mahdia	32 000	2 300	34 300	34 300
	<u>R- Etablissements d'enseignement secondaire relevant du Commissariat Régional de Sfax 1:</u>	<u>1 498 000</u>	<u>112 700</u>	<u>1 573 700</u>	<u>1 573 700</u>
402	Lycée Pilote à Sfax	80 000	4 100	84 100	84 100
403	Lycée 15 Novembre 1955 à Sfax	101 000	8 800	109 800	109 800
404	Lycée Hédi Chaker à Sfax	79 000	7 300	86 300	86 300
405	Lycée Majida Boulila à Sfax	85 000	9 600	94 600	94 600
406	Lycée Habib Maâzoun à Sfax	48 000	5 200	53 200	53 200
407	Lycée Mohamed Ali à Sfax	78 000	8 000	86 000	86 000
408	Lycée d'Agareb	37 000	2 500	39 500	39 500
409	Lycée Ibn Abou Dhief de Bir Ali Ben Khelifa	34 000	1 300	35 300	35 300
410	Lycée Cité El Habib à Sfax	70 000	5 100	75 100	75 100
411	Lycée 20 mars 1956 à Sfax	80 000	5 800	85 800	85 800
412	Lycée 9 avril 1938 à Sfax	74 000	6 800	80 800	80 800
413	Lycée Ali Bourguiba à Maharès	67 000	2 600	69 600	69 600
414	Lycée El Ahd El Jedid à Skhira	79 000	3 300	82 300	82 300
415	Lycée Mahmoud Megdiche à Sfax	43 000	5 100	48 100	48 100
416	Lycée Abou El Hassan El Lakhmi à Sfax	5 000	2 400	7 400	7 400
417	Lycée de Ghraiba	55 000	2 100	57 100	57 100
418	Lycée de Bir Ali Ben Khélifa 2	60 000	3 400	63 400	63 400
419	Lycée Hédi Soussi à Sfax	46 000	4 900	50 900	50 900
420	Lycée de Agareb 2	37 000	2 300	39 300	39 300
421	Lycée Mustapha El Fourati à Sfax	34 000	3 000	37 000	37 000
422	Lycée Taieb M'hiri à Sfax	53 000	5 300	58 300	58 300
423	Lycée Bir Ali Ben Khalifa	49 000	3 800	52 800	52 800

(En dinars)

DESIGNATION DES ETABLISSEMENTS		PREVISIONS			
		RECETTES			DEPENSES
		SUBVENTION DE L'ETAT	RESSOURCES PROPRES	TOTAL DES RECETTES	
424	Lycée Ibn Khaldoun à Skhira	44 000	2 200	46 200	46 200
425	Lycée Hatem El Mekki à El Mahres	33 000	2 300	35 300	35 300
426	Lycée Tina	36 000	1 500	37 500	37 500
427	Lycée sportif à sfax	56 000	2 000	58 000	58 000
428	Lycée el Awabed	35 000	2 000	37 000	37 000
<u>S- Etablissements d'enseignement secondaire relevant du Commissariat Régional de Sfax 2:</u>		1 025 000	79 700	1 050 400	1 050 400
429	Lycée 25 Juillet 1957 à Sfax	47 000	3 300	50 300	50 300
430	Lycée Habib Thameur à Sfax	71 000	6 400	77 400	77 400
431	Lycée Farhat Hached à Kerkennah	39 000	3 100	42 100	42 100
432	Lycée 18 Janvier 1952 à Jébeniana	66 000	5 300	71 300	71 300
433	Lycée El Hancha	63 000	5 600	68 600	68 600
434	Lycée Mongi Slim à Sakiet Ezzit	74 000	7 600	81 600	81 600
435	Lycée de Menzel Chaker	51 000	2 800	53 800	53 800
436	Lycée de Hzag	34 000	3 000	37 000	37 000
437	Lycée Abou El Kacem Echebbi à Chihia	74 000	7 800	81 800	81 800
438	Lycée d' El Amra	39 000	3 900	42 900	42 900
439	Lycée Fadhel Ben Achour route El Mahdia à Sakiet Eddayer	47 000	3 400	50 400	50 400
440	Lycée Ibn Rachick Cité El Ons à Sakiet Ezzit	56 000	4 400	60 400	60 400
441	Lycée Mahmoud El Messaâdi à El Hancha	32 000	3 300	35 300	35 300
442	Lycée El Khalij route Sidi Mansour à Sfax	58 000	4 100	62 100	62 100
443	Lycée Abou Ishak Jebeniani à Jebeniana	35 000	1 600	36 600	36 600
444	Lycée de Gremda	47 000	3 500	50 500	50 500
445	Lycée Pilote à Sakiet Ezzit Sfax 2	55 000	3 300	58 300	58 300
446	Lycée saltania à Sakiet Eddayer Sfax 2	49 000	2 000	51 000	51 000
447	Lycée Al-Barmaki à Al-Ouadna - Menzel Chaker	37 000	2 000	39 000	39 000
448	Lycée sadok fekih à Sakiet Eddayer	51 000	3 300	54 300	54 300
<u>T- Etablissements d'enseignement secondaire relevant du Commissariat Régional de Gafsa :</u>		1 522 000	102 100	1 624 100	1 624 100
449	Lycée Pilote de Gafsa	62 000	1 200	63 200	63 200
450	Lycée Houcine Bouzaïene à Gafsa	80 000	6 300	86 300	86 300
451	Lycée Cité des Jeunes Gafsa	76 000	4 900	80 900	80 900
452	Lycée Ahmed Tili à Gafsa Ksar	63 000	5 200	68 200	68 200
453	Lycée 2 mars 1934 à Redeyef	62 000	2 900	64 900	64 900
454	Lycée 9 avril 1938 à Moularès	56 000	4 800	60 800	60 800
455	Lycée de MDhila	46 000	3 600	49 600	49 600
456	Lycée d'El Guetar	71 000	4 800	75 800	75 800
457	Lycée de Sned	49 000	2 200	51 200	51 200
458	Lycée de Méthlaoui	60 000	6 000	66 000	66 000
459	Lycée Ibn Rached à Gafsa	47 000	4 400	51 400	51 400
460	Lycée route de Gafsa à Méthlaoui	28 000	1 600	29 600	29 600
461	Lycée Ahmed Senoussi à Gafsa	71 000	4 400	75 400	75 400
462	Lycée Ibn Mandhour à El Méthlaoui	51 000	4 100	55 100	55 100
463	Lycée Ksar Gafsa	44 000	2 400	46 400	46 400
464	Lycée El Farabi à El Guetar	36 000	3 100	39 100	39 100
465	Lycée de Bélkhir	30 000	1 100	31 100	31 100
466	Lycée Cité Sidi AbdelKader à Redeyef	33 000	1 900	34 900	34 900
467	Lycée de Zannouch	39 000	2 500	41 500	41 500
468	Lycée de Haoual El Ouedi - Belkhir	33 000	1 500	34 500	34 500

(En dinars)

DESIGNATION DES ETABLISSEMENTS		PREVISIONS			
		RECETTES			DEPENSES
		SUBVENTION DE L'ETAT	RESSOURCES PROPRES	TOTAL DES RECETTES	
469	Lycée 18 Janvier 1952 à Redeyef	37 000	2 800	39 800	39 800
470	Lycée route de Tozeur à Méthlaoui	40 000	2 600	42 600	42 600
471	Lycée Ouled Bou Omrane	32 000	1 200	33 200	33 200
472	Lycée Ibn Chabbat à Redeyef	37 000	2 800	39 800	39 800
473	Lycée Ibn Khaldoun à Sidi Aïche	34 000	1 900	35 900	35 900
474	Lycée El Imtiyaze à Moulars	39 000	2 500	41 500	41 500
475	Lycée cité Essourour à Gafsa	51 000	5 000	56 000	56 000
476	Lycée Abou El Kacem Echabi cité des Jeunes à Gafsa	35 000	1 900	36 900	36 900
477	Lycée de Sidi Boubaker	30 000	1 900	31 900	31 900
478	Lycée Ibn Rachik à Sned	26 000	1 400	27 400	27 400
479	Lycée Alim à Sned	28 000	2 000	30 000	30 000
480	Lycée Ibn Sina à Gafsa	39 000	4 100	43 100	43 100
481	Lycée el Goussa à Sned	27 000	800	27 800	27 800
482	Lycée El Ayaycha à Belkhir	30 000	2 300	32 300	32 300
<u>U- Etablissements d'enseignement secondaire relevant du Commissariat Régional de Sidi Bouzid :</u>		1 478 000	92 800	1 570 800	1 570 800
483	Lycée de Sidi Bouzid	88 000	6 400	94 400	94 400
484	Lycée de Meknassy	78 000	4 000	82 000	82 000
485	Lycée de Jelma	78 000	4 300	82 300	82 300
486	Lycée de Sidi Ali Ben Aoun	62 000	3 300	65 300	65 300
487	Lycée d'Ouled Haffouz	40 000	2 300	42 300	42 300
488	Lycée de Regueb	70 000	4 500	74 500	74 500
489	Lycée Menzel Bouzaïene	62 000	3 000	65 000	65 000
490	Lycée de Bir El Hafey	49 000	5 000	54 000	54 000
491	Lycée de Mezouna	49 000	2 500	51 500	51 500
492	Lycée 2 mars 1934 à Sidi Bouzid	48 000	3 300	51 300	51 300
493	Lycée Lassouda à Sidi Bouzid	78 000	4 000	82 000	82 000
494	Lycée de Sebbala	71 000	4 300	75 300	75 300
495	Lycée 9 avril 1938 à Sidi Bouzid	82 000	5 600	87 600	87 600
496	Lycée Ibn Khaldoun à Sidi Bouzid	62 000	3 800	65 800	65 800
497	Lycée Tahar Haddad à Regueb	55 000	3 900	58 900	58 900
498	Lycée Ibn Rochd à Meknassy	37 000	2 000	39 000	39 000
499	Lycée Ibn Arafà à Souk Jedid	43 000	3 800	46 800	46 800
500	Lycée de Faiedh	37 000	2 100	39 100	39 100
501	Lycée 20 Mars 1956 à Essaida	44 000	3 300	47 300	47 300
502	Lycée El Imtiyaze à Sidi Bouzid	30 000	2 200	32 200	32 200
503	Lycée Mahmoud El Messaâdi à Bir Lahfey	37 000	2 900	39 900	39 900
504	Lycée Houcine Bouzaïene à Menzel Bouzaïene	37 000	2 500	39 500	39 500
505	Lycée El Khawarezmi à Jelma	44 000	3 400	47 400	47 400
506	Lycée Ibn Mandhour à Ouled Haffouz	30 000	1 200	31 200	31 200
507	Lycée Mazouna 2	36 000	2 300	38 300	38 300
508	Lycée Ibn El Jazzar à Sidi Ali Ben Oun	26 000	1 700	27 700	27 700
509	Lycée Pilote de Sidi Bouzid	53 000	1 900	54 900	54 900
510	Lycée de Héchria	25 000	1 100	26 100	26 100
511	Lycée de Henchir El Gallel Sidi Bouzid	27 000	2 200	29 200	29 200
<u>V- Etablissements d'enseignement secondaire relevant du Commissariat Régional de Tozeur :</u>		443 000	28 000	471 000	471 000
512	Lycée de Nafta	58 000	3 500	61 500	61 500
513	Lycée 2 mars 1934 à Dégache	50 000	3 100	53 100	53 100

(En dinars)

DESIGNATION DES ETABLISSEMENTS		PREVISIONS			
		RECETTES			DEPENSES
		SUBVENTION DE L'ETAT	RESSOURCES PROPRES	TOTAL DES RECETTES	
514	Lycée Abou El Kacem Chebbi à Tozeur	80 000	6 900	86 900	86 900
515	Lycée El Imtiyaze à Tozeur	60 000	4 500	64 500	64 500
516	Lycée Béchir Khéraief à Nafta	41 000	2 500	43 500	43 500
517	Lycée d'El Mahassen	30 000	1 600	31 600	31 600
518	Lycée de Tamaghza	36 000	2 000	38 000	38 000
519	Lycée de Hezoua	30 000	1 500	31 500	31 500
520	Lycée de Hammet Jerid	26 000	1 200	27 200	27 200
521	Lycée Pilote de Tozeur	32 000	1 200	33 200	33 200
<u>W- Etablissements d'enseignement secondaire relevant du Commissariat Régional de Gabès :</u>		<u>1 260 000</u>	<u>83 800</u>	<u>1 343 800</u>	<u>1 343 800</u>
522	Lycée Cité El Manara à Gabès	59 000	4 800	63 800	63 800
523	Lycée Mohamed Ali à El Hamma	65 000	3 600	68 600	68 600
524	Lycée de Mareth	68 000	4 400	72 400	72 400
525	Lycée Boulbaba à Gabès	75 000	5 800	80 800	80 800
526	Lycée Ibn Khaldoun à Metouia	55 000	3 900	58 900	58 900
527	Lycée d'Oasis Chenini à Gabès	65 000	5 000	70 000	70 000
528	Lycée Tahar Haddad à El Hamma	70 000	5 000	75 000	75 000
529	Lycée avenue de la République à Gabès	68 000	5 000	73 000	73 000
530	Lycée Nouvelle Matmata	42 000	1 700	43 700	43 700
531	Lycée Aboul Kacem Chebbi à Gabès	77 000	4 900	81 900	81 900
532	Lycée El Argoub à Mareth	51 000	3 600	54 600	54 600
533	Lycée de Sombat	55 000	3 900	58 900	58 900
534	Lycée de Ghannouche	39 000	2 300	41 300	41 300
535	Lycée Pilote de Gabès	50 000	3 200	53 200	53 200
536	Lycée Cité El Amel à Gabès	70 000	6 100	76 100	76 100
537	Lycée de D'Khilet Toujane	39 000	1 400	40 400	40 400
538	Lycée de Zarat	30 000	1 600	31 600	31 600
539	Lycée de Menzel Habib	30 000	2 200	32 200	32 200
540	Lycée Ibn El Haithem à Nouvelle Matmata	34 000	2 100	36 100	36 100
541	Lycée de Métouia	50 000	3 600	53 600	53 600
542	Lycée Ibn El Haithem à Ghannouche	35 000	2 500	37 500	37 500
543	Lycée Ouadi Ennour à El Hamma	34 000	2 000	36 000	36 000
544	Lycée El Hamma	44 000	3 200	47 200	47 200
545	Lycée sportif à Gabès	55 000	2 000	57 000	57 000
<u>X- Etablissements d'enseignement secondaire relevant du Commissariat Régional de Kébili :</u>		<u>626 000</u>	<u>39 200</u>	<u>665 200</u>	<u>665 200</u>
546	Lycée de Douz	43 000	2 100	45 100	45 100
547	Lycée Ibn Mandhour à Kébili	62 000	4 800	66 800	66 800
548	Lycée Ibn El Haïthem à Souk Lahad	49 000	2 300	51 300	51 300
549	Lycée El Ahd El Jedid à Douz	45 000	2 900	47 900	47 900
550	Lycée Ibn Khaldoun à Tombar	34 000	1 500	35 500	35 500
551	Lycée Kheireddine à Janoura	35 000	2 300	37 300	37 300
552	Lycée rue Ibn Sina à Kébili	69 000	4 800	73 800	73 800
553	Lycée El Imtiyaze à Douz	44 000	2 800	46 800	46 800
554	Lycée El Faouar	56 000	3 300	59 300	59 300
555	Lycée de Menchia	39 000	2 200	41 200	41 200
556	Lycée de Jemna	36 000	2 900	38 900	38 900
557	Lycée de Béchri	26 000	1 000	27 000	27 000
558	Lycée de Rejim Mâatoug	35 000	2 800	37 800	37 800

(En dinars)

DESIGNATION DES ETABLISSEMENTS		PREVISIONS			
		RECETTES			DEPENSES
		SUBVENTION DE L'ETAT	RESSOURCES PROPRES	TOTAL DES RECETTES	
559	Lycée d'El Kalaa	17 000	1 300	18 300	18 300
560	Lycée Pilote Kébili	36 000	2 200	38 200	38 200
<u>Y- Etablissements d'enseignement secondaire relevant du Commissariat Régional de Médenine :</u>		1 599 000	105 300	1 704 300	1 704 300
561	Lycée de Ben Guerdane	103 000	3 300	106 300	106 300
562	Lycée de Midoune	54 000	3 800	57 800	57 800
563	Lycée 2 mars 1934 à Zarzis	41 000	3 300	44 300	44 300
564	Lycée route de Gabès à Médenine	63 000	5 200	68 200	68 200
565	Lycée d'El May	53 000	4 300	57 300	57 300
566	Lycée Pilote de Medenine	69 000	1 600	70 600	70 600
567	Lycée de Béni Khedache	76 000	3 800	79 800	79 800
568	Lycée de Ajim à Jerba	49 000	3 600	52 600	52 600
569	Lycée Houmet Essouk 2 à Jerba	53 000	4 700	57 700	57 700
570	Lycée de Ben Guerdane 2	56 000	6 200	62 200	62 200
571	Lycée de Medenine	101 000	6 100	107 100	107 100
572	Lycée Houmet Essouk à Jerba	114 000	8 900	122 900	122 900
573	Lycée de Zarzis	68 000	5 200	73 200	73 200
574	Lycée Ibn Rochd à Zarzis	40 000	2 200	42 200	42 200
575	Lycée Médenine 2	46 000	2 500	48 500	48 500
576	Lycée Ibn Sina route de Tataouine à Médenine	43 000	3 600	46 600	46 600
577	Lycée de Sidi Makhlouf	32 000	2 800	34 800	34 800
578	Lycée Ibn Hazm route El Marsa à Ben Guerdane	35 000	2 300	37 300	37 300
579	Lycée de Sidi Zékri à Jerba	34 000	2 500	36 500	36 500
580	Lycée de Ksar Jedid	36 000	2 000	38 000	38 000
581	Lycée Ibn El Haithem à Ben Guerdane	39 000	2 300	41 300	41 300
582	Lycée Abou El Kacem Chebbi à Medenine	45 000	3 400	48 400	48 400
583	Lycée Dhouiher à Zarzis	39 000	2 900	41 900	41 900
584	Lycée Ibn Khaldoun à Medenine	44 000	2 800	46 800	46 800
585	Lycée Riadh à Houmt Souk	30 000	2 100	32 100	32 100
586	Lycée Midoune 2 à Jerba	42 000	3 400	45 400	45 400
587	Lycée Ibn Khaldoun à Ben Guerdane	29 000	1 500	30 500	30 500
588	Lycée de Guellala	30 000	1 700	31 700	31 700
589	Lycée de Boughrara	40 000	2 200	42 200	42 200
590	Lycée de Hassi omar Médenine	16 000	1 100	17 100	17 100
591	Lycée de Sodouikich Médenine	40 000	2 000	42 000	42 000
592	Lycée Echammakh - Zarzis	39 000	2 000	41 000	41 000
<u>Z- Etablissements d'enseignement secondaire relevant du Commissariat Régional de Tataouine :</u>		608 000	35 100	643 100	643 100
593	Lycée de Tataouine	89 000	5 600	94 600	94 600
594	Lycée 2 mars 1934 à Ghomrassen	45 000	2 500	47 500	47 500
595	Lycée de Rogba à Tataouine	46 000	2 100	48 100	48 100
596	Lycée de Tataouine 2	43 000	1 400	44 400	44 400
597	Lycée Cité Mahrajen à Tataouine	45 000	3 000	48 000	48 000
598	Lycée de Bir Lahmar	34 000	1 100	35 100	35 100
599	Lycée de Remada	44 000	1 900	45 900	45 900
600	Lycée Cité Broumet à Tataouine	37 000	2 800	39 800	39 800
601	Lycée de Smar à Tataouine	37 000	1 500	38 500	38 500
602	Lycée de Ghomrassen	5 000	1 500	6 500	6 500
603	Lycée Cité Ennour à Tataouine Nord	43 000	3 000	46 000	46 000

DESIGNATION DES ETABLISSEMENTS		PREVISIONS			
		RECETTES			DEPENSES
		SUBVENTION DE L'ETAT	RESSOURCES PROPRES	TOTAL DES RECETTES	
604	Lycée Abou El Kacem Chebbi à Tataouine Sud	39 000	3 300	42 300	42 300
605	Lycée de Bir Lahmar 2	35 000	1 400	36 400	36 400
606	Lycée Beni M'Hira à Smar	28 000	2 000	30 000	30 000
607	Lycée pilote - Tataouine Nord	38 000	2 000	40 000	40 000
967	<u>Etablissements du deuxième Cycle de l'Enseignement de Base:</u>	<u>33 981 000</u>	<u>2 841 000</u>	<u>36 726 000</u>	<u>36 726 000</u>
	<u>A - Etablissements du deuxième cycle de l'enseignement de base relevant du Commissariat Régional de Tunis I :</u>	<u>1 481 000</u>	<u>151 200</u>	<u>1 621 200</u>	<u>1 621 200</u>
1	Collège avenue Bab Djedid - Tunis	34 000	3 300	37 300	37 300
2	Collège d'El Hafsia Tunis	32 000	2 600	34 600	34 600
3	Collège de Carthage Dermech	45 000	5 800	50 800	50 800
4	Collège Place Leader - Tunis	33 000	3 300	36 300	36 300
5	Collège Ibn Rochd - Tunis	17 000	1 600	18 600	18 600
6	Collège rue Abderrazak Chraïbi à Tunis	26 000	1 600	27 600	27 600
7	Collège rue du Maroc - Tunis	33 000	3 300	36 300	36 300
8	Collège d'Essarajine	17 000	1 600	18 600	18 600
9	Collège avenue Béchir Sfar - Tunis	15 000	1 600	16 600	16 600
10	Collège Cité El Khadra - Tunis	40 000	4 400	44 400	44 400
11	Collège avenue 15 Octobre 1961 à El Kabaria	36 000	4 400	40 400	40 400
12	Collège d' El Aouina	51 000	5 600	56 600	56 600
13	Collège rue de la Gare - Tunis	26 000	1 600	27 600	27 600
14	Collège rue Mejez El Bab - Tunis	25 000	1 600	26 600	26 600
15	Collège rue El Hédi Chaker - Tunis	25 000	2 200	27 200	27 200
16	Collège El Ouardia à Tunis	45 000	5 000	50 000	50 000
17	Collège rue El Jahedh - le Kram	40 000	4 400	44 400	44 400
18	Collège rue des Tulipes El Ouardia	28 000	2 800	30 800	30 800
19	Collège Fadhel Ben Achour - La Marsa	35 000	4 400	39 400	39 400
20	Collège Cité Essalama - Kabaria 2	35 000	3 300	38 300	38 300
21	Collège Ibn Sina 1 à El Kabaria	36 000	3 300	39 300	39 300
22	Collège El Farabi à La-Goulette	29 000	2 200	31 200	31 200
23	Collège El Mourouj 2	47 000	3 300	50 300	50 300
24	Collège Assad Ibn Elfourrat El Kram Ouest	37 000	4 400	41 400	41 400
25	Collège rue des Glacières à Tunis	5 000	1 100	6 100	6 100
26	Collège rue de Lénine Tunis	36 000	4 400	40 400	40 400
27	Collège Cité Ibn Sina 2 - El Kabaria	34 000	3 300	37 300	37 300
28	Collège rue Skikda à Djebel Jeloud	30 000	3 300	33 300	33 300
29	Collège de Sidi Daoued	34 000	4 400	38 400	38 400
30	Collège avenue Taieb M'Hiri - La Marsa	48 000	4 400	52 400	52 400
31	Collège 2 mars 1934 à Jebel Jeloud	28 000	3 300	31 300	31 300
32	Collège Sidi Amor à El Kram Ouest	28 000	3 300	31 300	31 300
33	Collège rue Louis Bray Cité El Khadhra à Tunis	35 000	4 400	39 400	39 400
34	Collège de la Marsa	39 000	5 000	44 000	44 000
35	Collège Cité Riadh à la Marsa	33 000	4 400	37 400	37 400
36	Collège Pilote avenue Ali Trad à Tunis	41 000	4 400	45 400	45 400
37	Collège Technique d'El Ouardia	25 000	500	25 500	25 500
38	Collège Technique de la Goulette	14 000	600	14 600	14 600
39	Collège Pilote à Dhifef El Bouhayra	50 000	5 600	55 600	55 600
40	Collège Tehnique Rue des Glacières à Tunis	13 000	300	13 300	13 300
41	Collège Technique Impasse Sidi Abderraouf Rue El Mar - Tunis	5 000	100	5 100	5 100

DESIGNATION DES ETABLISSEMENTS		PREVISIONS			
		RECETTES			DEPENSES
		SUBVENTION DE L'ETAT	RESSOURCES PROPRES	TOTAL DES RECETTES	
42	Collège Technique de Bab El Khadra - Tunis	5 000	500	5 500	5 500
43	Collège Technique Rue la Vienne El Ouardia	15 000	600	15 600	15 600
44	Collège Tehnique Rue de la Résistance à la Goulette	15 000	6 700	21 700	21 700
45	Collège Zoubeir Tourki à El Aouina 2	61 000	5 600	66 600	66 600
46	Collège Ibn Sina 3	30 000	2 200	32 200	32 200
47	Collège Gammarth Harrouch à Marsa	32 000	2 200	34 200	34 200
48	Collège plage Bleu à la Marsa	28 000	2 000	30 000	30 000
49	Collège Carthage Présidence	10 000	1 000	11 000	11 000
	<u>B - Etablissements du deuxième cycle de l'enseignement de base relevant du Commissariat Régional de Tunis II :</u>	1 339 000	113 200	1 452 200	1 452 200
50	Collège Cité Ibn Sina Ksar Said - le Bardo	27 000	1 700	28 700	28 700
51	Collège rue Habib Thameur le Bardo	37 000	3 900	40 900	40 900
52	Collège à Bir Kram El Omrane	36 000	3 500	39 500	39 500
53	Collège d'El Manar 2	42 000	3 100	45 100	45 100
54	Collège Beau Site El Menzah	29 000	2 200	31 200	31 200
55	Collège de Mellassine	29 000	2 600	31 600	31 600
56	Collège rue El Aghlab Temimi El Omrane	26 000	1 100	27 100	27 100
57	Collège "El Imam Ibn Arafat" Cité Souissi le Bardo	36 000	3 500	39 500	39 500
58	Collège Okba Ibn Nafaa à Harayria	49 000	4 500	53 500	53 500
59	Collège Kheireddine - Le Bardo	44 000	5 300	49 300	49 300
60	Collège 20 mars 1956 à Sidi Hassine	33 000	2 500	35 500	35 500
61	Collège rue Errassas à El Menzah	28 000	3 300	31 300	31 300
62	Collège Cité Bougatfa à Ezzahrouni	50 000	5 800	55 800	55 800
63	Collège d'El Manar I	36 000	2 200	38 200	38 200
64	Collège rue Jughurta au Bardo	30 000	2 000	32 000	32 000
65	Collège El Agba	57 000	3 800	60 800	60 800
66	Collège rue Karatchi - Le Bardo	27 000	2 200	29 200	29 200
67	Collège rue 62140 de Cité Ettahrir	30 000	2 500	32 500	32 500
68	Collège route Mejez El Bab Sidi Hassine	45 000	5 700	50 700	50 700
69	Collège à Sidi Hassine 2	72 000	8 000	80 000	80 000
70	Collège Cité Bach Hamba - Ezzouhour	32 000	3 900	35 900	35 900
71	Collège rue Ibn Hasnia Cité Ettahrir	28 000	2 800	30 800	30 800
72	Collège Ibn Khaldoun 4	25 000	1 600	26 600	26 600
73	Collège rue Fattouma Bourguiba - Le Bardo	35 000	3 200	38 200	38 200
74	Collège de la Cité Ibn Khaldoun	49 000	4 200	53 200	53 200
75	Collège de Sejourmi	38 000	3 300	41 300	41 300
76	Collège à El Omrane Supérieur	40 000	4 000	44 000	44 000
77	Collège d'El Harayria	36 000	3 100	39 100	39 100
78	Collège Ibn Khaldoun à El Omrane Supérieur	47 000	2 100	49 100	49 100
79	Collège rue 20 mars 1956 à Sidi Hassine 2	32 000	2 800	34 800	34 800
80	Collège de Sidi Hassine	37 000	2 100	39 100	39 100
81	Collège Cité Omar El Mokhtar à Tunis 2	37 000	3 900	40 900	40 900
82	Collège Abou El Kacem Chebbi à El Omrane	36 000	2 900	38 900	38 900
83	Collège Technique Cité Ibn Khaldoun	30 000	1 400	31 400	31 400
84	Collège Pilote à Kaznadar	35 000	300	35 300	35 300
85	Collège Cité El Waha à El Agba 2	39 000	2 200	41 200	41 200
	<u>C - Etablissements du deuxième cycle de l'enseignement de base relevant du Commissariat Régional de l'Ariana :</u>	1 446 000	119 400	1 565 400	1 565 400
86	Collège Cité El Ghazala Ariana	74 000	6 400	80 400	80 400

(En dinars)

DESIGNATION DES ETABLISSEMENTS		PREVISIONS			
		RECETTES			DEPENSES
		SUBVENTION DE L'ETAT	RESSOURCES PROPRES	TOTAL DES RECETTES	
87	Collège 18 Janvier 1952 l'Ariana	64 000	4 400	68 400	68 400
88	Collège Cité El Bousten Ariana	44 000	5 800	49 800	49 800
89	Collège d'El Menzah VI	33 000	3 900	36 900	36 900
90	Collège Borj Louzir l'Ariana	71 000	5 900	76 900	76 900
91	Collège d'El Menzah V	33 000	2 900	35 900	35 900
92	Collège Cité de la République M'Nihla	50 000	5 300	55 300	55 300
93	Collège El Farabi - Jaâfar	55 000	5 000	60 000	60 000
94	Collège M'Nihla	44 000	3 500	47 500	47 500
95	Collège Cité Ettadhamen	74 000	6 400	80 400	80 400
96	Collège de Borj El Baccouche à l'Ariana	50 000	4 500	54 500	54 500
97	Collège Cité El Mourouj - Kalaât El Andalous	41 000	3 300	44 300	44 300
98	Collège Dar Fadhal - La Soukra	49 000	4 500	53 500	53 500
99	Collège Cité El Bassatine - El M'Nihla	63 000	6 400	69 400	69 400
100	Collège 9 avril 1938 à Cité Ettadhamen	34 000	3 500	37 500	37 500
101	Collège Riadh Ennasr à l'Ariana	47 000	4 000	51 000	51 000
102	Collège 18 janvier 1952 à Cité Ettadhamen	42 000	3 900	45 900	45 900
103	Collège Cité Rafaha à El M'Nihla	30 000	2 200	32 200	32 200
104	Collège de Sidi Thabet	57 000	5 900	62 900	62 900
105	Collège de Raoued	87 000	6 100	93 100	93 100
106	Collège Ettadhamen 5 à l'Ariana	28 000	2 100	30 100	30 100
107	Collège à El M'Nihla Supérieur	32 000	2 600	34 600	34 600
108	Collège de Kalaât El Andalous	45 000	4 000	49 000	49 000
109	Collège Pilote à El Menzah 5 Ariana	43 000	2 000	45 000	45 000
110	Collège Technique de l'Ariana	36 000	2 100	38 100	38 100
111	Collège de Nkhilette	30 000	1 700	31 700	31 700
112	Collège de Borj Touil	32 000	2 100	34 100	34 100
113	Collège Ibn Khaldoun à l'Ariana	60 000	3 000	63 000	63 000
114	Collège Chotrana Sokra	38 000	2 000	40 000	40 000
115	Collège Tawhida ben Chikh-à El M'Nihla	28 000	2 000	30 000	30 000
116	Collège Raoued 2 - Raoued	32 000	2 000	34 000	34 000
<u>D - Etablissements du deuxième cycle de l'enseignement de base relevant du Commissariat Régional de Manouba :</u>		<u>1 338 000</u>	<u>107 600</u>	<u>1 413 600</u>	<u>1 413 600</u>
117	Collège Echabbi à Mornaguia	46 000	3 300	49 300	49 300
118	Collège Erriadh à Jedaïda	44 000	2 800	46 800	46 800
119	Collège Khaznadar Den-Den Manouba	55 000	5 300	60 300	60 300
120	Collège Ibn Sina Oued Ellil	77 000	6 900	83 900	83 900
121	Collège rue Abou Taïeb Moutanabi la Manouba	44 000	3 900	47 900	47 900
122	Collège El Ahd El Jedid à El Battan	55 000	4 900	59 900	59 900
123	Collège Ibn Rochd à Denden	38 000	1 600	39 600	39 600
124	Collège Ulysse à Tebourba	47 000	3 400	50 400	50 400
125	Collège de Douar Hicher	42 000	1 400	43 400	43 400
126	Collège 20 mars Mornaguia	53 000	5 000	58 000	58 000
127	Collège Cité de la Radio à Jedaïda	53 000	5 300	58 300	58 300
128	Collège Kheireddine à Manouba	35 000	3 800	38 800	38 800
129	Collège Chabaou Oued Ellil	51 000	4 200	55 200	55 200
130	Collège Ibn Rachik - Douar Hicher	60 000	4 800	64 800	64 800
131	Collège 20 mars 1956 à Douar Hicher	50 000	4 000	54 000	54 000
132	Collège Cité Errimel Tebourba	67 000	6 200	73 200	73 200
133	Collège Cité Mouezia - Oued Ellil	46 000	4 000	50 000	50 000

(En dinars)

DESIGNATION DES ETABLISSEMENTS		PREVISIONS			
		RECETTES			DEPENSES
		SUBVENTION DE L'ETAT	RESSOURCES PROPRES	TOTAL DES RECETTES	
134	Collège Bir Zitoune à Tébourba	35 000	3 100	38 100	38 100
135	Collège Abou El Kacem Chebbi à Douar Hicher	37 000	3 900	40 900	40 900
136	Collège de Féjjet-Khémakhem à Mornaguia	41 000	2 100	43 100	43 100
137	Collège Ibn Khaldoun à Mannouba	46 000	2 400	48 400	48 400
138	Collège Cité Echabab à Daouar Hicher	47 000	3 800	50 800	50 800
139	Collège de Dekhila - Tebourba	35 000	2 000	37 000	37 000
140	Collège de Borj El Amri	46 000	5 800	51 800	51 800
141	Collège à Essaida - Oued Ellil	46 000	4 900	50 900	50 900
142	Collège Technique de Mornaguia	14 000	800	14 800	14 800
143	Collège Technique de Manouba	13 000	1 200	14 200	14 200
144	Collège Pilote de Manouba	53 000	2 800	55 800	55 800
145	Collège Mornaguia - Mornaguia	32 000	2 000	34 000	34 000
146	Collège Borj Ettoumi à El Battan	30 000	2 000	32 000	32 000
E - Etablissements du deuxième cycle de l'enseignement de base relevant du Commissariat Régional de Ben Arous :		1 875 000	149 800	2 024 800	2 024 800
147	Collège Aboul Abbès Ahmed Al Abyani à Boumhel	58 000	4 800	62 800	62 800
148	Collège de Fouchana	55 000	5 200	60 200	60 200
149	Collège Abdallah Farhat - Radès	37 000	3 600	40 600	40 600
150	Collège 2 mars 1934 Ezzahra	39 000	4 200	43 200	43 200
151	Collège avenue de la République Hammam-Lif	34 000	3 200	37 200	37 200
152	Collège Taieb M'Hiri à Mégrine Riadh	27 000	1 600	28 600	28 600
153	Collège Mongi Slim à Sidi Rezig	34 000	3 500	37 500	37 500
154	Collège Abou El Kacem Chebbi de Ben Arous	43 000	5 000	48 000	48 000
155	Collège Ahmed Ibn Abu Dhiaf à Mhamdia	48 000	4 500	52 500	52 500
156	Collège la Nouvelle Medina	37 000	2 800	39 800	39 800
157	Collège de Khélidia	41 000	4 000	45 000	45 000
158	Collège Tahar El Haddad à Ben Arous	30 000	2 200	32 200	32 200
159	Collège Moufida Bourguiba Hammam-Lif	33 000	2 200	35 200	35 200
160	Collège de Nâassane	54 000	5 600	59 600	59 600
161	Collège El Mourouj 3	33 000	2 300	35 300	35 300
162	Collège Assad Ibn El Fourat Hammam Chott	47 000	3 100	50 100	50 100
163	Collège Mustapha Kraïef Mhamdia	60 000	6 100	66 100	66 100
164	Collège de Mornag	54 000	5 800	59 800	59 800
165	Collège Mongi Slim Ezzahra	44 000	3 200	47 200	47 200
166	Collège à El Mourouj 5	38 000	4 400	42 400	42 400
167	Collège Cité Chaker Megrine	29 000	3 300	32 300	32 300
168	Collège Cité Erromanna la Nouvelle Médina 3	53 000	4 800	57 800	57 800
169	Collège 2 mars 1934 à Radès	80 000	6 700	86 700	86 700
170	Collège de el Yasminet	42 000	3 500	45 500	45 500
171	Collège à El Mourouj 6	51 000	3 100	54 100	54 100
172	Collège Habib Thameur à Hammam-Lif	41 000	2 500	43 500	43 500
173	Collège Abou El Hassan Ibn El Haithem à Mornag	51 000	5 100	56 100	56 100
174	Collège à El Mourouj 1	35 000	3 300	38 300	38 300
175	Collège à Bir El Bey	30 000	2 800	32 800	32 800
176	Collège Cité El Ksar à M'Hamdia	77 000	7 300	84 300	84 300
177	Collège Rachidia à El Mourouj 3	44 000	5 300	49 300	49 300
178	Collège Tahar Sfâr à El Mourouj 3	35 000	3 100	38 100	38 100
179	Collège Cité Sportive à Radès	36 000	2 600	38 600	38 600

(En dinars)

DESIGNATION DES ETABLISSEMENTS		PREVISIONS			
		RECETTES			DEPENSES
		SUBVENTION DE L'ETAT	RESSOURCES PROPRES	TOTAL DES RECETTES	
180	Collège de Bou M'frel	37 000	3 200	40 200	40 200
181	Collège Mahmoud El Messaâdi à Mornag	29 000	2 300	31 300	31 300
182	Collège Technique de Ben Arous	12 000	800	12 800	12 800
183	Collège Technique de Hammam-Lif	27 000	1 300	28 300	28 300
184	Collège Technique de Radès	167 000	800	167 800	167 800
185	Collège Mohamed Salah Eljebri Cité Nozhat Sultan à Hammam Echat	47 000	3 400	50 400	50 400
186	Collège Pilote à Megrine	47 000	3 300	50 300	50 300
187	Collège à M'Hamdia	27 000	2 000	29 000	29 000
188	Collège Rades plage-Rades	32 000	2 000	34 000	34 000
<u>F - Etablissements du deuxième cycle de l'enseignement de base relevant du Commissariat Régional de Zaghounan :</u>		600 000	49 500	649 500	649 500
189	Collège Tahar ElHadded à Hammam Zriba	60 000	4 100	64 100	64 100
190	Collège Abou El Kacem Echebbi à El Fahs	32 000	3 800	35 800	35 800
191	Collège Ibn Rochd à Nadhour	39 000	3 500	42 500	42 500
192	Collège Kheireddine El Fahs	55 000	3 900	58 900	58 900
193	Collège El Hnaya Zaghounan	28 000	2 200	30 200	30 200
194	Collège avenue de l'Indépendance Zaghounan	28 000	2 300	30 300	30 300
195	Collège Ibn Sina à Sminja	28 000	1 300	29 300	29 300
196	Collège Okba Ibn Nafaâ à Saouef	38 000	2 800	40 800	40 800
197	Collège Ibn Khaldoun à El Fahs	39 000	5 000	44 000	44 000
198	Collège Cité El Araies - Zaghounan	29 000	2 200	31 200	31 200
199	Collège 9 avril 1938 à Mogren	30 000	2 100	32 100	32 100
200	Collège Habib Thameur à Bir Mécharga	30 000	3 400	33 400	33 400
201	Collège Farhat Hached à Sidi Néji	33 000	3 300	36 300	36 300
202	Collège Zriba Village	15 000	1 300	16 300	16 300
203	Collège de Sidi Aouidete	14 000	1 000	15 000	15 000
204	Collège Ibn Abu Dhiâf à Zaghounan	5 000	1 300	6 300	6 300
205	Collège de Jebel El Wast	18 000	1 600	19 600	19 600
206	Collège Ibn El Jazzar à Ennadhour	35 000	2 800	37 800	37 800
207	Collège à Bousslim	16 000	800	16 800	16 800
208	Collège Technique de Zaghounan	15 000	500	15 500	15 500
209	Collège Technique de Fahs	13 000	300	13 300	13 300
<u>G - Etablissements du deuxième cycle de l'enseignement de base relevant du Commissariat Régional de Bizerte :</u>		1 775 000	151 600	1 926 600	1 926 600
210	Collège Boukhris Bizerte	33 000	2 800	35 800	35 800
211	Collège Pilote Farhat Hached à Bizerte	33 000	2 500	35 500	35 500
212	Collège Habib El Haddad Bizerte	60 000	5 600	65 600	65 600
213	Collège El Kehna Menzel Bourguiba	29 000	2 800	31 800	31 800
214	Collège Pasteur Mateur	5 000	2 500	7 500	7 500
215	Collège Ibn Abu Dhiâf Menzel Bourguiba	26 000	1 400	27 400	27 400
216	Collège de Metline	47 000	5 000	52 000	52 000
217	Collège de Rafrâf	39 000	3 200	42 200	42 200
218	Collège de Ghar El Melh	28 000	2 500	30 500	30 500
219	Collège de Joumine	72 000	6 100	78 100	78 100
220	Collège route de Tunis Tinja	30 000	2 800	32 800	32 800
221	Collège 9 avril Menzel Bourguiba	38 000	3 400	41 400	41 400
222	Collège Ibn Sina à El Alia	32 000	2 800	34 800	34 800

(En dinars)

DESIGNATION DES ETABLISSEMENTS		PREVISIONS			
		RECETTES			DEPENSES
		SUBVENTION DE L'ETAT	RESSOURCES PROPRES	TOTAL DES RECETTES	
223	Collège de Ras Jebel	56 000	5 800	61 800	61 800
224	Collège Ibn Charaf Menzel Bourguiba	37 000	3 600	40 600	40 600
225	Collège à Oum Hénî	17 000	1 400	18 400	18 400
226	Collège de Zarzouna	30 000	2 900	32 900	32 900
227	Collège de Aousja	30 000	3 100	33 100	33 100
228	Collège de Sejnane	57 000	6 400	63 400	63 400
229	Collège Evacuation Bizerte	33 000	3 100	36 100	36 100
230	Collège de Mateur 2	32 000	3 100	35 100	35 100
231	Collège Zehana	49 000	4 400	53 400	53 400
232	Collège de Ghezala	80 000	5 300	85 300	85 300
233	Collège de Menzel Jamil	34 000	2 800	36 800	36 800
234	Collège rue Salah Eddine El Ayoubi Ras Jebel	37 000	3 900	40 900	40 900
235	Collège Habib Bougatfa Bizerte	46 000	5 300	51 300	51 300
236	Collège de Tamra	37 000	1 900	38 900	38 900
237	Collège de Henchir Methline	39 000	2 800	41 800	41 800
238	Collège El Ahd El Jedid - El Alia	38 000	3 600	41 600	41 600
239	Collège avenue Bourguiba - Bizerte	35 000	3 800	38 800	38 800
240	Collège El Hayette à Mateur - Bizerte	35 000	3 500	38 500	38 500
241	Collège Cité El Ikbale à Tinja	32 000	2 500	34 500	34 500
242	Collège de Menzel Abderrahmane	34 000	3 500	37 500	37 500
243	Collège de Mateur	47 000	3 100	50 100	50 100
244	Collège Bouchemla à Zarzouna	34 000	4 200	38 200	38 200
245	Collège de Jebel Semmène à Joumine	36 000	1 900	37 900	37 900
246	Collège Route de Tunis à Mateur	35 000	2 200	37 200	37 200
247	Collège Sahnoun 3 à Menzel Bourguiba	37 000	2 500	39 500	39 500
248	Collège de sejenane 2	46 000	2 600	48 600	48 600
249	Collège de Menzel Jemil 2	30 000	2 800	32 800	32 800
250	Collège de Khetmine	27 000	1 600	28 600	28 600
251	Collège de Pecherie - Bizerte	35 000	3 300	38 300	38 300
252	Collège Technique de Mateur	26 000	800	26 800	26 800
253	Collège Technique de Menzel Jemil	26 000	700	26 700	26 700
254	Collège Technique de Menzel Bourguiba	24 000	1 400	25 400	25 400
255	Collège Technique de Bizerte	28 000	1 500	29 500	29 500
256	Collège Hedi chaker - Bizerte	55 000	4 900	59 900	59 900
257	Collège de sejenane 3	29 000	2 000	31 000	31 000
<u>H- Etablissements du deuxième cycle de l'enseignement de base relevant du Commissariat Régional de Nabeul :</u>		<u>2 090 000</u>	<u>195 000</u>	<u>2 264 000</u>	<u>2 264 000</u>
258	Collège de Soliman	77 000	7 600	84 600	84 600
259	Collège Karat Sassi Korba	30 000	2 200	32 200	32 200
260	Collège Asmar à Kélibia	46 000	4 200	50 200	50 200
261	Collège Taher Haded Nabeul	63 000	7 600	70 600	70 600
262	Collège Avenue Bourguiba à Korba	84 000	10 300	94 300	94 300
263	Collège à Errainine	30 000	2 200	32 200	32 200
264	Collège de Somaâ	29 000	2 600	31 600	31 600
265	Collège de Tazerka	27 000	3 100	30 100	30 100
266	Collège de Azmour	25 000	1 600	26 600	26 600
267	Collège de Zaouiet M'Guaez	32 000	2 200	34 200	34 200
268	Collège à Bir Bouregba	49 000	3 900	52 900	52 900

(En dinars)

DESIGNATION DES ETABLISSEMENTS		PREVISIONS			
		RECETTES			DEPENSES
		SUBVENTION DE L'ETAT	RESSOURCES PROPRES	TOTAL DES RECETTES	
269	Collège à Grombalia	53 000	5 900	58 900	58 900
270	Collège à Boukrim	16 000	1 500	17 500	17 500
271	Collège de Zaouit Ejddi	16 000	1 700	17 700	17 700
272	Collège à Menzel Hor	34 000	1 900	35 900	35 900
273	Collège à Saheb Jebel	25 000	2 100	27 100	27 100
274	Collège à Maâmoura	25 000	2 500	27 500	27 500
275	Collège de Fondk Jedid	44 000	3 400	47 400	47 400
276	Collège Rue Hédi Wali à Hammamet	62 000	7 000	69 000	69 000
277	Collège de Skalba	26 000	2 300	28 300	28 300
278	Collège avenue de la République à Menzel Témime	43 000	3 900	46 900	46 900
279	Collège avenue de Tunis à Kélibia	33 000	4 200	37 200	37 200
280	Collège à El Haouaria	40 000	3 100	43 100	43 100
281	Collège à El Kermia - Grombalia	16 000	1 600	17 600	17 600
282	Collège de Menzel Bouzelfa	56 000	6 900	62 900	62 900
283	Collège Place des Martyrs à Nabeul	33 000	3 200	36 200	36 200
284	Collège Abou El Kacem Echebbi à Hammamet	56 000	6 100	62 100	62 100
285	Collège Habib Bougatfa à Grombalia	36 000	3 100	39 100	39 100
286	Collège El Ahd El Jedid à Nabeul	54 000	5 600	59 600	59 600
287	Collège El Ahd El Jédid à Korba	29 000	2 400	31 400	31 400
288	Collège Farhat Hached à Hammamet	44 000	3 400	47 400	47 400
289	Collège Tahar Ben Achour à Dar Chaâbane El Fehri	50 000	4 400	54 400	54 400
290	Collège Ali Belahouane à Kelibia	53 000	5 600	58 600	58 600
291	Collège à El Mida	51 000	6 200	57 200	57 200
292	Collège de Dar-Allouche	27 000	2 500	29 500	29 500
293	Collège Mohamed El Bachrouh à Dar Chaâbane El Fehri	50 000	5 300	55 300	55 300
294	Collège 23 janvier 1952 à Béni Khalled	74 000	5 900	79 900	79 900
295	Collège de Bouargoub	68 000	7 800	75 800	75 800
296	Collège de Chrifette - Soliman	33 000	2 500	35 500	35 500
297	Collège à Rahma - Menzel Bouzelfa	28 000	1 700	29 700	29 700
298	Collège de Takelsa	54 000	5 300	59 300	59 300
299	Collège Technique de Nabeul	33 000	1 500	34 500	34 500
300	Collège Technique de Grombalia	17 000	1 000	18 000	18 000
301	Collège de Beni Khlar	61 000	6 000	67 000	67 000
302	Collège rue El Andalous à Menzel Temime	67 000	7 900	74 900	74 900
303	Collège de Korba	27 000	500	27 500	27 500
304	Collège Technique de Béni Khalled	13 000	700	13 700	13 700
305	Collège Technique de Menzel Temime	13 000	1 100	14 100	14 100
306	Collège Technique de Kélibia	13 000	600	13 600	13 600
307	Collège Technique de Soliman	13 000	800	13 800	13 800
308	Collège de Nyanou	17 000	1 900	18 900	18 900
309	Collège Pilote Moncef Bey à Nabeul	38 000	3 000	41 000	41 000
310	Collège de Sidi Jédidi à Hammamet	37 000	2 500	39 500	39 500
311	Collège el wafa El Mrezga	20 000	1 000	21 000	21 000
I - Etablissements du deuxième cycle de l'enseignement de base relevant du Commissariat Régional de Béja :		1 012 000	67 600	1 079 600	1 079 600
312	Collège Mongi Slim de Mejez El Bab	30 000	2 800	32 800	32 800

(En dinars)

DESIGNATION DES ETABLISSEMENTS		PREVISIONS			
		RECETTES			DEPENSES
		SUBVENTION DE L'ETAT	RESSOURCES PROPRES	TOTAL DES RECETTES	
313	Collège Tahar Haddad Mezez El Bab	36 000	2 300	38 300	38 300
314	Collège Habib Bourguiba à Teboursouk	41 000	2 400	43 400	43 400
315	Collège Ibn El Jazzar de Ouechteta	26 000	2 100	28 100	28 100
316	Collège Ibn Rochd de Testour	27 000	1 400	28 400	28 400
317	Collège Ibn Khaldoun de Mâagoula Béja	25 000	1 700	26 700	26 700
318	Collège Kheireddine Pacha Sidi Ismail de Béja	36 000	2 200	38 200	38 200
319	Collège Ibn Rachik d'Oued Ezzarga	27 000	2 200	29 200	29 200
320	Collège Ibn Arafat de Mehala Béja	35 000	3 400	38 400	38 400
321	Collège Taieb M'Hiri de Goussa	28 000	1 200	29 200	29 200
322	Collège Ibn Charaf de Nefza	66 000	4 700	70 700	70 700
323	Collège avenue Bourguiba Béja	32 000	2 900	34 900	34 900
324	Collège Fadhel Ben Achour de Slouguia	28 000	1 400	29 400	29 400
325	Collège Jugurtha de Toukaber	15 000	800	15 800	15 800
326	Collège Farhat Hached route Kasseb Béja	5 000	700	5 700	5 700
327	Collège Farhat Hached à Goubellat	33 000	1 100	34 100	34 100
328	Collège El Ayadhi El Béji à Béja	51 000	3 000	54 000	54 000
329	Collège Ben Sahl - Testour	28 000	2 200	30 200	30 200
330	Collège Ibn Sina à Amdoun	32 000	3 100	35 100	35 100
331	Collège Ali Kalsadi à Béja	42 000	3 300	45 300	45 300
332	Collège Cité Ibn Khaldoun à Thibar	32 000	1 200	33 200	33 200
333	Collège Errached à Béja	26 000	2 200	28 200	28 200
334	Collège Abou El Kacem Chebbi à Tébaba	38 000	1 200	39 200	39 200
335	Collège Teboursouk-Feddane Essouk	26 000	1 700	27 700	27 700
336	Collège Mahmoud El Messaâdi à Néfza	37 000	2 900	39 900	39 900
337	Collège la Liberté avenue de Bourguiba à Béja	24 000	1 700	25 700	25 700
338	Collège Goubellat	17 000	1 400	18 400	18 400
339	Collège Technique de Mezez El Bab	14 000	500	14 500	14 500
340	Collège de Béja Mustakbel	33 000	2 800	35 800	35 800
341	Collège Technique de Béja	14 000	700	14 700	14 700
342	Collège Technique de Nefza	21 000	800	21 800	21 800
343	Collège Technique de Teboursouk	12 000	300	12 300	12 300
344	Collège Ibn Baytar Mjez El bab	43 000	3 300	46 300	46 300
345	Collège pilote - Béja nord	32 000	2 000	34 000	34 000
J - Etablissements du deuxième cycle de l'enseignement de base relevant du Commissariat Régional de Jendouba :		1 340 000	102 600	1 442 600	1 442 600
346	Collège El Morjène Tabarka	37 000	2 500	39 500	39 500
347	Collège Pilote de Jendouba	40 000	2 000	42 000	42 000
348	Collège Mustapha Kheraief Jendouba	46 000	3 300	49 300	49 300
349	Collège de Bousalem	48 000	3 900	51 900	51 900
350	Collège de Bou Aouen	25 000	1 100	26 100	26 100
351	Collège de Babouch	34 000	1 600	35 600	35 600
352	Collège de Souk Essebt	35 000	3 300	38 300	38 300
353	Collège de Bellaregia	46 000	3 300	49 300	49 300
354	Collège de Ain Draham	38 000	3 300	41 300	41 300
355	Collège de Ghardimaou	43 000	3 600	46 600	46 600
356	Collège de Balta	36 000	2 300	38 300	38 300
357	Collège à Ain Sobh	38 000	2 900	40 900	40 900

(En dinars)

DESIGNATION DES ETABLISSEMENTS		PREVISIONS			
		RECETTES			DEPENSES
		SUBVENTION DE L'ETAT	RESSOURCES PROPRES	TOTAL DES RECETTES	
358	Collège de Béni M'Tir	34 000	1 100	35 100	35 100
359	Collège 2 mars 1934 Jendouba	33 000	1 600	34 600	34 600
360	Collège 4 avril 1938 Oued MLiz	49 000	3 900	52 900	52 900
361	Collège Hédi Ben Hassine Jendouba	47 000	4 400	51 400	51 400
362	Collège Boussalem la Gare	44 000	4 800	48 800	48 800
363	Collège Ain Soltane	34 000	2 000	36 000	36 000
364	Collège de Fernana	60 000	4 400	64 400	64 400
365	Collège route de Tunis Jendouba	40 000	3 900	43 900	43 900
366	Collège Cité El Khadhra à Bousalem	36 000	3 300	39 300	39 300
367	Collège Sidi Belgacem à Ghardimaou	38 000	2 800	40 800	40 800
368	Collège 18 Janvier 1952 à Tabarka	64 000	6 800	70 800	70 800
369	Collège de Ain El Beya	44 000	3 200	47 200	47 200
370	Collège Souk El Jomaa	34 000	2 400	36 400	36 400
371	Collège de Hammam Bourguiba	42 000	2 800	44 800	44 800
372	Collège Hédi Khélil à Bousalem	35 000	2 800	37 800	37 800
373	Collège Al Ahd Eljadid à Ghardimaou	40 000	3 200	43 200	43 200
374	Collège de Jendouba Sud	42 000	6 100	48 100	48 100
375	Collège de Fernana 2	39 000	3 000	42 000	42 000
376	Collège El Jalil à Ghardimaou	38 000	2 900	40 900	40 900
377	Collège Technique de Jendouba	25 000	300	25 300	25 300
378	Collège 9 Avril 1938 Jendouba	39 000	3 300	42 300	42 300
379	Collège Technique de Ghardimaou	17 000	500	17 500	17 500
<u>K - Etablissements du deuxième cycle de l'enseignement de base relevant du Commissariat Régional du Kef :</u>		<u>851 000</u>	<u>59 600</u>	<u>910 600</u>	<u>910 600</u>
380	Collège El Imam Sohnoun à Dahmani	34 000	1 900	35 900	35 900
381	Collège de Kalaât Snane	45 000	3 100	48 100	48 100
382	Collège de Neber	37 000	3 200	40 200	40 200
383	Collège "Ibn Khaldoun" le Kef	46 000	4 800	50 800	50 800
384	Collège de Tajerouine	16 000	700	16 700	16 700
385	Collège de Touiref	29 000	1 500	30 500	30 500
386	Collège El Imam Ibn Arafa à Sers	36 000	3 100	39 100	39 100
387	Collège "Jugurtha" Le Kef	29 000	2 100	31 100	31 100
388	Collège de Menzel Salem	17 000	600	17 600	17 600
389	Collège Abou El Kacem Echabi à Dahmani	46 000	3 600	49 600	49 600
390	Collège à El Ksour	33 000	1 900	34 900	34 900
391	Collège Abou El Kacem Chabbi Tajerouine	35 000	3 000	38 000	38 000
392	Collège de Borj El Ifa	29 000	2 400	31 400	31 400
393	Collège de Jerissa	33 000	2 200	35 200	35 200
394	Collège de Sidi M'tir	16 000	700	16 700	16 700
395	Collège de Sidi Rabeh	17 000	600	17 600	17 600
396	Collège de Kalaâ El Khasba	27 000	1 600	28 600	28 600
397	Collège du Sers	37 000	3 500	40 500	40 500
398	Collège de Barnoussa	41 000	3 600	44 600	44 600
399	Collège de la Cité El Intilaka - Sakiet Sidi Youssef	34 000	3 500	37 500	37 500
400	Collège Ibn Sina Le Kef	33 000	1 400	34 400	34 400
401	Collège Cité Eddir - Le Kef	27 000	2 000	29 000	29 000
402	Collège Souani El Ineb - Le Kef	30 000	1 600	31 600	31 600
403	Collège Ibn El Haithem à Tejerouine	26 000	1 600	27 600	27 600

(En dinars)

DESIGNATION DES ETABLISSEMENTS		PREVISIONS			
		RECETTES			DEPENSES
		SUBVENTION DE L'ETAT	RESSOURCES PROPRES	TOTAL DES RECETTES	
404	Collège Pilote - Le Kef Est	41 000	2 800	43 800	43 800
405	Collège Ibn Ennafis à El Ksour	32 000	2 100	34 100	34 100
406	Collège Technique du Kef	25 000	500	25 500	25 500
<u>L - Etablissements du deuxième cycle de l'enseignement de base relevant du Commissariat Régional de Siliana :</u>		801 000	55 400	856 400	856 400
407	Collège Abou El Kacem Chebbi à Rouhia	42 000	3 000	45 000	45 000
408	Collège à El Aroussa	28 000	2 200	30 200	30 200
409	Collège de Gaâfour	26 000	2 400	28 400	28 400
410	Collège Sayar Makthar	29 000	1 600	30 600	30 600
411	Collège Abou El Kacem Chebbi à Siliana	48 000	3 100	51 100	51 100
412	Collège Ibn Abi Dhiaf El Kantara	28 000	2 800	30 800	30 800
413	Collège Ibn Arafa Lakhout	28 000	1 300	29 300	29 300
414	Collège Ibn Charaf - Borj El Messaoudi	32 000	1 900	33 900	33 900
415	Collège Ibn Rochd Makthar	50 000	3 900	53 900	53 900
416	Collège de Bou Arada	63 000	4 200	67 200	67 200
417	Collège de Kesra	50 000	4 100	54 100	54 100
418	Collège de Sidi Bourouis	40 000	3 900	43 900	43 900
419	Collège à Errouhia	57 000	3 600	60 600	60 600
420	Collège de Bargou	50 000	3 300	53 300	53 300
421	Collège Cité Ennour Siliana	39 000	3 600	42 600	42 600
422	Collège à El Krib	50 000	3 600	53 600	53 600
423	Collège de Makthar	40 000	3 100	43 100	43 100
424	Collège Technique de Siliana	7 000	300	7 300	7 300
425	Collège Technique de Gaâfour	16 000	100	16 100	16 100
426	Collège Technique de Makthar	9 000	200	9 200	9 200
427	Collège El Hebabsa à Rouhia	45 000	1 600	46 600	46 600
428	Collège El Mansoura Siliana	24 000	1 600	25 600	25 600
<u>M - Etablissements du deuxième cycle de l'enseignement de base relevant du Commissariat Régional de Kasserine :</u>		1 536 000	117 900	1 653 900	1 653 900
429	Collège El Abedla Sbeitla	35 000	3 400	38 400	38 400
430	Collège Mejel Bel Abbès	50 000	4 000	54 000	54 000
431	Collège Cité Ennour Kasserine	41 000	4 000	45 000	45 000
432	Collège de Hassi El Ferid	47 000	4 400	51 400	51 400
433	Collège Cité Ezzouhour Kasserine	60 000	5 900	65 900	65 900
434	Collège de Télépte	41 000	4 700	45 700	45 700
435	Collège Ibn El Fourat de Thala	25 000	1 500	26 500	26 500
436	Collège El Ayoun	65 000	5 700	70 700	70 700
437	Collège 25 Juillet 1957 de Thala	61 000	3 600	64 600	64 600
438	Collège Pilote Ibn Rochd à Kasserine	48 000	2 500	50 500	50 500
439	Collège Cité El Khadra Sbeitla	56 000	4 200	60 200	60 200
440	Collège Sidi S'hil	40 000	2 500	42 500	42 500
441	Collège Cité El Fath à Kasserine	60 000	6 400	66 400	66 400
442	Collège Bouzgem	39 000	3 400	42 400	42 400
443	Collège Khmouda	43 000	2 800	45 800	45 800
444	Collège Lahouach	45 000	4 700	49 700	49 700
445	Collège Echerrai	34 000	2 800	36 800	36 800
446	Collège Ain Khemaisia	35 000	2 500	37 500	37 500
447	Collège Doghra	35 000	2 100	37 100	37 100
448	Collège de Rakhmeth	35 000	2 900	37 900	37 900

(En dinars)

DESIGNATION DES ETABLISSEMENTS		PREVISIONS			
		RECETTES			DEPENSES
		SUBVENTION DE L'ETAT	RESSOURCES PROPRES	TOTAL DES RECETTES	
449	Collège Ibn Arafa à Sbitla	39 000	2 400	41 400	41 400
450	Collège de Foussana	48 000	3 300	51 300	51 300
451	Collège de Sbiba	55 000	4 100	59 100	59 100
452	Collège à Foussana 2	47 000	3 500	50 500	50 500
453	Collège Cité El Bassatine à Kasserine	42 000	4 300	46 300	46 300
454	Collège de Fériana	40 000	4 300	44 300	44 300
455	Collège Ibn Khaldoun à Kasserine	38 000	3 200	41 200	41 200
456	Collège de Jedeliane	43 000	3 600	46 600	46 600
457	Collège Sahraoui à Foussana	24 000	1 000	25 000	25 000
458	Collège Mahmoud El Messaâdi à Sbiba	51 000	3 300	54 300	54 300
459	Collège Kheireddine Bacha à Majel Bel Abbas	38 000	3 000	41 000	41 000
460	Collège Technique de Kasserine	28 000	300	28 300	28 300
461	Collège de Sbeitla	26 000	2 200	28 200	28 200
462	Collège technique de Feriana	38 000	300	38 300	38 300
463	Collège Maksem Ettourab - Hassi El Ferid- Kasserine	29 000	1 100	30 100	30 100
464	Collège Hidra	28 000	2 000	30 000	30 000
465	Collège essourour de Sbeitla	27 000	2 000	29 000	29 000
<u>N - Etablissements du deuxième cycle de l'enseignement de base relevant du Commissariat Régional de Sousse :</u>		1 749 000	181 900	1 930 900	1 930 900
466	Collège Pilote Porte Nord - Sousse	49 000	3 600	52 600	52 600
467	Collège 2 mars 1934 M'Saken	66 000	7 800	73 800	73 800
468	Collège Al Ahd El Jadid à M'Saken	30 000	2 000	32 000	32 000
469	Collège rue Constantine à Sousse	29 000	4 000	33 000	33 000
470	Collège Tahar El Haddad à Kalaâ Kébira	57 000	5 900	62 900	62 900
471	Collège de M'Saken	34 000	4 000	38 000	38 000
472	Collège de Zaouia, Ksiba et Thrayet	66 000	9 200	75 200	75 200
473	Collège Hergla	25 000	1 900	26 900	26 900
474	Collège à Sidi El Hénî	36 000	3 300	39 300	39 300
475	Collège rue de Soudan Sousse	25 000	2 400	27 400	27 400
476	Collège à El Knaies	27 000	1 600	28 600	28 600
477	Collège de Borjine	27 000	2 000	29 000	29 000
478	Collège de Kendar	42 000	3 900	45 900	45 900
479	Collège Cité Khezama Sousse	28 000	2 200	30 200	30 200
480	Collège Sahloul Hammam-Sousse	56 000	6 700	62 700	62 700
481	Collège rue El Adjmi Ben Saâd Kalaâ Kébira	33 000	3 300	36 300	36 300
482	Collège Lotfi Cortas	35 000	3 600	38 600	38 600
483	Collège de Sidi Bou Ali	35 000	3 400	38 400	38 400
484	Collège Messaâdine	28 000	3 500	31 500	31 500
485	Collège Cité Ezzouhour Sousse	36 000	3 900	39 900	39 900
486	Collège de la Cité Erriadh Sousse	48 000	4 500	52 500	52 500
487	Collège Ali Belhouane Kalaâ Kébira	28 000	2 800	30 800	30 800
488	Collège Mohamed El Hedi Amri à Kalaâ Séghira	47 000	4 700	51 700	51 700
489	Collège Mohamed El Aroui de Sousse	65 000	11 200	76 200	76 200
490	Collège de Bou Hassina	33 000	2 800	35 800	35 800
491	Collège Cité El Yassamine - Enfidha	35 000	3 500	38 500	38 500
492	Collège El Bhacir - Hammam Sousse	36 000	3 400	39 400	39 400
493	Collège à Sousse-Nouvelle	47 000	4 700	51 700	51 700
494	Collège Cité Zahra à Sousse	46 000	5 400	51 400	51 400

(En dinars)

DESIGNATION DES ETABLISSEMENTS		PREVISIONS			
		RECETTES			DEPENSES
		SUBVENTION DE L'ETAT	RESSOURCES PROPRES	TOTAL DES RECETTES	
495	Collège à M'Saken 2	58 000	6 400	64 400	64 400
496	Collège route de Zaghouan à Enfidha	54 000	6 100	60 100	60 100
497	Collège El Farabi à Kalaâ Kébira	34 000	3 900	37 900	37 900
498	Collège Ahmed El Aouani à Sidi Bou Ali	26 000	2 300	28 300	28 300
499	Collège El Bairouni à Enfidha	44 000	4 800	48 800	48 800
500	Collège rue de l'environnement à Akouda	42 000	5 000	47 000	47 000
501	Collège Tarek Ibn Ziad à Khezama-Est - Sousse	28 000	2 500	30 500	30 500
502	Collège Cité Riadh 5 à Sousse	35 000	4 700	39 700	39 700
503	Collège de Bouficha	62 000	5 800	67 800	67 800
504	Collège Ibn Arafà à Sidi Abdel Hamid - Sousse	29 000	2 900	31 900	31 900
505	Collège à Kalaâ Séghira	37 000	4 000	41 000	41 000
506	Collège El Jawhara à Sahloul - Sousse	32 000	3 900	35 900	35 900
507	Collège Technique de Sousse	13 000	1 900	14 900	14 900
508	Collège Technique d'Enfidha	13 000	1 400	14 400	14 400
509	Collège Technique d'Akouda	17 000	400	17 400	17 400
510	Collège Technique de Kalaâ Kébira	11 000	1 100	12 100	12 100
511	Collège Technique de Sidi Bou Ali	13 000	500	13 500	13 500
512	Collège Technique de M'Saken	23 000	2 000	25 000	25 000
513	Collège May Jribi Cité Erriadh Sousse	29 000	1 100	30 100	30 100
<u>O - Etablissements du deuxième cycle de l'enseignement de base relevant du Commissariat Régional de Kairouan :</u>		<u>1 694 000</u>	<u>149 800</u>	<u>1 843 800</u>	<u>1 843 800</u>
514	Collège Dar El Amen Kairouan	42 000	5 600	47 600	47 600
515	Collège Markez Bouhajla	50 000	5 000	55 000	55 000
516	Collège Cherarda	44 000	3 900	47 900	47 900
517	Collège 2 mars 1934 à Kairouan	42 000	5 200	47 200	47 200
518	Collège El Houssari Kairouan	41 000	4 400	45 400	45 400
519	Collège de Menzel M'Hiri Nasrallah	37 000	3 300	40 300	40 300
520	Collège de Haffouz	46 000	4 700	50 700	50 700
521	Collège El Imam Souhnoun à Bouhajla	46 000	4 800	50 800	50 800
522	Collège de Oueslatia	45 000	5 400	50 400	50 400
523	Collège de Chbika	50 000	4 900	54 900	54 900
524	Collège de Aïn Jeloula Oueslatia	37 000	2 900	39 900	39 900
525	Collège Ibn Abi Dhi'af à Hajeb El Ayoun	39 000	4 100	43 100	43 100
526	Collège à El Kabbara Nasrallah	27 000	1 400	28 400	28 400
527	Collège Dar El Jamiâ Sbikha	37 000	3 200	40 200	40 200
528	Collège à El M'said - El Ala	32 000	2 200	34 200	34 200
529	Collège Bir El Wesfan Cherarda	32 000	2 500	34 500	34 500
530	Collège de Jehina - Bouhajla	29 000	1 700	30 700	30 700
531	Collège à El Mansoura Kairouan	39 000	4 400	43 400	43 400
532	Collège Ibn El-Héni à Kairouan	42 000	4 400	46 400	46 400
533	Collège de Zemla - Haffouz	35 000	2 200	37 200	37 200
534	Collège de Sbikha	48 000	3 400	51 400	51 400
535	Collège de Nasrallah	36 000	3 300	39 300	39 300
536	Collège à El Ala	34 000	5 000	39 000	39 000
537	Collège Ibn Rochd à Sbikha	37 000	3 400	40 400	40 400
538	Collège de Hajeb El Ayoun	39 000	3 900	42 900	42 900
539	Collège Cité Zayatine à Haffouz	34 000	3 300	37 300	37 300
540	Collège Ibn Charaf à Kairouan	32 000	2 900	34 900	34 900

(En dinars)

DESIGNATION DES ETABLISSEMENTS		PREVISIONS			
		RECETTES			DEPENSES
		SUBVENTION DE L'ETAT	RESSOURCES PROPRES	TOTAL DES RECETTES	
541	Collège de Rakada - Kairouan	39 000	4 500	43 500	43 500
542	Collège Assad Ibn El Fourat à Kairouan	44 000	3 900	47 900	47 900
543	Collège Chebbi à Oueslatia	29 000	2 200	31 200	31 200
544	Collège à El Baten à Kairouan	27 000	1 900	28 900	28 900
545	Collège de Dhibette à El Ala	13 000	1 300	14 300	14 300
546	Collège Mongi Slim à Sbikha	32 000	3 300	35 300	35 300
547	Collège de Bouhajla	49 000	4 400	53 400	53 400
548	Collège El Manar à Kairouan	32 000	2 500	34 500	34 500
549	Collège à El Ala El Habib	26 000	2 000	28 000	28 000
550	Collège El Manara - Nasrallah	15 000	1 000	16 000	16 000
551	Collège Sidi Saad - Nasrallah	14 000	1 000	15 000	15 000
552	Collège Abou Zomaâ El Balaoui à Kairouan	32 000	2 400	34 400	34 400
553	Collège de Sidi Ali Ben Salem	26 000	1 900	27 900	27 900
554	Collège Technique de Haffouz	16 000	500	16 500	16 500
555	Collège Beit El Hikma à Kairouan	29 000	2 200	31 200	31 200
556	Collège Es-Serja à Hajeb El Ayoun	28 000	1 900	29 900	29 900
557	Collège Chouayhia à Cherarda	27 000	2 000	29 000	29 000
558	Collège Technique Rue Fès Kairouan	28 000	1 200	29 200	29 200
559	Collège Technique de Nasrallah	16 000	500	16 500	16 500
560	Collège Technique de Bouhajla	15 000	2 200	17 200	17 200
561	Collège Pilote jâafar Majed à Kairouan	51 000	2 900	53 900	53 900
562	Collège de Ksar El -Lamsa à Kairouan	25 000	1 600	26 600	26 600
563	Collège El Khadra Kairouan	29 000	1 100	30 100	30 100
<u>P - Etablissements du deuxième cycle de l'enseignement de base relevant du Commissariat Régional de Monastir :</u>		1 676 000	197 800	1 873 800	1 873 800
564	Collège Cité El Fath Jammel	56 000	5 600	61 600	61 600
565	Collège de Bembla	42 000	6 900	48 900	48 900
566	Collège Amirat Touazra Moknine	27 000	2 000	29 000	29 000
567	Collège Sidi Bennour Moknine	15 000	1 400	16 400	16 400
568	Collège de Amirat El Hajje - Moknine	26 000	2 100	28 100	28 100
569	Collège Moufida Bourguiba à Monastir	37 000	5 300	42 300	42 300
570	Collège de Ksar Hellal	43 000	6 700	49 700	49 700
571	Collège Tahar Haded de Moknine	55 000	6 000	61 000	61 000
572	Collège 3 janvier 1934 Ksar Hellal	49 000	5 600	54 600	54 600
573	Collège de Sahline	37 000	5 300	42 300	42 300
574	Collège Ali Bourguiba de Monastir	39 000	3 600	42 600	42 600
575	Collège Ettahadi à Khénis	38 000	4 900	42 900	42 900
576	Collège Haj Mabrouk Lazrak de Menzel Nour	41 000	4 800	45 800	45 800
577	Collège Zaouiet Kontech	26 000	2 900	28 900	28 900
578	Collège de Touza	27 000	3 900	30 900	30 900
579	Collège de Chrahil	26 000	1 700	27 700	27 700
580	Collège de Menzel Fersi	15 000	1 600	16 600	16 600
581	Collège de Menzel Kamel	29 000	2 800	31 800	31 800
582	Collège de Teboulba	53 000	6 100	59 100	59 100
583	Collège de Jemmel	55 000	6 100	61 100	61 100
584	Collège Mahmoud Ben Dhia à Moknine	36 000	5 800	41 800	41 800
585	Collège de Ksibet El Mediouni	33 000	4 000	37 000	37 000

(En dinars)

DESIGNATION DES ETABLISSEMENTS		PREVISIONS			
		RECETTES			DEPENSES
		SUBVENTION DE L'ETAT	RESSOURCES PROPRES	TOTAL DES RECETTES	
586	Collège de Bennène	39 000	4 100	43 100	43 100
587	Collège de Bekalta	44 000	4 400	48 400	48 400
588	Collège avenue Bourguiba - Té Boulba	42 000	4 900	46 900	46 900
589	Collège de Amirat Fhoul	16 000	2 200	18 200	18 200
590	Collège 2 mars 1934 à Ouerdanine	35 000	4 000	39 000	39 000
591	Collège de Sayada	37 000	6 100	43 100	43 100
592	Collège El Imtiyaze à Monastir	53 000	6 900	59 900	59 900
593	Collège de Zaremdine	43 000	6 700	49 700	49 700
594	Collège de Béni Hassen	38 000	3 100	41 100	41 100
595	Collège Abdessalam el Mokni à Moknine	33 000	4 800	37 800	37 800
596	Collège Ahmed Ayed à Ksar Helal	29 000	3 300	32 300	32 300
597	Collège à El Mezaougha	30 000	2 200	32 200	32 200
598	Collège Mahmoud El Messaâdi à Jammel	32 000	3 600	35 600	35 600
599	Collège de Bouhjar	30 000	4 000	34 000	34 000
600	Collège El Moustakbel à El Ouardanine	30 000	2 400	32 400	32 400
601	Collège Pilote à Monastir	50 000	10 000	60 000	60 000
602	Collège Technique de Monastir	15 000	1 200	16 200	16 200
603	Collège Technique de Moknine	15 000	600	15 600	15 600
604	Collège Technique de Ksar Hellal	15 000	1 100	16 100	16 100
605	Collège Mohamed Mohsen Elbaoueb à Monastir	27 000	3 300	30 300	30 300
606	Collège de Sidi Aneur	27 000	3 800	30 800	30 800
607	Collège de Ghenada	14 000	1 300	15 300	15 300
608	Collège 5 septembre 1934 à Moknine	33 000	5 900	38 900	38 900
609	Collège Technique de Ksibet El Mediouni	16 000	300	16 300	16 300
610	Collège Technique El Kassas à Jemmal	16 000	1 300	17 300	17 300
611	Collège Technique de Teboulba	16 000	1 100	17 100	17 100
612	Collège rue Salem Bechir à Monastir	32 000	6 100	38 100	38 100
613	Collège de Bkalta 2- Bkalta	32 000	2 000	34 000	34 000
614	Collège cité El Omrane- Monastir	32 000	2 000	34 000	34 000
<u>Q - Etablissements du deuxième cycle de l'enseignement de base relevant du Commissariat Régional de Mahdia :</u>		1 358 000	101 000	1 459 000	1 459 000
615	Collège avenue Bourguiba Boumerdès	51 000	3 600	54 600	54 600
616	Collège rue 25 Juillet 1957 Chorban	32 000	3 300	35 300	35 300
617	Collège de Nefetia Chorban	36 000	3 100	39 100	39 100
618	Collège de Sakiet El Khadem Sidi Alouane	32 000	2 100	34 100	34 100
619	Collège avenue Habib Bourguiba Mahdia	40 000	3 900	43 900	43 900
620	Collège de Sidi Alouane	47 000	3 600	50 600	50 600
621	Collège de Souassi	55 000	3 400	58 400	58 400
622	Collège de Ouled Chamekh	40 000	1 600	41 600	41 600
623	Collège Ezzahra - Mahdia	47 000	5 000	52 000	52 000
624	Collège Abou El Kacem Chebbi à El Jem	46 000	3 100	49 100	49 100
625	Collège de Melloulech	36 000	2 600	38 600	38 600
626	Collège de Bradâa	33 000	2 500	35 500	35 500
627	Collège de Hakaïma	35 000	1 500	36 500	36 500
628	Collège de Karkar	29 000	2 100	31 100	31 100
629	Collège Ibn Khaldoun Ksour Essaf	37 000	4 000	41 000	41 000

(En dinars)

DESIGNATION DES ETABLISSEMENTS		PREVISIONS			
		RECETTES			DEPENSES
		SUBVENTION DE L'ETAT	RESSOURCES PROPRES	TOTAL DES RECETTES	
630	Collège Farhat Hached de Chebba	37 000	3 900	40 900	40 900
631	Collège avenue Bourguiba Ksour Essaf	48 000	4 400	52 400	52 400
632	Collège de Sidi Zid - Souassi	41 000	1 700	42 700	42 700
633	Collège de Talsa - El Jem	41 000	2 100	43 100	43 100
634	Collège de Hiboun	40 000	3 900	43 900	43 900
635	Collège Ibn Charaf de Chebba	37 000	4 200	41 200	41 200
636	Collège Nouvelle Cité - El Jem	32 000	3 200	35 200	35 200
637	Collège de Habira	34 000	3 400	37 400	37 400
638	Collège Ramzi Zrelli à Souassi	39 000	3 000	42 000	42 000
639	Collège Borj El Arif à Mahdia	28 000	1 300	29 300	29 300
640	Collège route de la plage à Rejiche	32 000	2 600	34 600	34 600
641	Collège de Zelba	29 000	700	29 700	29 700
642	Collège de Chéhimat-Nord	17 000	1 700	18 700	18 700
643	Collège Assad Ibn El Fourat à El Jem	25 000	2 300	27 300	27 300
644	Collège à El Ksasba - Souassi	27 000	2 200	29 200	29 200
645	Collège à Ouled Abdallah - Mallouleh	25 000	2 000	27 000	27 000
646	Collège de Rcharcha	35 000	2 200	37 200	37 200
647	Collège Technique de Mahdia	16 000	1 000	17 000	17 000
648	Collège Technique d'El Jem	15 000	600	15 600	15 600
649	Collège Technique de Souassi	12 000	1 000	13 000	13 000
650	Collège Technique de la Chebba	13 000	800	13 800	13 800
651	Collège Technique de Ksour Essaf	16 000	1 100	17 100	17 100
652	Collège de Salakta	16 000	1 100	17 100	17 100
653	Collège pilote à Mahdia	47 000	800	47 800	47 800
654	Collège Ouled Saleh à Ksour Essaf	32 000	1 100	33 100	33 100
655	Collège El ghedhabna de Chebba	28 000	3 300	31 300	31 300
<u>R- Etablissements du deuxième cycle de l'enseignement de base relevant du Commissariat Régional de Sfax1 :</u>		<u>1 376 000</u>	<u>118 500</u>	<u>1 494 500</u>	<u>1 494 500</u>
656	Collège Nadhour Bir Ali Ben Khelifa	42 000	2 900	44 900	44 900
657	Collège 15 Octobre 1963 Sfax	38 000	2 800	40 800	40 800
658	Collège Tahar El Haddad Sfax	38 000	4 800	42 800	42 800
659	Collège de Skhira	64 000	2 600	66 600	66 600
660	Collège avenue Habib Bourguiba Sfax	38 000	4 400	42 400	42 400
661	Collège de Maharès	35 000	3 900	38 900	38 900
662	Collège Bir Ali Ben Khalifa	51 000	3 200	54 200	54 200
663	Collège 13 Août 1956 Sfax	29 000	2 600	31 600	31 600
664	Collège de Agareb	36 000	2 500	38 500	38 500
665	Collège El Bosten à Sfax	54 000	6 600	60 600	60 600
666	Collège Cité Ennour Sfax	33 000	3 600	36 600	36 600
667	Collège de Nakta	26 000	2 800	28 800	28 800
668	Collège de Tina Sfax	54 000	5 100	59 100	59 100
669	Collège Ali Ennouri Sfax	36 000	3 900	39 900	39 900
670	Collège Halima Chaâbouni - Agareb	55 000	4 900	59 900	59 900
671	Collège Cité El Habib - Sfax	27 000	2 300	29 300	29 300
672	Collège Ali Belahouane à Sfax	57 000	7 300	64 300	64 300

(En dinars)

DESIGNATION DES ETABLISSEMENTS		PREVISIONS			
		RECETTES			DEPENSES
		SUBVENTION DE L'ETAT	RESSOURCES PROPRES	TOTAL DES RECETTES	
673	Collège 1er Mai à Sfax	82 000	8 700	90 700	90 700
674	Collège Hédi El Ayadi Cité El Habib à Sfax	43 000	3 500	46 500	46 500
675	Collège Mohamed Mahfoudh à Sfax	33 000	4 000	37 000	37 000
676	Collège de Sbayeh - Skhira	42 000	800	42 800	42 800
677	Collège Bechir Kheraief à Maharas	26 000	2 300	28 300	28 300
678	Collège Ibn Charaf à Bir Ali Ben Khalifa	5 000	3 300	8 300	8 300
679	Collège Ibn Arafa Cité El Bahri à Sfax	25 000	2 200	27 200	27 200
680	Collège Ibn Rochd à Tina	33 000	3 500	36 500	36 500
681	Collège Ibn El Heythem à Bir Ali Ben Khelifa	34 000	2 900	36 900	36 900
682	Collège Kheiredine à El Ghraiba	36 000	4 200	40 200	40 200
683	Collège Okba Ibn Nafaâ à Skhira	27 000	2 400	29 400	29 400
684	Collège Pilote de Sfax	51 000	800	51 800	51 800
685	Collège Technique Cité El Mourouj Route de l'Aéroport Sfax	32 000	1 000	33 000	33 000
686	Collège Technique de Maharès	13 000	700	13 700	13 700
687	Collège de Hajeb à Sfax	29 000	2 800	31 800	31 800
688	Collège Technique El Ahd El Jedid de Sfax	13 000	700	13 700	13 700
689	Collège Technique Cité El Bassatine de Sfax	14 000	1 300	15 300	15 300
690	Collège Technique Mohamed Jamoussi Sfax	40 000	1 000	41 000	41 000
691	Collège route el Afrane à Sfax	28 000	2 200	30 200	30 200
692	Collège karkour à Agareb Sfax 1	29 000	2 000	31 000	31 000
693	Collège Imhamed Nouikis- Skhira	28 000	2 000	30 000	30 000
S- Etablissements du deuxième cycle de l'enseignement de base relevant du Commissariat Régional de Sfax2 :		1 409 000	118 500	1 495 500	1 495 500
694	Collège de Saltania	51 000	6 000	57 000	57 000
695	Collège Cité El Ouns route de Tunis Sakiet Ezzit	46 000	4 000	50 000	50 000
696	Collège Ibn el Haithem à Sfax	55 000	5 900	60 900	60 900
697	Collège de Jebeniana	58 000	6 700	64 700	64 700
698	Collège El Imam Sahnoune route Gremda Sfax	50 000	6 100	56 100	56 100
699	Collège à Ellouza	39 000	4 200	43 200	43 200
700	Collège Houcine Bel Hadj Khaled à Hancha	36 000	2 400	38 400	38 400
701	Collège de Sakiet Ezzit	53 000	5 600	58 600	58 600
702	Collège à El Ghraba	32 000	2 100	34 100	34 100
703	Collège Barmaki à El Aouadna - Menzel Chaker	62 000	2 800	64 800	64 800
704	Collège Mustapha Essallami Sfax	47 000	4 700	51 700	51 700
705	Collège Cité Jardin Jebeniana	37 000	2 300	39 300	39 300
706	Collège de Chihia	72 000	7 000	79 000	79 000
707	Collège de Kerkennah	37 000	3 500	40 500	40 500
708	Collège Merkez Bouassida - Sfax	42 000	3 400	45 400	45 400
709	Collège Mustapha Hamdi à El Amra	60 000	4 400	64 400	64 400
710	Collège Habib Chaabouni à Sfax	50 000	5 000	55 000	55 000
711	Collège Ahmed Melak à Sfax	32 000	2 900	34 900	34 900
712	Collège d' El Hancha	32 000	3 300	35 300	35 300
713	Collège à El Ajenka - Jebeniana	20 000	1 600	21 600	21 600
714	Collège El Mansourah route Sidi Mansour à Sfax	32 000	1 300	33 300	33 300
715	Collège Ibn Sina à Menzel Chaker	33 000	2 300	35 300	35 300

(En dinars)

DESIGNATION DES ETABLISSEMENTS		PREVISIONS			
		RECETTES			DEPENSES
		SUBVENTION DE L'ETAT	RESSOURCES PROPRES	TOTAL DES RECETTES	
716	Collège de Sakiet Eddayer	77 000	8 600	85 600	85 600
717	Collège El Farabi à Menzel Chacker	29 000	2 200	31 200	31 200
718	Collège El Manara route Sidi Mansour à Sakiet Eddayer	50 000	4 300	54 300	54 300
719	Collège route de Tanyour à Sakiet Ezzit	60 000	3 900	63 900	63 900
720	Collège Ibn Mandhour Cité El Ouns à Sakiet Ezzit	36 000	2 300	38 300	38 300
721	Collège Technique de Jebeniana	15 000	1 000	16 000	16 000
722	Collège Ameer Ettounsi à El Hancha	32 000	2 400	34 400	34 400
723	Collège cité Essalem à El Amra	25 000	1 200	26 200	26 200
724	Collège El Awebed Sfax	37 000	1 100	38 100	38 100
725	Collège Pilote - Sakiet Ezzit	42 000	2 000	44 000	44 000
726	Collège Markez Aloulou	30 000	2 000	32 000	32 000
<u>T- Etablissements du deuxième cycle de l'enseignement de base relevant du Commissariat Régional de Gafsa :</u>		<u>905 000</u>	<u>63 700</u>	<u>968 700</u>	<u>968 700</u>
727	Collège populaire à Gafsa	40 000	3 800	43 800	43 800
728	Collège de MDhila	37 000	2 600	39 600	39 600
729	Collège Ennajah Redeyef	35 000	3 100	38 100	38 100
730	Collège 2 mars 1934 à Gafsa	32 000	2 800	34 800	34 800
731	Collège 15 octobre 1963 à Moularès	32 000	2 600	34 600	34 600
732	Collège à Lala Gafsa	30 000	2 400	32 400	32 400
733	Collège de Zannouch	40 000	2 100	42 100	42 100
734	Collège de Gafsa	38 000	4 200	42 200	42 200
735	Collège Cité Essourour Gafsa	37 000	2 600	39 600	39 600
736	Collège de Sned	25 000	1 100	26 100	26 100
737	Collège de Moularès la Gare	30 000	2 300	32 300	32 300
738	Collège El Ahd El Jedid - Mélaoui	28 000	2 000	30 000	30 000
739	Collège à Ouled Ouahiba - Gafsa	13 000	300	13 300	13 300
740	Collège Cité des Jeunes à Gafsa	33 000	2 800	35 800	35 800
741	Collège "Chabiba" à Gafsa	14 000	500	14 500	14 500
742	Collège El Menzah route de l'aéroport à Gafsa	26 000	2 200	28 200	28 200
743	Collège de Ksar Gafsa	40 000	4 900	44 900	44 900
744	Collège à Sidi Ahmed Zarrouk à Gafsa	25 000	2 000	27 000	27 000
745	Collège El Amel à Mélaoui	17 000	1 600	18 600	18 600
746	Collège Ibn El Jazzar à Sned	29 000	2 300	31 300	31 300
747	Collège Ibn Sina à Gafsa	33 000	3 100	36 100	36 100
748	Collège Ibn Rochd à MDhila	17 000	1 400	18 400	18 400
749	Collège Ibn Mandhour à Moularès	27 000	2 200	29 200	29 200
750	Collège Technique de Gafsa	14 000	700	14 700	14 700
751	Collège de Sidi Aiche	30 000	1 200	31 200	31 200
752	Collège Pilote de Gafsa	44 000	1 100	45 100	45 100
753	Collège Technique de Redeyef	25 000	300	25 300	25 300
754	Collège Technique de Mélaoui	25 000	600	25 600	25 600
755	Collège Elmaidani Ben Salah à Belkhir	16 000	800	16 800	16 800
756	Collège Ibn Arafà à Mélaoui	15 000	1 000	16 000	16 000
757	Collège El Guetar Gafsa	29 000	1 100	30 100	30 100
758	Collège à Sidi Boubaker Gafsa	29 000	2 000	31 000	31 000

(En dinars)

DESIGNATION DES ETABLISSEMENTS		PREVISIONS			
		RECETTES			DEPENSES
		SUBVENTION DE L'ETAT	RESSOURCES PROPRES	TOTAL DES RECETTES	
	U- Etablissements du deuxième cycle de l'enseignement de base relevant du Commissariat Régional de Sidi Bouzid :	1 477 000	120 200	1 597 200	1 597 200
759	Collège Ibn Ennafis à Jelma	49 000	5 000	54 000	54 000
760	Collège route Essod Sebbala	39 000	3 400	42 400	42 400
761	Collège Ibn Sina de Regueb	45 000	4 100	49 100	49 100
762	Collège de Hichria	38 000	3 900	41 900	41 900
763	Collège à Essaida	39 000	2 900	41 900	41 900
764	Collège à Meknassy	44 000	2 600	46 600	46 600
765	Collège Khaled Ibn El Walid à Sidi Bouzid	42 000	4 200	46 200	46 200
766	Collège El Ahd El Jedid de Faiedh	32 000	2 100	34 100	34 100
767	Collège de Ouled Slimène	29 000	2 500	31 500	31 500
768	Collège à Menzel Bouzaïene	41 000	4 200	45 200	45 200
769	Collège de Souk El Jedid	47 000	4 200	51 200	51 200
770	Collège d'Ouled Haffouz	34 000	2 500	36 500	36 500
771	Collège de Jelma	44 000	4 400	48 400	48 400
772	Collège Ibn Khaldoun de Meknassy	37 000	3 000	40 000	40 000
773	Collège Abou Baker El Gamoudi de Sidi Bouzid	53 000	6 600	59 600	59 600
774	Collège de Mezzouna	39 000	2 800	41 800	41 800
775	Collège de M'Karem	32 000	1 600	33 600	33 600
776	Collège de Regueb	41 000	3 400	44 400	44 400
777	Collège de Mezara de Sidi Bouzid	28 000	5 600	33 600	33 600
778	Collège de Lassouda	35 000	2 900	37 900	37 900
779	Collège de Om El Oudham	28 000	1 300	29 300	29 300
780	Collège de Ouled Monser	16 000	700	16 700	16 700
781	Collège de Sidi Bouzid Ouest	43 000	3 900	46 900	46 900
782	Collège de Bir El Hafey	35 000	2 900	37 900	37 900
783	Collège de Sidi Ali Ben Oun	38 000	3 000	41 000	41 000
784	Collège de Henchir El Gallel	41 000	4 500	45 500	45 500
785	Collège Pilote Kheireddine Pacha à Sidi Bouzid	49 000	2 400	51 400	51 400
786	Collège Rahal à Bir El Hafey	28 000	1 600	29 600	29 600
787	Collège Ibn Charaf à Ouled Haffouz	28 000	1 300	29 300	29 300
788	Collège Abou El Kacem Echebbi à Bir El Hafey	32 000	3 000	35 000	35 000
789	Collège Ibn Abu Dhiyf à Regueb	29 000	2 600	31 600	31 600
790	Collège Labiadh à Jelma	33 000	2 900	35 900	35 900
791	Collège Assad Ibn El Fourat à Mezzouna	30 000	2 100	32 100	32 100
792	Collège Ibn El Haythem à Sidi Bouzid	34 000	2 800	36 800	36 800
793	Collège El Farabi à Sidi Ali Ben Aoun	28 000	1 600	29 600	29 600
794	Collège de M'Ghila - Sebala	32 000	1 900	33 900	33 900
795	Collège de Remilia - Souk Jedid	32 000	2 000	34 000	34 000
796	Collège Technique de Sidi Bouzid	9 000	500	9 500	9 500
797	Collège Technique de Ouled Haffouz	9 000	300	9 300	9 300
798	Collège Technique de Regueb	13 000	500	13 500	13 500
799	Collège Okba Ibn Nafaâ à Mezzouna	16 000	1 200	17 200	17 200
800	Collège Ibn Sina à Menzel Bouzaïene	17 000	1 400	18 400	18 400
801	Collège Rabta à sidi Ali ben Aoun	16 000	800	16 800	16 800
802	Collège Al-Hania-Bazid à sidi Bouzid Est	26 000	1 400	27 400	27 400
803	Collège El-Khechem	27 000	1 700	28 700	28 700

(En dinars)

DESIGNATION DES ETABLISSEMENTS		PREVISIONS			
		RECETTES			DEPENSES
		SUBVENTION DE L'ETAT	RESSOURCES PROPRES	TOTAL DES RECETTES	
V - Etablissements du deuxième cycle de l'enseignement de base relevant du Commissariat Régional de Tozeur :		496 000	37 000	533 000	533 000
804	Collège El Ahd El Jedid à Dégache	30 000	2 000	32 000	32 000
805	Collège de Nafta	34 000	3 300	37 300	37 300
806	Collège Ibn Charaf à Hammet Jérid	28 000	1 700	29 700	29 700
807	Collège Ibn Chabbat Tozeur	48 000	5 000	53 000	53 000
808	Collège El Makki Bel-Azouz à Nafta	36 000	3 600	39 600	39 600
809	Collège Mustapha Khéraïf à Tozeur	30 000	2 600	32 600	32 600
810	Collège Ibn Khaldoun à Bouhlel	34 000	2 300	36 300	36 300
811	Collège Amor Saidi à Hazoua	25 000	1 100	26 100	26 100
812	Collège Route de l'Aéroport à Tozeur	40 000	3 500	43 500	43 500
813	Collège Chagratsi à Tozeur	15 000	1 100	16 100	16 100
814	Collège de Zaouit El Arabe - Degueche	17 000	1 400	18 400	18 400
815	Collège de Tamaghza	34 000	1 900	35 900	35 900
816	Collège Technique de Nafta	13 000	300	13 300	13 300
817	Collège Technique de Tozeur	13 000	300	13 300	13 300
818	Collège Pilote à Tozeur	35 000	1 900	36 900	36 900
819	Collège Tozeur	32 000	2 800	34 800	34 800
820	Collège Mnaouer Smadeh à Nafta	32 000	2 200	34 200	34 200
W - Etablissements du deuxième cycle de l'enseignement de base relevant du Commissariat Régional de Gabès :		1 386 000	95 600	1 481 600	1 481 600
821	Collège Cité El Amel Gabès	51 000	4 200	55 200	55 200
822	Collège Abdessalem Saafi route El Hamma Gabès	32 000	1 600	33 600	33 600
823	Collège El Ahd El Jedid Métouia	30 000	2 300	32 300	32 300
824	Collège Nouvelle Matmata	36 000	3 300	39 300	39 300
825	Collège Ibn Khaldoun à Gabès	65 000	4 900	69 900	69 900
826	Collège avenue Habib Bourguiba Gabès	34 000	3 000	37 000	37 000
827	Collège Cité Mohamed Ali Gabès	28 000	1 900	29 900	29 900
828	Collège de Ouedhref	33 000	2 800	35 800	35 800
829	Collège Mohamed Kheireddine Bouine à Métouia	27 000	2 000	29 000	29 000
830	Collège de Ghannouche	51 000	4 400	55 400	55 400
831	Collège de Sombat	27 000	1 600	28 600	28 600
832	Collège de D'khilet Toujane	28 000	2 100	30 100	30 100
833	Collège de Zarat	28 000	1 900	29 900	29 900
834	Collège de la Vieille Matmata	25 000	1 100	26 100	26 100
835	Collège de Menzel Habib	16 000	1 400	17 400	17 400
836	Collège Ibn Charaf à Mareth	34 000	2 800	36 800	36 800
837	Collège El Ahd El Jedid Gabès	32 000	3 400	35 400	35 400
838	Collège de Chénini Gabès	25 000	2 000	27 000	27 000
839	Collège de Kétana	32 000	1 700	33 700	33 700
840	Collège de Ouedi Ennour El Hamma	39 000	2 600	41 600	41 600
841	Collège de Teboulbou - Gabès	34 000	3 200	37 200	37 200
842	Collège de Mareth	38 000	3 600	41 600	41 600
843	Collège El Ahd El Jedid à El Hamma	33 000	2 600	35 600	35 600
844	Collège Ibn Rochd à Ghannouch	35 000	2 800	37 800	37 800
845	Collège Al-icheac à Gabès	33 000	3 400	36 400	36 400
846	Collège Cité El Izdihar à Gabès	27 000	2 000	29 000	29 000
847	Collège de Bechima à El Hamma	25 000	1 200	26 200	26 200

(En dinars)

DESIGNATION DES ETABLISSEMENTS		PREVISIONS			
		RECETTES			DEPENSES
		SUBVENTION DE L'ETAT	RESSOURCES PROPRES	TOTAL DES RECETTES	
848	Collège Ibn Sina à Arram - Mareth sud	22 000	1 100	23 100	23 100
849	Collège de Plage Essalam - Gabès	34 000	3 400	37 400	37 400
850	Collège de Bou-Chémma	26 000	1 700	27 700	27 700
851	Collège Ibn Khaldoun à Menzel El Habib	20 000	1 100	21 100	21 100
852	Collège Al Ahd El Jedid à Cheneni	25 000	1 100	26 100	26 100
853	Collège El Hamma	30 000	1 900	31 900	31 900
854	Collège à El-Affam - Matmata Nouvelle	26 000	1 100	27 100	27 100
855	Collège Technique avenue Abou El Kacem Chebbi à Gabès	33 000	700	33 700	33 700
856	Collège Technique rue Oasis à Gabès	28 000	700	28 700	28 700
857	Collège Pilote cité El Manara à Gabès Sud	32 000	2 800	34 800	34 800
858	Collège Technique d'El Hamma	27 000	800	27 800	27 800
859	Collège Technique de Mareth	25 000	500	25 500	25 500
860	Collège Mohamed Daghbaji à El Hamma	37 000	2 300	39 300	39 300
861	Collège Technique de Ghannouch	26 000	600	26 600	26 600
862	Collège Taher Lassoued de Sombat	29 000	2 100	31 100	31 100
863	Collège de Tounine	15 000	600	15 600	15 600
864	Collège El Mida à Gabès	25 000	1 300	26 300	26 300
865	Collège Zrawa Eljadida-Matmata Eljadida	28 000	2 000	30 000	30 000
X- Etablissements du deuxième cycle de l'enseignement de base relevant du Commissariat Régional de Kébili :		659 000	43 100	702 100	702 100
866	Collège de Noueïl Douz	29 000	2 200	31 200	31 200
867	Collège Oum Somaâ Souk Lahad	27 000	1 500	28 500	28 500
868	Collège Ain Slim Tombar Kébili Nord	27 000	1 600	28 600	28 600
869	Collège de Blidet	28 000	1 700	29 700	29 700
870	Collège à Menchia	29 000	1 600	30 600	30 600
871	Collège Abou El Kacem Chebbi Kébili	33 000	2 900	35 900	35 900
872	Collège Ibn Rochd de Kébili	33 000	2 900	35 900	35 900
873	Collège Ibn Rachik de Douz	27 000	1 700	28 700	28 700
874	Collège Ibn Charaf Douz	51 000	4 800	55 800	55 800
875	Collège El Kalaâ Douz	32 000	2 000	34 000	34 000
876	Collège El Farabi à Kébili	30 000	1 300	31 300	31 300
877	Collège El Houssari à Douz	30 000	2 200	32 200	32 200
878	Collège Okba Ibn Nafaâ à Kébili	26 000	1 700	27 700	27 700
879	Collège Ibn Zeidoun à El Faouar	37 000	3 300	40 300	40 300
880	Collège Bou Abdallah à Souk Lahad	17 000	1 400	18 400	18 400
881	Collège El Aouina à Douz	17 000	1 200	18 200	18 200
882	Collège de Zaâfrane - Douz	25 000	1 500	26 500	26 500
883	Collège de Ghidma - El Faouar	25 000	1 400	26 400	26 400
884	Collège à Jersine - Kébili Sud	16 000	800	16 800	16 800
885	Collège de Nagga - Souk Lahad	15 000	1 100	16 100	16 100
886	Collège Ibn Mandhour à Souk Lahad	26 000	1 300	27 300	27 300
887	Collège Technique de Kébili	25 000	700	25 700	25 700
888	Collège Technique de Douz	26 000	600	26 600	26 600
889	Collège Pilote à Kébili	28 000	1 700	29 700	29 700
Y- Etablissements du deuxième cycle de l'enseignement de base relevant du Commissariat Régional de Médenine :		1 755 000	131 200	1 886 200	1 886 200
890	Collège Kheireddine Pacha Sidi Makhlouf	39 000	1 400	40 400	40 400

(En dinars)

DESIGNATION DES ETABLISSEMENTS		PREVISIONS			
		RECETTES			DEPENSES
		SUBVENTION DE L'ETAT	RESSOURCES PROPRES	TOTAL DES RECETTES	
891	Collège de Midoun Jerba	62 000	5 600	67 600	67 600
892	Collège Ibn Arafâ Ben Guerdane	29 000	1 500	30 500	30 500
893	Collège rue Mongi Slim Médénine	56 000	5 000	61 000	61 000
894	Collège Essouani Jerba	41 000	4 000	45 000	45 000
895	Collège de Chemmakh	28 000	2 200	30 200	30 200
896	Collège Abou El Kacem Chebbi Ben Guerdane	55 000	4 200	59 200	59 200
897	Collège de Zarzis	32 000	2 600	34 600	34 600
898	Collège Erriadh-Jerba	34 000	3 000	37 000	37 000
899	Collège de Kellala-Jerba	28 000	2 500	30 500	30 500
900	Collège Souihil Zarzis	28 000	2 300	30 300	30 300
901	Collège de Zarzis 2	30 000	1 700	31 700	31 700
902	Collège Ksar Jedid à Béni Khédache	36 000	2 000	38 000	38 000
903	Collège Sedouikech - Jerba	29 000	2 600	31 600	31 600
904	Collège Houmet Essouk de Jerba	55 000	6 100	61 100	61 100
905	Collège Ibn Charaf Ben Guerdane	35 000	3 300	38 300	38 300
906	Collège Erraja de Zarzis	16 000	1 400	17 400	17 400
907	Collège de Hassi Omar	36 000	3 000	39 000	39 000
908	Collège de Mellita Jerba	27 000	2 200	29 200	29 200
909	Collège de Béni Khédache	40 000	2 200	42 200	42 200
910	Collège Cité Ezzitouni de Medenine	37 000	3 600	40 600	40 600
911	Collège Erraja de Medenine	39 000	3 900	42 900	42 900
912	Collège Ibn Sina Houmet Essouk Jerba	28 000	2 200	30 200	30 200
913	Collège Farhat Hached Medenine	29 000	2 400	31 400	31 400
914	Collège route El May - Ajim	28 000	2 800	30 800	30 800
915	Collège Ibn Rachik route de Gabès - Medenine	48 000	5 000	53 000	53 000
916	Collège Ibn Mandhour à Gueribis - Zarzis	17 000	1 300	18 300	18 300
917	Collège Ibn Khaldoun à El May - Jerba	39 000	3 900	42 900	42 900
918	Collège Mahboubine à Jerba	32 000	3 000	35 000	35 000
919	Collège El Farabi à Ragouba-Est - Sidi Makhlouf	25 000	1 000	26 000	26 000
920	Collège Fadhel Ben Achour à Béni Khédache	17 000	1 000	18 000	18 000
921	Collège Ibn Abu Dhiâf Cité Echâra à Ben Guerdane	29 000	1 500	30 500	30 500
922	Collège Ibn Khaldoun à Zarzis	40 000	4 100	44 100	44 100
923	Collège El Imtyaze à Medenine	43 000	3 800	46 800	46 800
924	Collège Route de l'Hôpital à Ben Guerdane	42 000	3 300	45 300	45 300
925	Collège Abou El Kacem Chebbi à Houmet Souk - Jerba	45 000	4 000	49 000	49 000
926	Collège à H'Madi - Zarzis	28 000	1 700	29 700	29 700
927	Collège de Koutine	28 000	1 500	29 500	29 500
928	Collège d'El Jorf	15 000	800	15 800	15 800
929	Collège de Amra - Medenine	27 000	1 400	28 400	28 400
930	Collège Tabai à Ben Guerdane	35 000	3 800	38 800	38 800
931	Collège d'El Mouensa - Zarzis	27 000	1 500	28 500	28 500
932	Collège El Groa - Ajim	16 000	1 100	17 100	17 100
933	Collège de Arkou-Midoun Jerba	26 000	1 700	27 700	27 700
934	Collège Technique de Medenine	28 000	600	28 600	28 600
935	Collège Technique de Zarzis	29 000	500	29 500	29 500

(En dinars)

DESIGNATION DES ETABLISSEMENTS		PREVISIONS			
		RECETTES			DEPENSES
		SUBVENTION DE L'ETAT	RESSOURCES PROPRES	TOTAL DES RECETTES	
936	Collège Technique Houmt-Souk Jerba	29 000	1 300	30 300	30 300
937	Collège Ibn Sina à Chahbania	35 000	700	35 700	35 700
938	Collège Pilote de Medenine	69 000	1 400	70 400	70 400
939	Collège route de Ghomrassen à Beni Khedache	30 000	1 400	31 400	31 400
940	Collège de Boughrara	17 000	2 000	19 000	19 000
941	Collège de Oued Sedr Médénine	13 000	2 200	15 200	15 200
942	Collège Pilote Houmt-Souk Jerba	29 000	2 000	31 000	31 000
	<u>Z - Etablissements du deuxième cycle de l'enseignement de base relevant du Commissariat Régional de Tataouine :</u>	<u>557 000</u>	<u>42 300</u>	<u>599 300</u>	<u>599 300</u>
943	Collège Ezzahra - Tataouine	26 000	1 200	27 200	27 200
944	Collège de Bir Lahmar	28 000	2 400	30 400	30 400
945	Collège de Ghomrassen	17 000	1 200	18 200	18 200
946	Collège Cité El Mahrajen - Tataouine	21 000	1 500	22 500	22 500
947	Collège Cité Ennour - Tataouine	32 000	2 300	34 300	34 300
948	Collège Ibn Rochd Tataouine	42 000	4 900	46 900	46 900
949	Collège de Maztouria	26 000	1 900	27 900	27 900
950	Collège de Dhiba	17 000	1 300	18 300	18 300
951	Collège de Ksar Ouled Dabbe	16 000	1 000	17 000	17 000
952	Collège Ibn Arafa Ghomrassen	26 000	2 800	28 800	28 800
953	Collège de Rogba	26 000	2 100	28 100	28 100
954	Collège route Oum Seouigh - Remada	28 000	2 500	30 500	30 500
955	Collège El Farch à Ghomrassen	13 000	800	13 800	13 800
956	Collège 18 janvier 1952 à Tataouine	30 000	3 000	33 000	33 000
957	Collège "El Birr" à Tataouine	24 000	2 000	26 000	26 000
958	Collège Al Ahd El Jadid de Smar	25 000	1 900	26 900	26 900
959	Collège Ibn Sina à Tataouine	25 000	1 500	26 500	26 500
960	Collège Ksar Ouled Soltane à Tataouine Nord	24 000	700	24 700	24 700
961	Collège Ksar Ouled Aoun à Smar	12 000	700	12 700	12 700
962	Collège Pilote à Tataouine Nord	27 000	1 100	28 100	28 100
963	Collège Technique de Tataouine	17 000	1 100	18 100	18 100
964	Collège El Farabi à Tataouine Nord	15 000	1 400	16 400	16 400
965	Collège Technique de Ghomrassen	13 000	500	13 500	13 500
966	Collège Ibn Khaldoun à Tataouine Nord	14 000	1 400	15 400	15 400
967	Collège Ibn El Haythem à Beni MHira -Smar	13 000	1 100	14 100	14 100
<u>4</u>	<u>Etablissements de Formation :</u>	<u>2 123 000</u>	<u>163 000</u>	<u>2 286 000</u>	<u>2 286 000</u>
<u>4</u>	<u>Y - Autres Etablissements de Formation</u>	<u>2 123 000</u>	<u>163 000</u>	<u>2 286 000</u>	<u>2 286 000</u>
1	Centre National de Formation et de développement des compétences	1 729 000	148 000	1 877 000	1 877 000
2	Institut des métiers de l'éducation à Korba	160 000	5 000	165 000	165 000
3	Institut des métiers de l'éducation à Sousse	105 000	5 000	110 000	110 000
4	Institut des métiers de l'éducation à Sfax	129 000	5 000	134 000	134 000
<u>6</u>	<u>Etablissements d'action sociale :</u>	<u>391 000</u>	<u>6 000</u>	<u>397 000</u>	<u>397 000</u>
1	Ecole Primaire Ennour pour les aveugles Bir El Kassaâ à Ben Arouj	83 000	1 000	84 000	84 000
2	Ecole Primaire Ennour des aveugles à Gabès	84 000	1 000	85 000	85 000
3	Institut des aveugles à Sousse	27 000	1 000	28 000	28 000
4	Collège Ennour des aveugles à Gabès	63 000	1 000	64 000	64 000
5	Collège des aveugles à Cité Hached - Bir El Kassaâ	84 000	1 000	85 000	85 000
6	Ecole Primaire des aveugles à Sousse	50 000	1 000	51 000	51 000

(En dinars)

DESIGNATION DES ETABLISSEMENTS		PREVISIONS			
		RECETTES			DEPENSES
		SUBVENTION DE L'ETAT	RESSOURCES PROPRES	TOTAL DES RECETTES	
26	COMMISSARIATS REGIONAUX DE L'EDUCATION :	37 646 000	3 025 000	40 671 000	40 671 000
1	Commissariat Régional de Tunis I	1 503 000	103 000	1 606 000	1 606 000
2	Commissariat Régional de Tunis II	1 365 000	107 000	1 472 000	1 472 000
3	Commissariat Régional de l'Ariana	1 236 000	128 000	1 364 000	1 364 000
4	Commissariat Régional de Manouba	1 173 000	97 000	1 270 000	1 270 000
5	Commissariat Régional de Ben Arous	1 572 000	156 000	1 728 000	1 728 000
6	Commissariat Régional de Zaghouan	978 000	57 000	1 035 000	1 035 000
7	Commissariat Régional de Bizerte	1 630 000	152 000	1 782 000	1 782 000
8	Commissariat Régional de Nabeul	1 618 000	227 000	1 845 000	1 845 000
9	Commissariat Régional de Béja	1 278 000	80 000	1 358 000	1 358 000
10	Commissariat Régional de Jendouba	1 478 000	100 000	1 578 000	1 578 000
11	Commissariat Régional du Kef	1 218 000	58 000	1 276 000	1 276 000
12	Commissariat Régional de Siliana	1 252 000	64 000	1 316 000	1 316 000
13	Commissariat Régional de Kasserine	1 819 000	141 000	1 960 000	1 960 000
14	Commissariat Régional de Sousse	1 549 000	188 000	1 737 000	1 737 000
15	Commissariat Régional de Kairouan	1 976 000	180 000	2 156 000	2 156 000
16	Commissariat Régional de Monastir	1 336 000	160 000	1 496 000	1 496 000
17	Commissariat Régional de Mahdia	1 489 000	133 000	1 622 000	1 622 000
18	Commissariat Régional de Sfax 1	1 701 000	136 000	1 837 000	1 837 000
19	Commissariat Régional de Sfax 2	1 636 000	151 000	1 787 000	1 787 000
20	Commissariat Régional de Gafsa	1 732 000	96 000	1 828 000	1 828 000
21	Commissariat Régional de Sidi Bouzid	1 923 000	127 000	2 050 000	2 050 000
22	Commissariat Régional de Tozeur	713 000	32 000	745 000	745 000
23	Commissariat Régional de Gabès	1 626 000	111 000	1 737 000	1 737 000
24	Commissariat Régional de Kébili	946 000	50 000	996 000	996 000
25	Commissariat Régional de Medenine	1 926 000	148 000	2 074 000	2 074 000
26	Commissariat Régional de Tataouine	973 000	43 000	1 016 000	1 016 000
6	Autres Etablissements :	68 621 000	7 636 700	76 257 700	76 257 700
1	Ecole Internationale de Tunis		2 000 000	2 000 000	2 000 000
2	Office des Œuvres Scolaires	67 547 000	5 600 000	73 147 000	73 147 000
3	Centre National de Maintenance	807 000	30 000	837 000	837 000
4	Internat Primaire de Mateur	48 000	4 000	52 000	52 000
5	Internat Primaire de Menagâ - Zaghouan	30 000	1 000	31 000	31 000
6	Ecole de la Deuxième Chance	189 000	1 700	190 700	190 700
1616	Total des Budgets des Etablissements relevant du Mission de l'Education =	175 733 000	16 458 000	192 191 000	192 191 000
332	MISSION DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR ET DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE				
	* Enseignement Supérieur				
176	Etablissements d'Enseignement Supérieur	39 339 000	21 949 000	61 288 000	61 288 000
	Etablissements relevant de l'Université Ez-zitouna	718 000	519 000	1 237 000	1 237 000
1	Université Ezzitouna	718 000	4 000	722 000	722 000
2	Institut Supérieur de Théologie Ezzitouna		300 000	300 000	300 000
3	Institut Supérieur de Civilisation Islamique de Tunis		200 000	200 000	200 000
4	Centre des Etudes Islamiques à Kairouan		15 000	15 000	15 000
	Etablissements relevant de l'Université de Tunis	6 391 000	1 220 000	7 611 000	7 611 000
5	Université de Tunis	6 391 000	20 000	6 411 000	6 411 000

(En dinars)

DESIGNATION DES ETABLISSEMENTS		PREVISIONS			
		RECETTES			DEPENSES
		SUBVENTION DE L'ETAT	RESSOURCES PROPRES	TOTAL DES RECETTES	
6	Institut Préparatoire aux Etudes d'Ingénieurs à Tunis		70 000	70 000	70 000
7	Ecole Nationale Supérieure d'Ingénieurs de Tunis		100 000	100 000	100 000
8	Faculté des Sciences Humaines et Sociales de Tunis		300 000	300 000	300 000
9	Institut Supérieur de l'Animation pour la Jeunesse et la Culture		50 000	50 000	50 000
10	Institut Supérieur des Beaux Arts de Tunis		120 000	120 000	120 000
11	Ecole Normale Supérieure		15 000	15 000	15 000
12	Institut Supérieur de Musique de Tunis		40 000	40 000	40 000
13	Institut Supérieur d'Art Dramatique		13 000	13 000	13 000
14	Institut Supérieur de Gestion de Tunis		205 000	205 000	205 000
15	Ecole Supérieure des Sciences Economiques et Commerciales de Tunis		150 000	150 000	150 000
16	Institut Supérieur des Métiers du Patrimoine de Tunis		12 000	12 000	12 000
17	Institut Supérieur d'ingénierie numérique de Tunis		40 000	40 000	40 000
18	Institut Préparatoire aux Etudes Littéraires et des Sciences Humaines de Tunis		20 000	20 000	20 000
19	Institut Supérieur des Etudes Appliquées en Humanités de Zaghouane		25 000	25 000	25 000
20	Institut Supérieur des Affaires de Tunis		40 000	40 000	40 000
	Etablissements relevant de l'Université de Jendouba	2 926 000	820 000	3 746 000	3 746 000
21	Université de Jendouba	2 926 000	80 000	3 006 000	3 006 000
22	Faculté des Sciences Juridiques et Economiques et de gestion de Jendouba		350 000	350 000	350 000
23	Institut Supérieur de Langues Appliquées et de l'Informatique à Béjaï		40 000	40 000	40 000
24	Institut Supérieur des Etudes Appliquées en Humanités au Kef		65 000	65 000	65 000
25	Institut Supérieur des Sciences Humaines de Jendouba		120 000	120 000	120 000
26	Institut Supérieur de la Musique et du Théâtre au Kef		3 000	3 000	3 000
27	Institut Supérieur des Arts et Métiers à Siliana		20 000	20 000	20 000
28	Institut Supérieur des Sciences de l'Informatique au Kef		80 000	80 000	80 000
29	Institut Supérieur de Biotechnologie à Béja		50 000	50 000	50 000
30	Institut National de Technologie et Sciences au Kef		12 000	12 000	12 000
	Etablissements relevant de l'Université de Tunis El Manar		4 310 000	4 310 000	4 310 000
31	Faculté des Sciences de Tunis		650 000	650 000	650 000
32	Faculté de Droit et des Sciences Politiques de Tunis		400 000	400 000	400 000
33	Faculté des Sciences Economiques et de Gestion de Tunis		350 000	350 000	350 000
34	Institut Supérieur des Sciences Humaines de Tunis		250 000	250 000	250 000
35	Institut Préparatoire aux Etudes d'Ingénieurs à El Manar		60 000	60 000	60 000
36	Institut Supérieur de l'Informatique		200 000	200 000	200 000
37	Institut Supérieur des Technologies Médicales de Tunis		90 000	90 000	90 000
38	Institut Supérieur des Sciences Biologiques Appliquées de Tunis		100 000	100 000	100 000
39	Institut Bourguiba de Langues Vivantes		2 210 000	2 210 000	2 210 000
	Etablissements relevant de l'Université de Carthage	10 333 000	2 231 000	12 564 000	12 564 000
40	Université Carthage	10 333 000	70 000	10 403 000	10 403 000
41	Faculté des Sciences de Bizerte		240 000	240 000	240 000
42	Institut Préparatoire des Etudes d'Ingénieurs de Nabeul		65 000	65 000	65 000
43	Institut Préparatoire des Etudes Scientifiques et Techniques		90 000	90 000	90 000
44	Ecole Tunisienne des technologies		60 000	60 000	60 000
45	Institut National des Sciences Appliquées et de Technologie de Tunis		250 000	250 000	250 000
46	Institut Supérieur des Sciences Appliquées et de Technologie de Monastir		50 000	50 000	50 000
47	Ecole Nationale d'Architecture et de l'Urbanisme à Tunis		150 000	150 000	150 000

(En dinars)

DESIGNATION DES ETABLISSEMENTS		PREVISIONS			
		RECETTES			DEPENSES
		SUBVENTION DE L'ETAT	RESSOURCES PROPRES	TOTAL DES RECETTES	
48	Institut Supérieur de Langues à Tunis		160 000	160 000	160 000
49	Faculté des Sciences Juridiques, Politiques et Sociales de Tunis		170 000	170 000	170 000
50	Institut des Hautes Etudes Commerciales de Carthage		210 000	210 000	210 000
51	Institut Supérieur des Beaux Arts de Nabeul		50 000	50 000	50 000
52	Faculté des Sciences Economiques et de Gestion de Nabeul		150 000	150 000	150 000
53	Ecole Nationale d'Ingénieurs de Bizerte		16 000	16 000	16 000
54	Ecole Nationale des Ingénieurs de Carthage		120 000	120 000	120 000
55	Institut Supérieur de la Technologie de l'Environnement, de l'Urbanisme et des Bâtiments		45 000	45 000	45 000
56	Ecole Supérieure des Statistiques et de l'Analyse des données		35 000	35 000	35 000
57	Institut Préparatoire des Etudes d'Ingénieurs de Bizerte		40 000	40 000	40 000
58	Institut Supérieur des Langues de Nabeul		40 000	40 000	40 000
59	Institut Supérieur des Sciences et des Technologies de l'Environnement de Borj Cedria		40 000	40 000	40 000
60	Ecole Supérieure de l'Audiovisuel et du Cinéma de Gammarth		50 000	50 000	50 000
61	Institut Supérieur de Gestion de Bizerte		70 000	70 000	70 000
62	Institut Supérieur des technologies informatiques et de communication de Borj Cedria		40 000	40 000	40 000
63	Ecole Nationale des Sciences et nouvelles technologies de Borj Ce		20 000	20 000	20 000
	<u>Etablissements relevant de l'Université de la Manouba</u>	5 059 000	1 956 000	7 015 000	7 015 000
64	Université de la Manouba	5 059 000	70 000	5 129 000	5 129 000
65	Ecole Nationale des Sciences de l'Informatique		100 000	100 000	100 000
66	Faculté des Lettres, des arts et des sciences humaines de la Manou		500 000	500 000	500 000
67	Institut Supérieur de Documentation à Tunis		50 000	50 000	50 000
68	Institut de Presse et des Sciences de l'Information		63 000	63 000	63 000
69	Institut Supérieur de l'Histoire du Mouvement National		30 000	30 000	30 000
70	Institut Supérieur de la Comptabilité et de l'Administration des Entreprises		350 000	350 000	350 000
71	Ecole Supérieure du Commerce à Tunis		400 000	400 000	400 000
72	Ecole Supérieure des Sciences et des Technologies du Design		150 000	150 000	150 000
73	Institut Supérieur des Arts de Multimédia à la Manouba		144 000	144 000	144 000
74	Institut Supérieur de Biotechnologie à Sidi Thabèt		90 000	90 000	90 000
75	Ecole Nationale d'Ingénieurs à Manouba		9 000	9 000	9 000
	<u>Etablissements relevant de l'Université de Sousse</u>	—	1 513 000	1 513 000	1 513 000
76	Faculté de Droit et des Sciences Economique à Sousse		272 000	272 000	272 000
77	Faculté des Lettres et des Sciences Humaines de Sousse		230 000	230 000	230 000
78	Institut Supérieur de Gestion à Sousse		168 000	168 000	168 000
79	Institut Supérieur de Musique à Sousse		27 000	27 000	27 000
80	Institut Supérieur des Beaux Arts à Sousse		115 000	115 000	115 000
81	Institut Supérieur du Transport et de la logistique de Sousse		83 000	83 000	83 000
82	Institut Supérieur de l'Informatique et des Techniques de la télécommunication à Hammam Sousse		130 000	130 000	130 000
83	Institut Supérieur des Finances et de Fiscalité de Sousse		88 000	88 000	88 000
84	Institut de Hautes Etudes Commerciales de Sousse		115 000	115 000	115 000
85	Ecole Supérieure des Sciences et Technologie à Hammam Sousse		85 000	85 000	85 000
86	Faculté des Sciences Economique et de Gestion à Sousse		200 000	200 000	200 000

(En dinars)

DESIGNATION DES ETABLISSEMENTS		PREVISIONS			
		RECETTES			DEPENSES
		SUBVENTION DE L'ETAT	RESSOURCES PROPRES	TOTAL DES RECETTES	
	<u>Etablissements relevant de l'Université de Monastir</u>		1 729 000	1 729 000	1 729 000
87	Faculté de Médecine de Monastir		340 000	340 000	340 000
88	Faculté de médecine Dentaire de Monastir		160 000	160 000	160 000
89	Faculté de Pharmacie de Monastir		170 000	170 000	170 000
90	Faculté des Sciences de Monastir		220 000	220 000	220 000
91	Faculté des Sciences Economiques et de Gestion de Mahdia		170 000	170 000	170 000
92	Institut Préparatoire aux Etudes d'Ingénieurs de Monastir		90 000	90 000	90 000
93	Institut Supérieur des Langues Appliquées de Mokenne		47 000	47 000	47 000
94	Institut Supérieur de Biotechnologie de Monastir		120 000	120 000	120 000
95	Institut Supérieur de l'Informatique et des Mathématiques de Monastir		110 000	110 000	110 000
96	Institut Supérieur des Etudes Appliquées en Humanités de Mahdia		63 000	63 000	63 000
97	Institut Supérieur des Métiers de la Mode de Monastir		40 000	40 000	40 000
98	Institut Supérieur de l'Informatique de Mahdia		95 000	95 000	95 000
99	Institut Supérieur des Arts et des Métiers de Mahdia		34 000	34 000	34 000
100	Institut Supérieur des Sciences Appliquées et de Technologie de Monastir		70 000	70 000	70 000
101	Village des Langues				
	<u>Etablissements relevant de l'Université de Kairouan</u>		630 000	630 000	630 000
102	Faculté des Lettres et des Sciences Humaines de Kairouan		150 000	150 000	150 000
103	Institut Supérieur de l'Informatique et de Gestion de Kairouan		150 000	150 000	150 000
104	Institut Supérieur des Arts et Métiers de Kairouan		30 000	30 000	30 000
105	Institut supérieur des Etudes Juridiques et Politiques de Kairouan		40 000	40 000	40 000
106	Institut Supérieur des Arts et des Métiers de Kasserine		30 000	30 000	30 000
107	Institut Supérieur des Sciences Appliquées et de Technologie de Kasserine		60 000	60 000	60 000
108	Institut Supérieur de Mathématiques Appliquées et de l'Informatique de Kairouan		30 000	30 000	30 000
109	Institut Supérieur des humanités Appliquées de Sbeitla		30 000	30 000	30 000
110	Institut Supérieur des Arts et Métiers de Sidi Bouzid		20 000	20 000	20 000
111	Faculté des sciences et Techniques de Sidi Bouzid		30 000	30 000	30 000
112	Institut Supérieur des Sciences Appliquées et de Technologie de Kasserine		30 000	30 000	30 000
113	Institut Préparatoire aux Etudes d'Ingénieurs de Kairouan		30 000	30 000	30 000
	<u>Etablissements relevant de l'Université de Sfax</u>		3 122 000	3 122 000	3 122 000
114	Faculté des Sciences Economiques et de Gestion de Sfax		284 000	284 000	284 000
115	Faculté de Droits de Sfax		500 000	500 000	500 000
116	Faculté des Lettres et des Sciences Humaines de Sfax		240 000	240 000	240 000
117	Faculté des Sciences de Sfax		700 000	700 000	700 000
118	Ecole Nationale d'Ingénieurs de Sfax		400 000	400 000	400 000
119	Institut Préparatoire aux Etudes d'Ingénieurs de Sfax		45 000	45 000	45 000
120	Ecole Supérieure de Commerce de Sfax		120 000	120 000	120 000
121	Institut Supérieur des Arts et Métiers de Sfax		170 000	170 000	170 000
122	Institut Supérieur de Musique de Sfax		14 000	14 000	14 000
123	Institut Supérieur de l'Administration des Affaires de Sfax		105 000	105 000	105 000
124	Ecole Supérieure de l'Informatique et Multimédia de Sfax		100 000	100 000	100 000
125	Institut Supérieur de l'électronique et de télécommunications de Sfax		200 000	200 000	200 000
126	Institut Supérieur de Biotechnologie de Sfax		80 000	80 000	80 000
127	Institut de Hautes Etudes Commerciales de Sfax		84 000	84 000	84 000
128	Institut Supérieur de Gestion industrielle de Sfax		80 000	80 000	80 000

(En dinars)

DESIGNATION DES ETABLISSEMENTS		PREVISIONS			
		RECETTES			DEPENSES
		SUBVENTION DE L'ETAT	RESSOURCES PROPRES	TOTAL DES RECETTES	
	<u>Etablissements relevant de l'Université de Gafsa</u>	<u>3 650 000</u>	<u>523 000</u>	<u>4 173 000</u>	<u>4 173 000</u>
129	Université de Gafsa	3 650 000	40 000	3 690 000	3 690 000
130	Faculté des Sciences de Gafsa		120 000	120 000	120 000
131	Institut Supérieur de l'Administration des Entreprises de Gafsa		75 000	75 000	75 000
132	Institut Supérieur des Etudes Appliquées en Humanités de Gafsa		50 000	50 000	50 000
133	Institut Supérieur des Arts et Métiers de Gafsa		35 000	35 000	35 000
134	Institut Supérieur des Sciences Appliquées et de Technologie de Gafsa		50 000	50 000	50 000
135	Institut Supérieur des Etudes Appliquées en humanités de Tozeur		25 000	25 000	25 000
136	Institut Supérieur des Sciences Humaines et de l'Education de Gafsa		85 000	85 000	85 000
137	Institut Préparatoire aux Etudes d'Ingénieurs de Gafsa		26 000	26 000	26 000
138	Ecole Nationale des ingénieurs de Gafsa		17 000	17 000	17 000
	<u>Etablissements relevant de l'Université de Gabès</u>		<u>851 000</u>	<u>851 000</u>	<u>851 000</u>
139	Ecole Nationale d'Ingénieurs de Gabès		130 000	130 000	130 000
140	Institut Supérieur des Sciences Appliquées et de Technologie de G		81 000	81 000	81 000
141	Institut Supérieur de Gestion de Gabès		110 000	110 000	110 000
142	Institut Supérieur des Langues de Gabès		86 000	86 000	86 000
143	Institut Supérieur de l'Informatique et du Multimédia de Gabès		53 000	53 000	53 000
144	Institut Supérieur des Arts et des Métiers de Gabès		50 000	50 000	50 000
145	Ecole Supérieure des Sciences Juridiques de Gabès		55 000	55 000	55 000
146	Institut Supérieur des Biologies Appliquées de Médenine		55 000	55 000	55 000
147	Institut Supérieur des Sciences et Technologies des Eaux de Gabès		28 000	28 000	28 000
148	Institut Supérieur des Logiciels industriels de Gabès		56 000	56 000	56 000
149	Institut Supérieur des Etudes Appliquées en Humanités de Médeni		50 000	50 000	50 000
150	Institut Supérieur des Arts et des Métiers de Tataouine		40 000	40 000	40 000
151	Institut Supérieur de l'Informatique de Médenine		32 000	32 000	32 000
152	Institut Préparatoire aux Etudes d'Ingénieurs de Gabès		25 000	25 000	25 000
	<u>Instituts Supérieurs des Etudes Technologiques</u>	<u>10 262 000</u>	<u>2 525 000</u>	<u>12 787 000</u>	<u>12 787 000</u>
153	Institut Supérieur des Etudes Technologiques de Radès	604 000	480 000	1 084 000	1 084 000
154	Institut Supérieur des Etudes Technologiques de Nabeul	586 800	110 000	696 800	696 800
155	Institut Supérieur des Etudes Technologiques de Sousse	385 840	130 000	515 840	515 840
156	Institut Supérieur des Etudes Technologiques de Ksar Helal	393 360	150 000	543 360	543 360
157	Institut Supérieur des Etudes Technologiques de Sfax	608 000	150 000	758 000	758 000
158	Institut Supérieur des Etudes Technologiques de Gabès	517 500	93 000	610 500	610 500
159	Institut Supérieur des Etudes Technologiques de Gafsa	466 000	74 000	540 000	540 000
160	Institut Supérieur des Etudes Technologiques de Charguia	493 000	80 000	573 000	573 000
161	Institut Supérieur des Etudes Technologiques de Kairouan	416 000	73 000	489 000	489 000
162	Institut Supérieur des Etudes Technologiques de Djerba	401 000	75 000	476 000	476 000
163	Institut Supérieur des Etudes Technologiques de Mahdia	429 000	150 000	579 000	579 000
164	Institut Supérieur des Etudes Technologiques du Kef	460 800	100 000	560 800	560 800
165	Institut Supérieur des Etudes Technologiques du Zaghouan	324 000	80 000	404 000	404 000
166	Institut Supérieur des Etudes Technologiques de Jendouba	453 000	75 000	528 000	528 000
167	Institut Supérieur des Etudes Technologiques de Béja	361 600	65 000	426 600	426 600
168	Institut Supérieur des Etudes Technologiques de Tozeur	337 000	80 000	417 000	417 000
169	Institut Supérieur des Etudes Technologiques de Bizerte	478 000	90 000	568 000	568 000
170	Institut Supérieur des Etudes Technologiques de Siliana	510 580	60 000	570 580	570 580
171	Institut Supérieur des Etudes Technologiques de Kébili	324 600	35 000	359 600	359 600

(En dinars)

DESIGNATION DES ETABLISSEMENTS		PREVISIONS			
		RECETTES			DEPENSES
		SUBVENTION DE L'ETAT	RESSOURCES PROPRES	TOTAL DES RECETTES	
172	Institut Supérieur des Etudes Technologiques de Kasserine	384 000	55 000	439 000	439 000
173	Institut Supérieur des Etudes Technologiques de Sidi Bouzid	401 000	90 000	491 000	491 000
174	Institut Supérieur des Etudes Technologiques de Tataouine	211 920	100 000	311 920	311 920
175	Institut Supérieur des Etudes Technologiques de Médenine	290 000	90 000	380 000	380 000
176	Institut Supérieur des Etudes Technologiques de Kélibia	425 000	40 000	465 000	465 000
155	<u>Etablissements relevant des Offices des Œuvres Universitaires</u>	84 751 000	10 132 000	94 883 000	94 883 000
	<u>Etablissements relevant de l'Office des Œuvres Universitaires du Nord</u>	31 941 000	4 835 000	36 776 000	36 776 000
1	Office des Œuvres Universitaires du Nord de Tunis	31 941 000	15 000	31 956 000	31 956 000
2	Cité Universitaire de Bulla Régia		150 000	150 000	150 000
3	Foyer Universitaire Ibn Khaldoun de Tunis		20 000	20 000	20 000
4	Foyer Universitaire Chawki d'El Menzah 7		171 000	171 000	171 000
5	Foyer Universitaire de Bardo 3		45 000	45 000	45 000
6	Foyer Universitaire d'El Menzah 1		23 000	23 000	23 000
7	Foyer Universitaire Rue de Mulhouse		34 000	34 000	34 000
8	Foyer Universitaire de Ben Arous		23 000	23 000	23 000
9	Foyer Universitaire Thameur-Ariana		48 000	48 000	48 000
10	Foyer Universitaire Fattouma Bourguiba -Tunis		25 000	25 000	25 000
11	Foyer Universitaire de Bab El Khadra		14 000	14 000	14 000
12	Foyer Universitaire de la Cité Ezzouhour		23 000	23 000	23 000
13	Foyer Universitaire Route de l'Aéroport-Ariana		50 000	50 000	50 000
14	Foyer Universitaire El Yassamine		68 000	68 000	68 000
15	Foyer Universitaire El Omrane Supérieur 1		95 000	95 000	95 000
16	Foyer Universitaire El Omrane Supérieur 2		54 000	54 000	54 000
17	Foyer Universitaire El Omrane Supérieur 3		100 000	100 000	100 000
18	Cité Universitaire de Kheireddine Etounssi de Hammam- Chott		100 000	100 000	100 000
19	Foyer Universitaire Rue de Madrid - Tunis		50 000	50 000	50 000
20	Foyer Universitaire Ibn Zohr Mannouba		46 000	46 000	46 000
21	Foyer Universitaire des Etudiantes de la Manouba		110 000	110 000	110 000
22	Foyer Universitaire de Nabeul		160 000	160 000	160 000
23	Foyer Universitaire El Mourouj		98 000	98 000	98 000
24	Foyer Universitaire El Ouardia		60 000	60 000	60 000
25	Foyer Universitaire El Bassatine de la Manouba		74 000	74 000	74 000
26	Foyer Universitaire Route Menzel Abderhmen de Bizerte		120 000	120 000	120 000
27	Restaurant Universitaire de Bouchoucha		66 000	66 000	66 000
28	Restaurant Universitaire de Carthage		15 000	15 000	15 000
29	Restaurant Universitaire d'El Menzah 7		15 000	15 000	15 000
30	Restaurant Universitaire d'El Omrane Supérieur		70 000	70 000	70 000
31	Restaurant Universitaire de Nabeul		60 000	60 000	60 000
32	Restaurant Universitaire de Charguia		39 000	39 000	39 000
33	Restaurant Universitaire du Campus Universitaire		120 000	120 000	120 000
34	Restaurant Universitaire de la Rabta		125 000	125 000	125 000
35	Restaurant Universitaire Ibn Zaïdoun de la Manouba		85 000	85 000	85 000
36	Restaurant Universitaire Route Menzel Abderhmen de Bizerte		80 000	80 000	80 000
37	Restaurant Universitaire d'El mourouj		40 000	40 000	40 000
38	Cité Universitaire de Borj Cedria-Slimene		85 000	85 000	85 000
39	Centre Universitaire d'Art Dramatique et d'Animation Culturelle		6 000	6 000	6 000

(En dinars)

DESIGNATION DES ETABLISSEMENTS		PREVISIONS			
		RECETTES			DEPENSES
		SUBVENTION DE L'ETAT	RESSOURCES PROPRES	TOTAL DES RECETTES	
40	Cité Universitaire de Mutuelleville		25 000	25 000	25 000
41	Cité Universitaire de Montfleury		135 000	135 000	135 000
42	Cité Universitaire de Rass Tabia		60 000	60 000	60 000
43	Cité Universitaire de l'Ariana		75 000	75 000	75 000
44	Cité Universitaire de Ben Arous		80 000	80 000	80 000
45	Cité Universitaire de Bardo I		75 000	75 000	75 000
46	Cité Universitaire de Bardo II		57 000	57 000	57 000
47	Cité Universitaire les Jardins de Tunis		50 000	50 000	50 000
48	Cité Universitaire d'El Mourouj		80 000	80 000	80 000
49	Cité Universitaire de Hammam-Chott		110 000	110 000	110 000
50	Cité Universitaire de Mateur		93 000	93 000	93 000
51	Cité Universitaire Vaga de Béja		94 000	94 000	94 000
52	Cité Universitaire Zama de Siliana		100 000	100 000	100 000
53	Restaurant Universitaire Houcine El Jaziri de Manouba		83 000	83 000	83 000
54	Cité Universitaire Niapolis de Nabeul		75 000	75 000	75 000
55	Restaurant Universitaire Ali Eddouaji de Tunis		25 000	25 000	25 000
56	Restaurant Universitaire Ibn Mandhour de Radès		60 000	60 000	60 000
57	Restaurant Universitaire Musthafa Kheraief de Zaghouan		30 000	30 000	30 000
58	Restaurant Universitaire Ali Belhouane de Jendouba		68 000	68 000	68 000
59	Restaurant Universitaire Hannibal du Kef		60 000	60 000	60 000
60	Foyer Universitaire Tahar El Haddad de Nabeul		70 000	70 000	70 000
61	Foyer Universitaire Moussa Ibn Noussair de Zaghouan		84 000	84 000	84 000
62	Foyer Universitaire Mahmoud El Messaâdi de Jendouba		122 000	122 000	122 000
63	Foyer Universitaire Jughortha au Kef		69 000	69 000	69 000
64	Centre Culturel et Sportif Ibn Abi Dhiâf de Manouba		1 000	1 000	1 000
65	Foyer Universitaire des Etudiantes de Bizerte		100 000	100 000	100 000
66	Restaurant Universitaire de Bizerte		124 000	124 000	124 000
67	Cité Universitaire Sicavénira du Kef		70 000	70 000	70 000
68	Centre Universitaire d'Animation Culturelle et Sportive de Jendouba		1 000	1 000	1 000
69	Restaurant Universitaire Sidi Bou Saïd		25 000	25 000	25 000
70	Centre Universitaire d'Animation Culturelle et Sportive de Béja		1 000	1 000	1 000
71	Cité Universitaire de Kélibia		75 000	75 000	75 000
72	Centre Universitaire d'Animation Culturelle et Sportive de Nabeul		3 000	3 000	3 000
73	Centre Universitaire d'Animation Culturelle et Sportive de Siliana		1 000	1 000	1 000
74	Centre Universitaire d'Animation Culturelle et Sportive du Kef		1 000	1 000	1 000
75	Cité Universitaire de L'école Normale de Tunis		36 000	36 000	36 000
76	Restaurant Universitaire Hannibal à Sidi Thabet		35 000	35 000	35 000
	Etablissements relevant de l'Office des Œuvres Universitaire pour le Centre de Sousse	26 299 000	2 833 000	29 132 000	29 132 000
77	Office des Œuvres Universitaires du Centre de Sousse	26 299 000	153 000	26 452 000	26 452 000
78	Foyer Universitaire Erriadh de Rose de Sousse		38 000	38 000	38 000
79	Foyer Universitaire 3 Août de Monastir		41 000	41 000	41 000
80	Foyer Universitaire El Bassatine de Monastir		90 000	90 000	90 000
81	Foyer Universitaire Rakkada de Kairouan		75 000	75 000	75 000
82	Cité Universitaire El Yasmin de Sousse		62 000	62 000	62 000
83	Foyer Universitaire Imam Mezri de Monastir		54 000	54 000	54 000
84	Foyer Universitaire Skanes de Monastir		87 000	87 000	87 000
85	Foyer Universitaire Sahloul de Sousse		93 000	93 000	93 000

(En dinars)

DESIGNATION DES ETABLISSEMENTS		PREVISIONS			
		RECETTES			DEPENSES
		SUBVENTION DE L'ETAT	RESSOURCES PROPRES	TOTAL DES RECETTES	
86	Restaurant Universitaire les Roses de Monastir		100 000	100 000	100 000
87	Restaurant Universitaire Skanès de Monastir		98 000	98 000	98 000
88	Restaurant Universitaire Al Aghaliba de Kairouan		29 000	29 000	29 000
89	Cité Universitaire El Ghazali de Sousse		156 000	156 000	156 000
90	Cité Universitaire Ibn Khaldoun de Sousse		97 000	97 000	97 000
91	Foyer Universitaire Okba Ibn Nafaâ de Kairouan		60 000	60 000	60 000
92	Cité Universitaire de Ksar Helal		64 000	64 000	64 000
93	Cité Universitaire Fattouma Bourguiba - Monastir		111 000	111 000	111 000
94	Cité Universitaire Ibn Sina de Sousse		150 000	150 000	150 000
95	Cité Universitaire Sabra de Kairouan		77 000	77 000	77 000
96	Centre Culturel Universitaire de Monastir		5 000	5 000	5 000
97	Centre Culturel Universitaire "Yahia Ibn Omar" de Sousse		5 000	5 000	5 000
98	Centre Universitaire d'Animation Culturelle et Sportive "Rakada" de Kairouan		2 000	2 000	2 000
99	Restaurant Universitaire Erriadh de Sousse		100 000	100 000	100 000
100	Cité Universitaire Ibn Khaldoun de Sidi Bouzid		116 000	116 000	116 000
101	Foyer Universitaire de Mahdia		120 000	120 000	120 000
102	Foyer Universitaire El Fatimi de Mahdia		50 000	50 000	50 000
103	Cité Universitaire 5 Septembre 1934 de Moknine		39 000	39 000	39 000
104	Foyer Universitaire Ibn Rachiq de Kairouan		60 000	60 000	60 000
105	Cité Universitaire Ibn El Jazzar de Kairouan		100 000	100 000	100 000
106	Restaurant Universitaire de Mahdia		128 000	128 000	128 000
107	Cité Universitaire El Farabi de Sousse		75 000	75 000	75 000
108	Restaurant Universitaire Ibn Rochd de Kairouan		78 000	78 000	78 000
109	Centre Universitaire d'Animation Culturelle et Sportive de Mahdia		2 000	2 000	2 000
110	Foyer Universitaire de Kasserine		64 000	64 000	64 000
111	Restaurant Universitaire de Kasserine		33 000	33 000	33 000
112	Cité Universitaire de Sbeitla		83 000	83 000	83 000
113	Centre Universitaire d'Animation Culturelle et Sportive de Kasserine		2 000	2 000	2 000
114	Centre Universitaire d'Animation Culturelle et Sportive de Sidi Bouzid		2 000	2 000	2 000
115	Restaurant Universitaire du Pôle technologique de Sousse		28 000	28 000	28 000
116	Restaurant Universitaire de Rejich Mahdia		66 000	66 000	66 000
117	Restaurant Universitaire de Sidi Bouzid		32 000	32 000	32 000
118	Restaurant Universitaire " Médina Jadida" Kasserine		8 000	8 000	8 000
	Etablissements relevant de l'Office des Œuvres Universitaires pour le Sud de Sfax	26 511 000	2 464 000	28 975 000	28 975 000
119	Office des Œuvres Universitaires du Sud de Sfax	26 511 000	2 000	26 513 000	26 513 000
120	Foyer Universitaire du Commandant Béjaoui de Sfax		34 000	34 000	34 000
121	Foyer Universitaire El Bassatine de Sfax		54 000	54 000	54 000
122	Foyer Universitaire Tanyour de Sfax		21 000	21 000	21 000
123	Foyer Universitaire Imam Sahnoun de Sfax		37 000	37 000	37 000
124	Foyer Universitaire El Farabi Sfax		68 000	68 000	68 000
125	Foyer Universitaire Ibn Abi Sarah de Gabès		30 600	30 600	30 600
126	Restaurant Universitaire El Manar- Sfax		3 000	3 000	3 000
127	Cité Universitaire Ibn El Jazzar de Sfax		114 000	114 000	114 000
128	Cité Universitaire Ibn Chabbat de Sfax		64 000	64 000	64 000
129	Cité Universitaire Ali Nouri de Sfax		154 140	154 140	154 140
130	Cité Universitaire Omar Ibn El Khattab de Gabès		63 000	63 000	63 000

(En dinars)

DESIGNATION DES ETABLISSEMENTS		PREVISIONS			
		RECETTES			DEPENSES
		SUBVENTION DE L'ETAT	RESSOURCES PROPRES	TOTAL DES RECETTES	
131	Cité Universitaire Sidi Mansour de Sfax		176 800	176 800	176 800
132	Cité Universitaire El Yasmin de Sfax		197 400	197 400	197 400
133	Centre Universitaire d'Animation Culturelle et Sportive de Sfax		1 000	1 000	1 000
134	Centre Universitaire d'Animation Culturelle et Sportive de Gabès		4 000	4 000	4 000
135	Cité Universitaire Sidi Marzouk de Gabès		83 000	83 000	83 000
136	Foyer Universitaire Ibn Mandhour de Gafsa		109 000	109 000	109 000
137	Foyer Universitaire Ulysse de Djerba		52 000	52 000	52 000
138	Foyer Universitaire Ennakhil de Gabès		134 000	134 000	134 000
139	Foyer Universitaire Ettifachi de Gafsa		36 800	36 800	36 800
140	Cité Universitaire de Tozeur		100 000	100 000	100 000
141	Cité Universitaire de Kébili		66 800	66 800	66 800
142	Restaurant Universitaire Ezzayatine Sfax		67 000	67 000	67 000
143	Restaurant Universitaire Ibn Arafa de Gafsa		83 500	83 500	83 500
144	Restaurant Universitaire de Gabès		99 000	99 000	99 000
145	Restaurant Universitaire les Oasis Gabès		108 000	108 000	108 000
146	Restaurant Universitaire Ibn Rached Gafsa		78 000	78 000	78 000
147	Restaurant Universitaire Ali Charfi Sfax		23 460	23 460	23 460
148	Restaurant Universitaire Kheireddine Ettounsi de Djerba		22 000	22 000	22 000
149	Cité Universitaire de Médenine		36 500	36 500	36 500
150	Cité Universitaire de Tataouine		121 000	121 000	121 000
151	Cité Universitaire de Gafsa		100 000	100 000	100 000
152	Restaurant Universitaire "El Ons" du pole technologique de Sfax		36 000	36 000	36 000
153	Centre Culturel et univesitaire de Gafsa		1 000	1 000	1 000
154	Cité Universitaire Elfajja - Mednine		82 000	82 000	82 000
155	Centre Universitaire d'Animation Culturelle et Sportive de Mednine		1 000	1 000	1 000
<u>1</u>	<u>Centre de calcul Khwarezmi</u>	<u>706 000</u>	<u>100 000</u>	<u>806 000</u>	<u>806 000</u>
1	Centre de calcul Khwarezmi	706 000	100 000	806 000	806 000
332	<i>Total des Budgets des Etablissements relevant du Ministère de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche Scientifique (Enseignement Supérieur)</i>	124 796 000	32 181 000	156 977 000	156 977 000
	* Recherche Scientifique				
<u>3</u>	<u>Etablissements de Recherche</u>	<u>864 000</u>	<u>33 000</u>	<u>897 000</u>	<u>897 000</u>
1	Centre d'Etudes et de Recherches Economiques et Sociales	325 000	15 000	340 000	340 000
2	Centre de Recherches et des Etudes pour le dialogue des Civilisations et des Religions Comparées à Sousse	159 000	5 000	164 000	164 000
3	Centre National Universitaire de Documentation Scientifique et Technique	380 000	13 000	393 000	393 000
<u>1</u>	<u>Centre de publication univesitaire</u>	<u>243 000</u>	<u>200 000</u>	<u>443 000</u>	<u>443 000</u>
1	Centre de publication univesitaire	243 000	200 000	443 000	443 000
4	<i>Total des Budgets des Etablissements relevant du Ministère de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche Scientifique (Recherche Scientifique)</i>	1 107 000	233 000	1 340 000	1 340 000
336	Total des Budgets des Etablissements relevant du Mission de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche Scientifique	125 903 000	32 414 000	158 317 000	158 317 000
<u>2653</u>	TOTAL GENERAL DES BUDGETS RATTACHES POUR ORDRE AU BUDGET GENERAL DE L'ETAT	1 107 851 000	477 746 000	1 585 597 000	1 585 597 000

TABLEAU "F"
EFFECTIF GLOBAL DU PERSONNEL AUTORISE DES MINISTÈRES Y COMPRIS LEURS SERVICES
CENTRAUX ET REGIONAUX ET DES ÉTABLISSEMENTS PUBLICS DONT LES BUDGETS SONT RATTACHÉS
POUR ORDRE AU BUDGET DE L'ÉTAT
POUR L'ANNÉE 2026

LES MISSIONS ET LES MISSIONS SPÉCIALES	TOTAL
1- L'ASSEMBLÉE DES REPRÉSENTANTS DU PEUPLE	353
2- L'ASSEMBLÉE NATIONALE DES RÉGIONS ET DES DISTRICTS	143
3- PRÉSIDENTE DE LA RÉPUBLIQUE	3 694
4- PRÉSIDENTE DU GOUVERNEMENT	2 514
5- MISSION DE L'INTÉRIEUR	98 419
6- MISSION DE LA JUSTICE	19 544
7- MISSION DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES, DE LA MIGRATION ET DES TUNISIENS À L'ÉTRANGER	1 913
8- MISSION DE LA DÉFENSE NATIONALE	106 893
9- MISSION DES AFFAIRES RELIGIEUSES	843
10- MISSION DES FINANCES	19 905
11- MISSION DE L'ÉCONOMIE ET DE LA PLANIFICATION	288
12- MISSION DES DOMAINES DE L'ÉTAT ET DES AFFAIRES FONCIÈRES	1 721
13- MISSION DE L'AGRICULTURE, DES RESSOURCES HYDRAULIQUES ET DE LA PÊCHE MARITIME	24 769
14- MISSION DE L'INDUSTRIE, DES MINES ET DE L'ÉNERGIE	360
15- MISSION DU COMMERCE ET DU DÉVELOPPEMENT DES EXPORTATIONS	1 590
16- MISSION DES TECHNOLOGIES DE LA COMMUNICATION	490
17- MISSION DU TOURISME	189
18- MISSION DE L'ÉQUIPEMENT ET DE L'HABITAT	3 997
19- MISSION DE L'ENVIRONNEMENT	317
20- MISSION DES TRANSPORTS	598
21- MISSION DES AFFAIRES CULTURELLES	7 079
22- MISSION DE LA JEUNESSE ET DES SPORTS	21 194
23- MISSION DE LA FAMILLE, DE LA FEMME, DE L'ENFANCE ET DES PERSONNES ÂGÉES	6 530
24- MISSION LA SANTÉ	79 360
25- MISSION DES AFFAIRES SOCIALES	9 362
26- MISSION DE L'ÉDUCATION	220 254
27- MISSION DE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR ET DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE	40 606
28- MISSION DE L'EMPLOI ET DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE	664
30- CONSEIL SUPÉRIEUR PROVISOIRE DE LA MAGISTRATURE	14
31- COUR DES COMPTES	402
EFFECTIFS NON REPARTIS	12 995
TOTAL GÉNÉRAL	687 000